CRÉDOC

CAHIER DE RECHERCHE

L'ÉVOLUTION DU BIEN-ÊTRE EN FRANCE DEPUIS 30 ANS

Régis BIGOT
Patricia CROUTTE
Emilie DAUDEY
Sandra HOIBIAN
Jörg MÜLLER

DÉCEMBRE 2012

www.credoc.fr N° 298

Sommaire

ABSTRACT **5**

NOTE DE SYNTHESE **7**

INTRODUCTION – POURQUOI ET COMMENT MESURER LE BIEN-ETRE ? **21**

1. Pourquoi chercher à mesurer le bien-être ? 21
2. Que cherche-t-on à mesurer ? 22
3. Comment mesurer le bien-être ? 23
4. Méthode de construction de l'indice du bien-être du CREDOC 26

I – QUELQUES ELEMENTS SUR LE BONHEUR EN FRANCE EN 2012 ..... **31**

1. Huit Français sur dix sont heureux dans leur vie actuelle 31
2. Les Français sont aussi heureux que les autres Européens 34
3. Certaines catégories de population sont-elles plus heureuses que d'autres ? 36
   - *a. Le rôle des déterminants socio-démographiques* *36*
   - *b. Le rôle des traits de caractère* *42*
   - *c. Les composantes de qualité de vie présentes dans « Conditions de vie et Aspirations »* *45*
4. Qu'est ce qui rend heureux ou malheureux ? 47
   - *a. Les motifs avancés par les gens heureux sont plus nombreux* *47*
   - *b. Les motifs de bonheur : avant tout, les personnes qu'on aime* *48*
   - *c. Les raisons du malheur* *55*
5. Ce qui pourrait rendre plus heureux 57
6. Ce qui est susceptible de rendre malheureux : la maladie et la mort 61

II – L'EVOLUTION DES GRANDES DIMENSIONS DU BIEN-ETRE EN FRANCE DEPUIS 30 ANS **65**

1. La situation financière ressentie se dégrade chez les plus modestes 65
2. Un creusement des inégalités de patrimoine 71
3. En trente ans, l'équipement des ménages s'est considérablement développé et diversifié75
4. Une timide amélioration de la situation en matière de logement 79
5. Emploi : une situation qui se précarise 84
6. Loisirs : davantage de temps libre, plus de loisirs 89
7. Vie citoyenne, engagement civique et bien-être 92
   - *a. Participation associative : de moins en moins militante* *93*
   - *b. Perceptions de la gouvernance* *98*
8. Une dégradation de l'état de santé ressenti chez les bas revenus 104
9. Sociabilité : vers une fragmentation du corps social 108
10. Prendre la mesure du sentiment de sécurité 112
11. Education : persistance d'inégalités sociales, malgré la démocratisation des savoirs 118

CONCLUSION : UNE EVOLUTION MITIGEE DU BIEN-ETRE, DES INEGALITES EN AUGMENTATION **121**

ANNEXES **129**

1. Tableaux complémentaires 129
2. Régression logistique 141
3. Grilles de post-codage 149

BIBLIOGRAPHIE **155**

Abstract

Dans la lignée des travaux de la commission Stiglitz, l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » mise en place par le CRÉDOC depuis près de 35 ans a été mobilisée pour approcher le bien-être de nos concitoyens et son évolution. Au total, cette recherche dresse un état des lieux mitigé. Sur les onze dimensions étudiées, en l'espace trente ans, quatre se sont améliorées : l'équipement du ménage a beaucoup progressé, les conditions de logement se sont améliorées, l'accès aux loisirs et à la culture s'est diffusé et le niveau d'éducation a augmenté. Quatre autres se sont plutôt dégradées : les ménages se sentent de plus en plus contraints financièrement, les conditions d'emploi sont de plus en plus précaires, l'état de santé ressenti s'est dégradé et le sentiment de vivre dans un univers instable et insécurisant (tant sur le plan économique que physique) s'est diffusé. Concernant le patrimoine, la vie citoyenne et le lien social, on n'observe pas vraiment d'évolution des indices en moyenne. Globalement, on constate un très net creusement des inégalités socio-économiques dans de nombreux domaines. Cette recherche confirme enfin le caractère multifactoriel du bien-être et l'impact de nombreuses dimensions, parmi lesquelles l'entourage affectif proche (couple, enfant, famille), et la liberté de vivre sa vie comme on l'entend jouent des rôles majeurs.

In the line with the works of the Stiglitz-Commission, the CREDOC used its survey "Living Conditions and Aspirations", existing since almost 35 years, in order to question the well-being of our fellow citizens. In fact, the study comes up with a mitigated state of affairs. Four out of the eleven domains linked to well-being, that have been analyzed, improved over the last 30 years: household equipment progressed, housing conditions improved, access to culture and leisure time activities became more widespread and the education level increased. On the opposite, four other domains decreased: households are more and more under financial pressure, labour conditions are more and more precarious, the perception of health status has deteriorated and the feeling to live in an insecure and instable world (both from an economic and physical point of view) got disseminated. With regard to property, to the social life and civic participation in society, there are no noticeable evolutions of the indicators. All in all, socio-economic inequalities are increasingly evolving in numerous domains. Finally, this research confirms the idea that well-being is a multifactorial concept containing various dimensions, among which the affective surrounding (couple, child, family) as well as the "freedom of living one's life independently" play a major role.

Note de synthèse

La mesure du bien-être, un exercice impossible mais indispensable

« Dès qu'un homme cherche le bonheur il est condamné à ne pas le trouver. »[1] Comment mesurer ce qui paraît, par essence, si insaisissable ? Comment quantifier ou jauger un sentiment ou une émotion, un état que chacun peine à définir, à comprendre et qui n'apparaît si clairement que lorsqu'il fait défaut ? Est-il possible de trouver des étalons de mesure qui s'appliquent quelles que soient les cultures, qui résistent au temps et arrivent à rendre compte des multitudes d'individualités avec leurs aspirations propres ?

Et pourtant l'exercice apparait de plus en plus **nécessaire**. Longtemps la mesure du progrès des sociétés a été dévolue à la science économique. Sur un plan macro-économique, le Produit intérieur brut a ainsi focalisé une grande partie de l'attention. Outil de mesure stabilisé, il devait témoigner de l'opulence des sociétés, permettre des comparaisons dans le temps, ou dans l'espace dans un univers mondialisé. Au niveau individuel, le revenu moyen devait pouvoir rendre compte du bien-être de chacun. Mais depuis quelques années, le besoin de compléter ces approches est devenu indispensable. Tout d'abord car ces indicateurs économiques n'intègrent pas des dimensions **non marchandes** pourtant génératrices de bien-être comme le travail domestique ou les soins aux enfants, le temps passé avec ses amis, l'investissement associatif, ou tout simplement le temps libre. Des **caractéristiques propres aux sociétés** qui ont pourtant un impact sur le bien-être de chacun échappent aussi à ces indicateurs : le pays est-il démocratique ? les individus se sentent-ils libres ? ont-ils accès à une justice efficace et non corrompue ? les citoyens ont-ils accès à une protection sociale en cas de coup dur ? Les infrastructures, les services publics sont par ailleurs valorisés en fonction des dépenses occasionnées et non pas des bienfaits qu'ils peuvent procurer. La mesure du PIB n'intègre pas non plus les effets des modes de production sur **les générations futures** (les investissements réalisés ou au contraire les ressources surexploitées, etc.). Enfin, une dernière critique vise surtout le PIB, qui ne permet pas de donner une image de **la répartition** des richesses au sein de la société.

La mesure des différentes composantes du bien-être s'impose de plus en plus à l'appareil statistique, selon les recommandations — entre autres — de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi[2] : **les politiques publiques** doivent disposer d'indicateurs plus fins leur permettant de percevoir quels sont les besoins et les aspirations de la population, d'identifier les priorités et de réorienter leurs actions.

Le présent document vise donc à apporter quelques éléments de réponse à cette ambitieuse question : nos concitoyens sont-ils heureux aujourd'hui ? Qu'est-ce qui contribue, de leur point

[1] ALAIN, *Propos sur le bonheur*, Paris, Folio, 1985

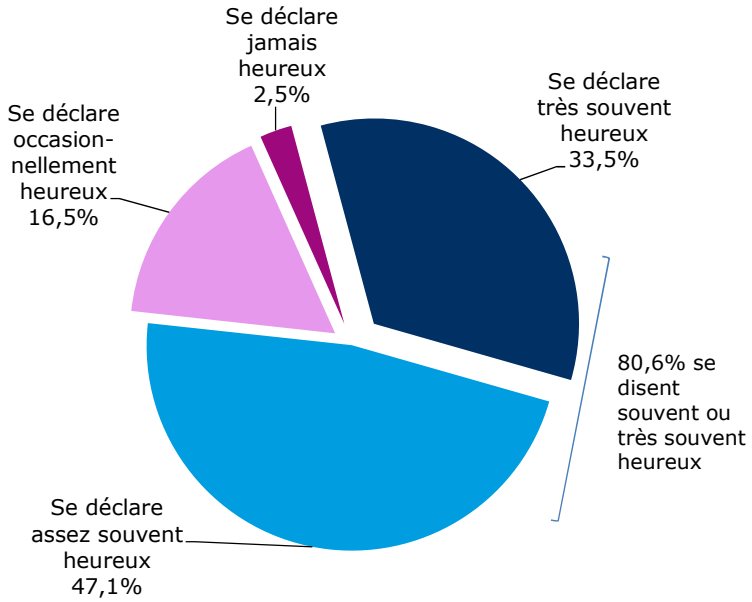
[2] STIGLITZ Joseph E., SEN Amartya, FITOUSSI Jean-Paul, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Paris, 2009, http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

vue, à forger leur bonheur ou au contraire vient l'empêcher ? Comment a évolué le bien-être des Français au cours des dernières décennies ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons principalement mobilisé **l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC,** dispositif d'investigation permanent, matériau original, existant depuis 35 ans et qui décrit de très nombreuses facettes de la vie des Français — non seulement leurs conditions de vie réelles, mais aussi leurs perceptions et leurs aspirations —, et qui s'appuie sur l'interrogation d'un échantillon renouvelé à chaque vague de 2000 individus, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (le détail de la méthodologie est décrit p. 26).

Des Français heureux

Les Français sont souvent décrits comme un peuple maussade et grognon, perpétuellement insatisfaits de leur situation. Pourtant, lorsqu'on les interroge, 33% se disent « très souvent » heureux, 47% « souvent heureux ». Au total, c'est donc huit Français sur dix qui s'estiment satisfaits de leur vie.

Dans votre vie actuelle, vous sentez-vous heureux ?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Lecture : 33% des personnes interrogées en juin 2012 disent se sentir très souvent heureuses dans leur vie actuelle.

Nous avions dans cette formulation opté pour une échelle de fréquence, pensant qu'il serait peut-être plus aisé pour les interviewés de se déclarer seulement « occasionnellement » heureux que « pas très heureux ». En réalité, la formulation proposée ne semble pas réellement changer la répartition des réponses obtenues. D'une enquête à l'autre, selon les questions posées et notions abordées, les méthodes utilisées, ou même les années d'observation, la balance penche toujours clairement du **côté positif** et les proportions de Français « satisfaits de la vie qu'ils mènent », « satisfaits de leur vie ces temps-ci », « très ou assez heureux », ne descendent jamais en dessous de la barre des 70% (Eurobaromètre, satisfaction par rapport à la vie que l'on mène en 1991) et culminent parfois à 90% (90% de

Français « très ou assez heureux » dans la World Value Survey de 2008). Au total, les Français se situent toujours à un **niveau proche de la moyenne européenne**, et se situent à un rang médian dans les différents palmarès. Et finalement, les chercheurs ont du mal à s'accorder sur l'existence, ou l'absence, de traits culturels hexagonaux qui pousseraient nos concitoyens à un certain pessimisme ou optimisme.

Etre entouré et se sentir libre de mener sa vie : les facteurs clés du bonheur

Pour se faire une idée des facteurs les plus déterminants du bien-être, nous nous sommes appuyés sur une analyse statistique visant à repérer les caractéristiques des personnes qui se disent « très souvent » heureuses. Mais il nous a semblé également intéressant de **donner la parole** aux interviewés, à qui nous avons posé quatre questions, dites « ouvertes », c'est à dire sans aucune réponse prévue, leur permettant de s'exprimer librement : *« Qu'est-ce qui vous rend heureux dans votre vie actuelle ? », « Qu'est-ce qui vous rend malheureux dans votre vie actuelle ? » « En dehors de la période actuelle, qu'est-ce qui, dans votre vie, est susceptible de contribuer à vous rendre heureux ? » et « En dehors de la période actuelle, qu'est-ce qui, dans votre vie, est susceptible de contribuer à vous rendre malheureux ? »*

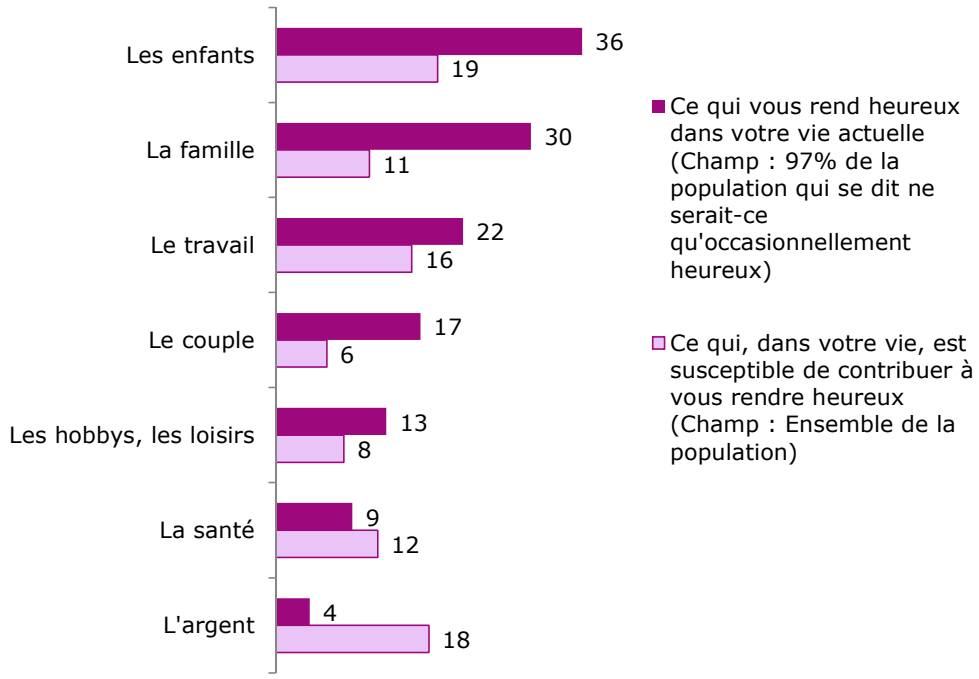
L'éventail des raisons d'être heureux évoquées par les Français est très large et pas moins **d'une trentaine de motifs** sont mentionnés spontanément par les interviewés, allant du « soleil », à la « nature », en passant par la « retraite » ou encore la « liberté », etc. Mais trois des principales raisons évoquées spontanément tournent autour **des liens affectifs** : les enfants (36%), la famille (30%) ou le couple (17%) rassemblent 66% des interviewés. Les registres évoluent avec le cycle de vie : les plus jeunes trouvent le bonheur dans un cercle relationnel élargi (qui intègre aussi les amis), et au fil du temps, le bonheur trouve sa source de plus en plus au sein de la famille nucléaire. Notons au passage que les enfants constituent une sorte de « valeur refuge », et sont plus souvent cités par les personnes qui se disent occasionnellement heureuses que par celles qui s'estiment pleinement épanouies.

Autre motif récurrent dans les mots des interviewés : **le travail** constitue une source du bonheur pour 22% de la population dans son ensemble. Chez les actifs occupés, le taux s'élève même à 37%, plaçant la vie professionnelle en tête des motifs les plus cités, juste devant la famille (36%) et les enfants (32%). Les loisirs, hobbys sont ensuite cités par 13%.

Si **la situation financière ou la santé** sont assez peu évoquées comme des raisons d'être heureux aujourd'hui, ils semblent en revanche davantage perçus comme des moyens d'améliorer le bien-être. Réciproquement, précarité financière et mauvaise santé sont les deux principaux vecteurs du malheur. Autrement dit, dans la bouche des interviewés, **les problèmes d'argent ou les difficultés de santé constituent un obstacle sérieux au bonheur** mais avoir des revenus ou une bonne santé ne peuvent, seuls, être la source du bonheur.

Les principales raisons d'être heureux ou de le devenir, selon les mots des interviewés

- réponses recodées a posteriori, principales réponses données -

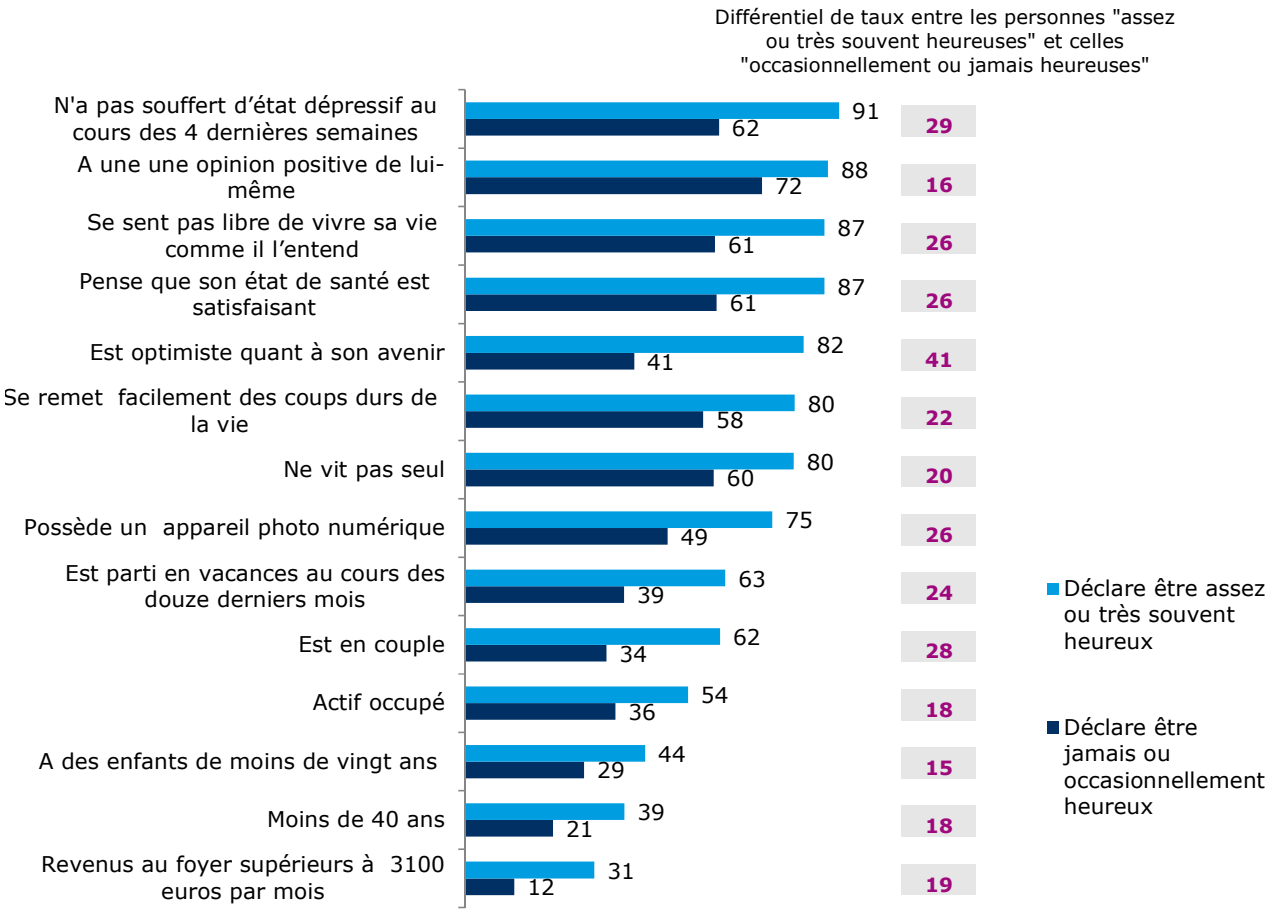


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations ».
La liste complète des réponses figure pages 49 et 57.
Lecture : 36% des personnes qui se disent heureuses ont cité « les enfants » spontanément comme une des raisons de leur bonheur, 18% de la population considèrent qu'une meilleure situation financière serait susceptible de les rendre heureux

Nous avons complété cette approche par une **analyse statistique** cherchant à repérer les facteurs ayant le plus d'influence sur le bonheur déclaré, à partir d'un corpus de plusieurs dizaines de variables, intégrant aussi bien des caractéristiques socio-démographiques (l'âge, le sexe, le lieu d'habitation, etc.), que des opinions (sur le sentiment que la justice du pays fonctionne bien ; le souhait de réformer radicalement la société, etc.), de nombreuses données sur les conditions de vie (conditions de logement, accès aux loisirs, état de santé, etc.) ainsi que quelques traits de caractères que les interviewés s'attribuent eux-mêmes (l'optimisme, le sentiment d'être libre de mener sa vie comme on l'entend, la capacité à rebondir après un coup dur ou l'image positive qu'on a de soi-même). La **situation affective** – le fait d'être en couple, d'avoir des enfants, de ne pas vivre seul – ainsi que le **travail** confirment leur importance : les personnes qui se disent « très souvent ou assez souvent heureuses » sont plus souvent en couple, ayant des enfants, vivent moins souvent seules et sont plus souvent en emploi que celles qui se disent « occasionnellement ou jamais heureuses ». L'impact de **l'état de santé** ressenti et, en particulier, le fait de ne pas avoir souffert de dépression au cours des quatre dernières semaines est lui aussi confirmé. Le **niveau de vie** joue un rôle important : 31% des personnes heureuses disposent de revenus supérieures à 3100 euros par mois pour le foyer, tandis que seulement 12% des individus moins heureux sont dans ce cas. Mais, d'autres paramètres, comme des **traits de caractères**, entrent aussi en ligne de compte. Se voir comme quelqu'un d'optimiste, capable de rebondir en cas de coup dur, et

avoir une opinion positive de soi-même sont très liés au sentiment de bonheur. **Se sentir libre de vivre sa vie comme on l'entend**, qui s'apparente probablement davantage à une opinion sur sa vie qu'à un trait de caractère, se détache aussi très nettement : 87% des personnes qui se sentent heureuses éprouvent le sentiment d'être maître de leur vie contre seulement 62% des personnes malheureuses. Etre jeune peut aussi jouer positivement sur le bien-être. Enfin, le fait de **partir en vacances** n'est pas sans effet sur le bonheur ressenti.

Quelques leviers du bonheur : les facteurs les plus différenciant entre les personnes qui se disent « très souvent ou assez souvent heureuses » et celles qui se disent « occasionnellement ou jamais heureuses »



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »
Lecture : 62% des personnes qui se disent « très souvent ou assez souvent » heureuses sont en couple, contre 34% des personnes qui se disent « occasionnellement ou jamais heureuses », soit un différentiel de 28 points

Nota : la possession d'un appareil photo numérique, qui peut paraître anecdotique, apparaît parmi les premiers critères différenciants. Rappelons que celle-ci est corrélée à la présence d'enfants, ainsi qu'à l'intensité des loisirs et notamment du départ en vacances qui, tous deux, affectent le sentiment de bonheur.

Comment **évolue le bien-être** de nos concitoyens ? Vit-on aujourd'hui mieux ou moins bien qu'il y a trente ans ? Chacun a probablement son opinion. Nous avons cherché à dresser un état des lieux des conditions de vie de nos concitoyens, de leur bien-être ressenti. Pour cela nous avons **mobilisé 60 indicateurs** présents dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » et suivis chaque année depuis près de 30 ans, avec des formulations de questions inchangées et une méthodologie rigoureusement identique.

Ces soixante indicateurs ont été rassemblés en onze grandes dimensions de la vie :

- La situation financière ressentie
- Le patrimoine détenu
- L'équipement du foyer
- Le logement
- L'emploi
- Les loisirs, le temps libre
- La vie citoyenne
- L'état de santé ressenti
- Les liens et rapports sociaux
- Le sentiment de sécurité
- Le niveau d'éducation

Pour chaque dimension, a été calculé un indice d'évolution, intégrant à la fois des indicateurs « objectifs » (tels que le niveau de revenus par exemple) et des indicateurs « subjectifs » (tels que le bilan que fait l'interviewé de l'évolution de sa situation financière au cours des dix dernières années). Chaque dimension, et les indicateurs qui la composent, a été choisie en s'appuyant sur la littérature scientifique, et les travaux menés au CREDOC depuis plus de 35 ans sur les conditions de vie et les aspirations de la population. Les analyses statistiques confirment que toutes les dimensions ainsi définies exercent une influence sur le bonheur déclaré. Cette approximation statistique du bonheur est bien entendu discutable (dans son principe même) et perfectible (à travers le choix des dimensions retenues ou manquantes). De nouveaux indicateurs ou façons d'appréhender la qualité de vie pourront aussi évoluer dans le temps. Il s'agit ici d'une première approche, qui pourra ensuite être affinée lors de travaux ultérieurs.

Amélioration de la situation en matière d'équipement, de logement, de loisirs, montée du niveau d'instruction

Dans quatre domaines – **équipement, logement, loisirs, instruction** – la qualité de vie de nos concitoyens s'est améliorée. **L'équipement des ménages** a, en l'espace de trente ans, formidablement progressé, qu'il s'agisse des biens électroménagers présents désormais dans la plupart des foyers, ou, depuis le milieu des années 1990, l'essor rapide et continu des technologies de l'information et de la communication. Le panel des biens détenus s'est ainsi enrichi offrant aux individus un confort accru (qu'il s'agisse de posséder un lave-vaisselle, se déplacer de manière autonome en voiture, déclarer ses revenus en ligne sur internet, écouter de la musique en ligne) ainsi que de nouvelles possibilités, qu'il s'agisse de pouvoir être joignable en tous lieux, de profiter d'une nouvelle tribune d'échange avec ses pairs au travers des forums ou des blogs, d'accéder facilement à la connaissance (fonds bibliographiques, archives en ligne, visites virtuelles de musées, encyclopédies, etc.). Il ne s'agit pas de décréter ici que l'essor de la société de consommation et l'avènement des Technologies de l'Information et de la Communication dans les foyers constituent l'alpha et l'oméga du bien-être. Mais on peut convenir que, sur ce plan, la situation des Français s'est significativement améliorée.

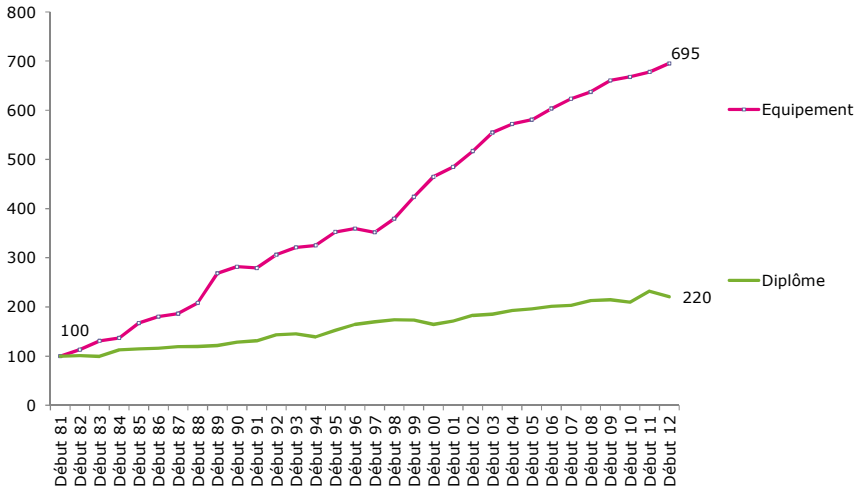
L'accès aux loisirs s'est lui-aussi étendu. Le temps libre a significativement progressé, et les pratiques d'occupation du temps libre également : les Français vont plus souvent au cinéma, fréquentent davantage des équipements sportifs, sont plus souvent adhérents d'associations culturelles et sportives et sont plus nombreux à fréquenter les bibliothèques. La progression des pratiques a été plus rapide dans les années 1980 et 1990 qu'elle ne l'est depuis le début des années 2000, mais quasiment toutes les pratiques se sont diffusées. Seule ombre au tableau : la proportion de personnes parties en vacances a depuis le début des années 1990 tendance à diminuer.

Les **conditions de logement** se sont, elles aussi améliorées, qu'il s'agisse de l'accès aux sanitaires pour tous (15% des Français n'étaient pas pourvus de salles de bain ou de toilettes dans les logements au début des années 1980), ou l'augmentation des surfaces disponibles par personnes. Cette amélioration a été en partie tempérée par l'envolée des prix de l'immobilier qui a poussé nos concitoyens à consentir de nombreux sacrifices sur d'autres postes budgétaires, voire à occuper parfois des logements inadaptés. Mais globalement, les conditions de logement se sont plutôt améliorées sur longues périodes.

Enfin, le **niveau d'instruction** de la population a progressé : la proportion d'individus titulaires du Baccalauréat ou plus est passée de 20% à 45% en trente ans. Même s'il n'est qu'un indicateur de compétences parmi d'autres[3], on ne peut que se réjouir de la diffusion progressive du savoir qui, selon nombreux travaux, rejaillit positivement sur de nombreuses dimensions du bien-être (santé, participation civique, opportunités professionnelles, confiance dans les autres).

Evolution des indices d'équipement, de l'instruction

Base 100 en 1981



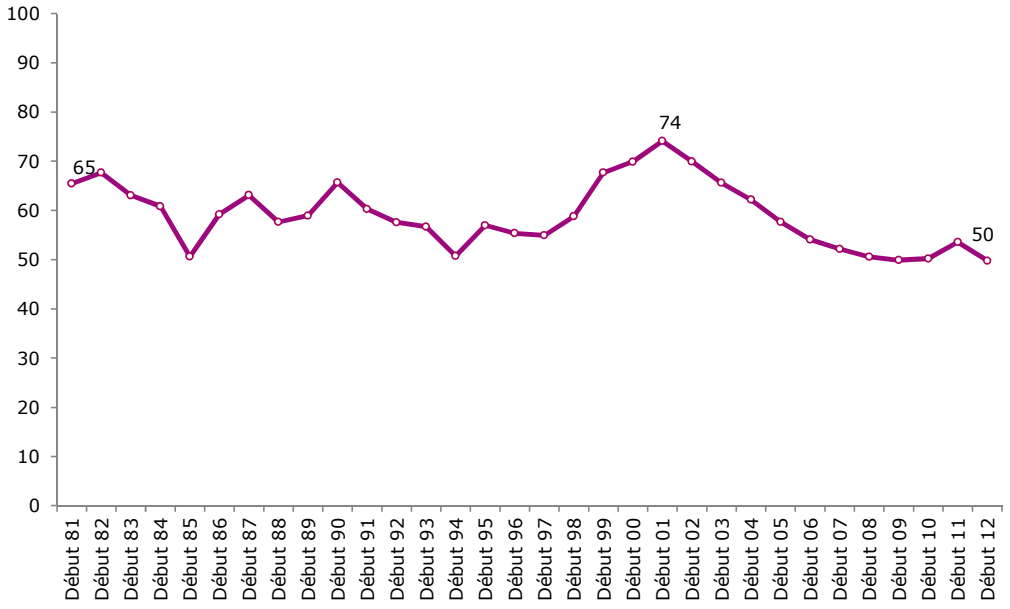
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

[3] La commission Stiglitz-Sen-Fitoussi recommande par exemple d'intégrer la mesure de compétences extra-scolaires comme la capacité à travailler en équipe, l'ouverture aux autres, la maîtrise des Technologies de l'information, ou le taux d'alphabétisation, etc.)

Dégradation de la situation financière ressentie, de la vie professionnelle, de l'état de santé ressenti, du sentiment de sécurité

Mais, dans le même temps, quatre dimensions du bien-être ont eu tendance à se dégrader. Si les revenus ont progressé de manière continue sur trente ans (+1% par an, soit +42% en 30 ans), les **marges de manœuvre financières** de la population se sont réduites : l'augmentation rapide des dépenses dites « contraintes » (c'est à dire sur lesquelles les foyers ont peu de possibilité d'arbitrage à court terme), telles que le budget logement, les dépenses d'énergie, les assurances ou encore les abonnements en téléphonie ont réduit la part du revenu réellement disponible pour les autres postes de consommation (alimentation, transport, loisirs, santé, etc.). Si bien que le nombre de budgets pour lesquels les foyers ont le sentiment de se restreindre est passé de 3,9 en moyenne en 1981 à 5,5 en 2012 (sur les dix postes étudiés). Ce phénomène explique en grande partie la progression du sentiment de déclassement dans la population. La proportion d'individus ayant le sentiment que leur niveau de vie s'est amélioré ou tout du moins est resté stable au cours des dix dernières années ne cesse de diminuer depuis 2001. Aujourd'hui, le « moral économique » n'a jamais été aussi bas depuis 35 ans.

Proportion d'individus ayant le sentiment que leur niveau de vie est resté stable ou s'est amélioré depuis dix ans



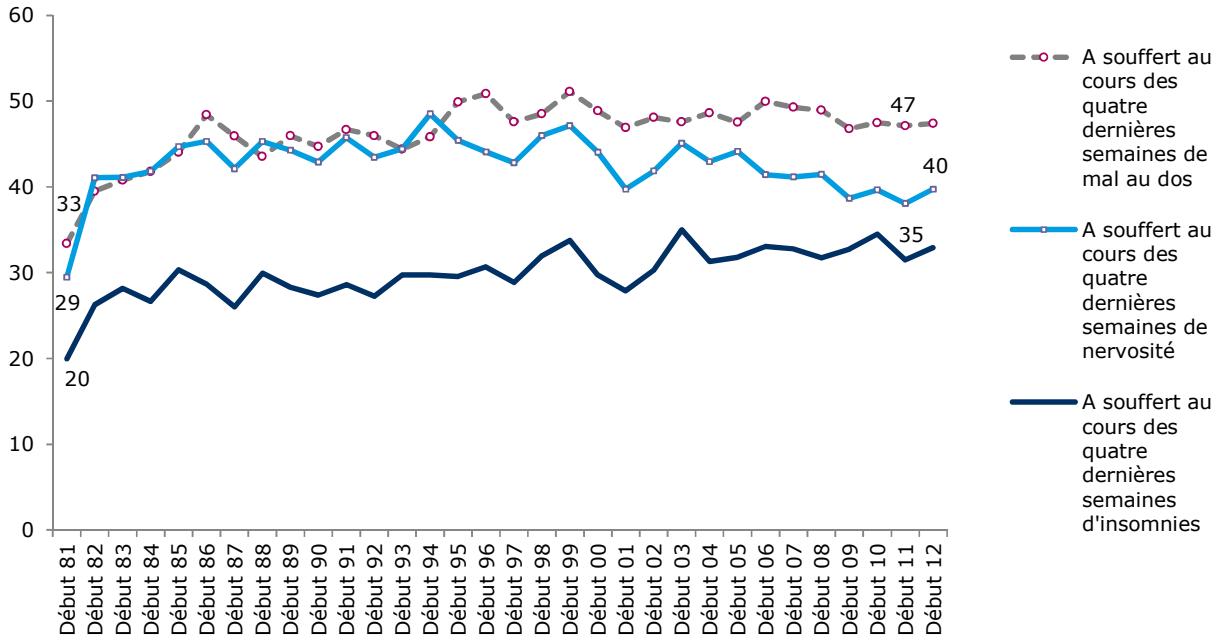
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

L'univers professionnel des Français a beaucoup changé, parallèlement aux fortes mutations qu'a connu le marché de l'**emploi depuis trente ans** (tertiarisation de l'économie, montée du salariat, progression des emplois de cadre et de professions intermédiaires, féminisation). D'une société où l'emploi en CDI et à temps plein constituait la norme, nous sommes passés à un marché de l'emploi flexible où l'emploi précaire ne cesse de se développer (CDD, intérim, stages, temps partiel subi…). Enfin, la forte progression du chômage a durablement installé

dans l'opinion l'idée que les carrières professionnelles sont sans cesse soumises aux dures lois de compétition.

En matière de **santé**, les perceptions des ménages se sont aussi dégradées. Cela peut paraître étonnant au regard des progrès qui ont été réalisés en trente ans : l'espérance de vie à 65 ans des Français est ainsi la troisième plus élevée de l'UE 27 avec 81,6 ans derrière l'Italie (81,9) et l'Espagne (81,8). La mortalité dite « prématurée » (décès survenus avant 65 ans) est en forte régression ces 30 dernières années, comme dans la plupart des pays européens, grâce notamment à la baisse des comportements à risque (consommation de tabac, d'alcool, accident sur les routes…). Mais dans le même temps, la proportion d'individus qui considèrent leur état de santé satisfaisant, en se comparant aux personnes de leur âge, après avoir progressé entre 1981 et 1990, s'effrite lentement mais régulièrement depuis 20 ans : elle est passé de 90% en 1990 à 84% au début 2012. En parallèle, l'enquête révèle, sur longue période, une augmentation du nombre de personnes qui font état de certaines souffrances psychiques ou physiques. De plus en plus de personnes souffrent d'insomnies, de nervosité, de mal de tête ou de mal de dos.

Proportion d'individus ayant souffert de maux de dos, de nervosité ou d'insomnies au cours des quatre dernière semaines



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Enfin, si certains risques semblent moins inquiéter la population (accident de la route, et risques alimentaires notamment) les Français ont de plus en plus le sentiment de vivre dans un **univers insécurisant**, tant sur le plan **physique** (avec la peur grandissante des agressions de la rue, et la montée des inquiétudes par rapport aux maladies graves) **qu'économique,** en liaison notamment avec la montée du chômage et l'augmentation de l'instabilité professionnelle.

Lien social et vie citoyenne : Des dimensions en recomposition

En trente ans, les **liens avec autrui** se sont profondément recomposés. La place de la famille, autrefois centrale, reste prépondérante mais a perdu son caractère quasi-hégémonique. Les foyers se sont démultipliés avec l'augmentation des divorces, du célibat, du vieillissement de la population et des familles dites « recomposées », etc. La famille est plus changeante dans le temps : les périodes de célibat sont plus importantes et les compagnons avec lesquels on traverse la vie peuvent être nombreux. Les liens familiaux hors foyer s'effritent eux aussi : le nombre de personnes « rencontrant régulièrement des membres de leur famille proche », bien que toujours très élevé (85% de la population en 2012), diminue lentement mais sûrement depuis 30 ans (-10 points). La nature des liens et des échanges au sein de la famille a également évolué : d'une famille où l'on partageait essentiellement un quotidien, la famille tend de plus en plus à être associée aux activités et moments de partage. Dans le même temps, les liens « souples » et « choisis » que constituent les amitiés ont tendance à occuper plus de place dans la vie : en 1980, 54% des Français disaient « recevoir des amis ou des relations au moins une fois par mois », on en compte aujourd'hui 74%. Si, en moyenne, l'indicateur de lien social paraît stable, il masque d'importantes mutations.

La **participation à la vie citoyenne et la perception du fonctionnement de la société** ont beaucoup évolué en trente ans, sans qu'il soit vraiment possible de trancher avec certitude si la situation des Français s'est améliorée ou dégradée. La participation dans des partis politiques, des syndicats, ou des associations impliquées dans la vie de la cité telles que les associations de parents d'élèves ou de défense ces consommateurs poursuivent une lente et continue diminution au cours des trois dernières décennies. En parallèle s'installe une grande défiance dans le politique et les gouvernements qui se succèdent. Et un sentiment d'injustice se développe : se diffuse l'impression que les inégalités de niveau de vie ou d'accès à la santé se creusent. Si bien que le désir de profondément remettre en cause le fonctionnement de la société a beaucoup progressé : 35% de nos concitoyens estiment qu'il faut des réformes « radicales » pour que la société fonctionne mieux aujourd'hui, contre 25% en 1981. Cependant, tous les indices reflétant la vitalité citoyenne ne se dégradent pas : la proportion de personnes qui estiment que la justice fonctionne bien, est certes faible (37% en 2012), mais plutôt en augmentation depuis 30 ans (+14 points depuis 1981). L'impression que les familles ayant des enfants sont correctement aidées par les pouvoirs publics progresse aussi (45%, +14 points). Et si les Français sont critiques à l'égard des hommes et femmes politiques, ils s'intéressent toujours à **la politique** : la proportion d'individus se positionnant sur l'échiquier politique (à gauche, au centre, à droite) a progressé entre 1999 et 2012, passant de 78% à 84%. D'ailleurs, en 2012, 15% des Français jugent que « la politique ou la vie publique » constituent un domaine très important dans la vie, contre 10% en 1985. Et si la participation à la vie publique sous des formes institutionnelles marque le pas, le militantisme change de forme et se manifeste sous des formes qualifiées parfois de « désaffiliées » et de solidarités « faibles », notamment au travers de nouvelles possibilités de participer au débat

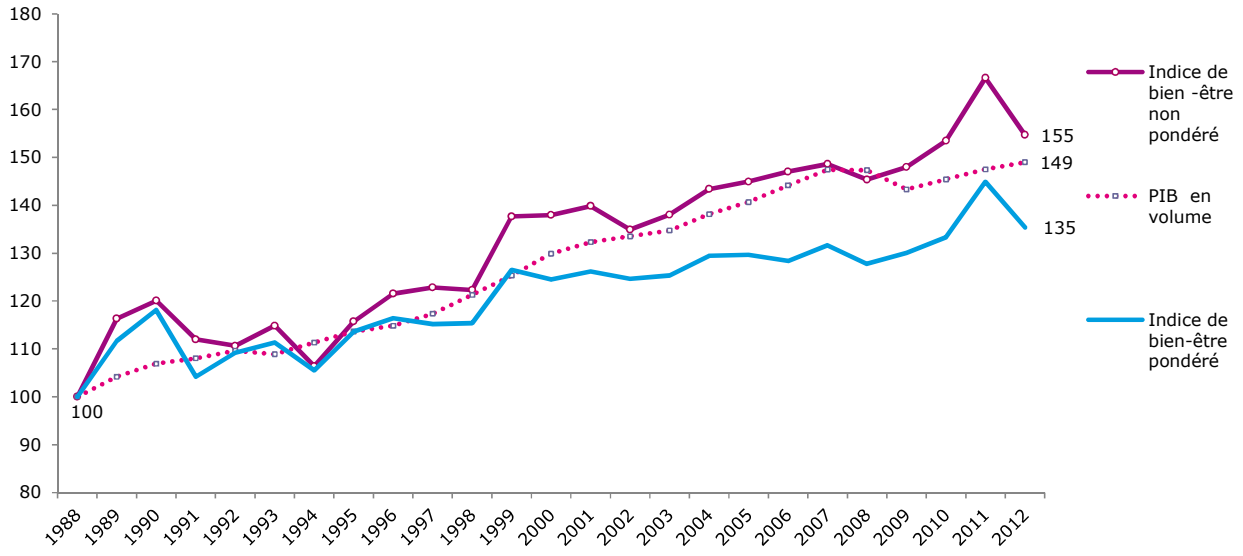
grâce à Internet (réseaux sociaux, blogs, etc.). Si bien que, globalement, l'indice de vie citoyenne est stable en tendance depuis trente ans.

L'évolution du bien-être, autant de mesures possibles que d'individus

Nous nous sommes livrés à une tentative de synthèse de ces différentes dimensions au sein d'un **indice de « bien-être global »,** cet exercice est évidemment sujet à discussion : chacun pourrait, légitimement, décider d'affecter un poids plus ou moins important aux dimensions qui lui semblent les plus importantes. Nous proposons ici **deux modes de calcul** alternatifs. Le premier indice, appelé « indice de bien-être non pondéré » intègre les onze dimensions étudiées (santé, loisirs, etc) **en accordant à toutes le même poids.** Le deuxième « indice de bien-être pondéré » accorde **plus d'importance aux dimensions qui, en 2012, ont le plus d'impact sur le bonheur** ressenti par la population. Cette deuxième tentative revient, en quelque sorte, à tenter de mesurer l'évolution du bien-être à l'aune des critères jouant aujourd'hui le plus grand rôle dans le sentiment de bonheur. Les deux courbes convergent dans un mouvement de progression du bien-être au cours des 25 dernières années. Les mouvements des deux courbes sont également très proches. Mais dans un cas (lorsqu'on accorde à toutes les dimensions le même poids), le bien-être semble suivre, voire surpasser l'évolution du PIB. Tandis que dans l'autre, on observe, depuis le début des années 2000 un très net « décrochage » entre la mesure économique du progrès (au travers du PIB) et l'amélioration du bien-être …

Deux tentatives de mesure de l'évolution du bien- être global entre 1988 et 2012

Indice de bien-être « non pondéré »*– base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population, calculé à partir du cumul des situations dans les onze dimensions étudiées, toutesles dimensions ayant le même poids*
Indice de bien-être « pondéré »*– – base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population, calculé à partir du cumul des situations dans les onze dimensions étudiées, un poids plus important a été donné à la santé, la situation financière, le lien social, la vie citoyenne, les loisirs*



Source de l'indice de bien-être : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »
Source du PIB de 1988 à 2011 : INSEE, comptes nationaux base 2005, 2012 : prévision de PIB – Source : Note de conjoncture, comptes des pays, 2012

Une augmentation des inégalités dans de nombreux domaines

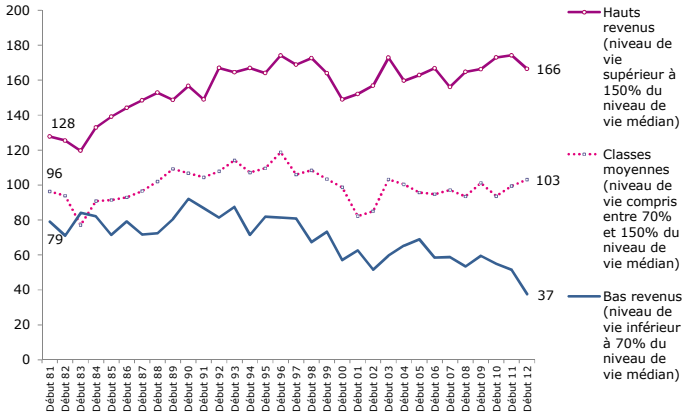
La lecture des différentes dimensions au niveau « moyen » peut parfois masquer des réalités contrastées selon les catégories de population. Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi recommande ainsi que les *« indicateurs de la qualité de la vie [fournissent], dans toutes les dimensions qu'ils recouvrent, une évaluation exhaustive et globale des inégalités. ».* Plusieurs grilles de lecture pourraient être utilement mobilisées, telles que les inégalités hommes-femmes, entre les générations, ou selon les lieux de résidence et pourront donner lieu à des analyses ultérieures. La présente recherche dresse, dans un premier temps, un état des inégalités selon le niveau de revenus. Sur les onze dimensions étudiées, **les inégalités se sont creusées très nettement dans sept domaines :**

- **la situation financière perçue.** L'augmentation des dépenses contraintes a touché de plein fouet les catégories modestes et n'a pas épargné les classes moyennes. Mais ce sont les bas revenus qui accusent le coup en priorité.
- **le patrimoine.** Le mouvement d'accession à la propriété et l'augmentation du patrimoine de l'ensemble des ménages se sont mis en place de manière hétérogène dans la population : tandis que les hauts revenus ont vu leur patrimoine s'étoffer sensiblement, les bas revenus se sont au contraire appauvris.
- **les conditions de logement.** L'amélioration des conditions de logement a surtout profité aux hauts revenus, et beaucoup plus timidement aux classes moyennes. L'envolée des prix de l'immobilier depuis le milieu des années 1990 a eu pour conséquence une augmentation sensible des taux d'efforts des catégories modestes et s'est accompagnée de nombreux compromis en matière de confort.
- **l'emploi.** Les mutations du marché de l'emploi et la montée du chômage ont conduit en trente ans à une dégradation de la situation professionnelle de la population. Alors que, au début des années 80, on observait peu de différences entre les classes sociales sur ce plan, au début 2012 l'emploi constitue très nettement un marqueur social, avec d'un côté des catégories plus souvent en emploi stable, à temps plein, et de l'autre, des bas revenus très soumis à la précarité professionnelle.
- **l'état de santé ressenti.** Au début des années 1980, on ne recensait aucune différence d'état de santé ressenti. Trente ans après, les catégories modestes sont les plus touchées par l'augmentation des maux psychiques tels que maux de dos, de tête, les insomnies.
- **le lien social.** Est-ce lié à la dégradation de leur situation dans les autres domaines ? Depuis le début des années 1990, les bas revenus voient leur tissu social se fragiliser, et semblent de plus en plus marginalisés.
- **et le sentiment de sécurité**. Ce dernier domaine est un peu à part, dans la mesure où les classes moyennes suivent ici un chemin très proche des bas revenus : ces deux catégories se montrent de plus en plus inquiètes, notamment face à l'incertitude économique et au risque de chômage.

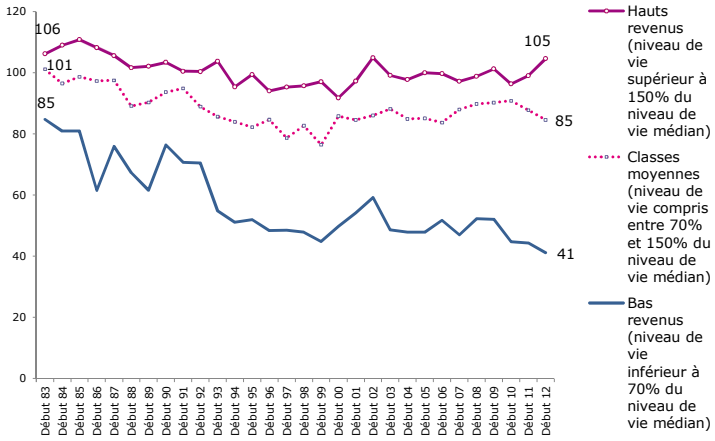
Une augmentation des inégalités dans de nombreux domaines

Evolution des sous-indices de bien-être selon le niveau de vie (hauts revenus : niveau de vie par unité de consommation supérieur à 150% du revenu médian, classes moyennes : niveau de vie compris entre 70% et 150% du revenu médian ; bas revenus : niveau de vie inférieur à 70% du revenu médian)
Base 100 en début de période pour l'ensemble de la population

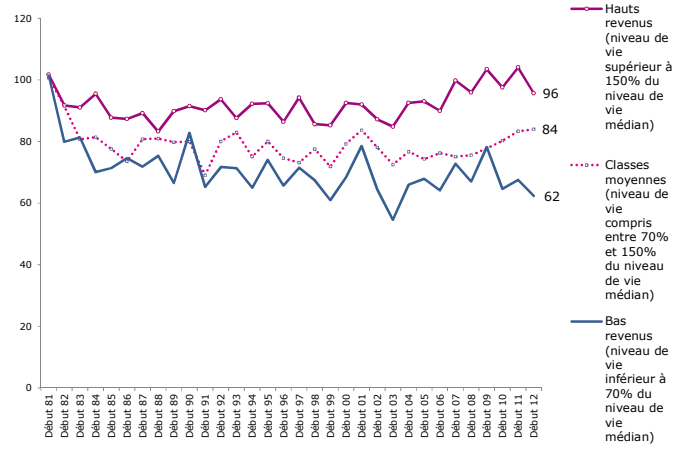
Evolution de l'indice de patrimoine



Evolution de l'indice d'emploi



Evolution de l'indice de santé ressentie



Evolution de l'indice de lien social

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Les disparités de situation ont eu tendance à **se résorber** dans deux domaines : **l'équipement** où toutes les catégories sociales ont pu profiter de l'accès à un plus grand nombre d'équipements **et l'accès aux loisirs**, qui s'est largement démocratisé en trente ans en particulier auprès des classes moyennes. Au final, le tableau suivant dresse un état des lieux de l'évolution des grandes dimensions de l'évolution du bien-être. Notons enfin que si, en matière d'éducation, les inégalités ont tendance à diminuer les écarts restent très élevés entre les deux extrêmes de l'échelle sociale.

Tableau synoptique de l'évolution de la qualité de vie en France entre 1988 et 2012

Situation financière	Légère dégradation	Augmentation des inégalités
Patrimoine	Stabilité du taux de détention	Augmentation des inégalités
Equipement	Très forte amélioration	Diminution des inégalités
Logement	Légère amélioration	Augmentation des inégalités
Loisirs / temps libre	Amélioration	Diminution des inégalités
Emploi	Dégradation depuis 1990	Augmentation des inégalités
Vie citoyenne	Stable en tendance	Stable en tendance
Etat de santé ressenti	Dégradation ressentie	Augmentation des inégalités
Lien social	Légère amélioration	Augmentation des inégalités
Sentiment de sécurité	Dégradation	Augmentation des inégalités
Niveau d'éducation	Amélioration	Des inégalités stables mais fortes

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Introduction – Pourquoi et comment mesurer le bien-être ?

1. Pourquoi chercher à mesurer le bien-être ?

Longtemps la mesure du progrès social s'est faite à l'aune de critères économiques. Le Produit Intérieur Brut[4] est, depuis plusieurs décennies, l'indicateur de référence pour jauger de l'état de santé d'un pays, ou comparer les niveaux de vie internationaux. Dominique Méda répertorie trois types de logiques qui expliquent que cet indicateur soit devenu le centre de toutes les attentions[5] : des raisons philosophiques qui voient dans la production et la consommation la marque de l'homme, « *un acte civilisateur par excellence* », des raisons liées aux impossibilités ou aux interdits (la difficulté à s'accorder sur les dimensions du progrès, à mesurer un progrès « collectif », etc.), des raisons fondées sur « l'existence de corrélations rassurantes » : le PIB étant fortement corrélé à des indicateurs sociaux, il permettrait de donner une bonne image du progrès. Au niveau individuel, le revenu est supposé rendre compte et résumer de la situation de chacun.

Mais, depuis quelques années, de nombreuses limites à ces indicateurs ont été mises en lumière, dont voici les principales :

- Le PIB ne prend pas en compte les répercussions dans **le futur** de la production actuelle, et la « soutenabilité » de la production : il est possible d'atteindre un PIB élevé sans se préoccuper des ressources, **du patrimoine** du pays (ressources naturelles, capital « humain », etc.) et de ce qui sera légué aux générations futures. Par exemple, le PIB ne tient pas compte de l'usure des équipements utilisés pour la production et des investissements réalisés. Il n'intègre pas non plus les effets de la pollution.
- Le PIB et le revenu n'intègrent pas **les productions non-marchandes** qui ont pourtant une valeur pour la société et contribuent au bien-être social : le travail domestique ou de soin aux enfants, le temps passé avec ses amis, l'investissement associatif ou tout simplement le temps libre sont ainsi passés sous silence. Ou plus exactement, ces services rendus à la société ne sont intégrés que lorsqu'ils deviennent marchands (par exemple, lorsque le ménage effectué dans une maison n'est plus réalisé par les membres de la famille mais est payé à un(e) aide-ménager(e)). Le transfert d'activités réalisées « gratuitement » par les individus à des entreprises de services peut ainsi donner facticement l'impression d'une augmentation du niveau de vie. L'apport des **services publics** est également sous-estimé (éducation, santé, transports, infrastructures). Ceux-ci sont valorisés en fonction des dépenses pour les

[4] Le Produit Intérieur brut est un indicateur économique qui mesure la valeur totale de la production de richesses à travers l'évaluation de la valeur ajoutée (Production – Consommations intermédiaires) dans un pays donné, par les agents de ce pays.
[5] Voir par exemple, MEDA Dominique, « Quel progrès faut-il mesurer ? », In *Esprit*, Paris, Juin 2009 ; OCDE, « Indicateurs alternatifs du bien-être » In *Réformes économiques*, Paris, 2006.

produire (par exemple le nombre de médecins) plutôt que des résultats (la bonne santé de la population).

- Enfin ces indicateurs sont souvent calculés sous forme de « moyenne » à l'échelle de l'ensemble de la population, sans rendre compte de **la répartition** des richesses au sein de la société. Un PIB ou un revenu moyen très élevé peuvent aussi bien être le reflet d'une société globalement prospère ou d'une société où seul un petit nombre s'enrichirait.

Aussi, émerge aujourd'hui un certain nombre de recherches, dans la suite des travaux notamment de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi[6], qui cherchent à compléter l'approche économique traditionnelle par **l'étude du bien-être des sociétés**, et plus précisément des individus qui les composent, notamment afin d'élargir les indicateurs qui servent de support à la réflexion pour orienter les politiques publiques[7].

2. Que cherche-t-on à mesurer ?

A quoi fait donc **référence la notion de bien-être** ? Quelle différence fait-on entre le bien-être, la qualité de vie, le bonheur, la satisfaction? Que cherche-t-on à mesurer vraiment ? Les plaisirs éprouvés au quotidien, les « grandes joies » que l'on peut éprouver à des moments clés de sa vie, la satisfaction par rapport au chemin accompli ou celle procurée par une vie en accord avec ses valeurs, le Bonheur avec un grand B, la qualité de vie, etc. Tous ces concepts ne revêtent évidemment pas exactement la même signification. Leur sens a même pu évoluer au cours du temps. Les nombreuses disciplines convoquées — philosophie, psychologie, sciences sociales, sciences politiques, économie, neurobiologie, etc. — ont pu aussi leur apposer des sens différents. La définition de ces notions, les liens entre elles, les méthodes de mesure qui leur sont associées et leurs limites respectives, ou les facteurs qui favorisent le bien-être, ont donné lieu à une très riche littérature scientifique que Ruth Veenhoven de l'université Erasmus de Rotterdam a recensée au sein de la « World Database of Happiness »[8]. Celle-ci intègre, en fin 2012, pas moins de 2555 articles scientifiques. Sans chercher à résumer ici ce corpus très riche, on évoquera, très succinctement quelques notions clés.

Simon Langlois[9] résume les significations associées aux différentes terminologies de la façon suivant : le **« bien-être »** synonyme de « qualité de vie », en anglais « well being », renvoie aux conditions de vie : de bonnes conditions de logement, la facilité d'accès aux loisirs, au transport, etc., mais aussi un emploi « décent ». Dans un deuxième sens, le bien-être au sens de « welfare » intègre l'état général de santé, la bonne forme physique, l'absence de détresse

[6] STIGLITZ Joseph E., SEN Amartya, FITOUSSI Jean-Paul, *op. cit.*, Paris, 2009. http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

[7] Citons par exemple en France une enquête réalisée par l'INSEE spécifiquement sur la qualité de vie en 2011, l'Indice du Bonheur Mondial de l'OCDE, au Canada les travaux de la Fondation Atkinson de Toronto qui a construit un « index canadien de bien-être », l'indicateur de développement humain (IDH) qui est calculé et publié tous les ans par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), etc.

[8] La "World Database of Happiness" recense tous les articles portant sur le bonheur dans une architecture en ligne disponible à l'adresse suivante : http://www.worlddatabaseofhappiness.eur.nl

[9] LANGLOIS Simon, « Mesurer scientifiquement le bonheur et la qualité de vie », In FAHMY Myriam, *L'état du Quebec*, Montréal, Boréal, 2010.

psychologique, etc. Pour l'auteur, le **bonheur social**, « hapiness » en anglais, fait quant à lui référence à l'appréciation de la vie en général. *« Jusqu'à quel point les gens aiment la vie qu'ils mènent ? »* Sur le plan théorique, deux sous-dimensions (mises en lumière par Ruut Veenhoven[10]) peuvent être distinguées : la **dimension affective** : les aspects positifs de la vie en société l'emportent-ils sur les aspects négatifs, et la **dimension cognitive**, à savoir les individus estiment-ils vivre une vie en accord avec leurs aspirations ?

Ces différentes idées se retrouvent dans la notion de **« bien-être subjectif »** qu'Edward Diener[11] définit en distinguant deux composantes. Une composante hédonique (de « Êdoné », « plaisir » ou « jouissance ») qui intègre la présence de sentiments ou d'affects positifs et l'absence de sentiments ou d'affects négatifs, c'est-à-dire d'émotions négatives (comme la colère, la tristesse ou la dépression, la souffrance et l'inquiétude) au cours d'un intervalle de temps. La deuxième composante, appelée « eudémonique » (de « Eudaimonia », littéralement « bon esprit » ou « épanouissement ») fait référence à la satisfaction dans la vie, c'est-à-dire au jugement d'ensemble d'une personne sur sa vie à un moment donné, son contentement quant à ses objectifs, ses attentes et ses croyances.

3. Comment mesurer le bien-être ?

En termes de **méthode**, la mesure du « bien-être subjectif » suppose de demander aux individus s'ils jugent, eux-mêmes, être en bonne santé, jouir d'un réseau relationnel suffisant, s'ils sont satisfaits de leur vie dans leur ensemble, etc. Cette approche n'est pas sans soulever plusieurs questions. Les interviewés répondent-ils honnêtement quand on les interroge sur leur bien-être ? Est-il vraiment possible, en termes cognitifs, pour un individu, de faire la somme de toutes ses expériences et de traduire cela dans une réponse à une courte question ? Comment comparer les réponses d'un individu à un autre, d'un pays à un autre : certains (individus, cultures, catégories sociales, etc.) seront probablement plus enclins à enjoliver leur situation, d'autres à la dépeindre sous un jour plus sombre. Comment intégrer les effets de mémoire : l'importance de la souffrance ou du bonheur ressenti pourront être amoindries si la mesure a lieu longtemps après les évènements. Les indicateurs de bien-être sont-ils alors plus justes s'ils sont recueillis « à chaud » ou en laissant aux personnes le temps de faire le tri dans leurs expériences ? La qualité de vie de la population peut-elle être mesurée en sommant la qualité de vie de chacun des individus qui la composent ? Dans quelle mesure le contexte de l'enquête influe-t-il sur les réponses (la présence d'un tiers, le souhait de se présenter sous un jour favorable à l'enquêteur), etc.

Rappelons tout d'abord que ces questions sont propres **à toute tentative de mesure**. La mesure de l'état de santé d'une population par exemple au travers d'indicateurs « objectifs » (les taux de prévalence de certaines pathologies, le calcul de l'espérance de vie, ou

[10] VEENHOVEN Ruut, « The Four Qualities of Life: Ordering concepts and Measures of the Good Life », In *Journal of Happiness Studies*, 2000.
[11] DIENER Edward, « Subjective Well-Being », In *Psychological Bulletin*, 1984.

simplement les taux de décès) sera, elle aussi, dépendante des instruments de mesure utilisés, des méthodes de recueil de l'information et d'analyse choisies, de la qualité des registres existants, de la période de l'enquête, etc. Autre exemple, la mesure de la pauvreté « objective » donne lieu à multiplicité d'approches et de mesures (pauvreté monétaire, pauvreté en conditions de vie, pauvreté ancrée dans le temps, etc.). Comme l'explique Simon Langlois « *Les indicateurs de réalité subjectives n'équivalent pas à des indicateurs mesurés subjectivement* ». Le « bien être subjectif » est un raccourci pour désigner **une réalité qui est, par essence, subjective**. Mais sa mesure est, quant à elle, soumise aux mêmes impératifs scientifiques (réflexion sur la méthodologie, déontologie, examen critique par ses pairs, etc.) que celle de tout autre phénomène.

En outre, plusieurs raisons sous-tendent l'idée d'interroger directement les individus. La première, et probablement la plus importante, est que **les individus sont estimés les plus à même de juger leur propre situation.** En outre, les opinions individuelles forment un « raccourci pratique » intégrant en particulier les opinions sur ce que chacun considère comme important dans la vie. La réponse à la question sur l'état de santé ressenti pourra pour certains intégrer l'absence de maladie grave, pour d'autres la capacité à faire du sport sans difficulté, etc. L'important étant qu'en définitive l'individu juge qu'il est en bonne santé.

Enfin, la recherche a montré une corrélation forte entre des mesures dites « subjectives » (c'est à dire recueillies en interrogeant les principaux intéressés) et d'autres « objectives ». Par exemple Krueger et al. (2008)[12] ont montré que les personnes qui se déclaraient, elles-mêmes, les plus satisfaites de leur qualité de vie, étaient également celles qui souriaient le plus souvent. Tous les chemins mènent à Rome…

Les méthodes de mesure du bien-être sont aussi nombreuses que les approches conceptuelles. Citons par exemple le recueil de toutes les **émotions** dans la journée *via* l'inscription des émotions ressenties tout au long de la journée dans des petits carnets de compte. Daniel Kahneman and Alan B. Krueger, au travers de leur « Day recontructing method »[13] demandent ainsi aux personnes enquêtées de noter, en regard des différents moments de la journée (le petit déjeuner, travail, dîner, sortie, etc.), trois types d'émotions positives (« happy » heureux, « warm » chaleureux, « enjoying myself » jouissif) et six catégories d'émotions négatives (« frustrated » frustré, « depressed » déprimé, « hassled » harcelé, « angry » en colère, « worried » inquiet, « criticized » attaqué). Ils calculent ensuite la moyenne des émotions positives de laquelle ils retranchent la moyenne des émotions négatives et obtiennent ainsi un "affect net" réparti sur une échelle de 0 à 6.

D'autres enquêtes s'appuient sur des **questions directes** aux individus comme « Tout bien considéré, diriez-vous que vous êtes très heureux, assez heureux, pas très heureux, pas

[12] KRUGER Alan B, Measuring the Subjective Well-being of Nations : National Accounts of Time Use and Well-Being, Chicago, University of Chicago Press, 2008.

[13] KAHNEMAN Daniel and KRUEGER Alan B., « Developments in the Measurement of Subjective Well-Being », In Journal of Economic Perspectives, Volume 20, Number 1, 2006. http://dataspace.princeton.edu/jspui/bitstream/88435/dsp016108vb296/7/PDF%20of%20Kahneman%20Krueger%20paper.pdf

heureux du tout»[14] ou « Donnez une note sur une échelle de 1 à 10 où 0 signifie extrêmement malheureux et 10 signifie extrêmement heureux »[15]. Nous nous sommes également prêtés à l'exercice pour cette recherche et les résultats sont présentés dans la première partie p. 31.

Certains choisissent un recueil d'**informations biologiques** comme les battements du cœur, les réponses de la peau, la mesure de niveaux hormonaux, l'activité neurologique, etc.

D'autres enfin, cherchent à évaluer les **différentes dimensions de la vie**. Plusieurs organismes s'y sont essayés (indice de développement humain du PNUD, étude sur la qualité de vie de l'INSEE, Indice du bonheur mondial de l'OCDE, indice du Mieux-être canadien, etc.), dans la mouvance des recommandations du rapport Stiglitz. L'évaluation de ces différentes dimensions est réalisée non plus à chaud, mais ***a posteriori*.** Plusieurs arguments légitiment cette démarche. La recherche du bien-être ne signifie pas que les politiques publiques doivent se fixer pour objectif que tout citoyen vive dans un état de bonheur permanent — une telle perspective évoquerait plutôt le monde anesthésié, voire carcéral, du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley[16]. La littérature psychologique rappelle qu'il n'est pas anormal — et qu'il est même adapté — de ressentir, parfois, des moments de tristesse, de colère, de dépression, d'angoisse. Ainsi va le psychisme humain. Concrètement, pour ce genre d'étude, on s'intéressera à la satisfaction par rapport au logement en général, et non pas à un moment précis (où le logement est par exemple en désordre !). Un autre intérêt de cette démarche consiste à faire appel à « l'utilité remémorée », le jugement rétrospectif, qui va ensuite avoir un effet sur les choix effectués. Par exemple : la satisfaction par rapport au travail est un bon prédicteur du turnover[17] (meilleur qu'une insatisfaction passagère mesurée à un moment donné).

Sont alors intégrées à la construction des indices de bien être différentes dimensions de la vie, en mêlant à la fois des **indicateurs dits « objectifs »** comme le niveau de diplôme par exemple, ou le taux de chômage, et **des indicateurs** dits **« subjectifs »** comme la perception de son état de santé. C'est dans cette perspective que le CRÉDOC se situe. Pour calculer ces différents indices, le CRÉDOC a mobilisé son **enquête permanente sur les « Conditions de vie et Aspirations » de la population**. Celle-ci, mise en place à la fin des années 1970, suit depuis près de 35 ans les conditions de vie et les opinions de nos concitoyens. La variété des dimensions analysées dans ce dispositif - conditions de vie matérielles (équipement du foyer, conditions de logement, cadre de vie), accès aux équipements technologiques et numériques, moral économique et anticipations face à l'avenir, accès à la culture, aux loisirs et aux vacances, inquiétudes ressenties, état de santé ressenti, liens sociaux (amicaux, familiaux, investissement associatif) - en font un matériau adapté à l'approche des différentes dimensions du bien-être.

---

[14] Enquête European Values Survey
[15] Ibid.
[16] HUXLEY Aldous, *Brave New World,* Londres, 1996 (1932).
[17] FREEMAN Richard B, « Job Satisfaction As An Economic Variable », In *American Economic Review*, vol. 68 (2), 1978, http://www.nber.org/papers/w0225.pdf

4. Méthode de construction de l'indice du bien-être du CREDOC

La présente recherche a pour objectif, en s'appuyant sur cette enquête, de mettre en évidence **l'évolution du bien-être de la population en France** : dans quels domaines les conditions de vie de la population se sont-elles améliorées, dans quels autres au contraire les Français ressentent-ils une stagnation voire une dégradation de leur situation ? Comment s'articulent les différentes facettes de la vie : quelle part de la population fait face à un « cumul de désavantages » ? Et comment évolue cette proportion ?

La méthodologie de l'enquête Conditions de vie et Aspirations »

Le dispositif permanent du CRÉDOC d'études des « Conditions de vie et Aspirations » de la population est réalisé, chaque année, en « face à face », auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas à deux niveaux : 1) Répartition des enquêtés par ZEAT (9 grandes régions françaises) ; 2) à l'intérieur de chaque ZEAT, répartition selon les quotas suivants : taille de l'unité urbaine (9 postes : *rural ; moins de 5.000 habitants ; 5.000 à moins de 10.000 habitants ; 10.000 à moins de 20.000 habitants ; 20.000 à moins de 50.000 habitants ; 50.000 à moins de 100.000 habitants ; 100.000 à moins de 200.000 habitants ; 200 000 habitants et plus, Paris et agglomération*), sexe, âge (6 postes : *18-19 ans ; 20-29 ans ; 30-49 ans ; 50-59 ans ; 60-69 ans ; 70 ans et plus*) et PCS (profession et catégorie sociale) en 12 postes (*exploitant ou salarié agricole ; artisan, gros commerçant ; artisan, petit commerçant ; cadres supérieur et profession libérale ; profession intermédiaire ; employé ; ouvrier qualifié ; ouvrier non qualifié ; personnel de service ; étudiant ; ménagère et autre inactif ; retraité*). Les quotas sont déterminés à partir des dernières statistiques mises à jour par l'INSEE (Recensement, Bulletin mensuel de la statistique, Enquête Emploi). Un redressement final est effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population des 18 ans et plus.

Pour construire les différents indices, plusieurs **principes** ont été appliqués :

- **Différents indicateurs ont été cumulés au sein de chaque indice**. Par exemple, l'indice du temps libre et des loisirs a été calculé en sommant les situations positives issues de sept indicateurs : la fréquentation d'un équipement sportif, d'une bibliothèque, d'un cinéma, le fait d'être parti en vacances au cours des douze derniers mois, le temps libre disponible, la fréquence de visionnage de la télévision, la participation à des associations sportives, ou culturelles.

  L'originalité de la démarche réside en particulier dans **le cumul d'indicateurs « objectifs »** comme par exemple le revenu du ménage, et des indicateurs décrivant **les perceptions** des ménages comme par exemple le sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.

  Ont été également intégrées des questions portant à la fois sur **la situation individuelle** de chacun comme par exemple l'opinion sur l'évolution de ses propres conditions de vie, et **le regard porté sur la société** dans son ensemble, comme par exemple, les anticipations sur l'avenir économique du pays.
- Nous avons **privilégié les indicateurs présents sur longue période**. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » étant évolutive au cours du temps, certaines

questions ont pu ne pas être posées à certaines époques. Des questions récentes, bien que tout à fait adaptées à notre problématique, n'ont pas été intégrées dans les indices. En définitive, l'indice d'évolution du bien-être « total » a été calculé sur la période où tous les indices ont pu être mobilisés, soit à partir de **1988**.

- Chaque indice **a été calculé au niveau individuel**, plutôt qu'au niveau macrosocial. Pour chaque individu, on a comptabilisé le nombre d'indicateurs positifs dans une dimension. Dans l'exemple de l'indice d'évolution de l'accès aux loisirs, un individu qui fréquenterait régulièrement un équipement sportif, un cinéma et serait parti en vacances au cours des douze derniers mois, mais aurait répondu par la négative aux autres indicateurs (ne fréquente pas de bibliothèque, travaille plus de 39h par semaine, ne regarde pas souvent la télévision, ne participe pas à une association sportive, ni à une association culturelle) cumulerait 3 points.
- L'avantage de cette démarche est de mettre en évidence **les « cumuls de désavantages » ou « cumuls d'avantages »** préconisés par la commission Stiglitz : autrement dit, le fait d'être exclu complètement de l'univers des loisirs dépasse la somme des effets séparés de ne pas fréquenter un cinéma, une bibliothèque, etc. Elle permet également de donner une **idée rapide de l'évolution de la qualité de vie** dans telle ou telle dimension. La construction d'un tel indice facilite ensuite la transmission des informations. Même si ensuite, la lecture d'un tel indice synthétique n'empêche pas, bien au contraire, d'aller se pencher dans le détail de ce qui le compose.
- Ensuite les indices de chaque dimension ont été divisés par le nombre d'indicateurs composant la dimension (dans l'exemple des loisirs, par sept) pour obtenir une note comprise entre 0 et 1. Ainsi, lorsque les différentes dimensions ont été ensuite additionnées dans **un indice global du bien-être**, elles sont toutes normées (elles ont toutes le « même poids »).
    - Deux modes de calculs alternatifs ont été testés. Dans l'indice global « non pondéré », la situation en matière d'emploi a le même poids que l'état de santé ressenti, le temps libre et les loisirs, la vie citoyenne, etc. Comme l'expliquent les Canadiens dans la méthode de construction de l'Indice Canadien du Mieux Etre (ICME) « *Il y a de nombreuses raisons de considérer un indicateur ou un autre comme plus important à certains égards, mais il n'y a pas de bonnes raisons d'attribuer à un indicateur en particulier une valeur numérique particulière supérieure ou inférieure à celle de certains indicateurs ou de tous les autres* ».
    - Dans l'indice global « pondéré », on a accordé une importance plus grandes aux dimensions qui apparaissaient, à partir de calculs économétriques, les plus influentes sur le sentiment de bonheur déclaré par les intérviewés.
- Nota : Les différents indices construits ne prétendent pas à l'exhaustivité. Cette réserve inhérente à toutes les thématiques de recherche est encore plus apparente lorsqu'il

s'agit de mesurer le bien-être des individus, qui touche à une multiplicité d'aspects de la vie. D'autres dimensions, tout à fait pertinentes, mais insuffisamment présentes dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » n'ont pu être intégrées. Citons par exemple les conditions de transport (temps passé, accessibilité, confort, etc.), les risques psychosociaux au travail, la qualité de l'environnement (pollution, etc.), l'état des libertés, l'existence ou non de corruption, de clientélisme, etc.

Au total, **onze dimensions de la vie** ont été distinguées, intégrant les soixante indicateurs suivants :

Les grandes dimensions retenues	Les indicateurs composant la dimension
Situation financière réelle et perçue	3 indicateurs : • A des revenus du foyer supérieurs à 70% du revenu médian, • A le sentiment de se restreindre budgétairement sur moins de trois postes de son budget, • A le sentiment que son niveau de vie s'est amélioré ou est resté le même au cours des 5 dernières années
Patrimoine détenu	6 indicateurs • Détient des valeurs mobilières, • Détient des valeurs immobilières, • Détient de l'épargne liquide, • Propriétaire accédant ou sans emprunt de son logement, • Propriétaire de terrains fonciers, • Propriétaire d'une résidence secondaire
Qualité de vie dans le logement	4 indicateurs • Juge son logement suffisant pour la famille • Dispose de 1.8 pièces par unité de consommation ou plus • Est satisfait du cadre vie quotidien autour du logement • Juge ses charges de logement négligeables ou supportables
Equipement du foyer	7 indicateurs • Dispose d'une voiture • A un lave-vaisselle • A une télévision • A un ordinateur • A un téléphone fixe • A un téléphone mobile • A Internet à domicile
Situation professionnelle	2 indicateurs • Est actif en poste (ou inactif : retraité, au foyer) (vs est au chômage) • Est salarié à temps plein ou à son compte (vs à temps partiel)
Loisirs et temps libre	7 indicateurs • Fréquente, ne serait-ce que de temps en temps, un équipement sportif, • Fréquente, ne serait-ce que de temps en temps, une bibliothèque, • Fréquente, ne serait-ce que de temps en temps, un cinéma, • Est parti en vacances au cours des 12 derniers mois, • Travaille 39 heures par semaine ou moins, • Regarde la télévision tous les jours ou plus, • Est adhérent à une association sportive, • Est adhérent à une association culturelle ou de loisirs
Vie citoyenne	8 indicateurs • Participe à une association de parents d'élèves, • Participe à une association confessionnelle, • Participe à un syndicat, • Participe à une association environnementale, • Estime que la justice fonctionne bien, • Estime que tout le monde peut accéder aux soins de manière équitable (pense que l'on n'est pas mieux soigné avec de l'argent et des relations), • Estime que les prestations familiales sont suffisantes pour aider les familles, • Considère que la société n'a pas besoin de se transformer radicalement

Etat de santé ressenti	7 indicateurs • Estime son état de santé satisfaisant par rapport aux personnes de son âge, • Ne souffre pas d'un handicap ou d'une maladie chronique, • N'a pas souffert d'insomnie au cours des 4 dernières semaines, • N'a pas souffert de nervosité au cours des 4 dernières semaines, • N'a pas souffert de maux de tête au cours des 4 dernières semaines, • N'a pas souffert de maux de dos au cours des 4 dernières semaines, • N'a pas souffert d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines
Les liens et relations sociales	7 indicateurs • Reçoit des amis au moins une fois par mois, • Rencontre des membres de sa famille proche régulièrement, • Vit dans un foyer de plus d'une personne, • A des enfants qui vivent en dehors du foyer • Fait partie d'un des six types d'associations suivantes (culturelle, sportive, syndicale, de parents d'élèves, environnementale, confessionnelle), • Est en couple (marié ou pacsé), • Est actif occupé
Sentiment de sécurité	8 indicateurs • N'est pas du tout ou peu inquiet des risques de maladie grave, • N'est pas du tout ou peu inquiet des risques d'agression dans la rue • N'est pas du tout ou peu inquiet des risques d'accident de la route, • N'est pas du tout ou peu inquiet du chômage, • N'est pas du tout ou peu inquiet des risques de guerre, • N'est pas du tout ou peu inquiet des risques d'accident de centrale nucléaire, • Pense que le nombre de chômeurs va diminuer ou se stabiliser, • Pense que ses conditions de vie vont s'améliorer ou rester semblables au cours des cinq prochaines années
Niveau d'éducation	1 indicateur • Diplômé du baccalauréat ou du supérieur

Pour chacune des dimensions de la vie, un indice a été construit à partir de l'évolution dans le temps de la proportion d'individus présentant un grand nombre d'indicateurs positifs. Puis cet indice a **été ventilé selon le niveau de vie par unité de consommation de l'interviewé** (trois catégories ont été distinguées : hauts revenus, classes moyennes et bas revenus[18]). Nous avons fait cela en suivant les recommandations du rapport Stiglitz qui préconise de ne pas seulement suivre les données « en moyenne » mais d'observer comment se ventilent les situations dans la population. D'autres critères de ventilation, comme le sexe, l'âge, la catégorie d'agglomération, pourraient être ajoutés. Cela pourrait faire l'objet de travaux ultérieurs.

Avant de construire l'indice global et les sous-indices par domaine, dans l'idée d'analyser l'évolution du bien-être au cours des trente dernières années, nous avons cherché à apporter **une clé de lecture complémentaire** aux études déjà existantes sur le bien-être en France. Pour ce faire, nous avons tenté de comprendre ce qui conduit, en 2012, à se sentir heureux, ou malheureux et ce qui nuit au contraire au bonheur en donnant **la parole à nos concitoyens**. Nous avons ainsi demandé aux Français s'ils sont heureux ou malheureux, ce qui contribue à leur bonheur ou à leur malheur, ce qui pourrait les attrister ou les réjouir.

[18] Pour plus de détail sur cette typologie, voir BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, MULLER Jorg, OSIER Guillaume, *Les classes moyennes en Europe*, Cahier de recherche n°282, CRÉDOC, décembre 2011 http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C282.pdf

I – Quelques éléments sur le bonheur en France en 2012

1. Huit Français sur dix sont heureux dans leur vie actuelle

En 2012, à deux reprises (en janvier et en juin), nous avons demandé aux personnes interrogées dans le cadre du dispositif d'enquêtes sur les Conditions de Vie et les Aspirations de nous dire à quelle fréquence elles se sentaient heureuses : très souvent, assez souvent, occasionnellement ou jamais ? **Pour environ huit personnes sur dix, le bonheur semble au rendez-vous**. Une personne sur trois se sent même « très souvent » heureuse. A l'inverse, pour un peu moins de 20% des personnes interrogées, le sentiment d'être heureux est plus fugace, voire inexistant (Tableau 1).

Tableau 1 - Dans votre vie actuelle, vous sentez-vous heureux ?

(en %)	Janvier 2012		Juin 2012	
Jamais	1	17	3	19
Occasionnellement	16		17	
Assez souvent	51	**83**	47	**81**
Très souvent	32		33	
Total (yc nsp)	100		100	

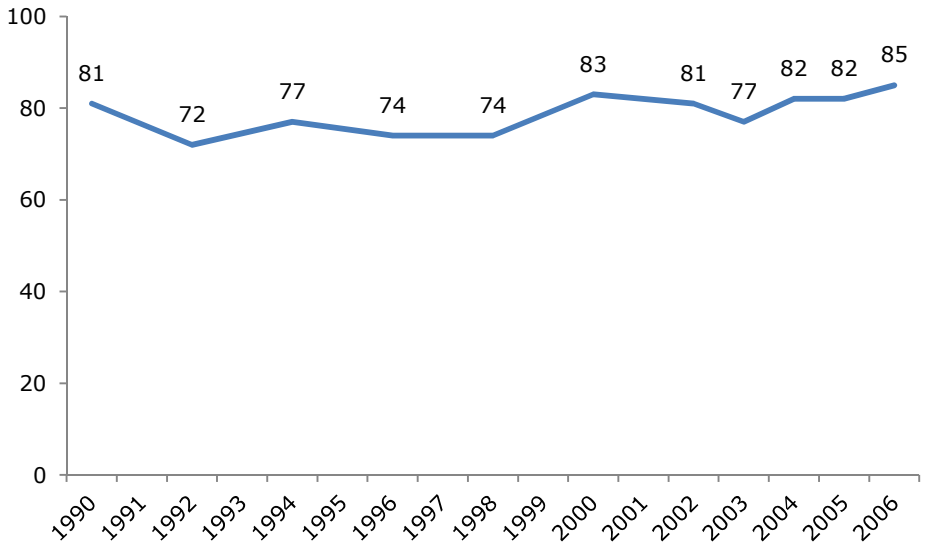
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».
Lecture : 33% des personnes interrogées en juin 2012 disent se sentir très souvent heureuses dans leur vie actuelle.

Ces résultats corroborent d'autres enquêtes portant sur le bonheur, le bien-être ou la satisfaction, quelle que soit, finalement, la manière dont est posée la question. Car les approches pour estimer le bonheur ou le bien-être sont multiples : on peut choisir, comme dans l'enquête Conditions de Vie et Aspirations, un positionnement sur une échelle de satisfaction comportant plusieurs degrés (4 en l'occurrence). L'Eurobaromètre a opté pour la même échelle, qu'il s'agisse de mesurer « la satisfaction par rapport à la vie menée » ou « le sentiment de bonheur ». On peut également proposer un système de notes (par exemple : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre vie actuellement ? Donnez une note sur une échelle de 1 à 10 »). C'est l'approche utilisée dans l'enquête EQLS en 2007[19] et, aussi, ce qu'a privilégié l'INSEE récemment.

Or ces approches aboutissent, sensiblement, aux mêmes constats. Dans l'Eurobaromètre de la Commission Européenne, depuis 1990, on dispose d'une indication sur le sentiment de satisfaction quant à la vie qu'on mène : on mesure également, peu ou prou, une proportion de 80% de personnes « satisfaites de la vie qu'elles mènent » et cette proportion **varie finalement assez peu** en fonction du temps (Graphique 1).

[19] WATSON Dorothy, PICHLER Florian, WALLACE Claire, Subjective well-being in Europe, Second European Quality of Life Survey, EUROFOUND, (European Foundation for the Improvement for Living and Working Conditions),2010 http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2009/108/en/1/EF09108EN.pdf

Graphique 1 - Evolution en France du sentiment de satisfaction par rapport à la vie qu'on mène



Source : Eurobaromètres Standard, 1990 à 2006, European Commission
Lecture : en 2006, 85% des Français âgés de 15 ans ou plus se disent assez satisfaits ou très satisfaits de la vie qu'ils mènent.

Une autre question sur le bonheur posée dans l'Eurobaromètre, en 2006 également, établit un taux de 90% de personnes heureuses en France : la question porte cette fois, non pas sur la fréquence, mais sur l'intensité du bonheur ressenti. L'INSEE a mis en place, en 2011, une enquête spécifique afin d'aborder les aspects de la qualité de vie mis en avant par le rapport sur la mesure du progrès économique et social (dit rapport Stiglitz). On y demande aux personnes de noter, de 0 à 10, leur vie : la note moyenne est de 6,8. Environ 20% donnent une note comprise entre 0 et 5, donc inférieure à la moyenne ; 80% s'auto-attribuent donc une note supérieure à la moyenne.

On remarque enfin que, lorsqu'on mesure à la fois le bonheur et la satisfaction quant à la vie qu'on mène, **on se dit plus facilement heureux que satisfait de sa vie** (Tableau 2). Dans l'Eurobaromètre, en 2006, le taux de bonheur est de 5 points supérieur au taux de satisfaction. Dans EQLS, en 2007, la note moyenne attribuée au bonheur est de 0,5 point supérieure à la note relative à la satisfaction sur la vie (7,8 contre 7,3). La même enquête établit la forte corrélation entre les deux mesures (coefficient de corrélation = 0,65 pour l'ensemble des personnes interrogées sur 31 pays)[20].

[20] WATSON Dorothy, PICHLER Florian, WALLACE Claire, *op.cit.*

Tableau 2 - Bonheur et bien-être en France : comparaison des différentes mesures

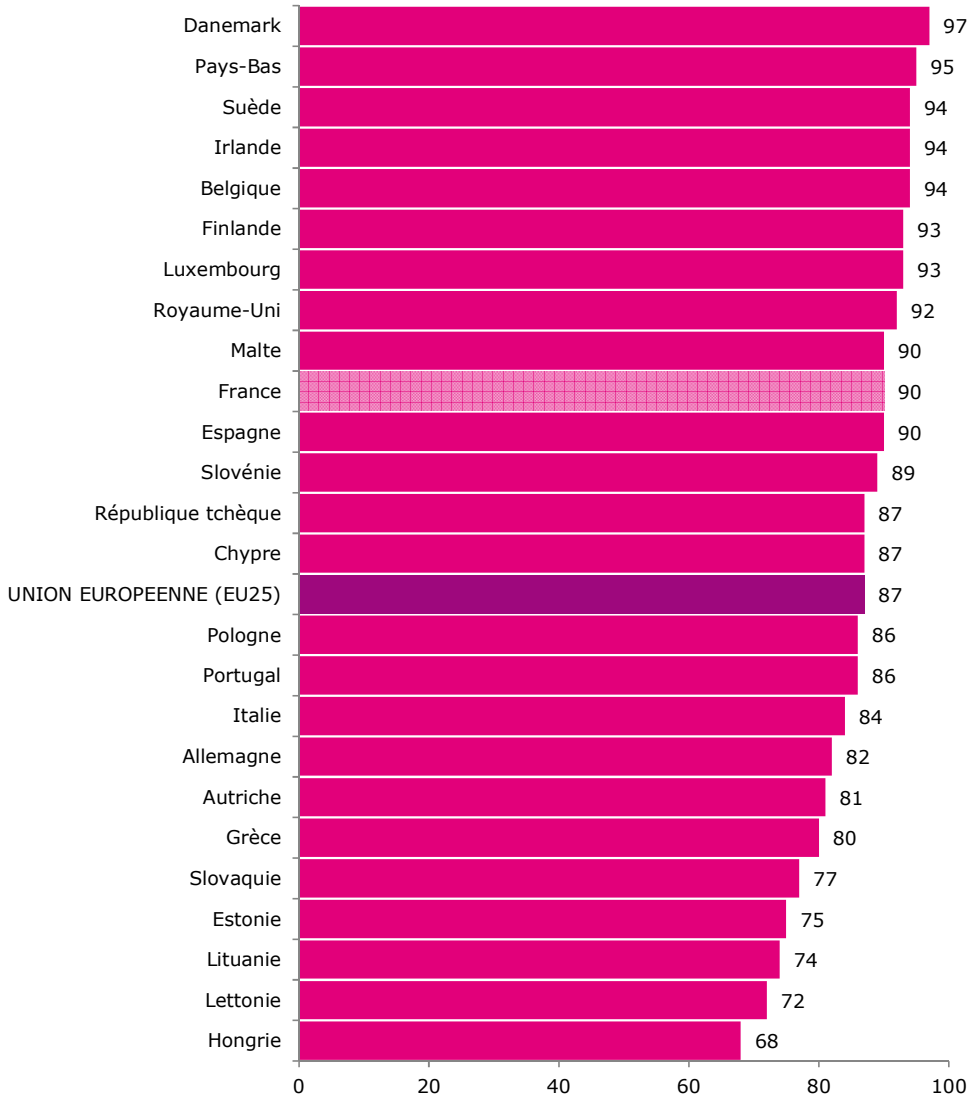
European Social Survey 2004	Sur une échelle de 0 à 10, à quel point êtes-vous **satisfait de la** vie que vous menez en ce moment ? 0 pour « extrêmement insatisfait » à 10 pour « extrêmement satisfait »	Note moyenne : 6,4
European Social Survey 2004	Sur une échelle de 0 à 10, diriez-vous que vous êtes malheureux ou **heureux** ? 0 pour « extrêmement malheureux » à 10 pour « extrêmement heureux »	Note moyenne : 7,3
Eurobaromètre 2006	Tout bien considéré, diriez-vous que vous êtes plutôt très **heureux**, assez heureux, pas très heureux ou pas du tout heureux ?	90% de Français heureux
Eurobaromètre 2006	Concernant **la qualité de vie là où vous vivez**, pouvez-vous me dire si vous la trouvez très satisfaisante, plutôt satisfaisante, plutôt pas satisfaisante ou pas du tout satisfaisante ?	88% de Français satisfaits de la qualité de vie là où ils vivent
Eurobaromètre 2009	D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout **satisfait de la vie que vous menez** ?	85% de Français satisfaits de leur vie
European Quality of Life Survey 2007	Tout bien considéré, à quel point diriez-vous que vous êtes **heureux** ? (1 signifie que vous êtes très malheureux, 10 que vous êtes très heureux)	Note moyenne : 7,8
European Quality of Life Survey 2007	Tout bien considéré, à quel point êtes-vous **satisfait de votre vie** ces temps-ci ? Echelle de 1 à 10	Note moyenne : 7,3
Gallup World Poll 2008-2009	Avez-vous éprouvé davantage de **sentiments positifs** que négatifs la veille ?	83% des Français ont éprouvé davantage de sentiments positifs que négatifs la veille
Gallup World Poll 2010	**Satisfaction à l'égard de l'existence** (Echelle de Cantril de 0 à 10)	Note moyenne : 6,8
INSEE 2011	En général, que diriez-vous **de votre vie**, sur une échelle de 0 à 10, de la pire à la meilleure possible ?	Note moyenne : 6,8 80% environ donnent une note supérieure à 5
CREDOC 2012	Dans votre vie actuelle, vous sentez-vous **heureux** : jamais, occasionnellement, assez souvent ou très souvent ?	81% de Français heureux

Plusieurs questions se posent alors : le « niveau » de bonheur, mesuré en France, est-il élevé ou pas quand on le compare à certains pays ? Certaines catégories de populations sont-elles plus heureuses que d'autres ? Qu'est ce qui fait qu'on est heureux ou pas ?

2. Les Français sont aussi heureux que les autres Européens

Si l'on en croit les dernières données diffusées par l'Eurobaromètre (2006)[21], les Français se déclarent, certes, **plus heureux que la moyenne des européens**, mais ils ne sont pas pour autant les plus heureux : les Danois, les Irlandais ou les Néerlandais sont plus positifs. Mais, au fond, la plupart des citoyens de l'Union européenne sont heureux (87% des répondants de l'UE25 se disent heureux). L'importance du bonheur et son intensité n'étaient toutefois pas identiques au sein de l'Union européenne. Les citoyens de l'ancienne UE15 tendent à s'estimer plus heureux que ceux des nouveaux États membres (28 %, contre 17 %).

Graphique 2 - le bonheur déclaré en Europe (en %)



Source : Eurobaromètre, EBS 273, 2006.

Les enquêtes internationales montrent que les Français sont, en règle générale, légèrement plus satisfaits ou heureux que la moyenne en Europe (Tableau 3).

[21] La question posée est la suivante : Tout bien considéré, diriez-vous que vous êtes très heureux (se), assez heureux (se), pas très heureux (se) ou pas du tout heureux (se) ? http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_273_fr.pdf

Tableau 3 - Bonheur et bien-être en France : comparaisons européennes

	Méthode	France	Europe	Rang de la France
European Social Survey 2004	Sur une échelle de 0 à 10, à quel point êtes-vous **satisfait de la** vie que vous menez en ce moment ? 0 pour « extrêmement insatisfait » à 10 pour « extrêmement satisfait »	6,4	EU21 : 6,8	15ème sur 21
European Social Survey 2004	Sur une échelle de 0 à 10, diriez-vous que vous êtes malheureux ou **heureux** ? 0 pour « extrêmement malheureux » à 10 pour « extrêmement heureux »	7,3	EU21 : 7,1	11ème sur 21
Eurobaromètre 2006	Tout bien considéré, diriez-vous que vous êtes plutôt très **heureux**, assez heureux, pas très heureux ou pas du tout heureux ?	90%	EU25 : 87%	10ème sur 25
Eurobaromètre 2006	Concernant **la qualité de vie là où vous vivez**, pouvez-vous me dire si vous la trouvez très satisfaisante, plutôt satisfaisante, plutôt pas satisfaisante ou pas du tout satisfaisante ?	88%	EU27 : 85%	14ème sur 27
Eurobaromètre 2009	D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout **satisfait de la vie que vous menez** ?	85%	EU27 : 80%	12ème sur 27
European Quality of Life Survey 2007	Tout bien considéré, à quel point diriez-vous que vous êtes **heureux** ? (1 signifie que vous êtes très malheureux, 10 que vous êtes très heureux)	7,8	EU27 : 7,5	11ème sur 27
European Quality of Life Survey 2007	Tout bien considéré, à quel point êtes-vous **satisfait de votre vie** ces temps-ci ? Echelle de 1 à 10	7,3	EU27 : 7,0	11ème sur 27
Gallup World Poll 2008-2009	Avez-vous éprouvé davantage de **sentiments positifs** que négatifs la veille ?	83%	OCDE : 80%	14ème sur 40
Gallup World Poll 2010	**Satisfaction à l'égard de l'existence** (Echelle de Cantril de 0 à 10)	6,8	OCDE : 6,7	19ème sur 40
OCDE 2012	« Better life index », (IDH), indice construit à partir de onze dimensions de la vie (état de santé, équilibre vie professionnelle-vie privée, éducation et compétences, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité, bien-être subjectif, revenu et patrimoine, emplois et salaires, logement)	ND	ND	18ème sur 34

EU25 : Union européenne à 25 états membres, du 1er mai 2004 au 31 décembre 2006
EU27 : Union européenne à 27 états membres, à compter du 1er janvier 2007

Pour autant, selon Claudia Senik[22], les Français affichent une note moyenne de satisfaction de leur vie qui est **en deçà de ce que laissent espérer leurs standards de vie**. En comparant les résultats français avec ceux d'autres pays européens, elle met en évidence le fait que les Français se sentent moins heureux que ne le laisse supposer leur Indice de Développement Humain[23]. Les Belges, qui ont un IDH comparable, sont ainsi plus heureux que nous. En constatant que les immigrés installés en France ne présentent pas ce déficit, l'auteure en

[22] SENIK Claudia, *The French Unhappiness Puzzle : the Cultural Dimension of Happiness*, Paris School of Economics and University Paris-Sorbonne, 2011, http://www.cepremap.ens.fr/depot/docweb/docweb1113.pdf
[23] L'Indice de Développement Humain ou IDH est un indicateur composite qui prend en compte le revenu par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation.

conclut que cet amoindrissement du bonheur perçu qui est propre à la France (de l'ordre de 20%) est imputable à des facteurs comme la mentalité (l'ensemble des mécanismes et dispositions psychiques et idéologiques qui constituent le processus de transformation des expériences en bien-être) qui se forge dans les instances de socialisation primaire (la famille, l'école) et la culture, qui se transmet de génération en génération.

Mais, pour d'autres auteurs[24], la France n'affiche pas de singularité sur le sujet. Selon Jean-François Tchernia, un premier groupe de pays, avec notamment les pays nordiques, tend à exprimer un meilleur moral, tandis qu'un deuxième groupe, plutôt à faible niveau de vie et comprenant par exemple des pays d'Europe de l'Est, affiche un moral moindre. La France, pour sa part, se classe dans un groupe intermédiaire, qui tend à répondre comme la moyenne européenne

3. Certaines catégories de population sont-elles plus heureuses que d'autres ?

Plusieurs catégories de facteurs influeraient sur le bonheur : des déterminants objectifs comme les descripteurs sociodémographiques (âge, niveau d'éducation ou de revenus, composition familiale …), des facteurs plus personnels, comme les traits de caractère et, enfin, d'autres aspects de la qualité de vie comme la santé, les conditions d'emploi, la qualité des relations sociales. La plupart de ces aspects — évoqués dans le rapport Stiglitz[25] — seront repris dans l'élaboration de l'indicateur synthétique de qualité de vie dans le second chapitre. Voyons quels sont les liens que l'enquête Conditions de vie permet de mettre à jour. Examinons, dans un premier temps, les corrélations entre le bonheur et les descriptifs sociodémographiques classiques (Tableau 4, voir en annexe pour les réponses détaillées).

a. Le rôle des déterminants socio-démographiques

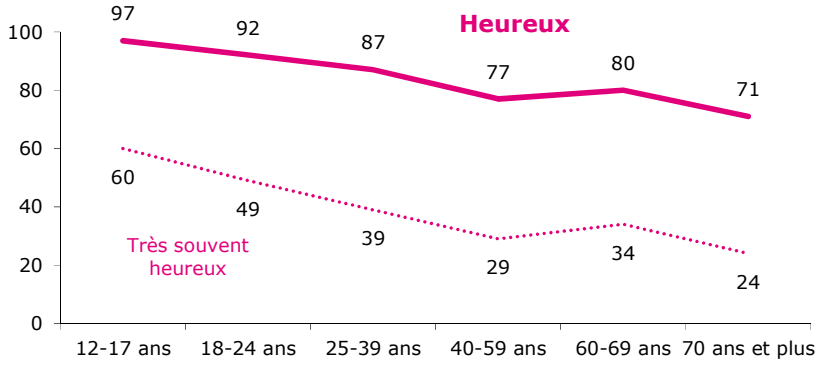
Les plus jeunes sont plus souvent heureux que leurs aînés (Graphique 3). Le lien est, ici, assez net. Le bonheur semble décliner entre 18 et 59 ans (de 92% à 77%, soit une baisse de 15 points), repartir légèrement à la hausse entre 60 et 69 ans (+ 3 points), puis baisser à nouveau à partir de 70 ans (- 9 points). Entre les plus jeunes (92%) et les plus âgés (71%), le bonheur varie donc de plus de 20 points.

L'enquête de juin a par ailleurs permis de mesurer le bonheur au sein d'un échantillon d'adolescents, âgés de 12 à 17 ans : 97% d'entre eux sont heureux (+ 5 points par rapport aux 18-24 ans), ce qui confirme l'extrême influence de l'âge.

[24] TCHERNIA Jean-François, « Bonheur et moral en Europe », In BOY Daniel et al., Les Français, des Européens comme les autres ?, Paris, Presses de Sciences Po «Académique», 2010.

[25] Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, STIGLITZ Joseph, SEN Amartya, FITOUSSI Jean-Paul, op. cit. http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

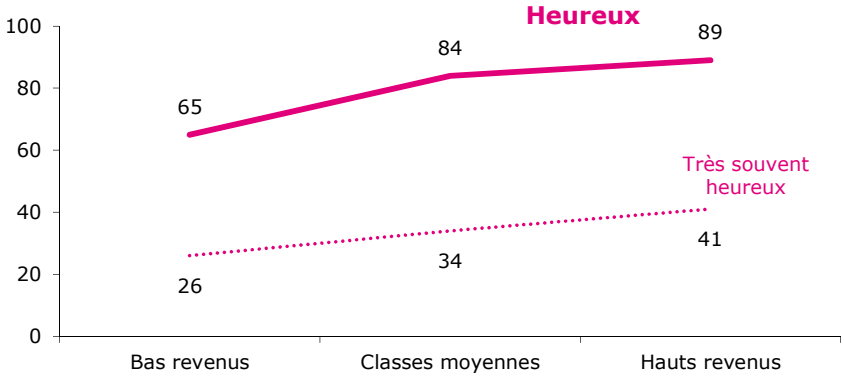
Graphique 3 - L'âge impacte fortement le niveau de bonheur déclaré



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Le sentiment de bonheur est, également, corrélé positivement avec le niveau de vie : au fur et à mesure que celui-ci progresse, le bonheur augmente (Graphique 4). Il est minimal pour les bas revenus (dont le niveau de vie est inférieur à 70% du niveau de vie médian) où plus du tiers des personnes interrogées sont occasionnellement, voire jamais, heureuses. Le sentiment de bonheur est intermédiaire au sein des classes moyennes (niveau de vie compris entre 70% et 150% du revenu médian) et maximal au sein des hauts revenus (89% de bonheur ressenti, + 8 points par rapport à la moyenne, + 24 points par rapport aux bas revenus).Ce résultat n'est pas surprenant dans le sens où le niveau de vie est révélateur d'une situation défavorable ou favorable dans presque toutes les dimensions de la qualité de vie[26]. Les personnes dont le niveau de vie est le plus faible cumulent les désavantages : plus grande contrainte financière, évidemment, mais aussi moins bonnes conditions de vie matérielles, santé dégradée, niveau d'éducation plus bas, retrait plus grand de la vie publique, contacts moindres avec autrui, conditions de travail plus précaires etc. Les travaux présentés dans la suite du document confirment d'ailleurs ce cumul des désavantages qui s'opère dans les catégories de revenu les plus faibles. Logiquement, le bonheur déclaré, qui découle de toutes ces dimensions, se révèle plus faible pour ceux qui présentent les niveaux de vie les plus bas.

Graphique 4 - Le niveau de vie influe également sur le sentiment de bonheur



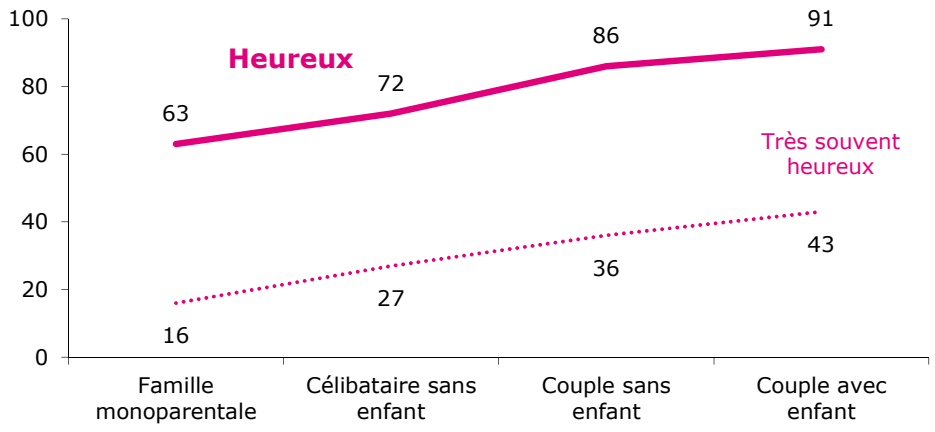
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

[26] ALBOUY Valérie, GODEFROY Pascal, LOLLIVIER Stéfan, « Une mesure de la qualité de la vie », In France, portait social, Paris, Insee, édition 2010, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10E.pdf

La situation professionnelle des personnes interrogées est également déterminante dans le sentiment de bonheur ressenti. S'agissant des actifs, on mesure un écart de près de 20 points entre les actifs occupés (86%) et les chômeurs (68%). Etre en emploi ou, au contraire, en être privé est donc un facteur déterminant quand il s'agit de se positionner par rapport au bonheur. En revanche, entre les différentes catégories d'actifs (indépendants, cadres, professions intermédiaires, employés ou ouvriers), le différentiel est finalement assez mince puisque les taux évoluent dans un intervalle de 5 points, entre 81% pour les ouvriers et 86% pour les cadres et membres des professions intellectuelles supérieures. Au sein des inactifs, les différences sont très nettes, puisque le taux de bonheur est de 68% pour les personnes qui restent au foyer et de 87% pour les étudiants. Les étudiants sont jeunes et disposent non seulement d'un réseau social plus étendu (source de bien-être) mais également d'un capital culturel en termes d'éducation qui leur sera favorable dans le déroulement de leur future carrière. Chômeurs et personnes au foyer affichent un taux de bonheur particulièrement bas (68%, en retrait de 13 points par rapport à l'ensemble de la population).

La situation familiale est tout aussi importante pour expliquer le bonheur. Les personnes qui vivent en couple (mariées ou pas) sont plus heureuses (88%) que celles qui vivent sans conjoint (célibataire, veuf et divorcé : 71%). Eurofound a déjà établi l'importance du fait d'être en couple ou pas sur la satisfaction ressentie, en distinguant les personnes en couple, celles qui ne l'ont jamais été et celles qui l'ont été et ne le sont plus (ces dernières étant celles qui sont le moins satisfaites de toutes). Vivre avec ses enfants est un levier important du bonheur (86%, contre 74% lorsque ces mêmes enfants ont quitté le domicile parental). Les plus à plaindre sont les familles monoparentales (63%) qui vivent avec des ressources limitées et cumulent souvent insécurité sociale, précarité financière, problème d'organisation, stress et anxiété. A l'inverse, les couples avec enfants sont les mieux lotis (91% de bonheur, un des taux les plus élevés mesurés dans l'enquête). S'agissant des foyers sans enfant, ceux qui vivent en couple (86%) sont plus heureux que les personnes sans conjoint (72%).

Graphique 5
La structure familiale et le sentiment de bonheur



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Les autres déterminants socio démographiques semblent, en revanche, *a priori* peu opérants pour expliquer le bonheur. **Le niveau de diplôme** fait, certes, apparaître le retrait des non-diplômés (68% de bonheur seulement) mais les non-diplômés se recrutant majoritairement parmi les plus âgés, il est vraisemblable que l'âge soit, pour partie, à l'origine de ce déficit de bonheur. Autre remarque sur le diplôme : il n'y a pas de différences entre les diplômés du Bepc, du Bac ou de l'enseignement supérieur ; tous semblent « égaux » devant le bonheur. **Le genre** ne révèle pas de différences importantes : 83% des hommes et 79% des femmes se disent heureux. Un article de l'INSEE a, en 2012, comparé la qualité de vie des hommes et des femmes[27] : alors que les femmes cumulent plus de désavantages que les hommes dans les principales dimensions de la qualité de vie (mauvaises conditions de vie matérielles, insécurité accrue du point de vue de l'emploi et des revenus, exposition à une plus grande violence physique intra-ménage et sentiment d'insécurité en général), on n'observe pas d'écart en ce qui concerne la satisfaction dans la vie (score moyen de 7,3 pour les hommes et de 7,2 pour les femmes). La taille de **l'agglomération** de résidence semble également peu jouer, tout comme la région de résidence.

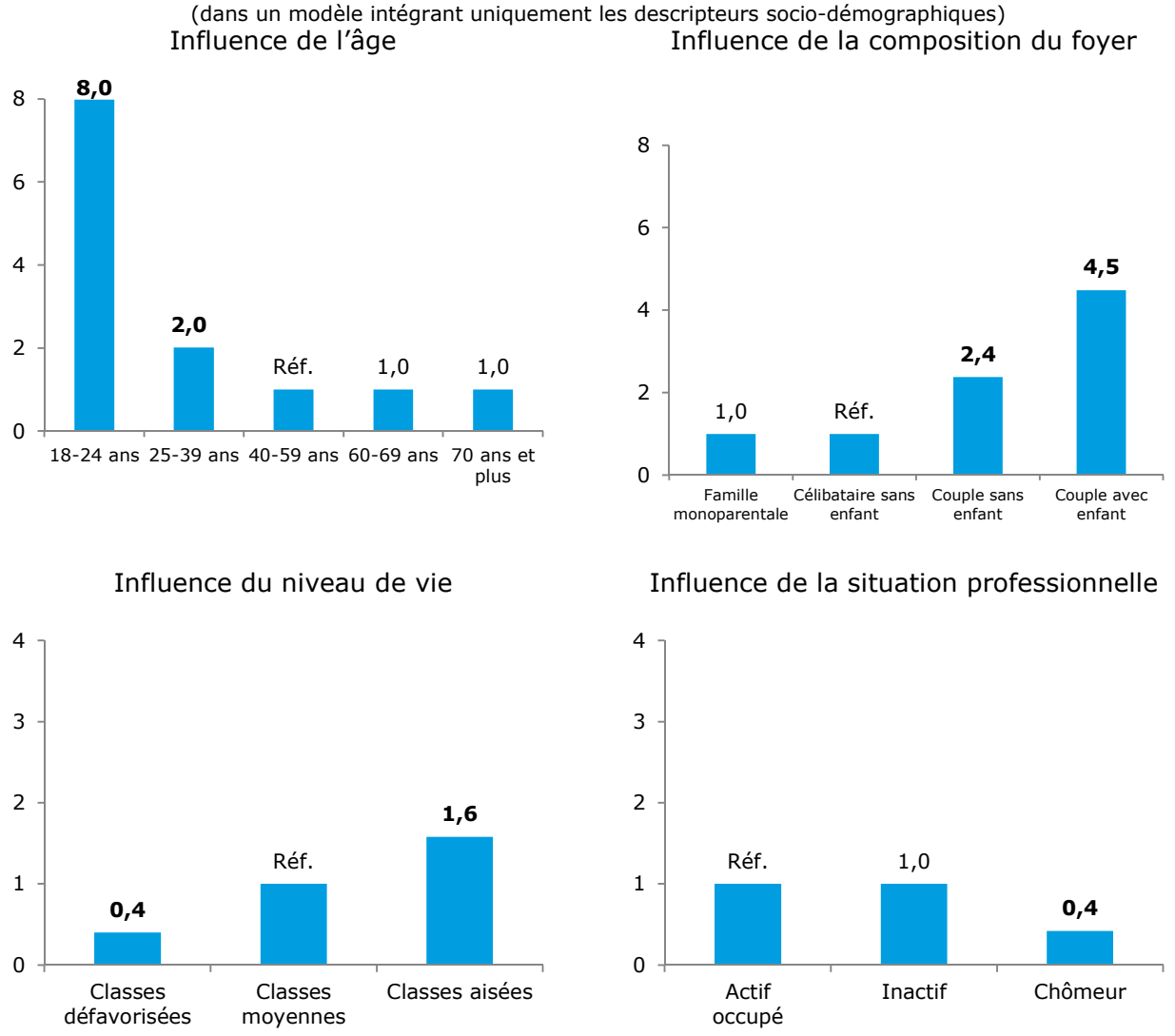
Il reste à déterminer quelle est **l'influence intrinsèque** de chacun de ces déterminants socio-démographiques, grâce à des régressions logistiques qui permettent d'isoler l'effet propre de chaque variable. Parmi les neuf variables mises en concurrence (le nombre d'enfants, très corrélé à la structure familiale, a été retiré de l'analyse), six ont une influence propre dont quatre avec une significativité au seuil de 1/1000 : l'âge et la structure familiale d'une part, le niveau de vie et la situation d'emploi d'autre part (voir le détail en annexe, Tableau A 11).
Les effets les plus nets sont illustrés dans le Graphique 6 :

- **Les moins de 40 ans**, et surtout les moins de 25 ans, sont significativement plus heureux que le reste de la population.
- **Les personnes qui vivent en couple** sont plus heureuses que les autres et, lorsque le couple a des enfants, le niveau de bonheur est encore plus important.
- **Le niveau de vie** impacte positivement le bonheur (avec, toutes choses égales par ailleurs, un écart de 1 à 4 entre les catégories défavorisées et les favorisées).
- **Un chômeur** a deux fois et demie moins de chance d'être heureux qu'une personne en emploi.

[27] ALBOUY Valérie, DUEE Michel, GODEFROY Pascal, « Qualité de vie des hommes et des femmes », In Regards sur la parité, Paris, INSEE, édition 2012, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=FHPARIT12d_VE3quali

Graphique 6 - Les principaux critères objectifs influant sur le bonheur et leur impact

(dans un modèle intégrant uniquement les descripteurs socio-démographiques)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Exemple de lecture : toutes choses égales par ailleurs, un jeune de 18-24 ans a huit fois plus de chances de se déclarer heureux qu'une personne de 60-69 ans, prise comme modalité de référence. Les sexagénaires et les personnes de 70 ans et plus ont sensiblement la même probabilité de se déclarer heureux, toujours en raisonnant toutes choses égales par ailleurs.

Nota : les inactifs intègrent les retraités, étudiants, personnes au foyer, invalides

Tableau 4 - Dans votre vie actuelle, vous sentez-vous heureux ?

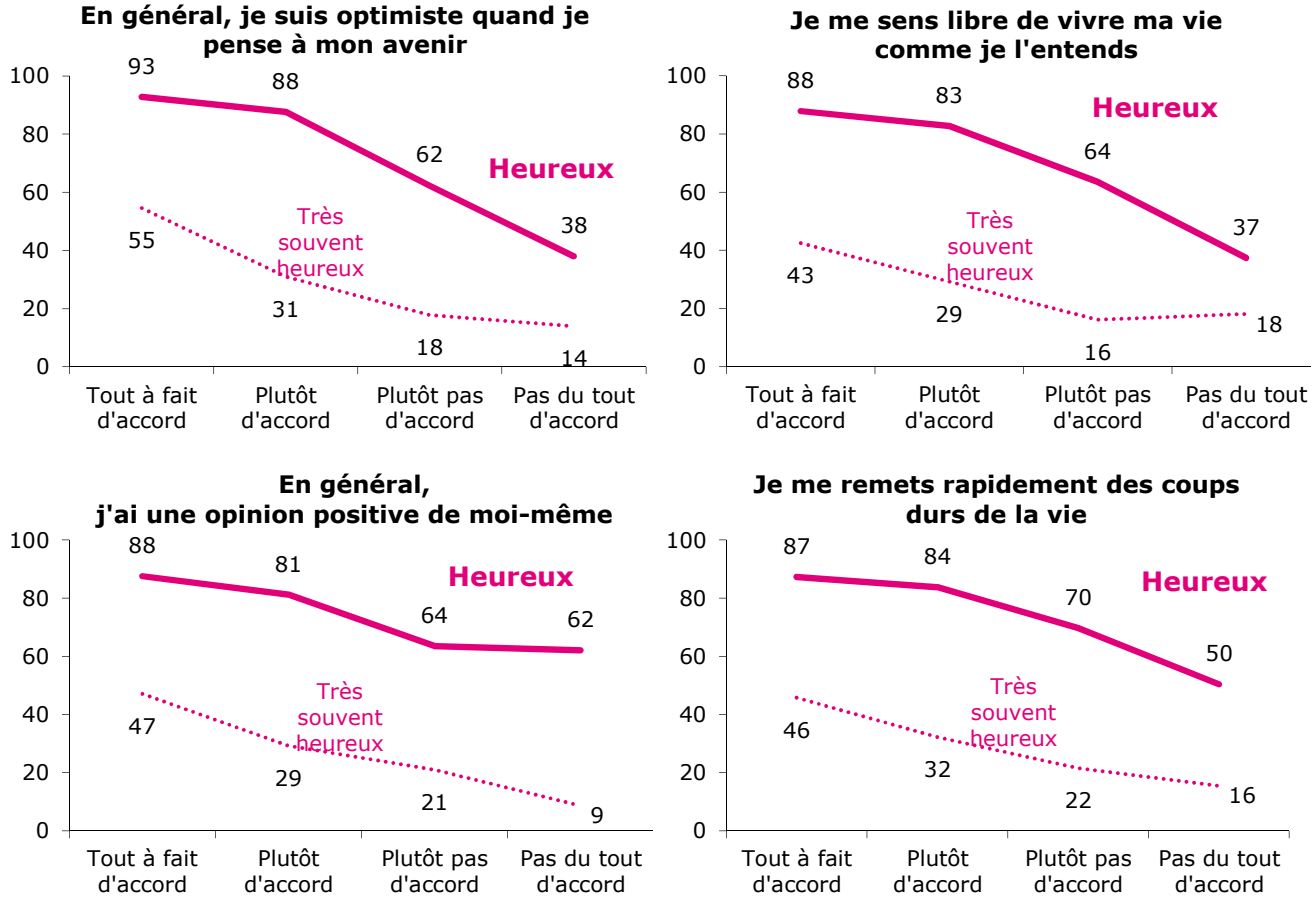
(en %)		Assez ou très souvent	Occasionnellement ou jamais	Total (yc nsp)
Ensemble de la population		**81**	**19**	**100**
Sexe	. Homme	83	17	100
	. Femme	79	21	100
Age	. Moins de 25 ans	**92**	(8)	100
	. 25 à 39 ans	**87**	13	100
	. 40 à 59 ans	77	22	100
	. 60 à 69 ans	80	20	100
	. 70 ans et plus	71	**28**	100
Niveau de vie	. Bas revenus	65	**35**	100
	. Classes moyennes	84	16	100
	. Hauts revenus	**89**	11	100
PCS	. Indépendant	83	(17)	100
	. Cadre	**86**	(14)	100
	. Profession intermédiaire	85	15	100
	. Employé	84	16	100
	. Ouvrier	81	19	100
	. Reste au foyer	68	**30**	100
	. Retraité	78	22	100
	. Autre inactif (étudiant)	**87**	(13)	100
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	**86**	14	100
	. Inactif	76	23	100
	. Chômeur	68	**31**	100
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	68	**31**	100
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	83	17	100
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	84	16	100
	. Diplôme du supérieur	85	15	100
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	78	22	100
	. Un seul	82	18	100
	. Deux	**90**	(10)	100
	. Trois et plus	84	(15)	100
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	72	**27**	100
	. Famille monoparentale	63	**36**	100
	. Couple sans enfant	**86**	14	100
	. Couple avec enfants	**91**	9	100
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	85	15	100
	. 2.000 à 20.000 habitants	79	21	100
	. 20.000 à 100.000 habitants	79	20	100
	. Plus de 100.000 habitants	80	20	100
	. Paris et agglomération	79	21	100
Région	. Région parisienne	79	20	100
	. Nord	79	(21)	100
	. Est	76	**24**	100
	. Bassin Parisien	83	17	100
	. Ouest	82	18	100
	. Sud-Ouest	83	17	100
	. Centre-Est	81	18	100
	. Méditerranée	80	19	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012.
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 86% des actifs occupés se sentent heureux dans leur vie actuelle, contre 81% de l'ensemble de la population en moyenne.

b. Le rôle des traits de caractère

Indubitablement, la façon dont on décrit son caractère influe grandement sur le sentiment de bonheur : l'optimisme, le sentiment de liberté vis-à-vis de la vie qu'on mène, la capacité à rebondir après un coup dur ou l'opinion positive qu'on a de soi-même sont autant de facteurs qui sont associés à un plus grand sentiment de bonheur (Graphique 7). L'**optimisme** et la **liberté de conduire sa vie comme on le souhaite** sont les deux traits de caractère qui sont les plus corrélés avec le sentiment de bonheur. Il s'agit bien sûr d'une corrélation : on ne sait pas s'il y a causalité ni dans quel sens elle jouerait : l'optimisme génère-t-il un sentiment de bonheur ou bien le bonheur rend-il les gens plus optimistes ? Notons qu'Eurofound a également établi, à partir de l'enquête EQLS 2007, que le bonheur est corrélé positivement avec le sentiment que sa vie est proche de ce qu'on aimerait qu'elle soit (+ 0.47) et avec l'optimisme (+ 0.30). Une étude américaine de 2008 établit par ailleurs que le fait de se sentir libre a un impact déterminant sur le bonheur et que la montée du sentiment de libre arbitre a eu tendance à accroître les niveaux de bonheur partout dans le monde[28].

Graphique 7



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Lecture : 88% des personnes qui se sentent tout à fait libres de vivre leur vie comme elles l'entendent se disent très souvent ou assez souvent heureuses

[28] INGLEHART Ronald, FOA Roberto, PETERSON Christopher, WELZEL Christian, « Development, Freedom and Rising Happiness, A Global Perspective (1981-2007) », In *Perspectives on Psychological Science*, Vol. 3, n°4, 2008, p. 264-285, http://www.worldvaluessurvey.org/wvs/articles/folder_published/article_base_122/files/RisingHappinessPPS.pdf

Voyons comment ces traits de caractère sont partagés dans la population :

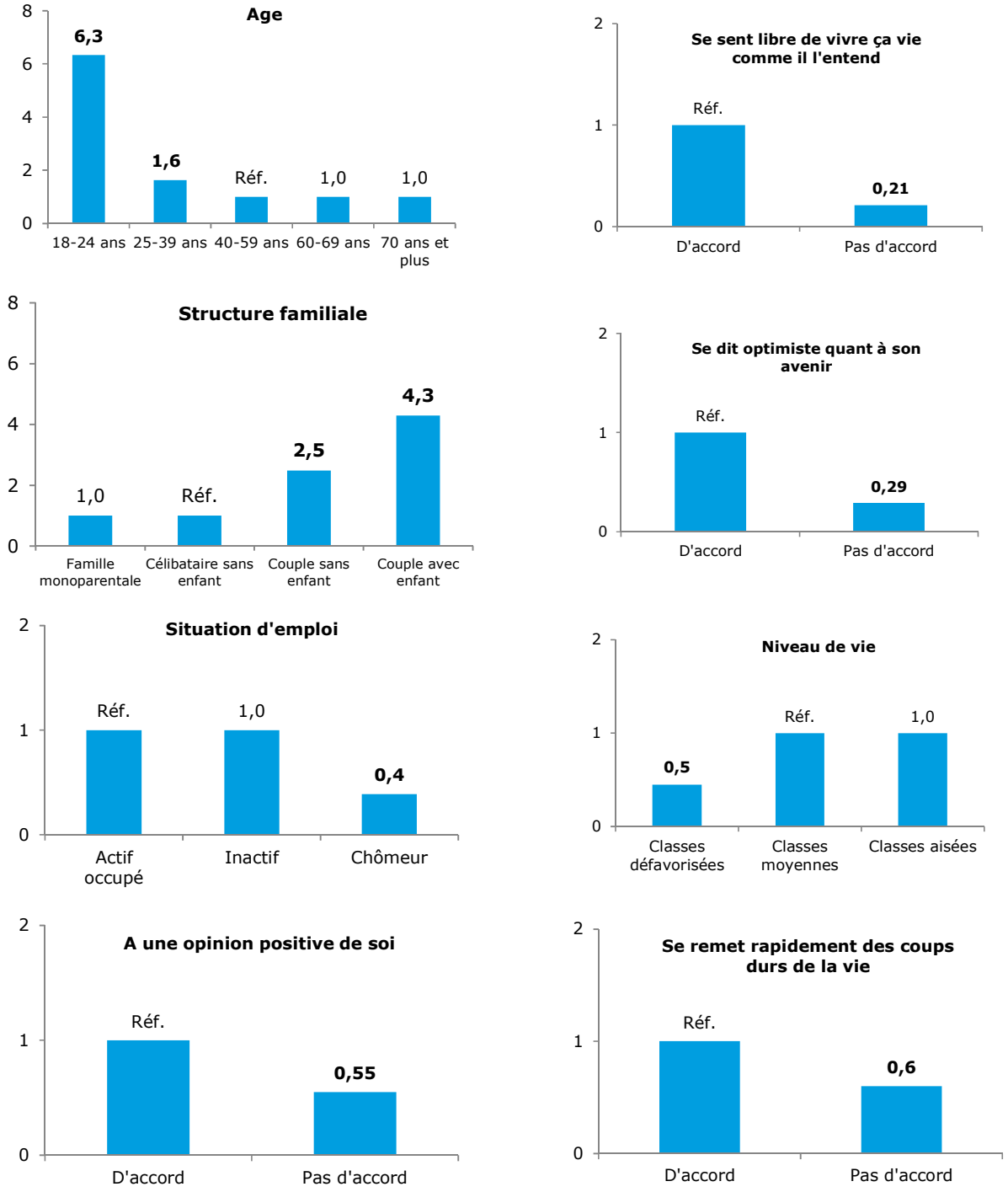
- **L'optimisme** (Tableau A 2, page 130) est plus développé chez les jeunes, les personnes en emploi, ceux qui disposent des niveaux de vie les plus élevés, les plus diplômés et les couples avec enfants (autant de groupes où le bonheur est répandu).
- Il y a beaucoup moins d'écart inter-catégoriel quand on examine **l'opinion positive qu'on peut avoir de soi-même** (Tableau A 3, page 131). Les hommes et les travailleurs indépendants sont les plus prompts à avoir une bonne opinion d'eux-mêmes (90%) ; les personnes au foyer sont celles qui souffrent le plus d'un déficit sur cette question (près d'une personne au foyer sur trois reconnaissent ne pas avoir une opinion positive d'elle-même).
- **La capacité à se remettre d'un coup dur** est liée au niveau de vie : les plus aisés se sentent plus facilement capables de surmonter une difficulté que les plus défavorisés (Tableau A 4, page 132). Les non-diplômés et, à nouveau, les personnes au foyer sont les moins nombreux à s'attribuer cette qualité (31% s'y refusent, + 8 points par rapport à l'ensemble de la population).
- **Le sentiment de vivre sa vie comme on l'entend** est l'apanage des plus jeunes (88% des 18-24 ans) et également des familles monoparentales (88%, Tableau A 5 page 133).

Prenons maintenant en compte, pour expliquer le bonheur, à la fois les descripteurs sociodémographiques et les traits de caractère qui sont renseignés. Grâce à des régressions logistiques (voir en annexe, Tableau A 12, page 145), on peut déceler les caractéristiques qui ont une influence propre sur le fait d'être heureux ou pas. Les critères sociodémographiques pertinents sont les mêmes que précédemment, leur hiérarchie n'a pas varié et leurs effets non plus ; les quatre traits de caractère se sont intercalés dans le classement. Dans l'ordre, on trouve (Graphique 8) :

- **L'âge** : les 18-24 ans ont 6 fois plus de chances, toutes choses égales par ailleurs, d'être heureux que les personnes de 40 ans et plus.
- **Le fait de se sentir libre** de mener sa vie comme on l'entend : on a presque 5 fois moins de chances d'être heureux si on n'a pas ce sentiment.
- **La structure familiale** : une personne qui vit en couple avec des enfants a 4 fois plus de chances d'être heureuse qu'un célibataire sans enfant.
- **L'optimisme** quand on pense à son avenir : on a 3 fois moins de chances d'être heureux si on n'envisage pas son avenir avec optimisme.
- **La situation d'emploi** : par rapport à un actif en emploi, un chômeur a 2,5 fois moins de chances d'être heureux, toutes choses égales par ailleurs.
- **Le niveau de vie** : les catégories défavorisées ont 2 fois moins de chances que les autres de se classer parmi les gens heureux.

- **Le fait d'avoir une opinion positive de soi-même** : si ce n'est pas le cas, la probabilité d'être heureux, toutes choses égales par ailleurs, est presque divisée par 2.
- **Le fait de se remettre des coups durs de la vie** : lorsque cette capacité de « résilience » fait défaut, la probabilité d'être heureux est amputée de 40%.

Graphique 8 - Les principaux critères objectifs et traits de caractère influant sur le bonheur et leur impact (dans un modèle intégrant les descripteurs socio-démographiques et différents traits de caractère)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Exemple de lecture : toutes choses égales par ailleurs, un jeune de 18-24 ans a six fois plus de chances de se déclarer heureux qu'une personne de 60-69 ans, prise comme modalité de référence. Les sexagénaires et les personnes de 70 ans et plus ont sensiblement la même probabilité de se déclarer heureux, toujours en raisonnant toutes choses égales par ailleurs.

c. *Les composantes de qualité de vie présentes dans « Conditions de vie et Aspirations »*

Outre les descripteurs socio démographiques et les traits de caractère, l'enquête du mois de juin 2012 comportait des indicateurs renseignant les différentes composantes de qualité de vie (le logement, le patrimoine, les conditions de vie matérielle, les relations à autrui, les équipements, différentes opinions sur la société). Le corpus de questions généralistes insérées dans le dispositif d'enquête est très étoffé et permet d'enrichir l'analyse. Nous proposons ici un aperçu des liens pouvant exister entre le bonheur et les conditions de vie et les aspirations et opinions de chacun. Le Tableau 5, ci-après, consigne les résultats les plus significatifs.

Plutôt que de caractériser les personnes « heureuses » qui composent l'essentiel de la population, nous avons préféré faire ressortir les caractéristiques marquantes des individus qui sont « occasionnellement » ou « jamais » heureux (19% de la population interrogée), que nous appellerons, en simplifiant, les individus « malheureux ». Les personnes « malheureuses » présentent, dans une dizaine de dimensions, des caractéristiques significativement différentes de l'ensemble de la population : environnement social et relationnel, niveau d'éducation, exposition au chômage, conditions de vie matérielles, situation de santé, taux d'équipement, sociabilité, traits de caractère favorables à l'épanouissement du bonheur, confiance dans le fonctionnement de la justice.

Examinons en détail les corrélations (Tableau 5) :

- **S'agissant de logement**, on a souvent affaire à des locataires (59%, + 11 points), pour qui les charges de logement grèvent énormément le budget (17%, soit près du double du taux moyen). La part de personnes résidant dans le parc social est importante (27%, + 9 points) ; les jugements sur le cadre de vie sévères (19% s'en plaignent, + 9 points par rapport à l'ensemble de la population).
- **Les conditions de vie matérielles sont peu favorables** : 37% des personnes malheureuses ont un niveau de vie inférieur à 70% du revenu médian (+ 17 points par rapport à l'ensemble de la population). Elles déclarent plus souvent devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur plusieurs postes de leur budget (78%, + 11 points) et ont plus souvent le sentiment que le niveau de vie personnel s'est dégradé au cours des dernières dix années (37%, + 17 points).
- **La perception de l'état de santé est dégradée** ; les personnes malheureuses font plus souvent état de nervosité (56%, + 15 points), voire d'état dépressif au cours des quatre dernières semaines (38%, + 23 points). L'état de santé est perçu comme non satisfaisant par 39% des personnes malheureuses (soit deux fois plus que dans l'ensemble de la population). La prévalence d'un handicap ou d'une maladie chronique s'élève à 43% (+ 16 points par rapport à la population totale).
- **De nombreux taux d'équipement se situent, dans ce groupe, très en deçà de la moyenne** : 51% n'ont pas d'appareil photo numérique (+ 20 points), 59% n'ont pas de

lave-vaisselle (+ 14%). Une personne sur trois n'est pas motorisée (+ 9 points par rapport à l'ensemble de la population). L'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication est réduit : 36% n'ont pas de connexion internet à domicile (+ 13 points) et 33% n'ont pas d'ordinateur (+ 12 points par rapport à l'ensemble de la population).

- **Les relations sociales et les sorties sont limitées** : 61% des personnes malheureuses ne sont pas parties en vacances (+ 20 points), 69% n'ont pas visité de musées ou d'expositions (+ 13 points) et 12% ne reçoivent jamais d'amis ou de relations à domicile (deux fois plus qu'en moyenne).
- Est-ce parce que l'**environnement** intéresse peu ou parce que les conditions de vie sont précaires, toujours est-il que 73% des personnes malheureuses ne sont pas favorables au paiement de taxes affectées directement à la défense de l'environnement (+ 9 points).
- Enfin, l'**opinion sur le fonctionnement de la justice** est particulièrement sévère : 33% estiment qu'elle fonctionne très mal (+ 10 points par rapport à l'ensemble de la population).

Tableau 5 - Quelques caractéristiques des personnes ne se disant pas heureuses

(en %)	% chez les individus pas heureux	Ecart par rapport à l'ensemble de la population
. Locataire de son logement	59	+ 11
. Réside dans le parc social	27	+ 9
. Peu satisfait de son cadre de vie	19	+ 9
. Pense que les charges de logement sont une très lourde charge	17	+ 8
. Pense que son niveau de vie va beaucoup moins bien depuis une dizaine d'années	37	+ 17
. S'impose régulièrement des restrictions sur certains postes budgétaires	78	+ 11
. A souffert d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines	38	+ 23
. Pense que son état de santé n'est pas satisfaisant	39	+ 21
. Souffre d'un handicap ou d'une maladie chronique	43	+ 16
. A souffert de nervosité au cours des 4 dernières semaines	56	+ 15
. N'a pas l'usage d'un appareil photo numérique	51	+ 20
. Ne dispose pas d'un lave-vaisselle	59	+ 14
. Ne dispose pas d'une connexion internet à domicile	36	+ 13
. N'a aucun ordinateur à domicile	33	+ 12
. N'est pas du tout attiré par les produits comportant une innovation technologique	29	+ 9
. N'a pas de voiture	33	+ 9
. N'est pas parti en vacances au cours des douze derniers mois	61	+ 20
. N'a pas visité de musée ou d'exposition au cours des douze derniers mois	69	+ 13
. Ne reçoit jamais, chez lui, des amis ou des relations	12	+ 6
. Ne souhaite pas payer une taxe dédiée à la préservation de l'environnement	73	+ 9
. Pense que la justice fonctionne très mal	33	+ 10

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations», juin 2012.
Exemple de lecture : chez les personnes qui ne sont pas heureuses, on compte 59% de locataires de leur logement, soit 11% de plus que dans l'ensemble de la population.

4. Qu'est ce qui rend heureux ou malheureux ?

a. Les motifs avancés par les gens heureux sont plus nombreux

De multiples raisons peuvent expliquer qu'on est heureux et les enquêtés avaient toute latitude de fournir tous les éléments d'information qu'ils souhaitaient. A partir du corpus des réponses données par les enquêtés à la question ouverte : « Qu'est-ce qui vous rend heureux dans votre vie actuelle ? », nous avons identifié plus d'une trentaine de motifs (voir en annexe les grilles de post-codage). 43% des personnes fournissent un seul motif, un tiers en donne deux et un quart en donnent trois ou plus (Tableau 6). En moyenne, nous avons recensé 1,9 motifs.

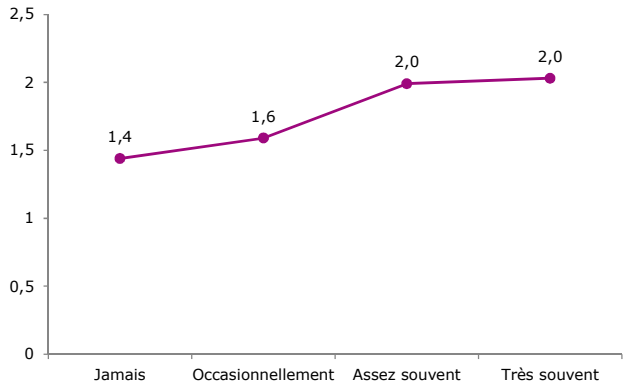
Tableau 6 - Qu'est-ce qui vous rend heureux ou malheureux dans votre vie actuelle ?
(NOMBRE DE REPONSES DIFFERENTES A LA QUESTION OUVERTE)

(en %)	**Ensemble de la population**
Un seul	**43**
Deux	**32**
Trois	**16**
Quatre et plus	**8**
Total	**100**

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Lecture : 43% des personnes interrogées citent un motif et un seul pour expliquer ce qui, dans leur vie actuelle, les rend heureux ou malheureux.

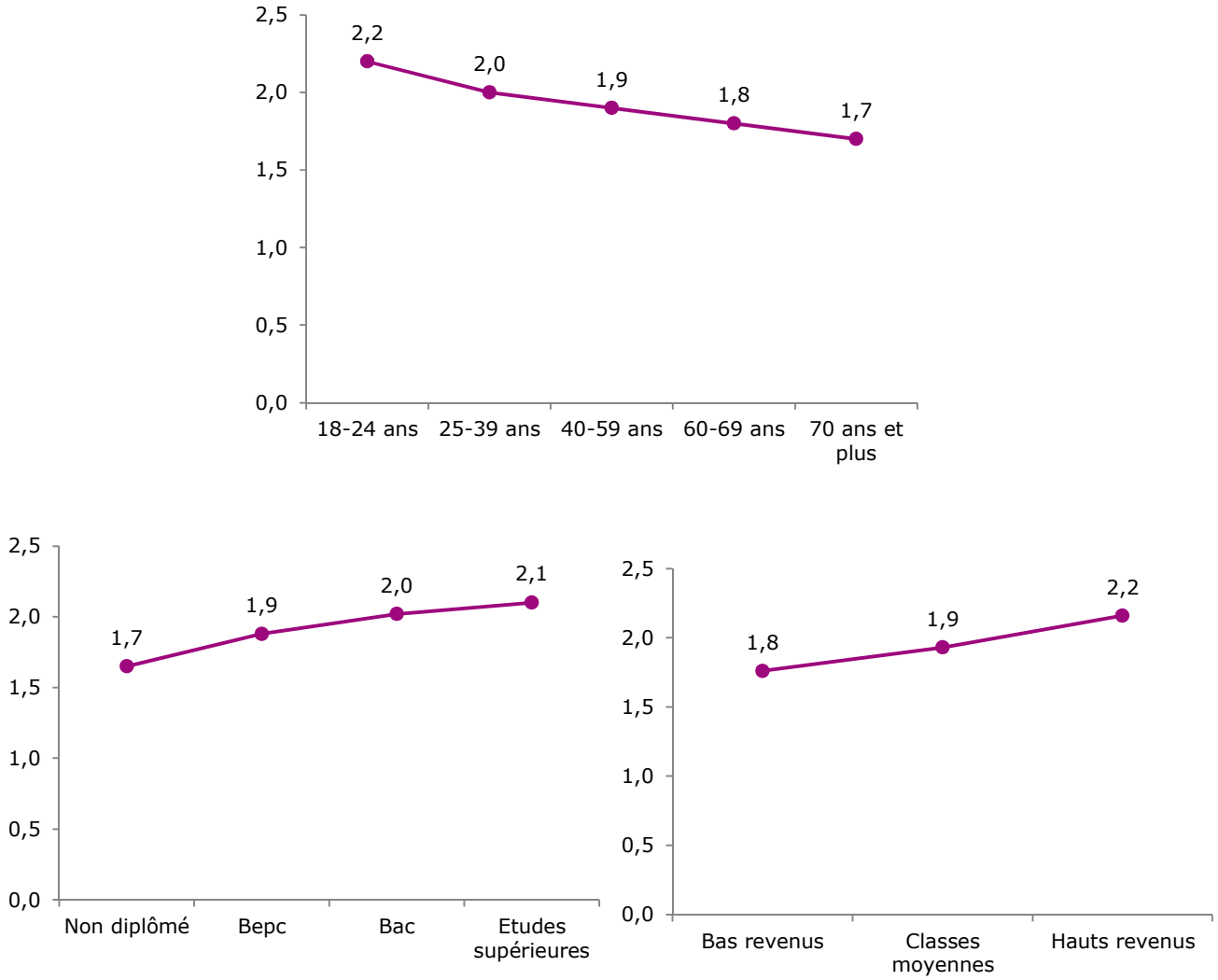
Deux raisons ont été avancées par les gens heureux pour expliquer leur état contre, en moyenne, une raison et demie seulement pour le malheur (Graphique 9) : **le bonheur rendrait davantage loquace.** On constate aussi que les plus jeunes, les plus diplômés et ceux qui disposent des revenus les plus élevés verbalisent davantage et avancent plus de motifs que la moyenne (Graphique 10). Ce sont aussi, il est vrai, des catégories plus souvent heureuses.

Graphique 9 - Plus le bonheur est fréquent, plus on avance de motifs pour expliquer son état



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Graphique 10 - Influence de l'âge, du diplôme et du niveau de vie sur le nombre de motifs évoqués



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

b. Les motifs de bonheur : avant tout, les personnes qu'on aime

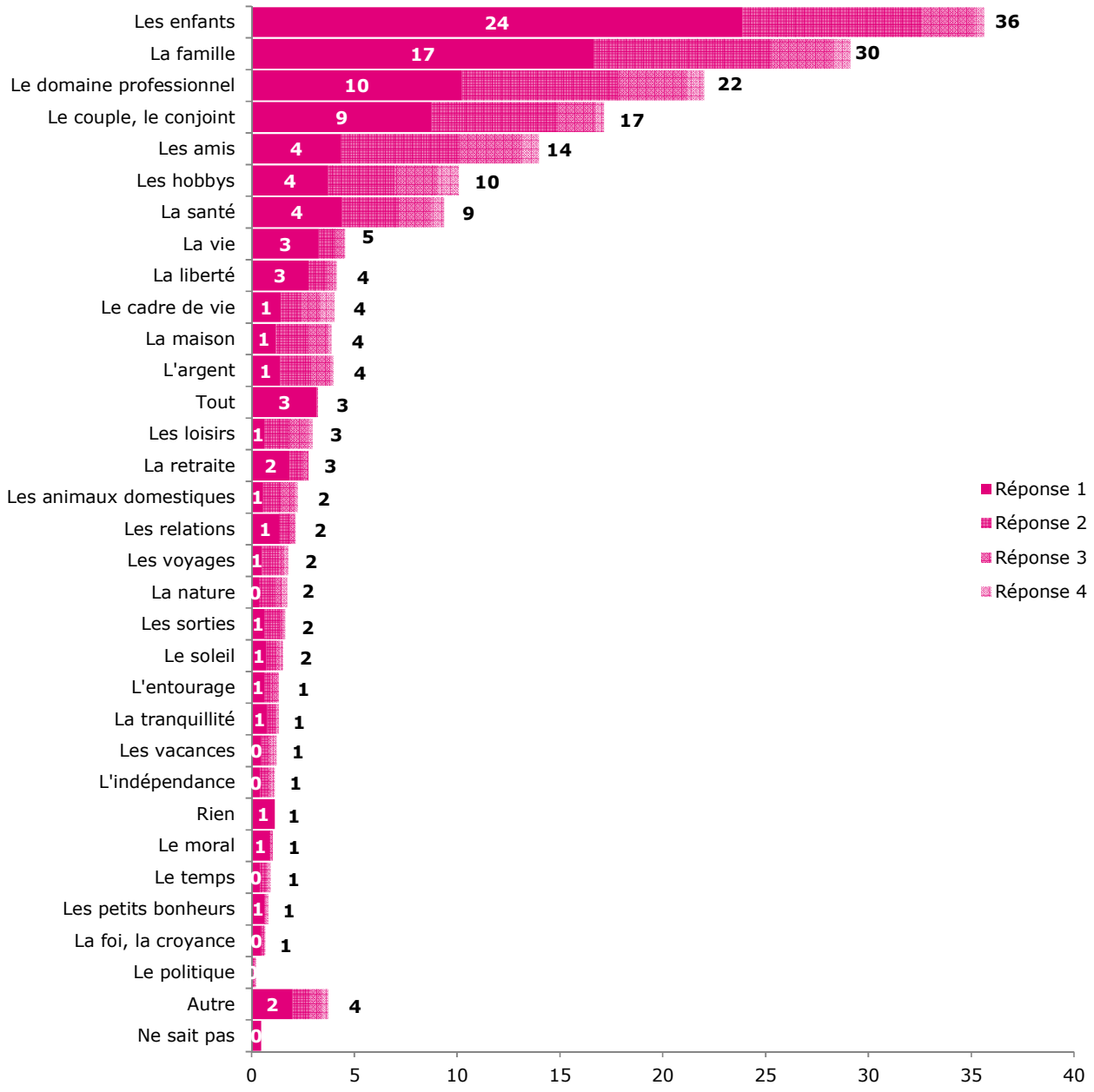
Nous analysons ici uniquement les motifs de bonheur. Ceux qui ne sont jamais heureux ne sont pas pris en compte : nous examinerons leurs réponses plus loin.

Les enfants et la famille sont au cœur des raisons du bonheur actuel. Les **enfants** sont cités par 36% des individus interrogés (pour 24%, c'est même le premier motif évoqué). On parle de ses enfants, de son fils, de sa fille, ou de ses petits-enfants, du fait qu'ils vont bien, qu'on les élève. La **famille** est évoquée par 30% des répondants (17% des premières réponses) : on dit « la famille », « ma famille », « la vie de famille ».

Graphique 11 - Les raisons évoquées du bonheur

(TOTAL DES REPONSES > 100% ; TOUTES LES REPONSES A LA QUESTION OUVERTE ONT ETE POST-CODEES)

- base : individus occasionnellement, assez souvent ou très souvent heureux -



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Lecture : 36% des personnes qui se disent plutôt heureuses en juin 2012 disent que ce sont « leurs enfants ou leurs petits-enfants » qui les rendent heureuses (en première réponse ou pas).

Quand on ajoute la citation du **couple** (17% des réponses cumulées, 9% des premières réponses) et celle des **amis** (14% des réponses et 4% des premières réponses), on constate l'extrême influence des liens affectifs dans ce qui contribue le bonheur : quatre des cinq premières réponses y font très explicitement référence. La qualité de la relation aux autres (enfants - famille - couple - amis) est mise en avant comme motif de bonheur par plus de 70% des personnes heureuses.

Le **travail**, avec 22% des réponses (10% au premier chef), réussit à s'immiscer sur la troisième marche du podium. Tous les registres de langage sont utilisés : « mon travail », « mon métier », « mon boulot ». Il peut s'agir d'aller travailler, de réussir dans son travail, de louer la sécurité de son emploi ou de se féliciter d'en avoir retrouvé un après une période de chômage.

La pratique de **hobbys**, d'activités quelquefois élevées au rang passions (« le sport », « bricoler », « faire du vélo », « la pêche », « les activités », « la danse, ma passion ») alimente le discours de 10% des répondants et constituent 4% des premières réponses. On est davantage, ici, dans l'accomplissement de soi.

La **santé** est également citée par 10% des gens heureux (4% des premières réponses y font explicitement référence). Il s'agit le plus souvent d'une vision positive : « avoir la santé », « être en bonne santé », « ma santé est bonne » mais certains préfèrent expliquer le bonheur par l'absence de maladie : « ne pas avoir de maladie grave ».

« **La vie** », « la vie que je mène » voire « le simple fait d'être en vie » est, pour 5% des répondants, un motif suffisant de satisfaction (3% des premières réponses).

Les autres motifs recueillent moins de 5% des réponses cumulées. Alors qu'on a vu plutôt l'importance du fait de se sentir libre de mener la vie qu'on entend, **la liberté** n'est pas, pour autant, un motif d'explication spontanément cité par beaucoup de nos concitoyens (4% des réponses totales).

Le cadre de vie ou **le logement** ne réunissent guère plus de citations (4%). Les réponses sur le cadre de vie évoquent le quartier, la ville ou la région où l'on vit ; celles sur le logement abordent aussi bien le statut d'occupation (« Etre propriétaire »), le fait de s'occuper de son logement, d'y consacrer du temps ou, de façon très basique, le fait « d'avoir un toit sur la tête ». Lorsqu'on sait combien la crise du logement pèse dans le pays, ces pourcentages peuvent sembler faibles.

Enfin, **l'argent** n'est cité spontanément que par 4% des enquêtés. Certains arguent du fait d'« être riche » pour expliquer son bonheur actuel, mais d'autres disent simplement qu'ils ont la possibilité de « gagner de l'argent », de ne « pas avoir de soucis matériels » ou « d'être indépendant financièrement ».

Notons que si on s'intéresse à la **première** raison avancée, la hiérarchie des principaux motifs de bonheur est quasiment identique : la santé passe tout juste devant les hobbys, mais les cinq premiers choix sont les mêmes.

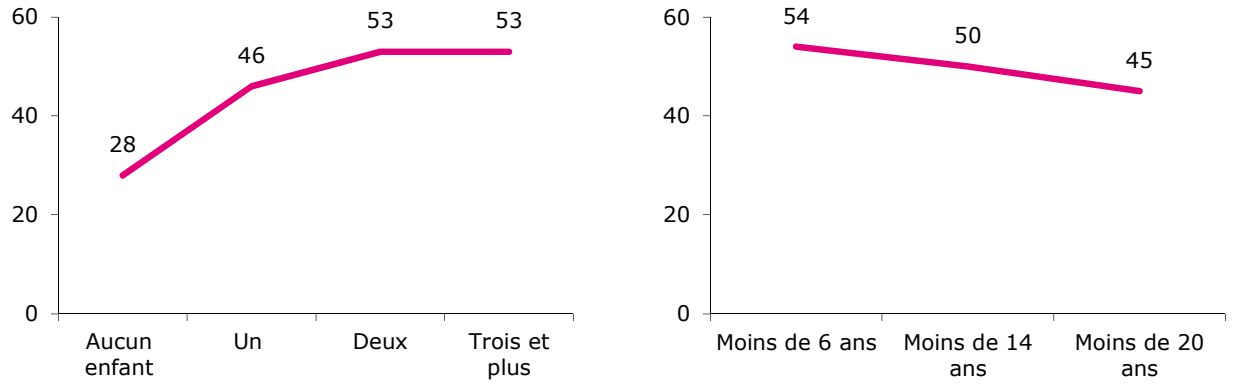
Voyons maintenant, pour tous les motifs qui recueillent au moins 5% des réponses cumulées, comment les différentes composantes du corps social s'en saisissent pour expliquer leur bonheur. Est-ce que tout le monde met en avant les enfants comme première cause de satisfaction ? Y a-t-il des différences selon le genre, l'âge, le niveau de revenus ? C'est ce que nous allons étudier maintenant (Tableau A 6 en annexe, page 134).

Les enfants

Près **d'une femme sur deux** (47%) fait référence aux enfants pour expliquer qu'elle est heureuse actuellement : c'est presque deux fois plus que les hommes (24%). Bien sûr, les chargés de famille évoquent plus souvent les enfants (53% des personnes ayant à charge deux enfants ou plus le font) : la citation progresse d'ailleurs avec **le nombre d'enfants** à charge (Graphique 12), sans pour autant devenir systématique. En fait, un autre motif prend de l'importance au fur et à mesure que le nombre d'enfants progresse : la famille (dont la citation varie du simple au double en fonction de la présence ou pas d'enfants dans le foyer, Graphique 14).

Autre remarque : plus les enfants présents dans le foyer sont **jeunes** et plus le parent tend à associer leur présence au bonheur. Avec un enfant de moins de 20 ans dans le foyer, on mesure 45% de citations ; puis 50% quand un des enfants à moins de 14 ans et, enfin, 54% quand l'un au moins des enfants a moins de 6 ans.

Graphique 12 - Citation des enfants comme motif de bonheur : influence du nombre d'enfants à charge et de leur âge



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Les **foyers monoparentaux** (65%) sont ceux qui insistent le plus sur l'importance des enfants. Les couples avec enfants sont 47% à le faire ; pour expliquer leur bonheur, ils citent, exactement dans les mêmes proportions (47%), la famille.

Les « enfants » sont davantage évoqués par les bas revenus (46%), les non-diplômés (47%) et les personnes au foyer (53%). La citation des enfants tend à croître avec l'âge : avant quarante ans, on évoque plus souvent la famille comme source de bonheur (Graphique 14).

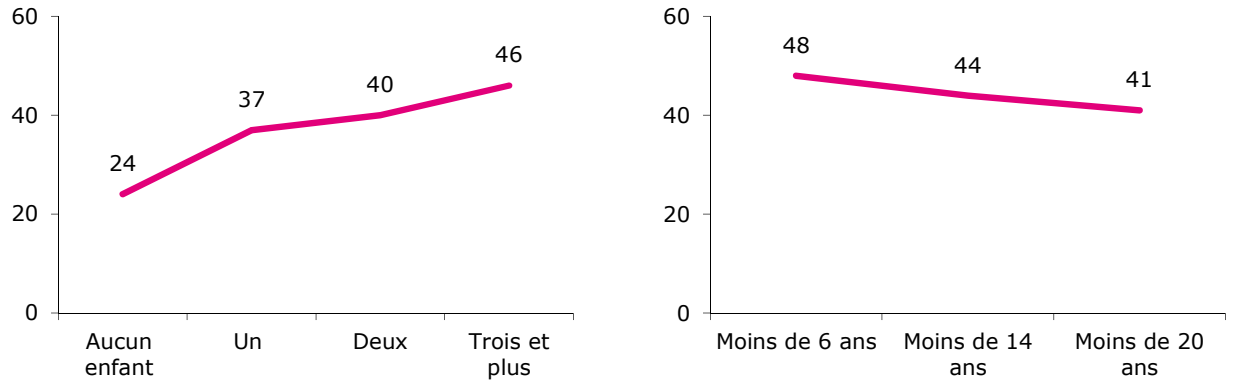
La famille

Exactement comme pour la citation des enfants, l'évocation de la famille comme raison du bonheur progresse avec **le nombre d'enfants présents** dans le foyer (Graphique 13) et elle est d'autant plus importante qu'il y a de **jeunes enfants** dans le foyer. Entre les personnes

qui vivent seules (qui citent la famille à 16%) et celles qui vivent dans un foyer composé de cinq personnes ou plus (qui citent la famille à 50%), l'écart va du simple au triple.

En revanche, hommes et femmes ne se différencient pas sur l'emploi du terme : 30% d'entre eux l'évoquent indifféremment. La famille est présentée comme motif de bonheur pour 47% des couples avec enfants (à égalité avec les enfants). On constate aussi que le terme de famille est davantage utilisé par les **groupes favorisés** : actifs occupés, cadres, membres des professions intermédiaires, diplômés du supérieur et habitants de Paris et son agglomération s'y réfèrent plus souvent qu'en moyenne.

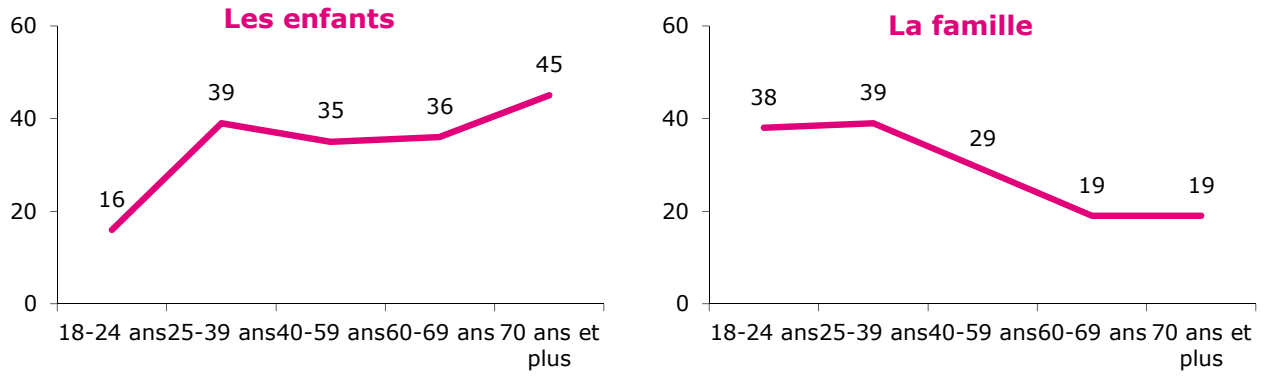
Graphique 13 - Citation de la famille comme motif de bonheur : influence du nombre d'enfants à charge et de l'âge



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Le glissement entre la référence à la famille et celle aux enfants au fur et à mesure que l'enquêté prend de l'âge est très net (Graphique 14).

Graphique 14 - Citation des enfants et de la famille comme motif de bonheur : influence de l'âge

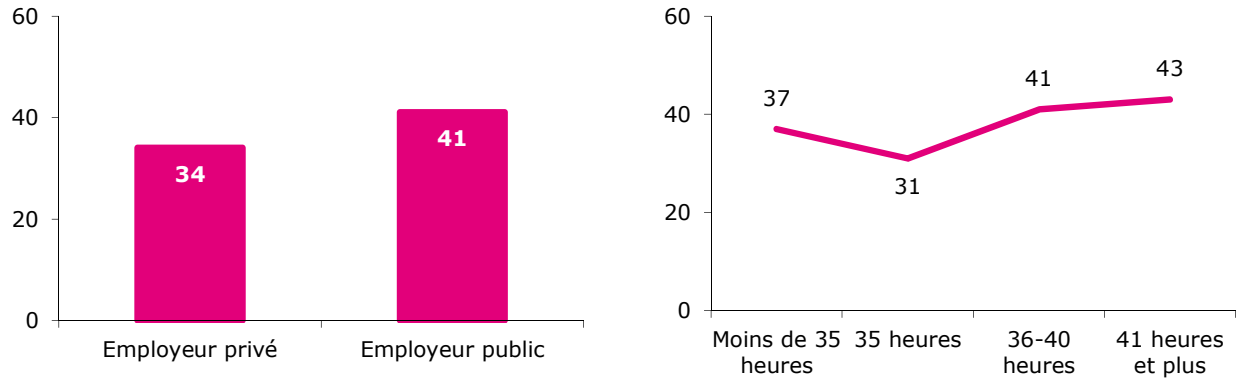


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Le travail

37% des actifs occupés citent le travail comme motif de bonheur : c'est, dans cette catégorie, le motif le plus cité, juste devant la famille (36%) et les enfants (32%). Les salariés et ceux qui sont à leur compte ont exactement le même taux de citations du travail (37%). Mais, parmi les salariés, ceux qui ont un **employeur public** (une entreprise publique ou la fonction publique) sont plus nombreux à associer leur travail au bonheur (41%) que ceux qui sont salariés du privé (34%). Le nombre d'heures travaillées a un impact. Ce sont les actifs qui travaillent le plus qui sont le plus enclins à parler de leur travail pour expliquer qu'ils sont heureux : 43% de ceux qui travaillent **plus de 40 heures** par semaine citent un motif professionnel. Ceux qui travaillent la durée légale (35 heures) sont ceux qui associent le moins le travail au bonheur (31%).

Graphique 15 - Citation du travail comme motif de bonheur : influence de l'employeur et du nombre d'heures travaillées



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

45% des **cadres supérieurs** et plus du tiers des moins de 25 ans voient le travail comme responsable de leur bonheur actuel. Pour les cadres, c'est le premier motif cité (le second pour les 18-24 ans). *A contrario*, pour les 60 ans et plus, les retraités et les personnes au foyer, la citation du travail est tout-à-fait anecdotique. On constate un effet de genre : 27% des hommes évoquent un motif professionnel (+ 9 points par rapport aux femmes).

Le couple

Il n'y a pas, ici, de différences entre les hommes (18% de citations) et les femmes (16%). Ce sont les personnes qui vivent en couple sans enfant (27%, + 10 points par rapport à la moyenne) qui sont les plus promptes à parler de leur couple ou de leur conjoint pour expliquer pourquoi ils sont heureux (mon mari, ma compagne, ma vie amoureuse, d'être auprès de mon épouse …).

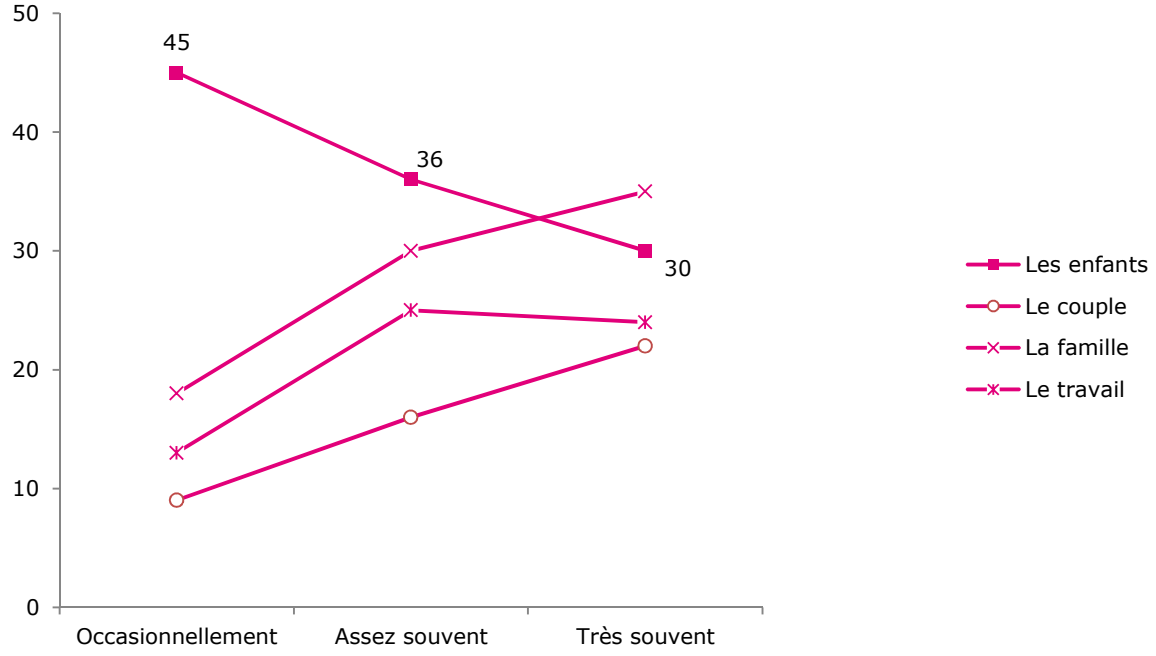
Quand on examine l'impact du statut matrimonial, on a la surprise de constater que les couples qui vivent maritalement ou qui sont pacsés font plus souvent référence à leur couple pour expliquer leur bonheur que ceux qui sont mariés (31% contre 20%). L'explication réside peut-être dans l'âge des personnes concernées. En effet, le couple est surtout mis en avant

par des gens jeunes : 23% des 18-24 ans le citent puis le taux baisse avec l'âge, pour tomber à 11% chez les seniors. Les personnes qui vivent en couple sans être mariées sont certainement plus jeunes et elles ont moins d'enfants à charge, ce qui concentre l'origine du bonheur sur le couple et lui seul. Ensuite, au fur et à mesure que les enfants naissent, le bonheur est davantage attribué aux enfants et à la famille, ainsi créée.

Quand on regarde, dans le détail, les réponses en fonction de l'intensité de bonheur ressenti, on constate, sur les quatre motifs les plus souvent évoqués que : **les enfants sont davantage cités par les personnes occasionnellement heureuses** (près d'une fois sur deux), **puis de moins en moins**. A l'inverse, le couple, la famille et le travail ont des taux de citations qui augmentent avec l'importance du bonheur ressenti :

- Plus le bonheur est fréquent et plus les motifs évoqués sont nombreux, les liens affectifs autres que les enfants et le travail prennent de l'ampleur
- Plus le bonheur est rare et plus il a de chances d'être expliqué par les enfants, comme s'ils étaient tout ce qui reste, tout ce à quoi on se raccroche quand ça ne va plus très bien.

Graphique 16 - Les quatre motifs principalement évoqués pour expliquer le bonheur en fonction du niveau de bonheur
(TOTAL DES REPONSES > 100% ;
TOUTES LES REPONSES A LA QUESTION OUVERTE ONT ETE POST-CODEES)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Les amis

35% des plus jeunes y font référence (les amis arrivent au 3ème rang des motifs évoqués pour les 18-24 ans), tout comme 32% des célibataires. Pour les étudiants, les amis sont même le premier motif expliquant le bonheur (42% de citations). Le fait d'avoir eu des enfants est déterminant : quand on n'a pas encore d'enfants, on cite les amis à 29%. Dès que l'enfant paraît, la citation des amis chute de 20 points (9%).

Les hobbys

Les hommes sont plus coutumiers du fait que les femmes (13%, contre 7%). On constate que c'est une réponse donnée à la fois par les plus jeunes (14% des moins de 25 ans) et les plus âgés (12% des 70 ans et plus). Les célibataires sans enfant (14%) évoquent deux fois plus souvent leurs activités extra-professionnelles et leurs passions pour expliquer qu'ils sont heureux que les couples avec enfants (7%).

La santé

Les retraités et les 70 ans et plus sortent ici du lot : 14% parlent de leur santé pour expliquer qu'ils sont heureux. Dans ces deux groupes, la santé devance le couple et le travail dans les citations. Il faut noter que, au sein des gens qui se déclarent heureux, le fait de citer la santé est totalement déconnecté de l'état de santé ressenti : il n'y a pas de différence de citations selon le jugement que l'on porte sur son état de santé, selon le fait de souffrir d'une maladie chronique ou d'un handicap, selon que l'on déclare ou pas différents maux (maux de tête, nervosité ou état dépressif).
Le Tableau A 7, en annexe (page 136) établit la hiérarchie des motivations de chaque catégorie sociale.

c. Les raisons du malheur

Pour les personnes qui se déclarent 'jamais' heureuses, **la santé (25%) et les conditions financières (23%)** sont les motifs les plus souvent mis en avant (Graphique 17).

Ici, quand il s'agit de santé, les personnes concernées utilisent aussi souvent le mot santé (ma santé, la santé, la santé de mon fils, mes ennuis de santé) que le mot maladie (la maladie, ma maladie, la maladie de mon mari…).

Pour évoquer les problèmes d'argent, les synonymes ne manquent pas : le coût de la vie, le manque d'argent, les finances, les problèmes financiers, les soucis matériels, pas d'argent pour finir les fins de mois, pas assez d'argent…

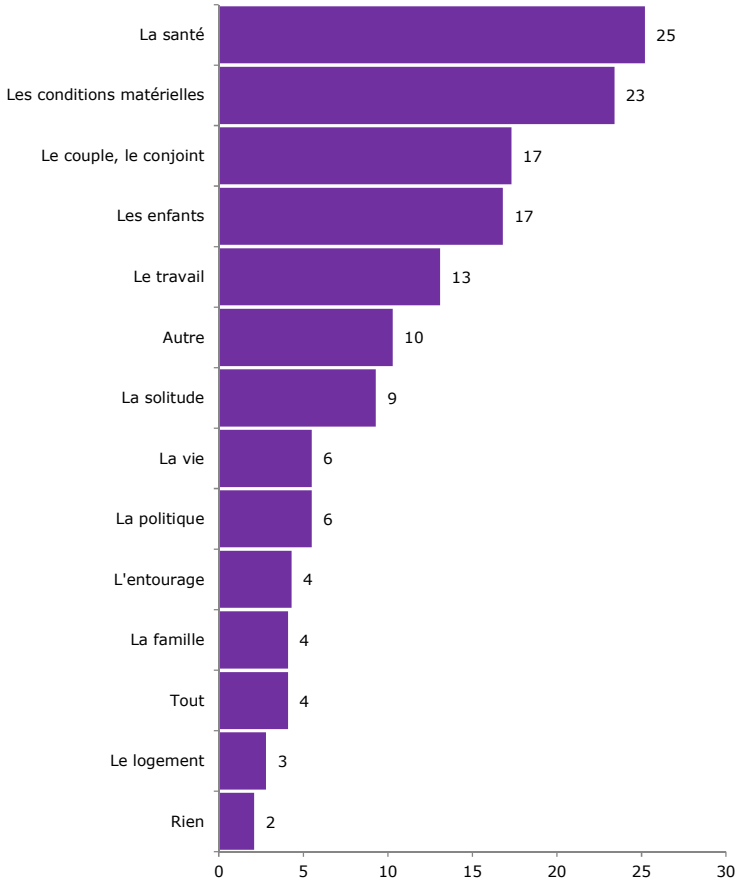
Après la santé et l'argent, les réponses des personnes « jamais heureuses » évoquent leur conjoint (le divorce, des problèmes conjugaux, ma vie privée, j'ai perdu mon mari, le décès de mon mari) puis leurs enfants (le fait de ne plus voir mes enfants, la santé de mon fils, le décès

de ma fille, j'ai perdu un gamin, quand les enfants ne vont pas bien, j'ai perdu deux fils dernièrement).

La faiblesse de la taille de l'échantillon concerné (50 individus) nous empêche malheureusement de mener des analyses plus détaillées.

Graphique 17 - Les raisons évoquées de l'absence de bonheur

(TOTAL DES REPONSES > 100% ;
TOUTES LES REPONSES A LA QUESTION OUVERTE ONT ETE POST-CODEES)
- base : individus jamais heureux (50 personnes)-

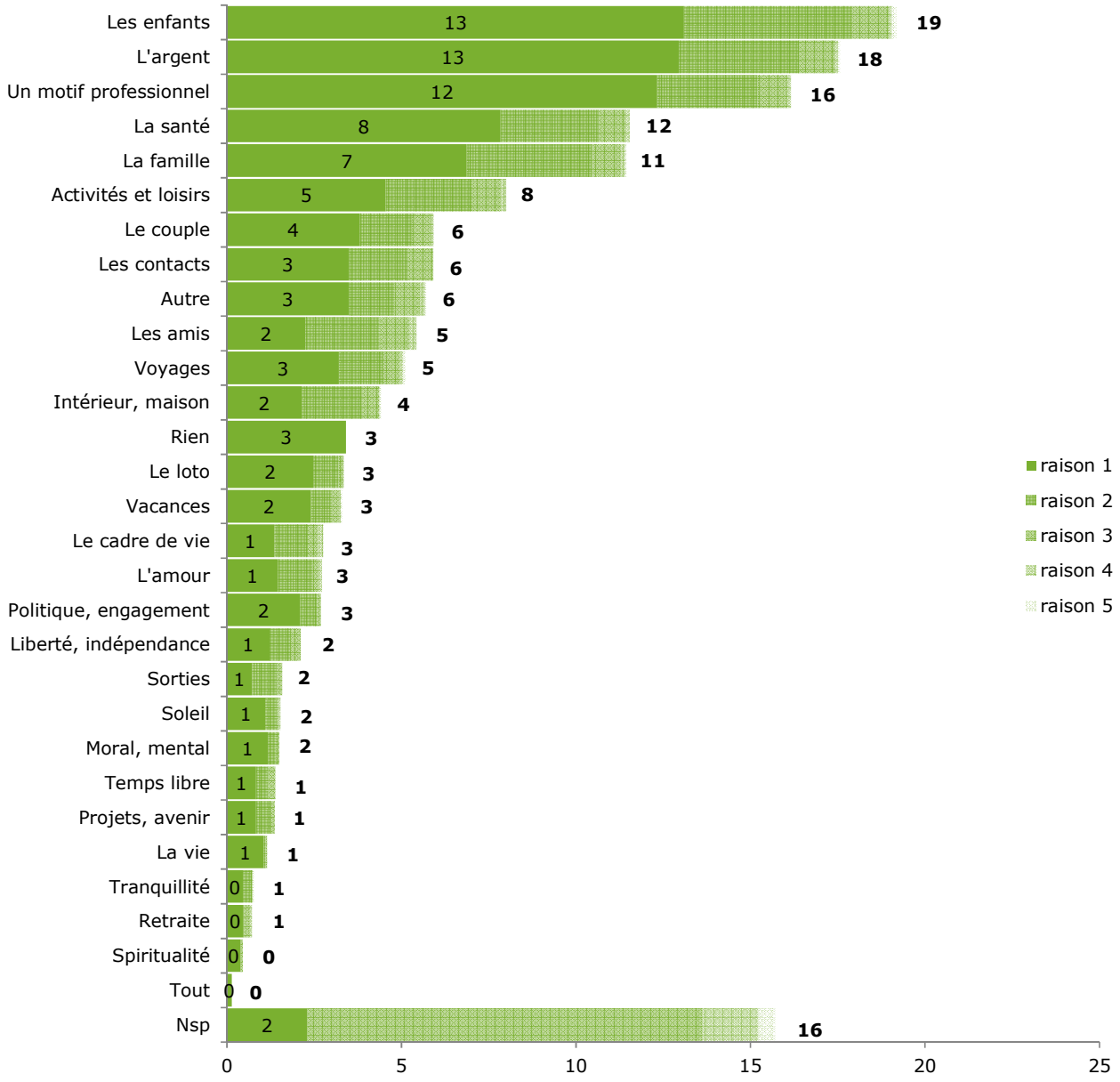


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Lecture : pour les personnes qui se disent jamais heureuses en juin 2012, une sur quatre disent que c'est « la santé » qui explique leur état (en première réponse ou pas).

5. Ce qui pourrait rendre plus heureux

Après avoir expliqué pourquoi ils étaient heureux ou malheureux, nous avons demandé aux interviewés de nous dire **ce qui, dans leur vie, est susceptible de contribuer à les rendre heureux**. Il y a quasiment autant de motifs exposés qu'à la question précédente (une trentaine, dont beaucoup sont proches ou semblables), mais plus de 6 personnes sur 10 ne fournissent qu'un seul élément de réponse ou sont évasives. En moyenne, 1,5 motifs sont fournis. Le classement obtenu sur l'ensemble des réponses et celui réalisé à partir de la première réponse coïncident parfaitement sur les motifs les plus importants.

Graphique 18 - En dehors de la période actuelle, qu'est-ce qui, dans votre vie, est susceptible de contribuer à vous rendre heureux ?
(TOUTES LES REPONSES A LA QUESTION OUVERTE ONT ETE POST-CODEES)
- Base : ensemble de la population -

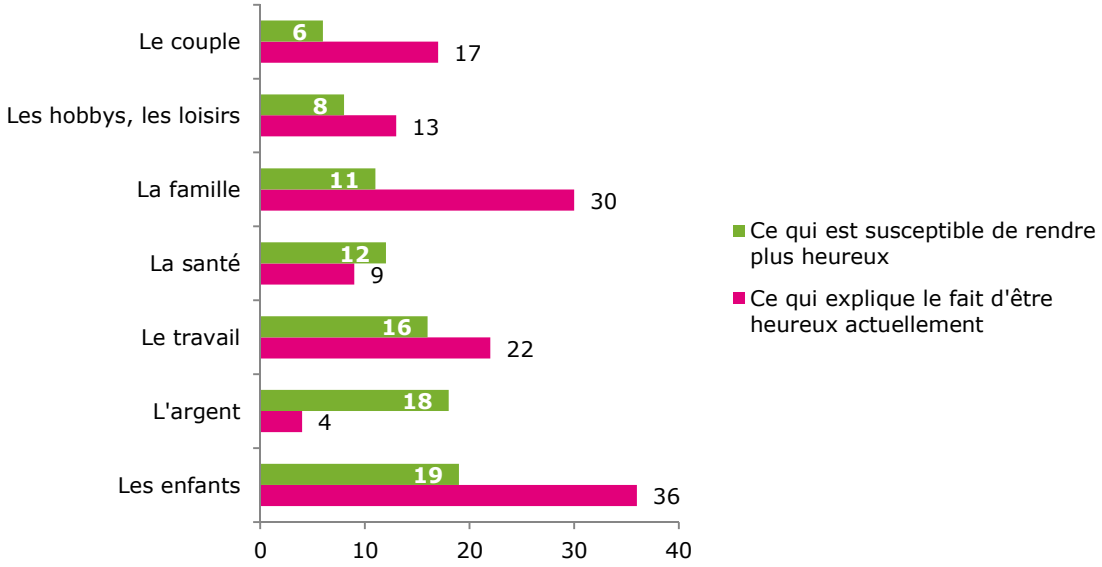


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Si on compare avec ce qui explique le bonheur (Graphique 11, page 49), les motifs sont donc ici **plus dispersés** (13% de citations au mieux, au premier chef, contre 24% pour expliquer le bonheur actuel).

Graphique 19 - Ecart entre les motifs actuels du bonheur et ceux qui pourraient contribuer à davantage de bonheur

- Champ : les gens heureux, soit 97% de l'ensemble de la population -



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Interrogés sur ce qui est susceptible de rendre heureux, les Français continent à mettre en avant **les enfants** (19% des réponses cumulées, 13% des premières réponses). **L'argent** fait son arrivée dans le trio de tête, juste après les enfants : 18% des enquêtés le citent (13% en première réponse). On a fait le choix, ici, d'isoler une modalité proche mais néanmoins spécifique : celle faisant référence aux gains engrangés grâce à certains jeux de hasard (le loto, l'Euro million, le gros lot) ou au tiercé. Certes, il s'agit d'argent. Mais la probabilité de percevoir cet argent est tellement infime que cela justifie la création d'un code idoine. Ici, c'est davantage le rêve de changer de vie de fond en comble qu'on caresse. Cependant, si on avait agrégé « l'argent » et « l'argent du loto », cette modalité serait arrivée en tête. Preuve s'il en est que si l'argent ne fait pas le bonheur (4% seulement des personnes heureuses ce reconnaissent dans cet adage), il y contribue (nombre de nos concitoyens pensent que davantage d'agent contribuerait à les rendre plus heureux).

Les motifs professionnels arrivent ensuite (16% en cumul, 12% au premier chef), en troisième place, exactement comme dans les raisons du bonheur actuel. Les enquêtés parlent de travail, d'emploi, de métier, de boulot. Il peut s'agir d'en avoir, d'en retrouver, d'y réussir.

On trouve ensuite, avec des taux de citations très proches, **la santé** (12% des réponses cumulées, 8% en première réponse) et **la famille** (respectivement 11% et 7% de citations). La santé gagne quatre places par rapport au classement des motifs de bonheur actuel ; la famille en perd deux.

Les activités et les loisirs recueillent 8% des réponses ; tandis que le **couple** et les **contacts** en récoltent chacun 6%. Il nous faut, ici, détailler ce que nous avons regroupé sous l'intitulé « contacts » car ce thème est nouveau, il n'apparaissait pas dans la question précédente. Les réponses regroupées ici traduisent à la fois la volonté de voir l'harmonie régner autour de soi (une bonne entente familiale, ne pas avoir de conflit, l'entourage qui va bien) et le désir de renforcer, d'étendre son réseau relationnel et amical (rencontrer des gens, rencontrer de nouvelles personnes). Cet idéal d'harmonie (je ne suis pas seul ; ceux que j'aime vont bien ; tout le monde s'entend bien) s'entend dans des réponses comme « le bonheur des gens que j'aime » ou « avoir tous mes proches ».

Les amis et **les voyages** sont cités par 5% des répondants ; tous les autres motifs sont évoqués par moins de 5% de la population.

En fait, entre ce qui rend actuellement heureux et ce qui, potentiellement, contribue au bonheur, les mots employés sont souvent les mêmes mais les taux de citation diffèrent. L'argent et la santé sont plus souvent évoqués, de manière **théorique**, comme levier du bonheur, tandis que les enfants, la famille et le couple sont bien plus souvent mis en avant en tant qu'**éléments perceptibles au quotidien.** Ce qui est susceptible de rendre heureux appartient au registre des **représentations communes**, davantage qu'il ne relève du **vécu propre à chacun**.

Le tableau suivant montre quelques spécificités sociodémographiques. ***Les enfants :*** Seuls trois groupes sortent ici du lot. Les familles monoparentales sont 29% à voir dans les enfants un motif leur permettant de les rendre plus heureuses. Les personnes au foyer (26%) et les habitants de la région Méditerranée (24%) sont dans la même configuration. On note que les femmes sont plus enclines à citer les enfants que les hommes (22%, contre 16%) et que les groupes aisés le font plus que les défavorisés (23%, contre 17%). ***L'argent :*** Au plus, il est évoqué par 23 ou 24% des répondants (ouvrier, employé, couple avec enfants, personnes ayant un seul enfant à charge, résidants de l'Est de la France). Pour les bas revenus, l'argent est le premier levier. ***Le travail :*** Les chômeurs, les bas revenus et les jeunes mettent plus souvent ce point en avant. 46% des personnes à la recherche d'un emploi citent le travail comme pouvant les rendre plus heureux ; 39% des moins de 25 ans et 42% des étudiants font de même. Pour tous ces groupes, le travail est la première réponse qui vient à l'esprit, c'est du travail que peut venir le bonheur. ***La santé :*** Les aînés se démarquent nettement, de même que les personnes qui déclarent souffrir d'une maladie chronique ou d'un handicap.

Tableau 7 - Les motifs de bonheur en plus
en fonction des caractéristiques socio-démographiques
- Base : ensemble de la population -

		Les enfants	L'argent	Le travail	La santé
Ensemble de la population		**19**	**18**	**16**	**12**
Sexe	. Homme	16	19	18	10
	. Femme	22	16	15	13
Age	. Moins de 25 ans	(11)	16	**39**	(5)
	. 25 à 39 ans	18	**23**	**24**	(5)
	. 40 à 59 ans	22	20	15	13
	. 60 à 69 ans	18	13	(4)	14
	. 70 ans et plus	21	(7)	(2)	**21**
Niveau de vie	. Bas revenus	17	21	18	12
	. Classes moyennes	19	18	17	11
	. Hauts revenus	23	14	13	10
PCS	. Indépendant	(22)	(23)	(17)	(7)
	. Cadre	18	(16)	**24**	(9)
	. Profession intermédiaire	20	18	20	(6)
	. Employé	19	**23**	20	9
	. Ouvrier	18	**24**	**25**	(8)
	. Reste au foyer	**26**	16	(9)	**19**
	. Retraité	20	12	(1)	**18**
	. Autre inactif (étudiant)	(6)	(11)	**42**	(7)
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	19	22	18	8
	. Inactif	20	13	8	17
	. Chômeur	(14)	(16)	**46**	(8)
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	19	16	10	**18**
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	20	19	16	10
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	19	19	20	10
	. Diplôme du supérieur	18	16	19	9
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	18	15	14	14
	. Un seul	23	**24**	17	(6)
	. Deux	21	22	**21**	(8)
	. Trois et plus	23	22	**22**	(11)
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	15	14	18	13
	. Famille monoparentale	**29**	24	(15)	(4)
	. Couple sans enfant	22	15	9	15
	. Couple avec enfants	20	**23**	**21**	8
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	21	19	13	12
	. 2.000 à 20.000 habitants	22	18	14	11
	. 20.000 à 100.000 habitants	17	16	16	13
	. Plus de 100.000 habitants	18	16	18	12
	. Paris et agglomération	17	20	20	9
Région	. Région parisienne	17	20	20	11
	. Nord	(21)	(18)	(16)	(8)
	. Est	17	**24**	(11)	**18**
	. Bassin Parisien	21	15	14	(8)
	. Ouest	18	19	16	(10)
	. Sud-Ouest	21	19	13	7
	. Centre-Est	16	(12)	17	**18**
	. Méditerranée	**24**	15	18	15

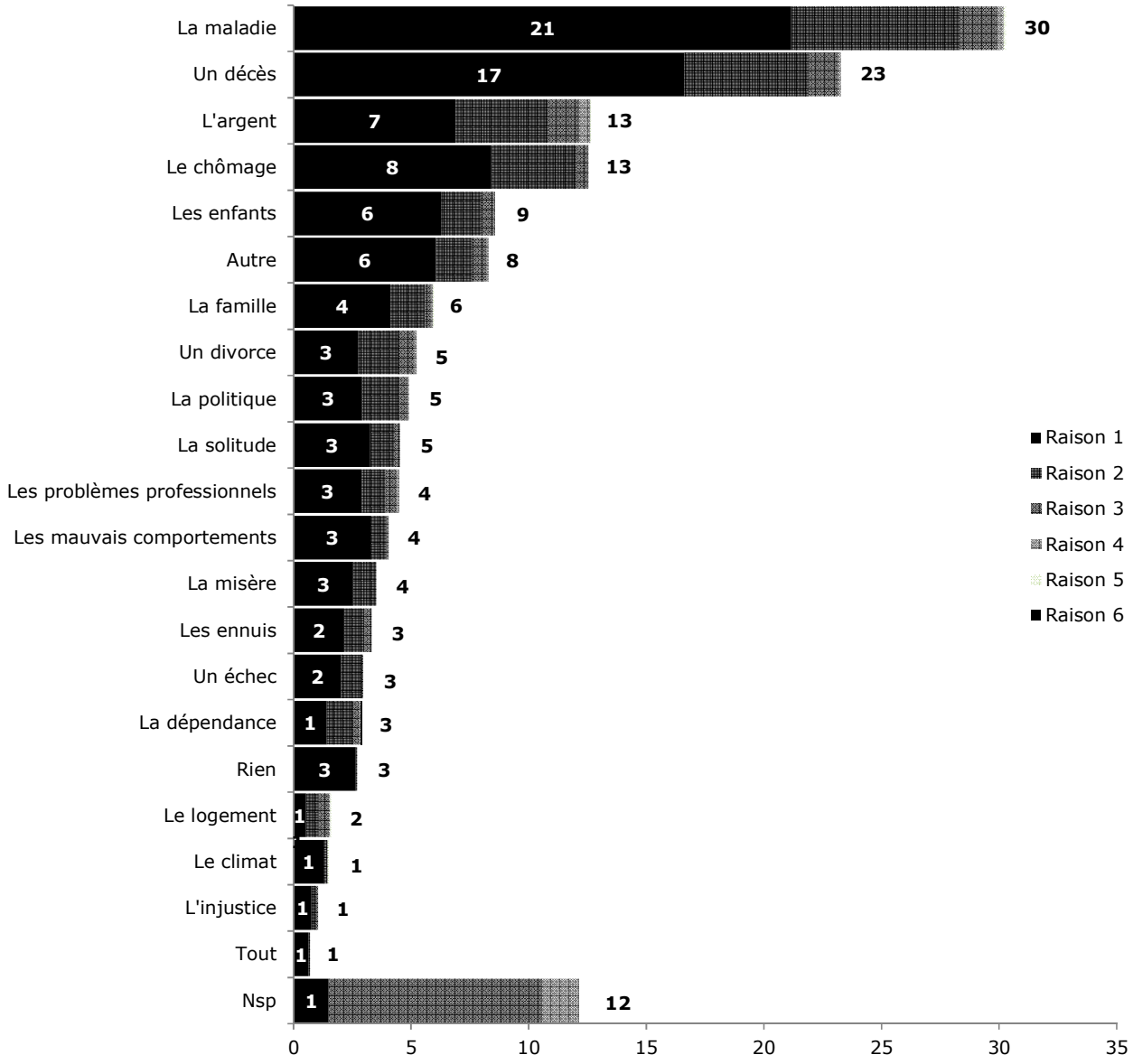
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 26% des personnes au foyer citent « les enfants » comme motif pouvant leur procurer davantage de bonheur, contre 19% de l'ensemble de la population en moyenne.

6. Ce qui est susceptible de rendre malheureux : la maladie et la mort

A la question : « Qu'est ce qui, au contraire, est susceptible de vous rendre malheureux ? », 30% des Français ont cité la **maladie** (21% la citent en première réponse). On craint « de tomber malade », on évoque d'une façon générale « un problème de santé » tandis que d'autres sont plus précis en envisageant « la récidive de ma maladie ».

Le **deuil** est évoqué par 23% de la population (17% des premières réponses). En vérité, il est assez rare que les Français parlent de la mort : on lui préfère les mots de « deuil », de « décès ». L'euphémisme « la perte d'un être cher » revient ainsi assez fréquemment.

Graphique 20
Qu'est ce qui, au contraire, est susceptible de vous rendre malheureux ?
(TOUTES LES REPONSES A LA QUESTION OUVERTE ONT ETE POST-CODEES)
- Base : ensemble de la population -



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

L'argent est cité par 13% des répondants (7% des premières réponses) : « le coût de la vie », « les impôts », « les factures », « des charges supplémentaires dans le budget »), tantôt des éléments illustrant le peu d'argent dont on dispose (« le manque d'argent », « avoir un défaut d'argent », « c'est l'argent qui manquera », « avoir du mal à joindre les deux bouts »).

Le **chômage** se classe au même niveau (13%, 8% des premières réponses) : « perdre son emploi », « le licenciement », « le chômage », « la peur du chômage », « déposer le bilan ».

Pour 9% des Français, les **enfants** sont au centre de leurs préoccupations. Parfois, l'explication est laconique : « les enfants ». Plus souvent, on évoque « les problèmes avec les enfants », on anticipe la possibilité que « mes enfants aient un gros problème » et on s'inquiète beaucoup de « l'avenir des enfants », « l'avenir des petits-enfants ».

La **famille** est source potentielle de désagrément pour 6% des répondants. Des « problèmes de famille », des « soucis de famille », des « problèmes familiaux », des « conflits familiaux » voire « des déboires familiaux » sont perçus comme pouvant jouer négativement sur le bonheur. Mais les Français craignent aussi « le malheur des gens de ma famille », « les événements tristes familiaux » ou « les mauvaises nouvelles avec la famille » : s'il arrive quelque chose à la famille, le malheur rejaillit sur tout le monde.

Le **divorce** ou la séparation sont évoqués par 6% des répondants. Toute la palette des difficultés conjugales est abordée, depuis les signes avant-coureurs (« ma femme me délaisse », « ma femme ne m'aime plus », « problème sentimental ») jusqu'à la rupture (« la rupture », « rupture sentimentale », « séparation d'avec mon épouse », « le divorce »).

On observe des différences nettes dans les réponses selon les catégories sociales (Tableau A 9, page 138) :

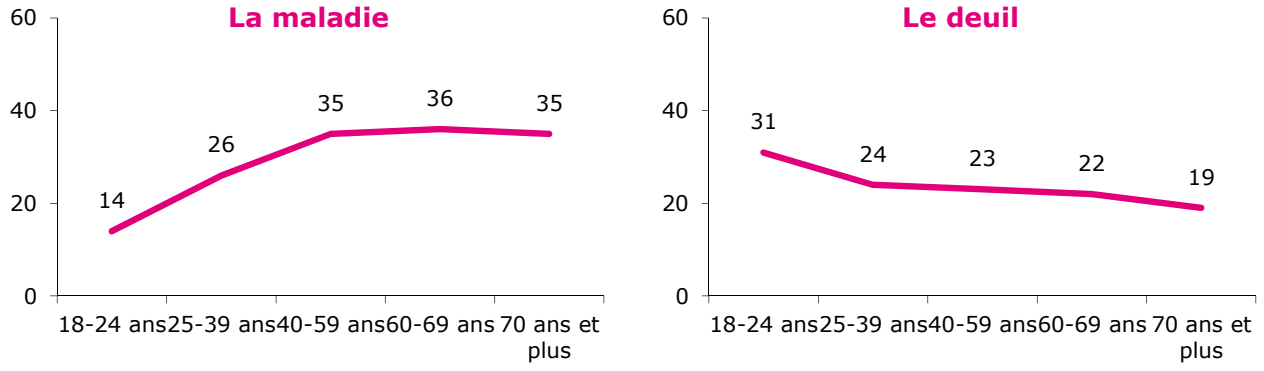
La maladie

La maladie est plus évoquée par les personnes âgées (14% de citation chez les moins de 25 ans, contre 37% chez les retraités). Les personnes aisées sont aussi nombreuses (37%) à citer la maladie. Le fait de se sentir en bonne santé n'a pas d'impact.

Le deuil

Contrairement à la maladie, plus les enquêtés sont jeunes et plus ils évoquent le deuil comme facteur pouvant les rendre malheureux. Dans tous les groupes, le deuil recueille au moins 17% de citations.

Graphique 21 - Influence de l'âge sur la citation de la maladie et de la mort



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

L'argent

Les problèmes d'argent inquiètent 23% des chômeurs. Même préoccupation chez les ouvriers, les foyers monoparentaux, les bas revenus et les 25-39 ans.

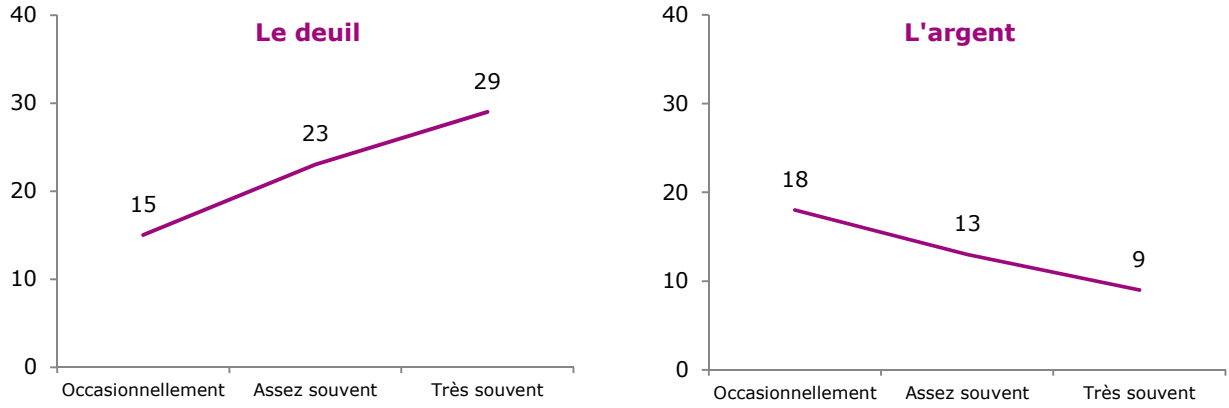
Le chômage

30% des ouvriers et près d'un jeune sur quatre (23%) ont ce fléau à l'esprit, de même que 28% des chômeurs.

Les gens heureux appréhendent davantage le deuil

On notera que, plus on est heureux, plus on évoque le deuil comme facteur pouvant contribuer à rendre malheureux. Les personnes « occasionnellement » heureuses craignent davantage les problèmes financiers.

Graphique 22 - Citation du deuil et de l'argent, comme facteur susceptible de rendre malheureux, en fonction du niveau de bonheur ressenti



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012

Bonheur actuel et craintes spécifiques

Pour quatre motifs (les enfants, la famille, le travail et la santé), on trouve une surreprésentation parmi les causes possibles de malheur de ce qui, justement, crée actuellement du bonheur : assez logiquement, on craint de perdre ce qui nous rend heureux. Mais cet effet est cependant à relativiser : dans tous les groupes, quel que soit le motif qui explique qu'on soit heureux, c'est la peur de la maladie qui domine toujours.

Tableau 8 - En dehors de la période actuelle, qu'est ce qui, dans votre vie, est susceptible de contribuer à vous rendre malheureux ?
(TOUTES LES REPONSES A LA QUESTION OUVERTE ONT ETE POST-CODEES)
- Base : ensemble de la population -

(en %)	Motifs avancés pour expliquer le bonheur actuel							**Ensemble de la population**
	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple	Les amis	Les hobbys	La santé	
La maladie	34	33	33	30	31	33	**48**	**30**
Un décès	25	**28**	23	27	25	26	22	**23**
L'argent	14	13	15	17	12	15	(13)	**13**
Le chômage	12	16	**24**	15	17	(13)	(13)	**13**
Les enfants	**13**	6	7	(8)	(6)	(5)	(9)	**9**
La famille	6	8	(5)	(4)	(7)	(4)	(5)	**6**

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
NB : les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; ils sont à considérer avec précaution.

Pour conclure, **dans l'immense majorité des groupes sociaux, domine le sentiment que c'est la maladie qui peut, surtout, contribuer à nous rendre malheureux**. Hommes et femmes, pauvres et riches, diplômés ou pas, ruraux et urbains, vivant en couple ou en solo, avec charge d'enfants ou pas et quel que soit ce qui, au moment de l'enquête, concourt à rendre heureux : la plupart des Français craignent, plus que tout, la maladie.

Seuls quatre groupes font exception à cette règle (Tableau A 10, page 139) :

- Les jeunes et les étudiants, qui craignent plus encore le deuil
- Les ouvriers et les chômeurs vouent aux gémonies le chômage, premier motif susceptible, à leurs yeux, de les rendre malheureux.

II – L'évolution des grandes dimensions du bien-être en France depuis 30 ans

1. La situation financière ressentie se dégrade chez les plus modestes

Le « **paradoxe d'Easterlin »**, selon lequel l'augmentation du niveau de vie ne se traduit pas nécessairement par une augmentation du bien-être, a donné naissance à une très large littérature économique et sociologique, etc. au sujet des **différentes formes que peuvent prendre le lien entre revenu et bien-être individuel**. Cette littérature envisage différentes hypothèses allant d'une remise en cause partielle comme par exemple l'idée d'une relation non-linéaire entre revenu et bien-être (le revenu a un impact sur le bien-être mais cet impact est plus fort chez les personnes à bas revenus que chez les personnes plus aisées) à une remise en cause plus profonde, avec par exemple l'hypothèse de l'effet de comparaison (la place dans la hiérarchie des salaires ou dans un groupe de pairs passerait avant le niveau de revenus).

Si ces travaux tendent à critiquer l'omniprésence du revenu dans la pensée économique, ils ne rejettent pas entièrement l'idée que le revenu puisse avoir un effet sur le bien-être. Le revenu ne résume pas à lui seul la capacité qu'a un individu à ressentir du bien-être ou une société à en produire, mais il n'en est pas moins une **composante importante.** A partir de comparaisons internationales, Sacks, Stevenson et Wolfers[29] aboutissent ainsi à la conclusion que plus le revenu par habitant d'un pays est élevé, plus le niveau de satisfaction de ses habitants est élevé. Ils observent aussi qu'à mesure que les pays s'enrichissent, leurs niveaux de satisfaction augmentent.

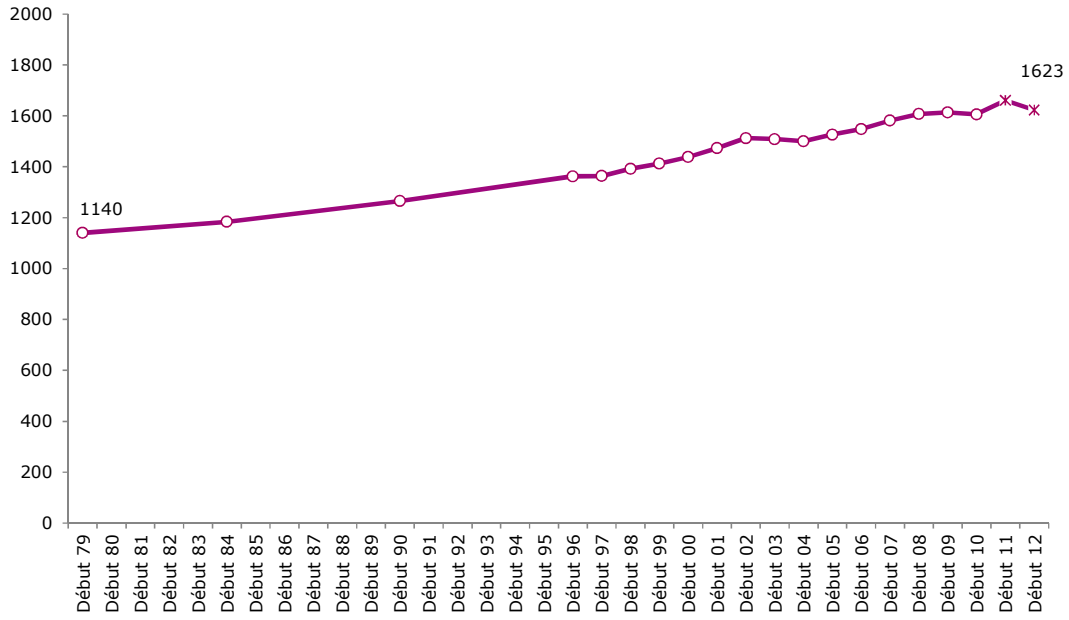
En France, **le niveau de vie médian[30]** des Français est passé de 1 140€ par mois en 1979 à 1 623€ en 2012 (Graphique 23). Il a ainsi progressé de manière régulière et lente (de +1.1% par an en moyenne). **Sur trente ans, l'augmentation s'élève à +42%.** Même si une part conséquente de la population estime que son niveau de vie n'en finit pas de se dégrader, l'hypothèse d'une paupérisation des Français sur longue période n'est pas validée par les données.

[29] SACKS Daniel W., STEVENSON Betsey et WOLFERS Justin, « The New Stylized Facts About Income and Subjective Well-Being », sl., Working paper, Emotion, décembre 2012, http://www.brookings.edu/~/media/research/files/papers/2012/8/02%20income%20wellbeing%20wolfers/02%20income%20wellbeing%20wolfers.pdf

[30] Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage (ensemble des revenus desquels on retranche les impots), divisé par le nombre d'unités de consommation de celui-ci. En effet, par construction, tous les membres d'un même ménage ont le même niveau de vie. Le niveau de vie médian est le montant qui partage la population en deux, la première moitié ayant moins et la seconde ayant plus.

Graphique 23 - Les revenus ont tendance à augmenter sur longue période

Niveau de vie médian par mois, par unité de consommation, en euros 2012



Sources : niveau de vie médian individuel INSEE (Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétropolées 1996 à 2004, Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux de 2005 à 2010.), complété par des estimations CREDOC réalisées à partir de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations ».

Mais il ne suffit pas d'analyser le niveau de vie médian des ménages pour connaitre la situation financière de l'ensemble de la population. Il importe aussi d'évaluer la manière dont les ressources économiques sont partagées entre les différentes catégories sociales. Le débat public porte régulièrement sur un éventuel « déclin des classes moyennes », une « société en sablier », une « polarisation » des revenus aux extrêmes », etc.[31] Camille Landais a effectivement montré que le niveau de vie des très hauts revenus ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie, bien plus rapidement que pour l'ensemble de la population [32] (ses travaux ont ensuite été confirmés par l'INSEE[33]), mais cela ne signifie pas pour autant que les classes moyennes sont en train de disparaître.

À partir du revenu médian, on peut créer trois groupes[34] : les bas revenus, dont le niveau de vie est inférieur à 70% du niveau de vie médian, les classes moyennes (dont le niveau de vie est compris entre 70% et 150% du revenu médian) et les hauts revenus (supérieurs à 150% du revenu médian). On constate que, depuis 30 ans, la part des classes moyennes a peu varié et qu'elle a même un peu augmenté, passant de 47% et 56% de la population. On ne peut donc pas, à proprement parler, de déclin des classes moyennes en France (Graphique 24).

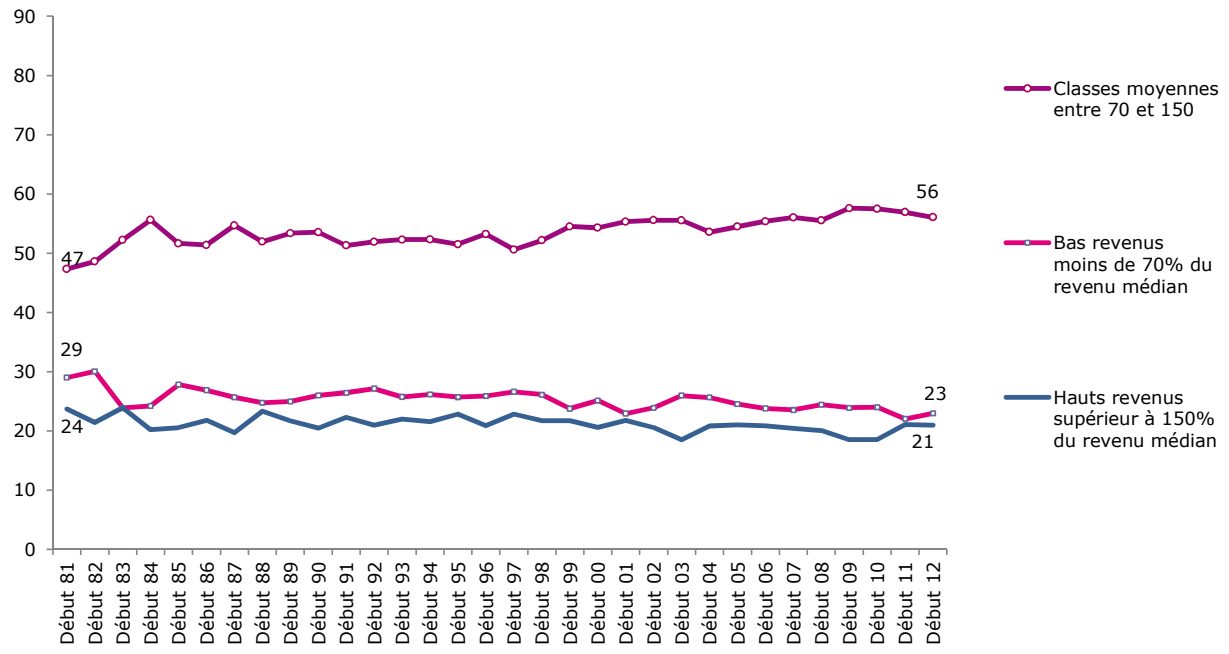
[31] Sur l'historique de ces débats, voir par exemple BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, MULLER Jorg, OSIER Guillaume, *Les classes moyennes sont-elles perdantes ou gagnantes de la redistribution socio-fiscale ?*, Cahier de recherche, CREDOC, à paraître.

[32] LANDAIS Camille. *Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ?*, Paris, École d'économie de Paris, juin 2007, p. 44, http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/colloques/inegalites/pdf/landais_texte.pdf

[33] SOLARD Julie, « Les très hauts revenus : des différences de plus en plus marquées entre 2004 et 2007 », In *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Paris, INSEE Références, 2010, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/REVPMEN10e.pdf

[34] Pour une explication et une justification de cette typologie, voir BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, MULLER Jorg, OSIER Guillaume, *Les classes moyennes en Europe*, Cahier de recherche n°282, Paris, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C282.pdf

Graphique 24 - Légère progression de la part des classes moyennes dans la société française



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

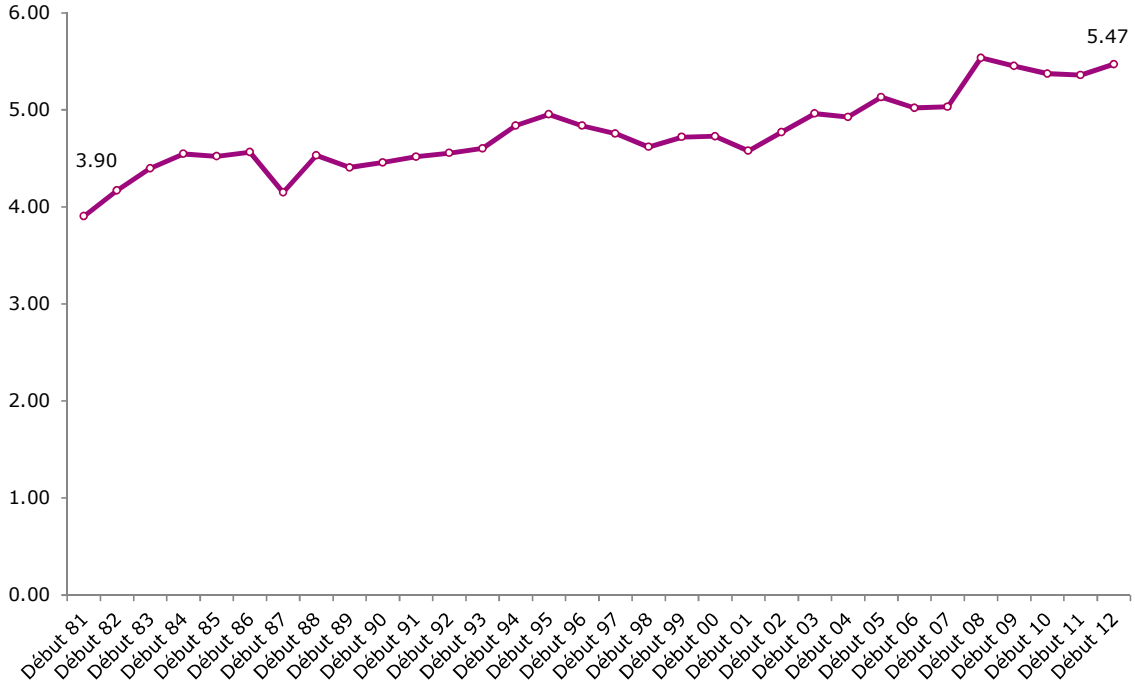
Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le niveau de vie des classes moyennes s'est élevé moins rapidement que pour les autres catégories. Entre 1979 et 2009, le niveau de vie moyen des hauts revenus est passé de 2 724€ à 4 164 €, soit une progression de +53%, contre +40% pour les classes moyennes et +47% pour les bas revenus[35]. **Depuis trente ans, les classes moyennes se font distancer par les hauts revenus et rattraper par les bas revenus.**

De plus, et surtout, les revenus augmentent, certes, mais les dépenses aussi, et surtout les **dépenses dites « contraintes »**. Par dépenses contraintes, on entend celles dont les ménages doivent s'acquitter chaque mois, et sur lesquelles elles ont peu de possibilité d'arbitrage à court terme : le logement, l'énergie, l'assurance, la taxe d'habitation, le téléphone. Ces dépenses **captent une part croissante des revenus** sur longue période : entre 35% de leur budget aujourd'hui, contre seulement 20% il y a trente ans (+15 points)[36]. Les ménages sont ainsi sensibles au fait qu'il leur reste de moins en moins d'argent pour les autres dépenses (alimentation, loisirs, équipement du foyer, etc.). Leur marge de manœuvre financière se réduit et entraîne des restrictions sur un nombre croissant de postes de dépenses. En moyenne, en 1981, les Français déclaraient se restreindre sur 3,9 postes en moyenne parmi une liste de 12 possibilités dont les voyages, la voiture, l'alimentation,

[35] BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, MULLER Jorg, OSIER Guillaume, *Les classes moyennes en Europe*, *op. cit.*
[36] BIGOT Régis, *Les classes moyennes sous pression,* Paris, CREDOC – Cahier de recherche, n°249, décemb re 2008.

l'habillement, les soins de beauté, etc. En 2012, ils déclarent se restreindre, en moyenne, sur 5,47 postes de dépenses.

Graphique 25 - Augmentation des restrictions budgétaires sur un nombre croissant de postes de dépenses

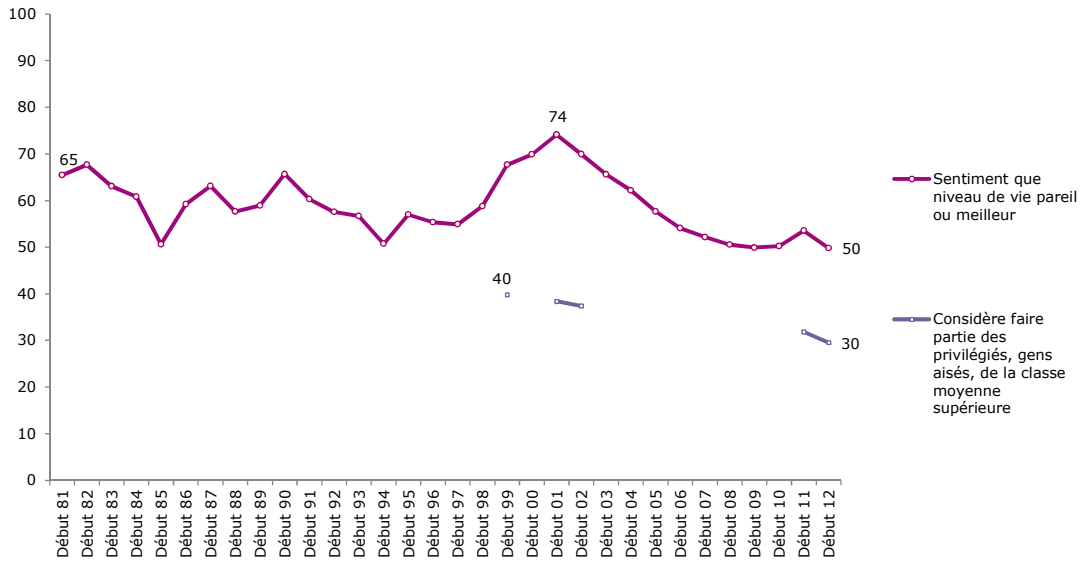


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».
Lecture : en 2012, les personnes interrogées, estimant se restreindre dans leurs dépenses, se restreignent en moyenne sur 5,47 postes de dépenses sur 12 postes proposés dans le questionnaire, contre 3,9 postes en 1981.

Cette hausse des dépenses contraintes se traduit par une diminution spectaculaire de la proportion de Français qui ont le sentiment que « le niveau de vie est pareil ou mieux depuis 10 ans ». Cet indicateur suit le cycle économique (Graphique 26): il démarre sur une tendance à la baisse au début des années 1980 (1982-1984), un rebond les années suivantes, une rechute lors de la crise de 1993, puis un net progrès pendant les années d'embellie économique de la fin des années 1997- 2001. Mais l'évolution la plus remarquable de cet indicateur est la chute quasi continue depuis 2001 : on est passé en un peu plus d'une dizaine d'années de 74% à 50% (-24 points) de Français ayant le sentiment que leur niveau de vie est « pareil » ou « meilleur ». **Le moral économique actuel des ménages est en berne, il n'a jamais été aussi bas depuis 35 ans que nous suivons cet indicateur**.

Ces chiffres s'accompagnent d'une **montée du sentiment de déclassement**. L'impression de faire partie des catégories supérieures décroît et ne concerne aujourd'hui plus que 30% de la population, contre 40% en 1999 (-10 points).

Graphique 26 - Dégradation du moral économique depuis le début des années 2000 et la montée en puissance du sentiment de déclassement (en %)

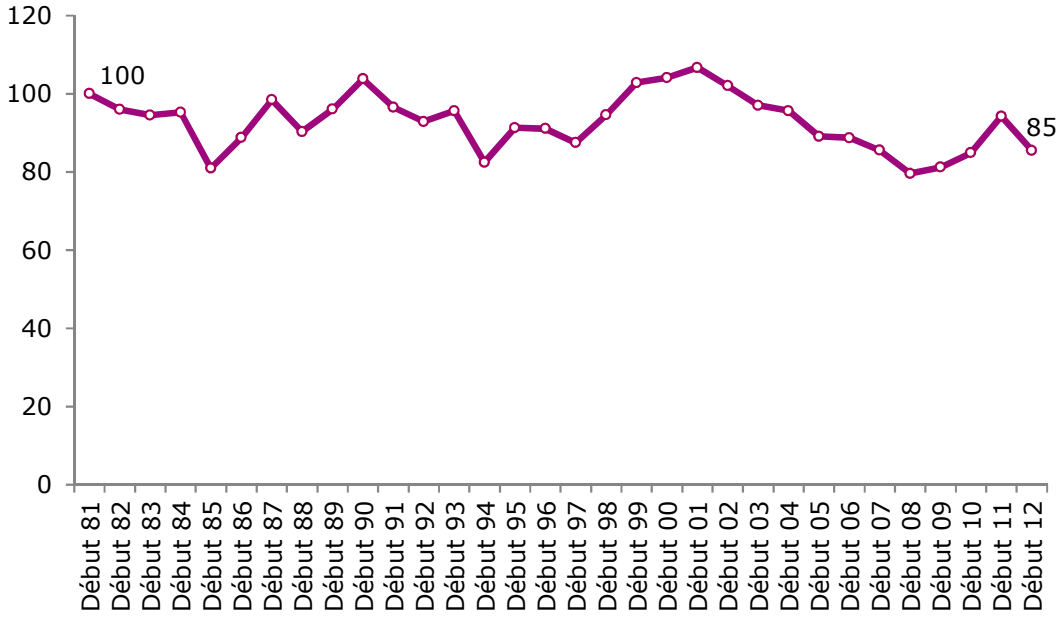


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Au global, **les Français ont plutôt le sentiment que leurs marges de manœuvre financières se réduisent**, comme le montre l'évolution de notre indice de situation financière, l'indicateur synthétique qui prend en compte à la fois le fait d'appartenir aux classes moyennes ou aux hauts revenus, le sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur moins de 3 postes de son budget et le sentiment que son niveau de vie est stable ou meilleur au cours des dix dernières années (Graphique 27).

Graphique 27 - Les Français ont le sentiment que leurs marges de manœuvre financières se réduisent

Indice de situation financière ressentie – base 100 en 1981 calculé à partir des indicateurs suivants : dispose de revenus supérieurs à 70% du revenu médian (calculé à partir de l'ensemble des revenus du foyer et rapporté à la composition du ménage à partir du nombre d'unités de consommation), a le sentiment de se restreindre budgétairement sur moins de 3 postes de son budget, a le sentiment que son niveau de vie s'est amélioré ou est resté le même au cours des 10 dernières années



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Nous allons maintenant décliner l'indice de situation financière obtenus pour les bas revenus, les classes moyennes et les hauts revenus entre eux (Graphique 28). Très logiquement les bas revenus ont un indice de situation financière plus faible (51 en 1981) que les classes moyennes (124) et que les hauts revenus (139). Le plus intéressant est d'analyser les évolutions dans le temps de ces indices. Les trois courbes connaissent à peu près les mêmes inflexions tout au long de la période. **Mais les bas revenus profitent moins des embellies économiques que les classes moyennes et les hauts revenus ce qui aboutit, au bout de 30 ans, à un net renforcement des inégalités.** L'indice des hauts revenus est une courbe presque stable (-6 points), celui des classes moyennes indique une nette tendance à la baisse (-24 points), tandis que celui des bas revenus plonge plus nettement (-31 points).

Graphique 28 - Augmentation des inégalités financières

Indice de situation financière ressentie – base 100 en 1981 pour l'ensemble de la population, calculé à partir des indicateurs suivants : dispose de revenus supérieurs à 70% du revenu médian, a le sentiment de se restreindre budgétairement sur moins de 3 postes de son budget, a le sentiment que son niveau de vie s'est amélioré ou est resté le même au cours des 10 dernières années

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

2. Un creusement des inégalités de patrimoine

Mesurer l'évolution du niveau de vie en se limitant à la seule analyse des flux de revenus perçus par les ménages fournit une vision très incomplète de la réalité. L'aisance et la richesse, la pauvreté et la précarité s'étalonnent également selon le patrimoine de chacun. L'analyse économique a longtemps négligé cette dimension, se focalisant essentiellement sur les données de flux d'une année sur l'autre (PIB, RDB, Investissement, etc.). L'analyse des stocks est moins fréquente, sans doute parce qu'elle est plus complexe aussi : s'il est aisé d'accorder une valeur aux divers actifs financiers, puisque ceux-ci sont exprimés en euros et qu'ils sont relativement liquides, pouvant être transférés rapidement d'un propriétaire à un autre, il est en revanche plus complexe de valoriser des biens fonciers ou immobiliers, car ceux-ci font l'objet de transactions moins fréquentes et les produits sont plus hétérogènes, moins uniformisés que les placements financiers.

Ces difficultés techniques ne devraient pourtant pas dissuader les chercheurs de s'intéresser au patrimoine, étant donné la place grandissante qu'il occupe dans la vie quotidienne. Il peut d'ailleurs passer du statut de stock à celui de flux à tout instant : tout patrimoine peut se transformer, à un moment ou à un autre, en source de revenu dès lors qu'il n'est pas réinvesti dans un autre actif. Il confère, en outre, un sentiment de sécurité qui permet d'envisager la vie sous un autre angle, avec plus de confiance dans l'avenir et moins de crainte par rapport aux

différents risques et événements de la vie (séparation, décès, perte d'emploi, retraite, etc.). Il produit même des **« effets de richesse »**[37] : lorsqu'on détient un patrimoine important, on est tenté d'adopter un niveau de vie supérieur à celui que l'on s'autoriserait si l'on ne pouvait compter que sur ses revenus courants ; l'épargne accumulée permet de lisser ses dépenses en fonction des aléas conjoncturels ; elle permet aussi de lisser sa consommation sur longue période, en anticipant les différentes phases de son cycle de vie[38]. Plusieurs travaux empiriques confirment l'importance de prendre en compte le patrimoine dans les comportements de consommation[39].

De récents travaux[40] menés au CREDOC montrent que ces « effets de richesse » sont de plus en plus déterminants sur les conditions de vie de la population : les personnes propriétaires de leur logement ont une qualité de vie supérieure à celle des locataires, toutes choses égales par ailleurs, et notamment à revenu et âge égal. Les détenteurs d'un patrimoine immobilier disposent de logements plus confortables et mieux équipés, ils sont plus satisfaits de leur cadre de vie. Cela s'explique, bien sûr, par le fait que les propriétaires ont davantage « investi » leur logement et sont mieux « installés » que les locataires. Mais ces effets n'expliquent pas tout, des régressions logistiques neutralisant le niveau de revenu, la profession, l'âge et le statut matrimonial en attestent. Sur longue période, on constate de plus en plus de divergences selon le statut d'occupation du logement. En 1995, les locataires, les propriétaires et les accédants portaient le même regard sur l'évolution de leur niveau de vie. Depuis le début des années 2000, les accédants à la propriété se montrent nettement plus optimistes que les locataires. Depuis trente ans, l'anxiété par rapport au chômage, au risque de guerre, aux accidents de centrale nucléaire ou aux maladies graves a plutôt eu tendance à s'apaiser chez les propriétaires, tandis que celle des locataires a eu tendance à s'amplifier. Un sentiment de déclassement social s'est installé parmi les locataires, lesquels ont plus souvent l'impression de faire partie du bas de l'échelle sociale, par rapport aux propriétaires, et cela toutes choses égales par ailleurs. Le fossé se creuse entre, d'un côté, les propriétaires qui se sentent de plus en plus à l'abri, et les locataires qui se sentent de plus en plus menacés.

Tous ces éléments plaident pour une **prise en compte du patrimoine** dans les indicateurs de bien-être de la population. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » s'intéresse à ce sujet depuis de nombreuses années : elle suit tous les ans l'évolution, depuis 1981, de la proportion d'individus qui détiennent tel ou tel type d'actif patrimonial. La limite de l'enquête est de ne fournir que des taux de détention, et non une valorisation de chaque actif. On passe ainsi à

---

[37] Lire l'article fondateur d'Arthur Cecil PIGOU concernant le concept « d'effet de richesse » : « The Classical Stationary State », In *Economic Journal*, volume 53, n°212, 1943.

[38] Voir la littérature économique sur les différents effets "cliquet" ou "cycle de vie": DUESENBERRY James, *Income, savings and the theory of consumer behavior*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1949 ; ANDO Albert et MODIGLIANI Franco, « The 'Life Cycle' Hypothesis of Saving: Aggregate Implications and Tests », In *American Economic Review*, vol. 53 (March 1963), p. 55–84.

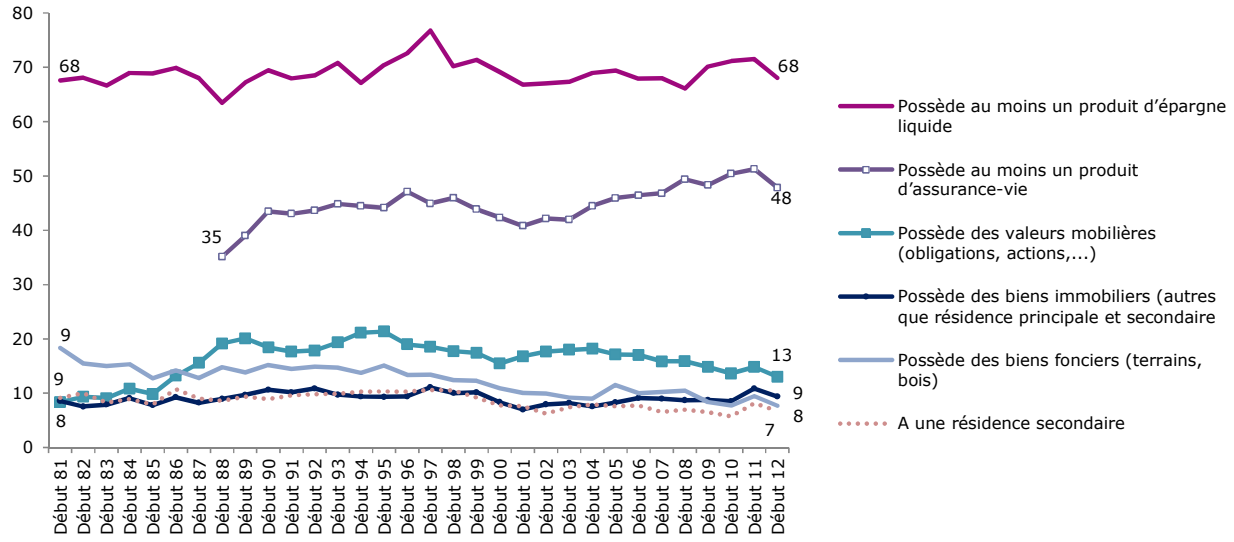
[39] Voir par exemple BABEAU André, « La contribution des patrimoines à la dynamique de consommation des ménages », In MOATI Philippe et ROCHEFORT Robert, *Mesurer le pouvoir d'achat*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, janvier 2008, p. 189-201, http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/073.pdf

[40] BABÈS Mélanie, BIGOT Régis et HOIBIAN Sandra, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Paris, CREDOC, Cahier de recherche, n°281, décem bre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf

côté d'un phénomène majeur qui s'est déroulé au cours des vingt dernières années : l'envolée des prix de l'immobilier, qui a permis aux propriétaires de multiplier la valeur de leur patrimoine par 2,5 entre 1995 et 2012. Néanmoins, ces indicateurs mettent en lumière plusieurs mécanismes intéressants. Tout d'abord, on remarque une grande stabilité, sur longue période, des différents taux de détention de chaque actif.

La proportion d'individus disposant d'un produit d'épargne liquide plafonne, depuis 30 ans, aux alentours de 70% ; les détenteurs d'assurance-vie sont plus nombreux aujourd'hui (48%) qu'en 1998 (35%) ; le fait de posséder un portefeuille de valeurs mobilières, après s'être démocratisé jusqu'au milieu des années 1990, a significativement reculé, les petits porteurs ayant vraisemblablement été échaudés par différents krachs boursiers (1997, 2002, 2009), et davantage séduits par les plus-values spectaculaires de la pierre depuis 17 ans. La proportion d'individus disposant d'une résidence secondaire s'est maintenu à un niveau assez faible (8%) depuis 30 ans, tandis que la proportion de ménages propriétaires de leur logement est passé, en trente ans, de 50% à 60%. Le nombre de personnes détenant des biens fonciers a diminué corrélativement à la baisse du nombre d'agriculteurs dans la population active.

Graphique 29- Quelques données sur le patrimoine des Français (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

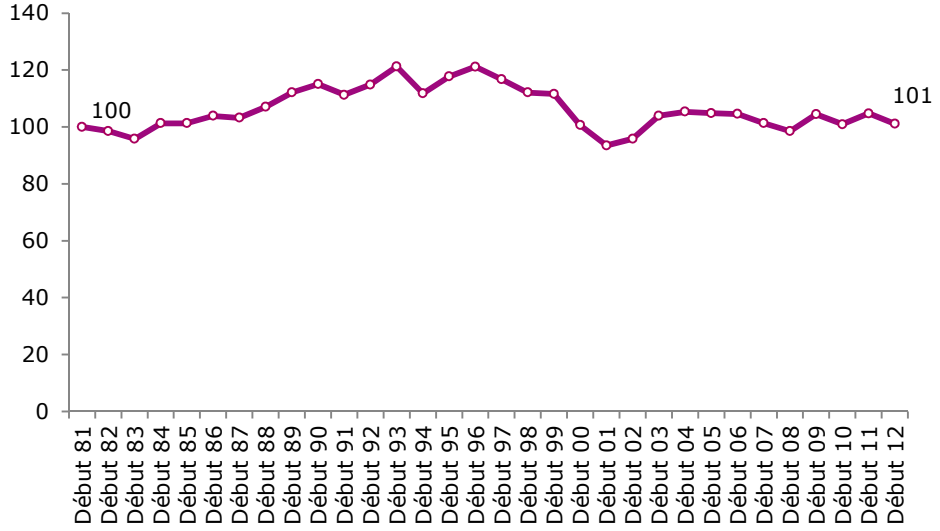
Si bien que, globalement, l'indicateur de patrimoine est plutôt stable en tendance depuis le début des années 1980. Rappelons, une fois encore, que cet indicateur ne reflète qu'une partie de la réalité : les montants de patrimoine détenus par l'ensemble des ménages se sont considérablement appréciés ces dernières années (l'INSEE indique ainsi que la valeur nette du patrimoine des ménages est passée de 3 700 milliards d'euros en 1996 à 10 307 milliards d'euros en 2011[41]).

[41] Voir le compte de patrimoine des ménages : http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=2.4

Graphique 30- Stabilité de l'indicateur de patrimoine

Indice d'évolution de la situation financière – base 100 en 1981

Calculé à partir des indicateurs suivants (dispose de valeurs mobilières, de valeurs immobilières, de terrains fonciers, d'épargne liquide, propriétaire accédant ou sans emprunt de son logement, propriétaire d'une résidence secondaire)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

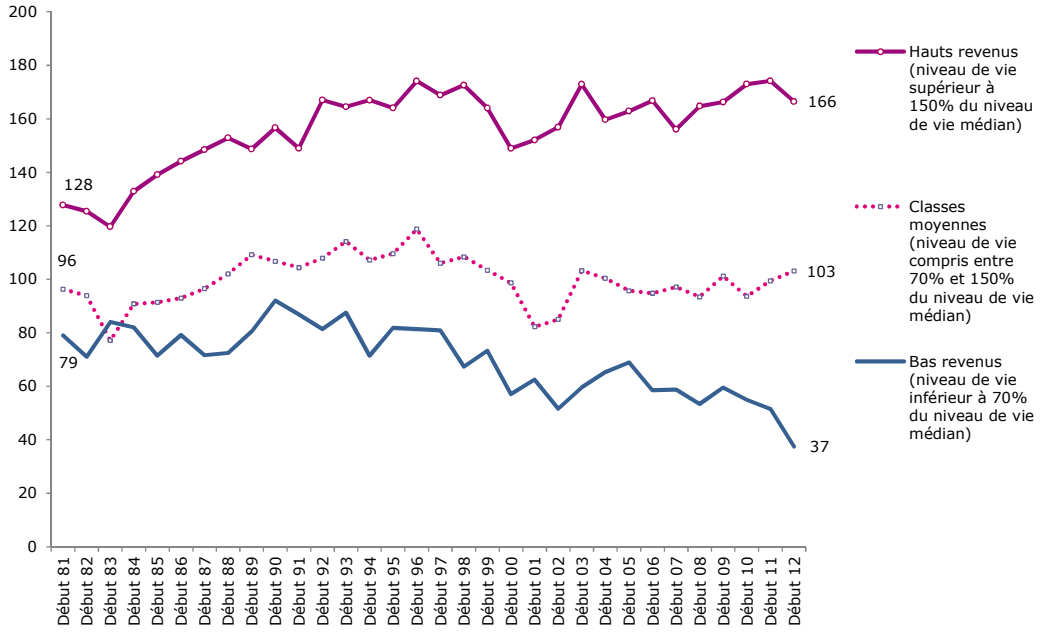
Mais le résultat le plus notable est une l'apparition d'une profonde divergence des inégalités de patrimoine au cours des vingt dernières années. Alors que l'indice de patrimoine des hauts revenus a progressé de +30%, celui des classes moyennes est resté à peu près stable (+7%) et celui des bas revenus s'est effondré : -53%. A partir de données différentes (les enquêtes Patrimoine de l'INSEE réalisées en 1988, 2004 et 2010) et en regardant cette fois directement les montants de patrimoine détenus, Pierre Lamarche et Laurianne Salembier confirment une forte augmentation des disparités, indiquant que « *le patrimoine de ceux faisant partie des 10 % les moins bien dotés en 2010 est supérieur de 20 % à celui de leurs homologues de 1998, quand le patrimoine possédé par les 10 % de ménages les mieux dotés a augmenté de 131 % sur la période. Si on tient compte de la progression des prix à la consommation entre 1998 et 2010, l'augmentation du patrimoine détenu par les 10 % de ménages les mieux dotés est de 92 % alors que la masse détenue par les ménages les moins bien dotés est quasiment stable en euros constants* »[42].

[42] LAMARCHE Pierre et SALEMBIER Laurianne, « Les déterminants du patrimoine : facteurs personnels et conjoncturels », *Les revenus et le patrimoine des ménages (édition 2012)*, Paris, INSEE référence, 2012, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/REVPMEN12c_VE2_pat.pdf

Graphique 31- Augmentation des inégalités de patrimoine

Indice d'évolution de la situation financière – base 100 en 1981

Calculé à partir des indicateurs suivants (dispose de valeurs mobilières, de valeurs immobilières, de terrains fonciers, d'épargne liquide, propriétaire accédant ou sans emprunt de son logement, propriétaire d'une résidence secondaire)

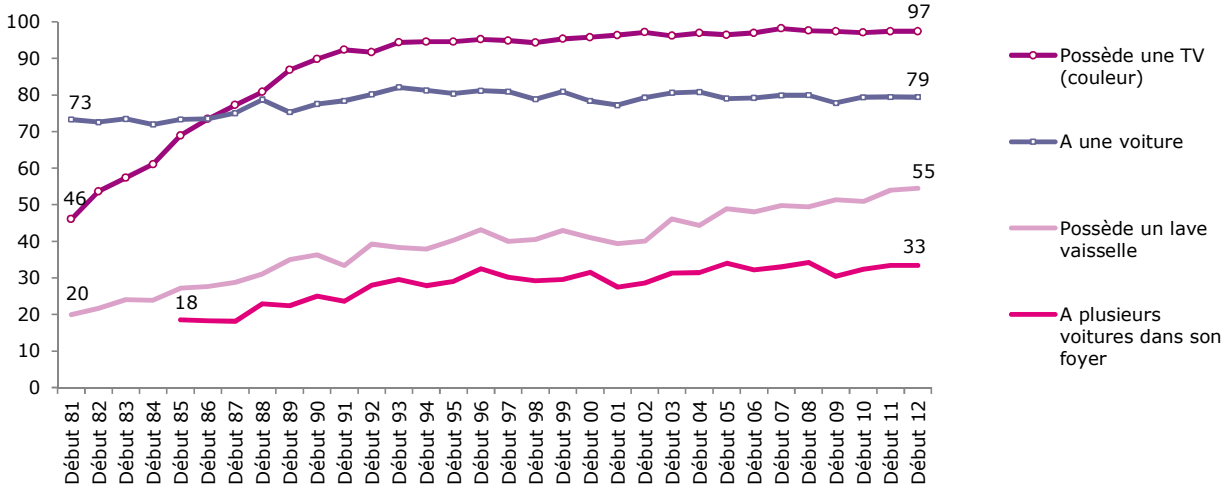


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

3. En trente ans, l'équipement des ménages s'est considérablement développé et diversifié

L'équipement **en biens durables** des Français a progressé au cours des trente dernières années. En 2012 (Graphique 32), toute la population a l'usage d'un téléviseur couleur (97%). Depuis le milieu des années 90, l'équipement est devenu banal mais, en 1981, moins d'une personne sur deux pouvait s'enorgueillir d'avoir chez elle un poste de télévision couleur. 79% des Français ont l'usage d'une voiture : c'est légèrement mieux qu'en 1981 (+ 6 points). Ce qui a surtout augmenté, c'est la part de nos concitoyens qui disposent de **plusieurs voitures**. Le multi-équipement est l'apanage du tiers des personnes interrogées (33%), presque deux fois plus qu'en 1985 (18%). Autre manifestation de l'équipement croissant des ménages : un peu plus d'une personne sur deux dispose d'un lave-vaisselle, contre 20% seulement en début de période.

Graphique 32 - L'équipement en biens durables a progressé (en %)

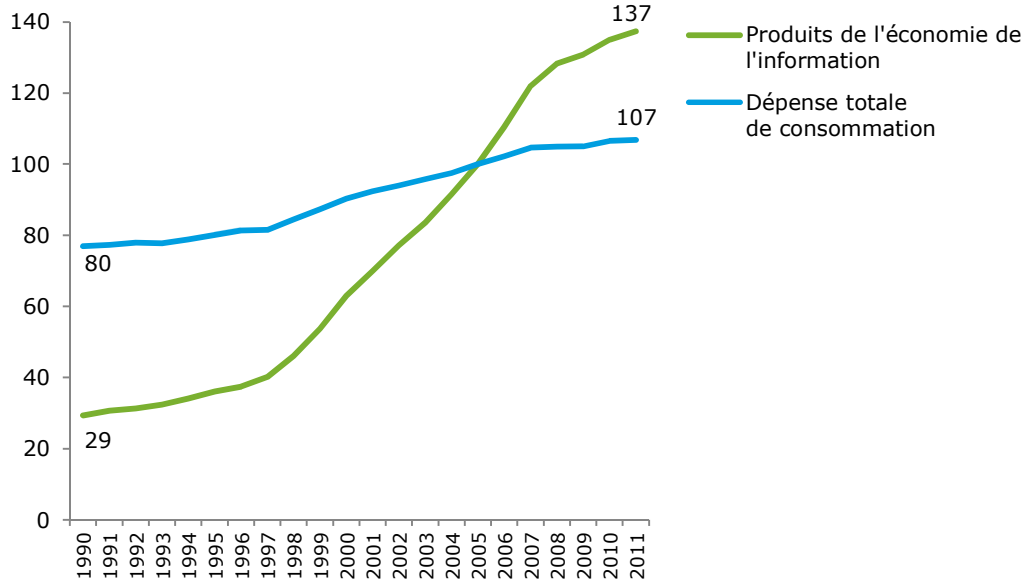


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Depuis une dizaine d'années, il est un autre volet de l'équipement des ménages qui s'est considérablement étoffé, à une vitesse sans précédent : il s'agit des outils des technologies de l'information et de la communication (TIC). Leur diffusion a largement soutenu la consommation des ménages au cours des vingt dernières années (Graphique 33) et la crise semble avoir peu d'impact sur le rythme d'adoption de ces nouveaux outils : les taux d'équipement en téléphone mobile, ordinateur et internet à domicile ne cessent de croître (Graphique 34) et les achats en la matière affichent des taux de progression à deux chiffres (+ 16% pour les ordinateurs et les périphériques en 2011, + 30% pour les téléphones mobiles[43]). En 2012, on recense quasiment autant de personnes équipées en téléphone mobile (87%) qu'en téléphone fixe (89%). Au début des années 2000, le téléphone mobile a concurrencé le fixe, dont le taux d'équipement a commencé à baisser. Aujourd'hui, le double équipement (fixe et mobile) est la norme. Si le téléphone fixe a résisté, c'est grâce à l'équipement en boîtiers multi-services qui permettent l'accès au téléphone, à la télévision et à internet. En effet, près de 8 personnes sur 10 (79%) ont un ordinateur à domicile et 76% sont connectées à internet.

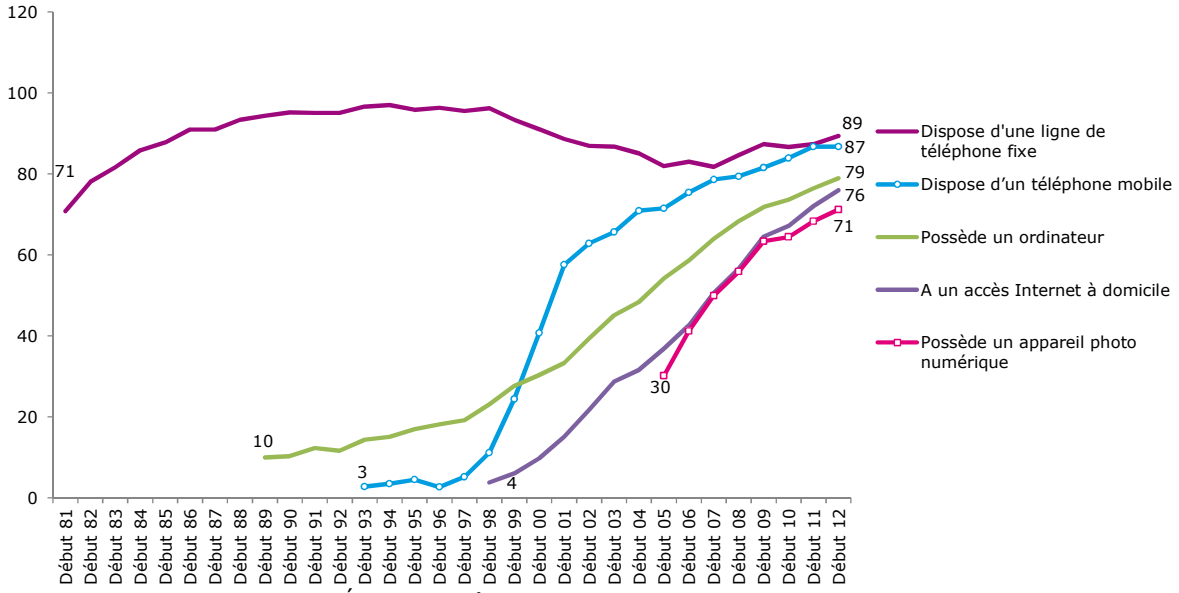
[43] GUIDETTI Fabien, *En 2011, la consommation des ménages marque le pas*, Paris, INSEE Première n°1402, juin 2012. http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1402/ip1402.pdf

Graphique 33 - Consommation des produits de l'économie de l'information en 2011
(en indice de volume base 100 en 2005)



Source : INSEE, comptes nationaux, base 2005.

Graphique 34 - La diffusion des TIC (en %)

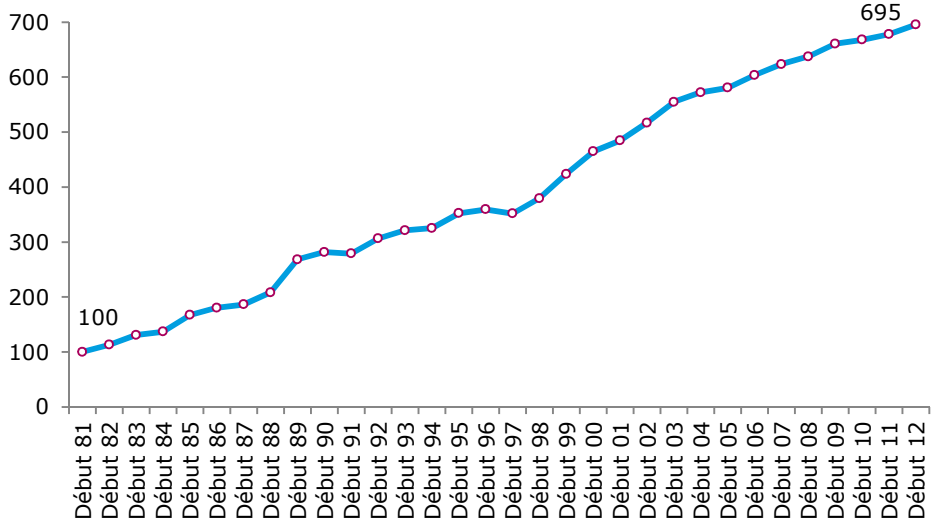


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Au final, l'indicateur synthétique d'équipement affiche une progression très forte et régulière, passant de 100 en 1981 à 695 en 2012.

Graphique 35 - Progression de l'équipement du foyer (en %)

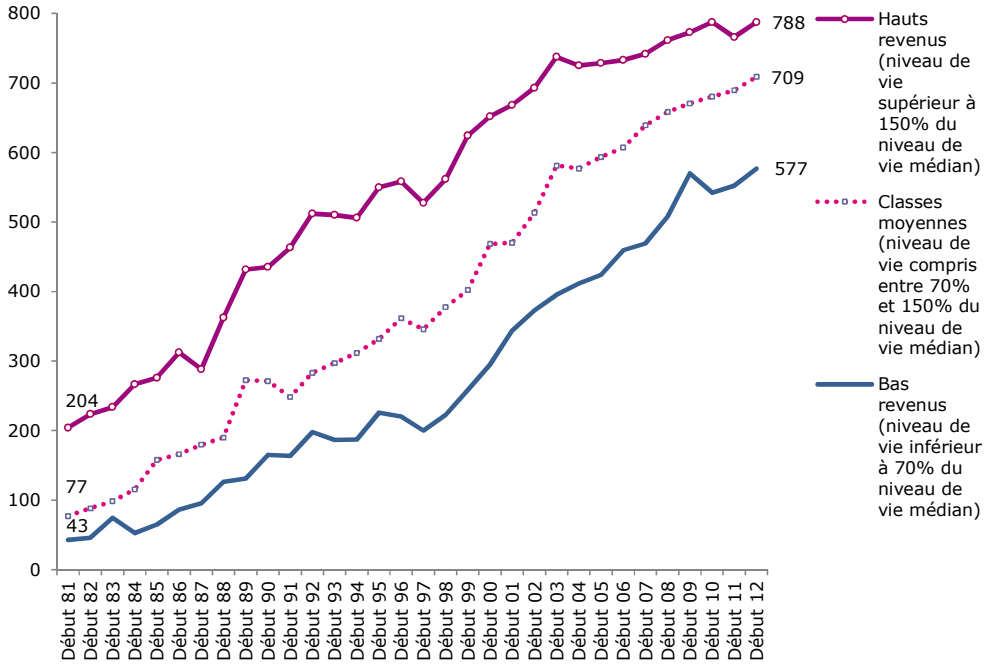
Indice d'amélioration de l'équipement calculé à partir des indicateurs suivants (dispose d'une voiture, d'un lave-vaisselle, d'une télévision, d'un ordinateur, d'un téléphone fixe, d'un téléphone mobile, d'internet), base 100 en 1981



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

L'indicateur a, en outre, la particularité de montrer un resserrement des écarts entre hauts et bas revenus (Graphique 36). Les bas revenus sont, certes, un peu moins bien lotis que les hauts revenus et les classes moyennes, mais ils ont largement bénéficié de la diffusion des nouvelles technologies de l'information au prix, peut-être, de marges de manœuvre budgétaires réduites.

Graphique 36 - Les inégalités en termes de conditions matérielles ont tendance à diminuer (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

4. Une timide amélioration de la situation en matière de logement

Plusieurs travaux du CRÉDOC ont montré l'importance du logement dans le bien-être de nos concitoyens. Le logement est à la fois un support de l'identité pour chacun, un endroit pour se ressourcer et rencontrer ses proches, un marqueur du statut social et joue un rôle très important dans la façon dont nos concitoyens perçoivent leurs conditions de vie[44]. En trente ans, **le confort dans les logements** a significativement progressé. Quasiment tous les logements sont aujourd'hui pourvus de toilettes et de sanitaires (selon l'INSEE, 0.9% des foyers ne disposaient pas de toilettes intérieures en 2006, 0.5% de douche ou baignoire[45]). Au début des années 80, 15% des ménages n'en étaient encore pas pourvu[46]. L'espace dont chacun dispose dans son logement s'est aussi agrandit. En moyenne, le nombre de mètres carrés par unité de consommation est passé de 53m² en 1988 à 62m² en 2006. Cette évolution tient pour beaucoup aux changements démographiques (vieillissement de la population) et aux évolutions de société (décohabitation des générations, progression des périodes de célibat) qui se traduisent par une diminution du nombre de personnes par logement : les foyers français, qui se composaient en moyenne de 2,88 personnes en 1975, ne comportent plus que 2,31 personnes en 2005[47]. Et finalement, on observe un « desserrement des taux d'occupation »[48] : on partage moins son logement qu'on ne le faisait par le passé car on vit davantage seul. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » mesure elle-aussi cette **amélioration de l'espace** disponible, car elle suit l'évolution du nombre de pièces des logements des interviewés. Pour limiter l'influence des évolutions démographiques dans le temps, nous avons rapporté le nombre de pièces du logement à la composition du ménage[49]. La proportion d'individus disposant de logements spacieux (1,8 pièces par unité de consommation ou plus) est ainsi passée de 70% au début des années 80 à 84% en 2012. L'évolution des perceptions des ménages, si elle est plus timide, va dans le même sens : près de neuf personnes sur dix jugent leur logement adapté à leur famille (87%, +4 points). Autre indicateur au vert en termes de logement : les Français se disent globalement satisfaits du cadre de vie quotidien (autour de leur logement, 86%). Nos concitoyens sont aussi plus nombreux à pouvoir jouir d'un jardin (58% en 2012 contre 53% au début des années 2000).

Notons toutefois pour tempérer ce tableau qu'une partie non négligeable de nos concitoyens sont toujours confrontés à des « défauts majeurs de qualité » dans leur logement : en 2007,

---

[44] Voir notamment BIGOT Régis, BABES Mélanie, HOIBIAN Sandra, Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population, Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf

[45] Confort sanitaire et chauffage des résidences principales en 2006, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATSOS05204

[46] JACQUOT Alain, « Cinquante ans d'évolution des conditions de logement des ménages », *Données sociales - La société française*, INSEE, 2006. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/donsoc06za.pdf

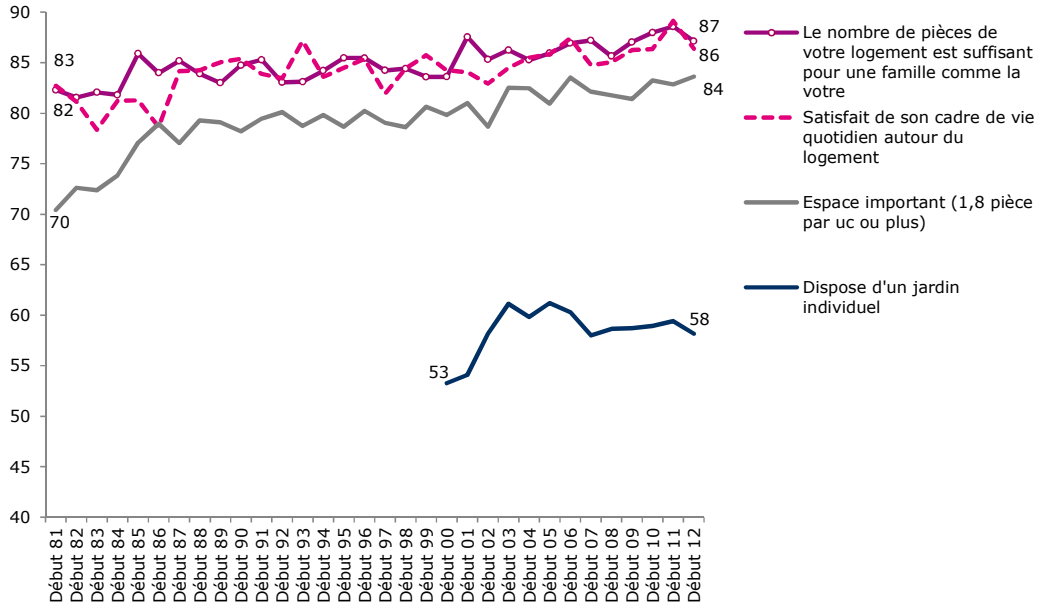
[47] JACQUOT Alain, « Des ménages toujours plus petits », *Insee première*, INSEE, 2006, http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1106/ip1106.pdf

[48] BRIANT Pierrette et ROUGERIE Catherine « Les logements sont plus confortables qu'il y a vingt ans et pèsent davantage sur le revenu des ménages », In *France Portrait Social*, Paris, Insee, 2008, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC08j.PDF

[49] Nous avons rapporté le nombre de pièces du logement. Par exemple, une famille composée de deux adultes et de trois enfants par exemple a besoin d'un espace de vie plus grand qu'une personne seule, mais, elle n'a pas besoin de cinq fois plus de pièces, dans la mesure où certaines sont partagées (comme le salon, la cuisine, la salle de bain...), et que, si les enfants sont petits, ils peuvent plus facilement partager leur chambre.

selon l'exploitation faite par le CRÉDOC de l'enquête SILC, 32% vivaient dans un logement avec une installation de plomberie ou électrique défectueuse, un toit percé, de l'humidité, ou des moisissures sur les montants de fenêtres ou sur les sols ou sans sanitaires dans le logement, soit un taux plaçant la France parmi les mauvais élèves de l'Europe[50].

Graphique 37- Les conditions de logement se sont améliorées
(Proportion d'individus qui se trouvent dans les situations suivantes, en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».
Le nombre de pièces par unité de consommation a été calculé en rapportant le nombre de pièces du logement à la racine carrée du nombre de personnes dans le logement.

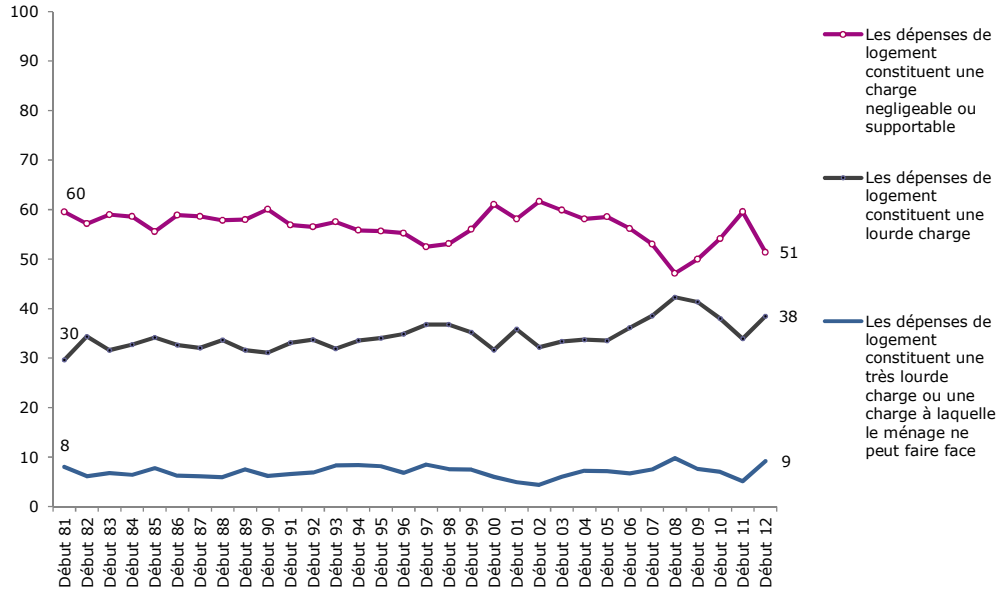
Autre bémol d'importance : les dépenses liées au logement pèsent de plus en plus sur le budget des ménages. En trente ans, la proportion d'individus estimant que leurs dépenses de logement constituent une lourde charge pour leur budget est passée de 30% à 38%. Il faut dire qu'au cours des quinze dernières années, les prix des logements anciens ont été multipliés par 2,5 et les loyers par 1,6[51]. Le sentiment que le logement représente une « lourde charge financière » est très lié aux capacités de chacun à devenir ou non propriétaires. Il faut dire que le rêve de propriété est ancré de longue date dans la population[52]. Or, depuis la fin des années 1990, les ménages ont des difficultés croissantes à devenir propriétaires de leurs logements : le taux d'accédants à la propriété qui suivait une pente ascendante pour atteindre 26,1% en 1988 est tombé à 19,6% en 2006[53], expliquant probablement les frustrations croissantes sur la période. En 2007-2008 le marché immobilier commence à se retourner. La crise économique de 2008 a pour effet collatéral une baisse des taux d'intérêt (pour relancer l'activité économique). Ces deux phénomènes donnent probablement le sentiment aux individus qu'ils

[50] BIGOT Régis et HOIBIAN Sandra, Les difficultés des Français face au logement, Cahier de recherche n° 265, CREDOC, décembre 2009, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C265.pdf
[51] Calculs à partir des comptes nationaux de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=7&nivgeo=0&type=2
[52] DJEFAL Sabrina et EUGENE Sonia, Etre propriétaire de sa maison un rêve largement partagé, quelques risques ressentis, *Consommation et Modes de vie*, n°177, CREDOC, 2004, http://www.credoc.fr/pdf/4p/177.pdf
[53] Source : INSEE, données du recensement avant 1984 et enquêtes « Logement » à partir 1984.

vont pouvoir de nouveau un jour devenir propriétaires, et le sentiment que les dépenses de logement semble s'amoindrir. Mais l'effet est de courte durée, et au début 2012, 38% des individus ont le sentiment que leurs dépenses de logement pèsent lourdement sur leurs marges de manœuvre financière.

Graphique 38- Mais les charges de logement pèsent de plus en plus lourd dans le budget des ménages

(Proportion d'individus qui partagent les opinions suivantes, en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

L'**indice de qualité de vie dans le logement** est calculé à la fois à partir d'indicateurs portant sur le confort des habitats : espace disponible jugé suffisant pour sa famille, nombre de pièces effectivement disponibles par personne, satisfaction de l'interviewé sur le cadre de vie autour de son logement, et de l'impact que représentent les dépenses de logement sur le budget du foyer. Au total, l'indice a tendance à très légèrement progresser sur la période (+10 points).

Graphique 39- Une timide amélioration de la situation en matière de logement

Indice de qualité de vie dans le logement - base 100 en 1981, calculé à partir des indicateurs suivants : juge son logement suffisant pour la famille, dispose de 1.8 pièces par unité de consommation ou plus, est satisfait de son cadre vie quotidien autour du logement, juge ses charges de logement négligeables ou supportables

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

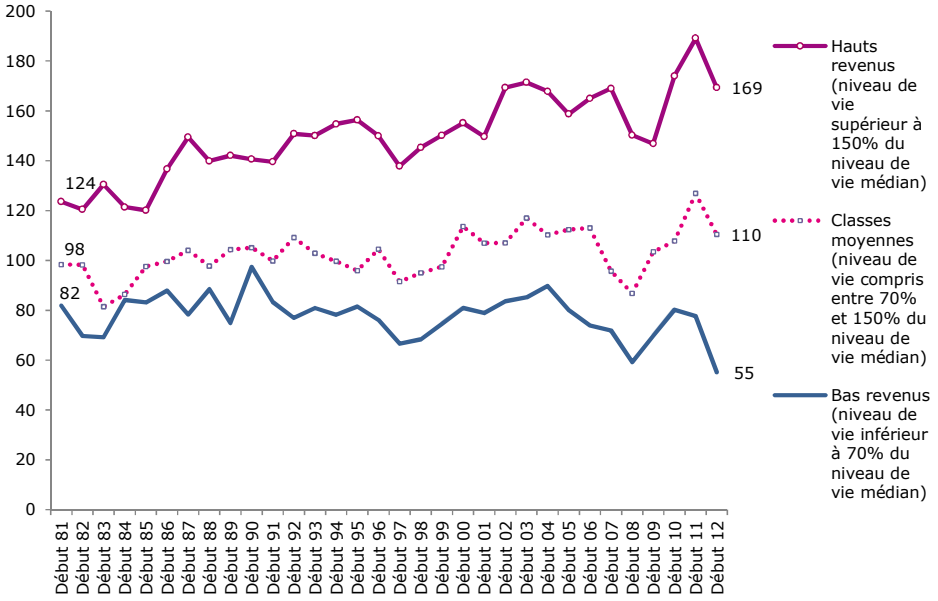
L'analyse de la situation par niveau de revenu fait apparaître des situations divergentes. Les **catégories aisées semblent les grandes gagnantes** en termes de logement : leur indice est ainsi passé de 124 au début 81 à 169 en 2012. Les classes moyennes ont profité d'une amélioration beaucoup plus timide (l'indice a gagné 12 points en trente ans). Dans le même temps, les bas revenus ont vu leur situation en matière de logement nettement se dégrader (-27 points).

Pour comprendre ces évolutions, il faut rappeler que l'augmentation des taux d'effort (la part des ressources consacrée à se loger) a été plus forte chez les bas revenus que chez les catégories aisées[54]. A cela semble s'ajouter une dégradation des conditions de logement : la proportion de hauts revenus satisfaits de leur cadre de vie quotidien a ainsi gagné 10 points entre 1981 et 2012, tandis que celle des bas revenus perdait 8 points (Tableau 9). Au final, l'indice, en agrégeant différentes dimensions, met à jour un « cumul de situations défavorables » en matière de logement en bas de l'échelle des revenus.

[54] FACK Gabrielle, « L'évolution des inégalités entre ménages face aux dépenses de logement », Informations sociales, n°155, CNAF, septembre-octobre 2009. Selon les travaux de l'auteure à partir des enquêtes « Logement » de l'INSEE : chez les 20% des accédants à la propriété les plus pauvres, le taux d'effort est passé de 22% en 1988 à 30% en 2006 (+8 points) ; chez les 20% des accédants à la propriété les plus aisés, il n'a progressé que 3 points, passant de 15% à 18%. La divergence est encore plus nette au sein des locataires du secteur libre : les 20% des locataires du secteur libre les plus pauvres ont vu leur taux d'effort s'accentuer de 19% à 30%.

Graphique 40- Une amélioration qui a surtout profité aux catégories supérieures et moyennes

Indice de qualité de vie dans le logement - base 100 en 1981 pour l'ensemble de la population, calculé à partir des indicateurs suivants : juge son logement suffisant pour la famille, dispose de 1.8 pièces par unité de consommation ou plus, est satisfait de son cadre vie quotidien autour du logement, juge ses charges de logement négligeables ou supportables



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Tableau 9 – Proportion de personnes satisfaites de leur cadre de vie quotidien autour du logement (en %)

	1981	2012	Evolution
Hauts revenus (niveau de vie supérieur à 150% du niveau de vie médian)	83	93	+10 points
Classes moyennes (niveau de vie compris entre 70% et 150% du niveau de vie médian)	82	88	+6 points
Bas revenus (niveau de vie inférieur à 70% du niveau de vie médian)	84	78	-6 points

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Tableau 10 – Proportion de personnes qui estiment le nombre de pièces de leur logement suffisant pour leur famille (en %)

	1981	2012	Evolution
Hauts revenus (niveau de vie supérieur à 150% du niveau de vie médian)	86	93	+6 points
Classes moyennes (niveau de vie compris entre 70% et 150% du niveau de vie médian)	81	88	+7 points
Bas revenus (niveau de vie inférieur à 70% du niveau de vie médian)	79	81	+2 points

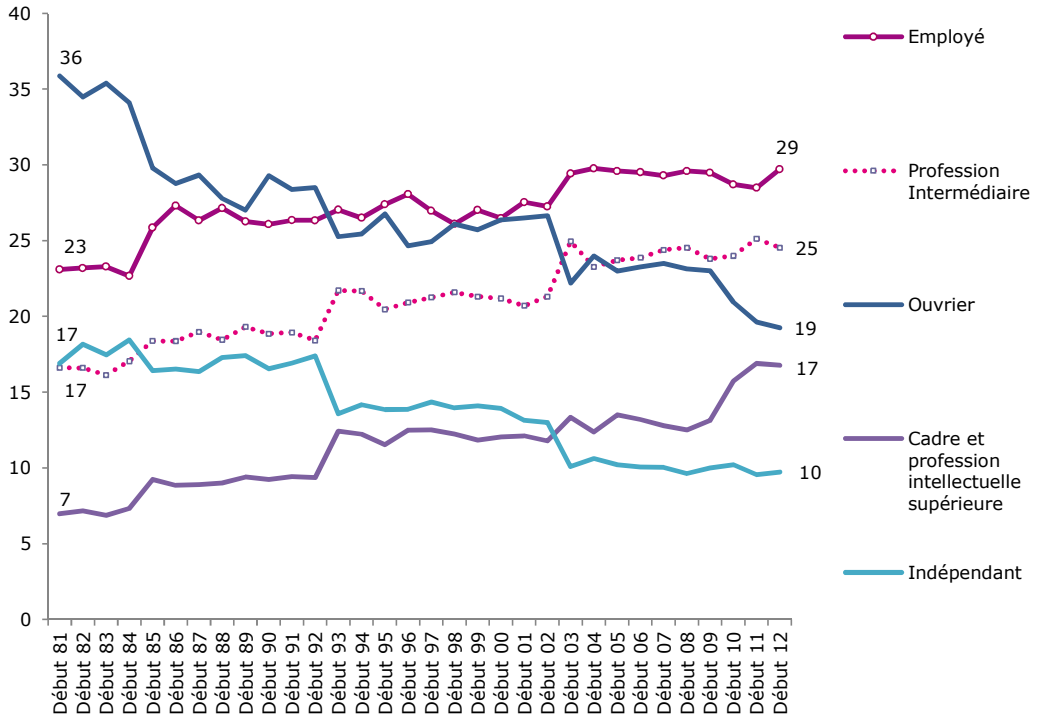
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

5. Emploi : une situation qui se précarise

Le travail est au cœur de l'organisation sociale, il structure à la fois le temps quotidien et les âges de la vie (études, emploi, retraite…). Au-delà des revenus qu'il procure, il est constitutif de l'identité de chacun et porteur de statut social, il donne à la fois l'occasion de nouer des relations, de s'épanouir. C'est une des composantes essentielle du bien-être de chacun.

Au cours des trente dernières années, l'emploi a connu de profondes mutations. La première est **l'expansion du secteur tertiaire**, avec le développement des services. Celle-ci s'est s'accompagnée d'une montée en qualification, avec une **croissance de la part des cadres** (17% de la population active en 2012 contre 7% en 1981) et des **professions intermédiaires** (25%, +8 points) dans la population active, tandis que la part des ouvriers (19%, -17 points) ou celle des indépendants (10%, -7 points) se réduisaient comme peau de chagrin, corrélativement à une **progression régulière du salariat**.

Graphique 41- La répartition des professions catégories sociales
Champ : actifs occupés



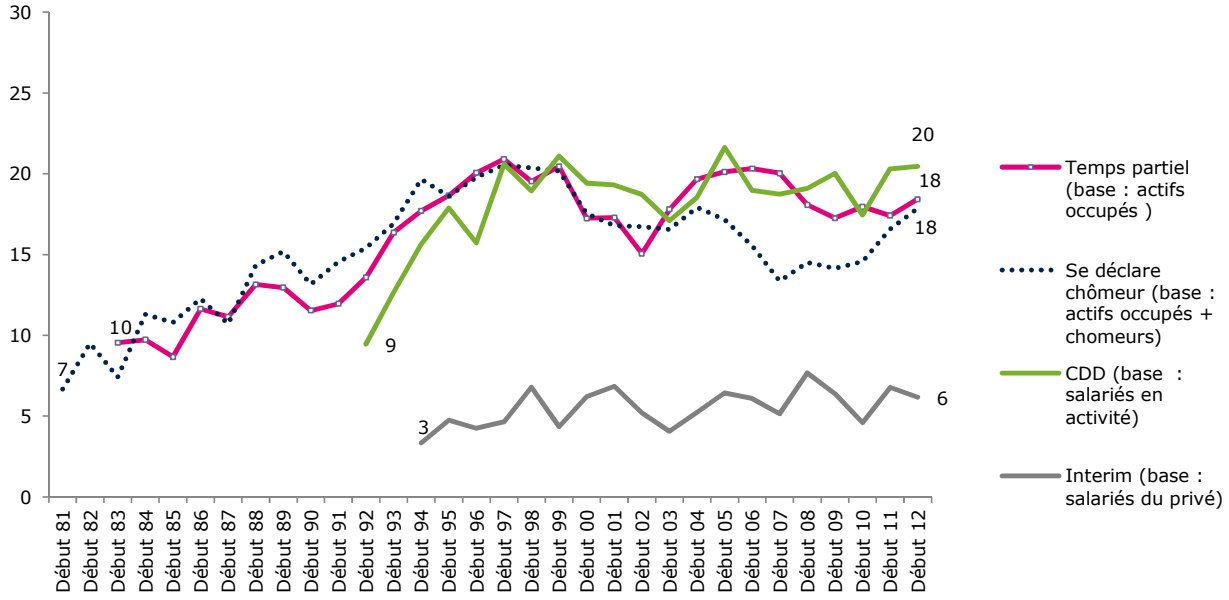
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

En parallèle, **statuts et formes d'emploi se sont aussi transformés** à travers « *l'érosion lente mais relativement continue de la norme d'emploi « typique » représentée par le contrat de travail à durée indéterminée à temps plein* »[55]. Dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations », le taux de personnes déclarant travailler à temps partiel est passé de 9% au début 92 à 20% au début 2012. Cette évolution, concomitante de celle de la **féminisation** du

[55] DAYAN Jean-Louis, « Vue d'ensemble – L'emploi en France depuis trente ans », In *L'emploi, nouveaux enjeux,* INSEE, 2008, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPLOIR08c.PDF

marché du travail (81% des personnes en temps partiel sont des femmes[56]) est sensible à la conjoncture économique : le taux de temps partiel diminuant sensiblement pendant la période de croissance du début des années 2000. Néanmoins, la hausse des temps partiels s'intègre, à long terme, dans une dynamique plus générale de **flexibilisation** de l'emploi, dont témoignent le recours grandissant à **l'intérim et aux contrats à durée déterminée** : le taux d'actifs déclarant être en CDD est passé dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » de 9% en 1992 à 20% au début 2012 ; l'intérim est passé de 3% des salariés du privé en 1994 à 6%[57]. Le recours aux CDD et aux missions d'intérim s'est si bien installé dans le paysage professionnel, que les embauches sont aujourd'hui réalisées très majoritairement par ce biais[58], venant quelque peu fragiliser les premiers pas dans l'emploi (notamment des jeunes).

Graphique 42- Augmentation du chômage, du temps partiel, de l'intérim et des CDD
(Proportion d'individus concernés dans chaque catégorie de la population, en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Un phénomène décrit par Lindbeck et Snower[59] qui distinguent des « *insiders* » en situation professionnelle stable, en meilleure position pour négocier des améliorations (protection sociale, formation, salaires, conditions de licenciement, etc.), et des « *outsiders* » contraints à accepter davantage de compromis (en termes de salaires, de statut dans l'emploi, etc.)[60]. Ces évolutions ne sont pas sans conséquence sur le **bien-être** général. Comme le résument les chercheurs d'Eurofound, alors que le CDI procure aux employés un haut niveau de sécurité et

[56] INSEE, *Enquête emploi 2011.* http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon03243

[57] Ces tendances suivent celles mesurées par les enquêtes emploi de l'INSEE, qui font état d'une progression du recours au CDD « *dont la part dans l'emploi salarié est passée de 5 % au début des années 1980 à 10 % en 2000 avant de* redescendre légèrement pour fluctuer un peu au-dessus de 9 % de 2003 à 2010 […] *Plus modestes, les parts des intérimaires (2,1 % en 2010) et des apprentis (1,5 %), progressent du milieu des années 1990 à 2007.», cf.* INSEE, Qualité des emplois, Fiches thématiques, *Emplois et salaires, édition 2012,* http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPSAL12h_FTLo3quali.pdf

[58] LAGARENNE Christine et LAMARCHE Pierre, L'usage des contrats de travail, L'emploi, nouveaux enjeux - édition 2008, INSEE, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPLOIR08f.PDF

[59] LINDBECK Assar et SNOWER Dennis, *The Insider-outsider theory of Employment and Unemployment*, Cambridge (Ma), MIT press. 1988

[60] Notons toutefois que les univers ne sont pas si étanches et la précarité des uns exerce, indirectement, une pression sur la situation des autres, voir par exemple, CONTER Bernard, « Plein-emploi ou chômage nécessaire : la stratégie européenne pour l'emploi, entre utopie et pragmatisme », Politique européenne, 2007.

des droits afférents (protection sociale, chômage, droits de représentation), les autres formes contractuelles d'emploi placent les individus dans une situation **d'insécurité** sur ces différents plans[61]. Robert Castel parle également, à ce sujet d'une progression de « l'**insécurité sociale** »[62] et plusieurs de nos travaux ont montré que « *l'instabilité professionnelle développe un sentiment de mal-être et fragilise les liens sociaux* »[63].

Pour construire notre indice synthétique d'évolution de la situation en matière d'emploi, nous avons intégré trois indicateurs présents dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » : le fait d'être en activité (et non pas au chômage), d'être salarié en contrat à durée indéterminée ou indépendant à son compte (et non pas en contrat à durée déterminée), et de travailler à temps plein. Notons que le temps partiel pourrait, *a contrario*, être associé au bien-être, dans la mesure où il peut permettre une meilleure conciliation des contraintes personnelles et professionnelles. Mais, dans un tiers des cas, les personnes à temps partiel désirent travailler plus[64]. Par ailleurs, cet indicateur de temps partiel est présent dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » depuis le début du dispositif, contrairement à d'autres (comme la proportion de salariés en CDD) et nous a semblé donner une bonne indication de la flexibilisation du marché de l'emploi[65].

Au total, en trente ans, l'indice témoigne d'une **dégradation** de la situation professionnelle (Graphique 43). La dégradation s'est surtout produite dans les années 80 et 90 et le léger soubresaut de la période de croissance du début des années 2000 ne semble pas avoir réellement enrayé le mouvement. Notons enfin que la récente période de crise aggrave encore la situation.

---

[61] EUROFOUND, *Fifth European Working Conditions Survey*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2012, http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2011/82/en/1/EF1182EN.pdf

[62] CASTEL Robert, L'insécurité sociale (qu'est-ce qu'être protégé ?), Paris, Seuil, 2003.

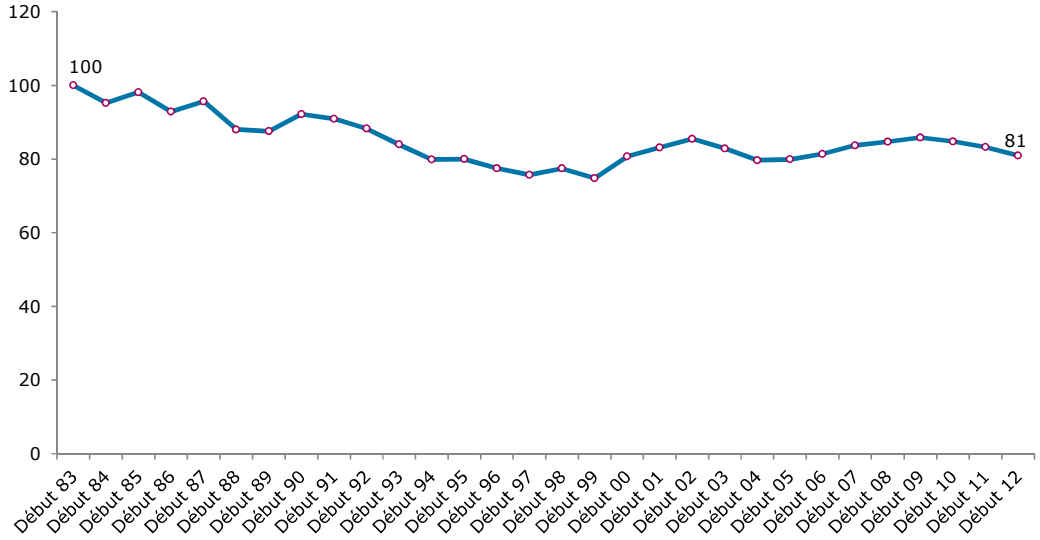
[63] BIGOT Régis, « L'instabilité professionnelle développe un sentiment de mal-être et fragilise les liens sociaux », *Consommation et modes de vie*, n°203, CREDOC, mai 2007, http://www.credoc.fr/pdf/4p/203.pdf ; ALIBERT David, BIGOT Régis et FOUCAUD David, *Les effets de l'instabilité professionnelle sur certaines attitudes et opinions des Français depuis le début des années 1980,* Cahier de recherche, n°225, CREDOC, novembre 2006, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C225.pdf

[64] THELOT Hélène, Dossier - Aspirer à changer d'emploi ou à modifier son temps de travail, L'emploi, nouveaux enjeux - édition 2008, INSEE, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=EMPLOIR08k

[65] Pour être complets, d'autres indicateurs, comme la satisfaction au travail, le sentiment de compétence professionnelle, l'attachement à l'entreprise ou encore le sentiment d'accomplissement au travail auraient pu être utilement pris en compte, mais ils n'étaient pas présents dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations ».

Graphique 43- Au total, une situation de l'emploi qui se précarise

Indice d'évolution de la situation professionnelle calculé à partir des indicateurs suivants : n'est pas au chômage, est salarié à temps plein ou à son compte- base 100 en 1983 (Base : hors inactifs)

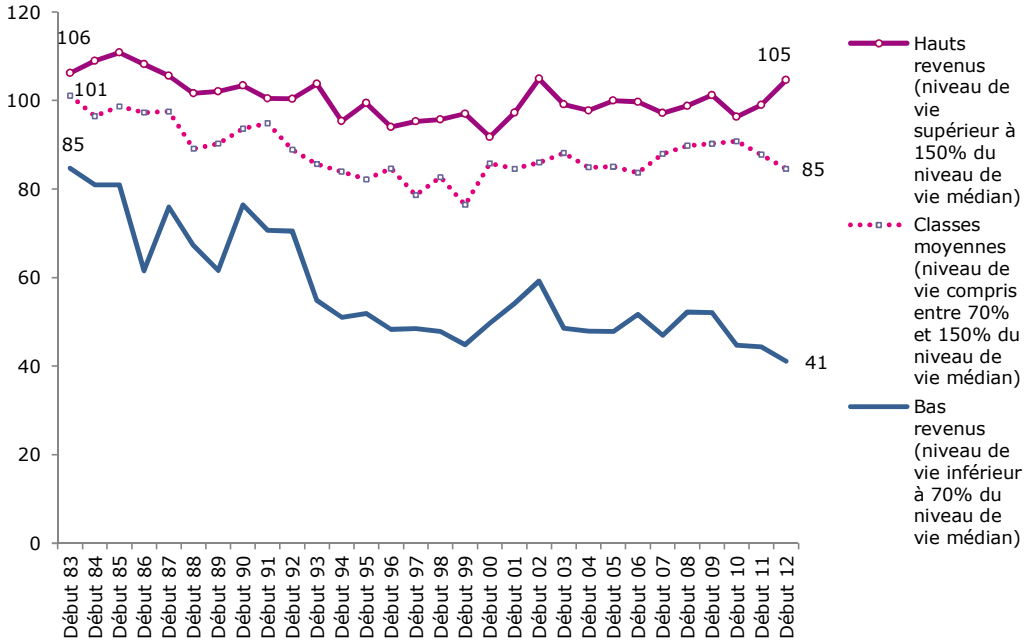


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Les **catégories modestes** subissent de plein fouet cette dégradation du marché de l'emploi : leur indice s'est ainsi très sérieusement détérioré en trente ans. Et alors que les situations professionnelles n'étaient pas si divergentes au début des années 80, **l'écart s'est nettement creusé** entre d'un côté les groupes aisés, relativement épargnés et les classes moyennes et populations modestes.

Graphique 44- Augmentation des inégalités en matière d'emploi

Indice d'évolution de la situation professionnelle calculé à partir des indicateurs suivants : n'est pas au chômage, est salarié à temps plein ou à son compte- base 100 en 1983 (Base : hors inactifs)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Il faut probablement voir ici un **effet du diplôme**. En effet, si l'on peut se féliciter de l'accès grandissant des catégories populaires et classes moyennes à des niveaux d'études de plus en plus élevés (nous y reviendrons), des écarts significatifs perdurent : alors qu'en 2012, 69% des hauts revenus sont détenteurs d'un baccalauréat voire d'études supérieures, le taux chute à 39% chez les classes moyennes et 31% chez les bas revenus. Or le diplôme continue de jouer un rôle prépondérant dans l'insertion professionnelle et les formes d'emplois occupés[66] : en 2010, 44,3% des personnes sans aucun diplôme (ou avec juste le brevet) sont au chômage un à quatre ans après la fin des études initiales, contre seulement 10,7% des diplômés du supérieur. Le diplôme joue d'ailleurs un rôle de plus en plus prépondérant dans la situation professionnelle : ainsi, en trente ans, l'écart entre le taux de chômage des non diplômés et celui des diplômés d'études supérieures s'est très nettement accru[67].

Pour un portrait plus complet de la situation notons qu'aucune catégorie professionnelle ne semble complètement épargnée par la montée de la précarité : l'enquête SUMER de la DARES sur les risques professionnels met ainsi en lumière une augmentation de l'intensité au travail qui touche tous les niveaux hiérarchiques[68].

[66] LE RHUN Béatrice, POLLET Pascale, Diplômes et insertion professionnelle, France, portrait social - édition 2011, INSEE, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC11e_VE23Educ.pdf

[67] OBSERVATOIRE DES INEGALITES, Le taux de chômage selon le diplôme, 2012 http://www.inegalites.fr/spip.php?article1585&id_mot=119

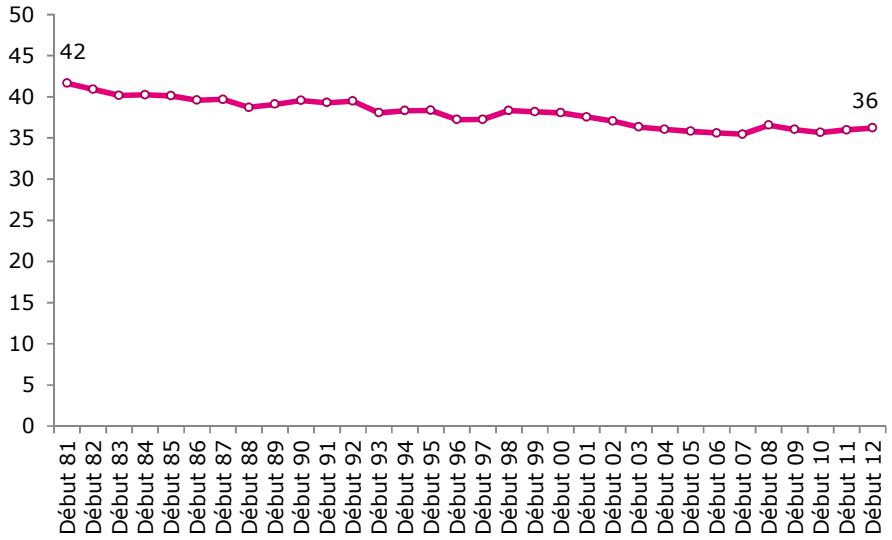
[68] DARES, L'évolution des risques professionnels dans le secteur privé entre 1994 et 2010 : premiers résultats de l'enquête SUMER, Dares analyses n°23, mars 2012, http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2012-023.pdf

6. Loisirs : davantage de temps libre, plus de loisirs

Depuis le 1er juillet 2002, la durée légale du travail en France est de 35 heures. Cette durée constitue un seuil ; ce n'est ni un minimum (les temps partiels travaillent moins), ni un maximum : des heures supplémentaires peuvent être accomplies. La loi de 2002 n'a fait que prolonger une tendance constatée dans l'enquête Conditions de vie depuis 1981 (Graphique 45), à savoir **la baisse régulière du nombre moyen d'heures travaillées** par semaine pour les actifs occupés (en 1981, les actifs occupés déclaraient travailler 42 heures en moyenne par semaine ; en 2012, leur temps de travail moyen a diminué de 6 heures).

Les enquêtes « Emploi du temps » de l'INSEE[69] mettent également en évidence une baisse du temps travaillé entre 1986 et 2010. En moyenne, pour l'ensemble de la population d'âge actif, le temps domestique (ménage, courses, soins aux enfants, bricolage) tend également à diminuer, tandis que progressent : le temps physiologique, consacré à dormir, manger, se laver et se préparer (+ 8 minutes), le temps consacré aux trajets (+ 6 minutes) et, surtout, **le temps libre** (+ 25 minutes).

Graphique 45 - Baisse du nombre moyen d'heures travaillées par semaine (base : actifs occupés)



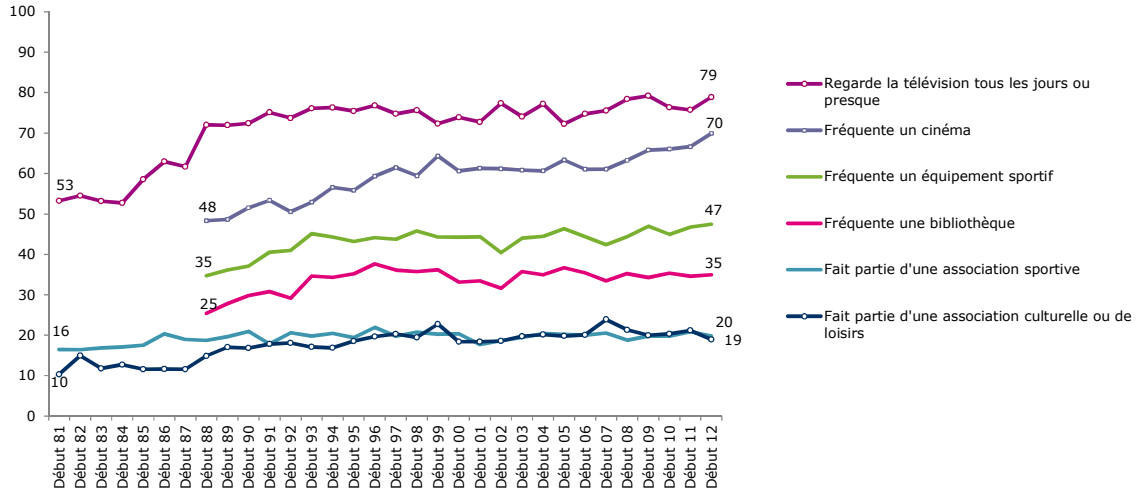
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

En suivant une demi-douzaine de variables de l'enquête sur les Conditions de vie du CREDOC, on peut voir comment les Français se saisissent de cette opportunité que constitue l'augmentation du temps libre (Graphique 46). La plupart des indicateurs ont nettement **progressé** sur la période. Regarder la télévision, par exemple, est une pratique quotidienne pour 79% des Français en 2012, contre 53% trente ans auparavant. En 2012, sept Français sur dix vont au cinéma (+ 22 points par rapport à 1988) ; 47% fréquentent un équipement sportif (+ 12 points) et 35% sont inscrits dans une bibliothèque (+ 10 points).

[69] INSEE, Evolution des temps sociaux d'une journée moyenne jusqu'en 2010, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=natccf05519

La participation à une association culturelle ou de loisirs a quasiment doublé en 30 ans ; la participation à une association sportive progressant de 25%. Toutes ces évolutions se sont d'ailleurs accompagnées d'une hausse des dépenses culturelles et de loisirs dans la dépense de consommation des ménages.

Graphique 46 - Augmentation des loisirs du quotidien (télévision, fréquentation du cinéma, d'un équipement sportif, d'une bibliothèque, adhésion à une association sportive ou culturelle)

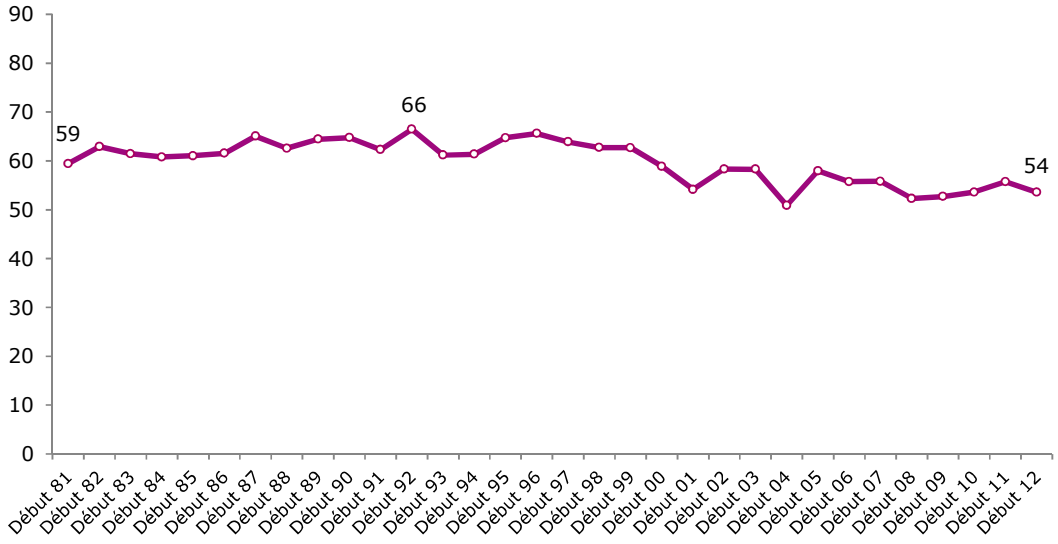


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Dans le même temps, pourtant, **un indicateur évolue défavorablement** : il s'agit du taux de départ en vacances (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile, pour des motifs autres que professionnels). Pendant une dizaine d'années, de 1981 à 1992, ce taux a évolué à la hausse. Mais, depuis, la tendance est à la baisse : de moins en moins de nos concitoyens disent partir en vacances. En 2012, 54% des enquêtés sont partis (- 5 points par rapport à 1981 et -12 points par rapport à 1992).

Graphique 47 - Baisse du taux de départs en vacances

Proportion d'individus partis en vacances (au moins 4 nuits consécutives pour des motifs personnels) au cours des douze derniers mois

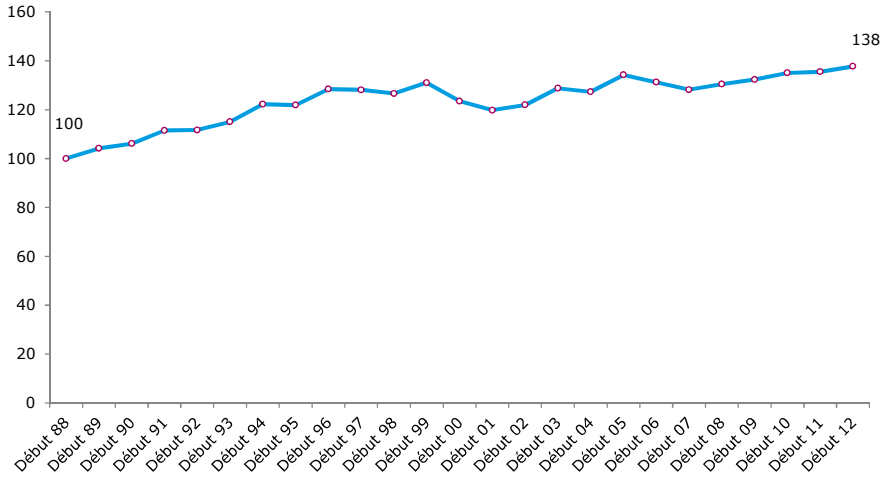


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Au final, l'indicateur synthétique des loisirs et du temps libre traduit une amélioration de la situation de la fin des années 1980 au début des années 2010. En un quart de siècle, l'indicateur synthétique des loisirs a progressé, passant de 100 à 138 (Graphique 48).

Graphique 48 - Amélioration globale du temps libre et des loisirs

Indice d'évolution des loisirs et du temps libre calculé à partir des indicateurs suivants – base 100 en 1988 (fréquente un équipement sportif, une bibliothèque, un cinéma, est parti en vacances au cours des 12 derniers mois, travaille 39 heures par semaine ou moins, regarde la télévision tous les jours ou plus, est adhérent à une association sportive, est adhérent à une association culturelle ou de loisirs)



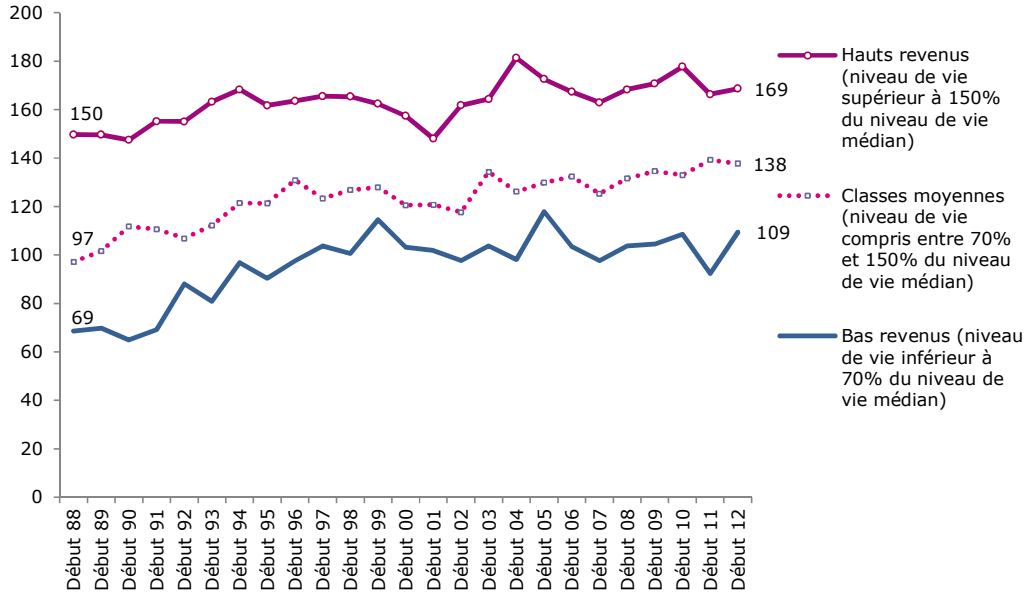
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Comment cet indicateur varie-t-il selon le niveau de vie ? Soulignons d'entrée que les écarts varient presque du simple au double entre les bas revenus et les hauts revenus. Plus que jamais, les activités de loisir et le temps libre se révèlent des pratiques culturelles discrétionnaires, véritables marqueurs sociaux. Jusqu'en 2000, la tendance est à la démocratisation des pratiques de loisirs, marquée par une forte progression chez les bas revenus. Depuis 2000, les hauts revenus affichent un indice qui repart clairement à la hausse,

alors que l'indice des bas revenus tend à stagner, voire à diminuer. Depuis vingt-cinq ans, ce sont les classes moyennes qui ont profité d'une embellie plus régulière (Graphique 49).

Graphique 49 - Démocratisation des pratiques de loisirs jusqu'au début des années 2000

Indice d'évolution des loisirs et du temps libre calculé à partir des indicateurs suivants – base 100 en 1988 (fréquente un équipement sportif, une bibliothèque, un cinéma, est parti en vacances au cours des 12 derniers mois, travaille 39 heures par semaine ou moins, regarde la télévision tous les jours ou plus, est adhérent à une association sportive, est adhérent à une association culturelle ou de loisirs)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

7. Vie citoyenne, engagement civique et bien-être

L'engagement civique est un élément constitutif des sociétés démocratiques. Il permet aux individus de s'exprimer sur un plan politique et contribue ainsi au façonnement et au bon fonctionnement des institutions démocratiques[70]. L'engagement civique, notion qui renvoie à différentes formes de participation et d'expression, contribue directement à l'amélioration du bien-être individuel, dans la mesure où il peut accroître le sentiment de contribuer de manière constructive à la société dans laquelle l'on vit et stimuler la sensation de maîtriser sa propre vie[71]. Ainsi, l'engagement citoyen renforce à la fois les liens sociaux et le sentiment d'intégration. La participation à la vie publique, par le vote ou par un engagement associatif, permet également de réduire les risques de conflits sociaux et conduit à une meilleure acceptation des politiques publiques[72]. Enfin, l'engagement civique et associatif renforce les liens entre les citoyens et l'Etat ce qui se traduit souvent par une meilleure confiance dans les administrations et institutions publiques[73].

Mesurer la participation citoyenne est difficile dans la mesure où l'éventail des activités est large et l'engagement peut revêtir des modalités et formes d'investissement différentes. Afin de jauger l'intensité de la participation de nos concitoyens à la vie publique et pour

[70] ALMOND Gabriel A., VERBA Sidney, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations,* Princeton, New York Princeton University Press, 1963.
[71] Cf. BARBER Benjamin, *Strong Democracy: Participatory Politics for a New Age,* University of California Press, 1984
[72] Cf. KNACK Stephen, « Civic Norms, Social Sanction and Voter Turnout », In *Rationality and Society,* Vol.4, 2002, p. 133-156.
[73] OCDE, *Comment va la vie? Mesurer le bien-être,* Paris, Editions de l'OCDE, 2011, en particulier p. 206 et suiv.

comprendre l'impact de l'engagement civique sur le bien-être, nous proposons une délimitation du champ analytique en mettant l'accent sur trois aspects spécifiques : la participation associative, la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement des institutions de l'Etat-providence et le désir que la société change ou non, et qu'elle change de manière radicale ou progressive.

a. Participation associative : de moins en moins militante

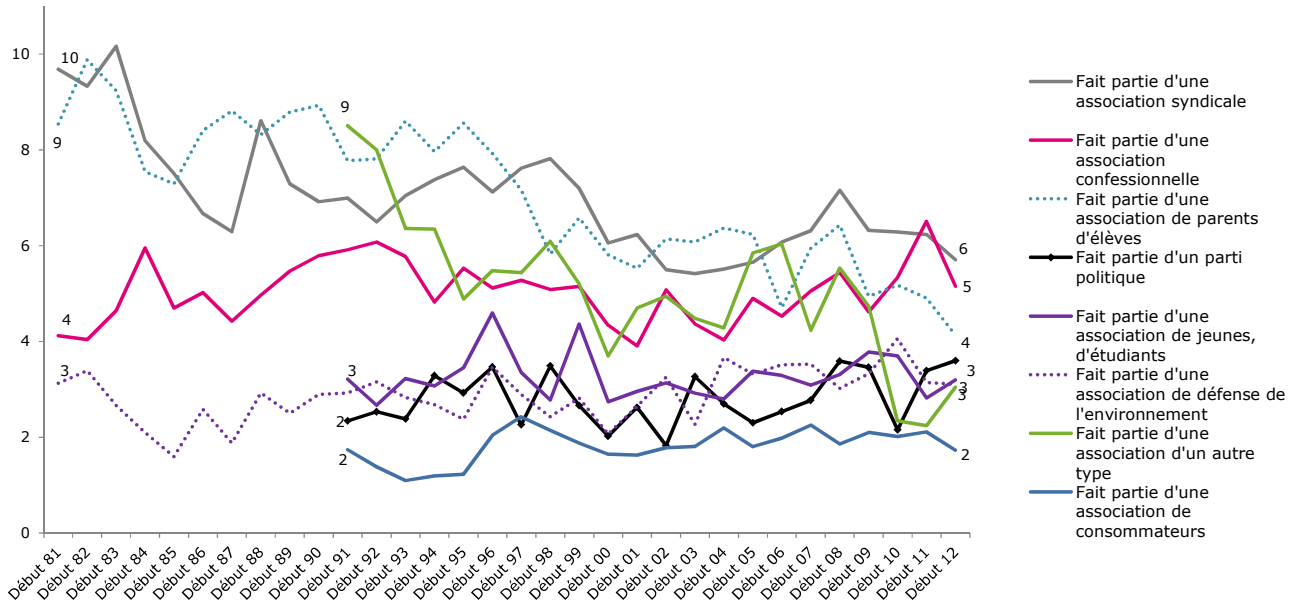
Parmi les modalités courantes d'expression et d'engagement civique figure la participation associative. Au-delà de sa valeur intrinsèque, en tant qu'activité solidaire à un projet d'utilité collective, elle revêt une importance capitale pour le bien-être individuel. Comme le notent Edith Archambault et Viviane Tchernonog, *« la contribution des associations à la décision démocratique, à la cohésion sociale, au bien-être des personnes et à l'animation des territoires »*[74] constitue un élément important dans la vie publique. Ainsi, l'implication de nos concitoyens dans des associations témoigne de leur sensibilité aux questions sociétales mais aussi de la volonté d'améliorer collectivement la société dans laquelle l'on vit[75]. Selon le sociologue Stephen Knack, la participation associative est motivée par des motifs « d'incitation à la solidarité » tels que l'amitié, la camaraderie, les loisirs ou encore le sentiment d'appartenance. Tout cela ayant des retombées directes sur le sentiment d'être satisfait de sa vie[76]. Ainsi, la théorie sociologique attribue à la participation associative une fonction de renforcement des liens sociaux mais aussi de source de bien-être individuel.

En analysant le lien entre bien-être individuel et engagement associatif plus en détail, l'enquête « Conditions de vie et aspirations » montre que les différents types d'associations intéressent inégalement nos concitoyens et que les taux de participation ont différemment évolué au cours des trente dernières années. L'engagement syndical et la participation aux organisations de parents d'élèves sont marqués par une nette diminution des citations. En 2012, seuls 6% de nos concitoyens participent à des associations syndicales (-4 points par rapport à 1981) et 4% déclarent s'investir dans une association de parents d'élèves (-5 points depuis 1981). La participation citoyenne a ici été divisée par deux au cours des trente dernières années. Dans cette optique, l'engagement associatif des Français apparaît d'autant plus modeste que ces reculs ne sont pas compensés par les autres types d'engagement associatif. Ainsi, les taux de participation aux associations de jeunes et d'étudiants (3%, stable par rapport à 1991), aux associations de consommateurs (2%, stable par rapport à 1991), aux associations de défense de l'environnement (3%, stable par rapport à 1981), aux associations

[74] ARCHAMBAULT Edith, TCHERNONOG Viviane, « Repères sur les associations en France » In *Associathèque,* mars 2012 http://cpca.asso.fr/wp-content/uploads/2012/05/les-associations-en-france-aujourdhui.pdf
[75] Cf. BARTHELEMY Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?,* Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
[76] KNACK Stephen, *art. cit.,* 2002.

confessionnelles (5%, +1 point par rapport à 1981) et aux partis politiques (+1 point depuis 1991) stagnent ou ne progressent que légèrement[77].

Graphique 50- Diminution de l'investissement associatif (en%)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Prises ensemble, les évolutions de long terme tendent à un nivellement vers le bas, ce qui conduit parallèlement à un resserrement des écarts entre les différents types d'engagement associatif. Alors qu'en 1981, l'écart maximal entre l'association la plus populaire et la moins attrayante a été de 7 points, il n'est que de 4 points aujourd'hui.

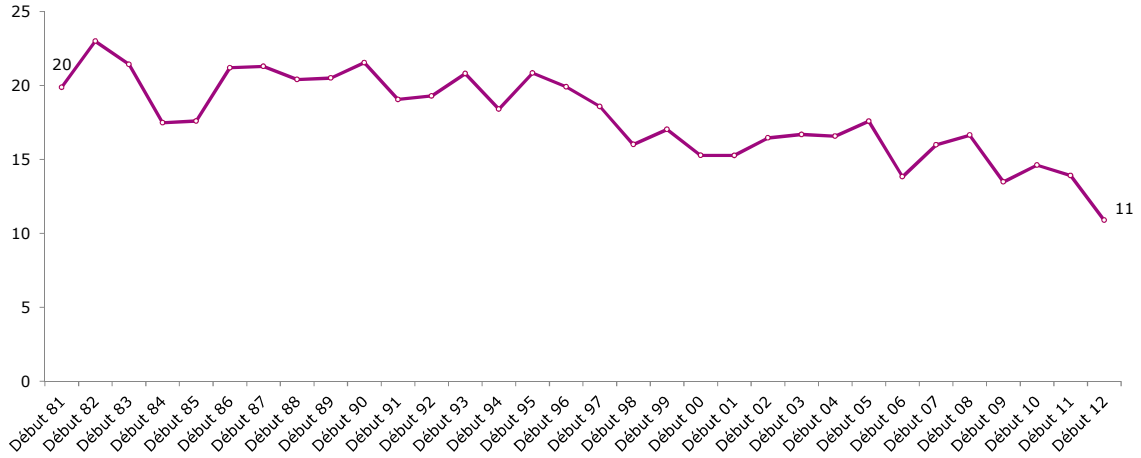
Cet apparent moindre engagement citoyen peut être lu dans un contexte de profondes transformations sociétales comme la tertiarisation de l'emploi, la montée de l'individualisme, le vieillissement de la société et l'augmentation du chômage pour ne citer que quelques-uns[78]. Selon la littérature sociologique, le recul du soutien pour l'engagement associatif touche – à des degrés différents – l'ensemble des couches sociales et concerne même les personnes dont la vie quotidienne est directement influencée par le bon fonctionnement des organismes associatifs.

C'est par exemple le cas pour les associations de parents d'élèves. Les personnes ayant des enfants de moins de 20 ans à leur charge auraient incontestablement un intérêt de participer activement à la vie associative des organisations de parents d'élèves. Or, en 2012, seuls 11% d'eux participent à une association de ce type ce qui correspond au niveau le plus bas depuis l'insertion de la question dans l'enquête « Conditions de vie et aspiration » début 1981.

[77] MULLER Jorg, La politique autrement : les nouveaux rapports des jeunes à la politique, in *Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain ?,* Cahier de recherche n°292, CRÉDOC, décembre 2012, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C292.pdf

[78] Cf. AMOSSE Thomas, PIGNONI Maria-Theresa, « La transformation du paysage syndical depuis 1945 », In *INSEE – Conditions de travail et relations professionnelles,* édition 2006, p. 406-412.

Graphique 51- Participation à des associations de parents d'élèves chez les personnes avec des enfants de moins de 20 ans au foyer (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Le vote est un autre indicateur du soutien des individus à un organisme. Dans une publication récente de l'OCDE on peut lire à ce sujet : *« Le vote peut être considéré comme une ressource transformée en bien-être par les citoyens »*[79], dans la mesure où ces derniers votent dans le but d'influer sur des questions qu'ils considèrent comme ayant un impact direct sur leur vie quotidienne. Or, en analysant les taux de participation aux élections des représentants des parents d'élèves dans le second degré, on peut observer un recul depuis les vingt dernières années. En 2012, le taux de participation s'y élevait à 25% alors qu'il était de 31% en 1991[80].

Nous verrons plus loin, dans la section consacrée aux loisirs, que la proportion d'individus inscrit dans des associations sportives, culturelles et de loisirs tend plutôt à croître. Les sociologues Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot écrivent à ce sujet : *« La recherche d'un épanouissement individuel, la volonté de garder son autonomie dans l'association prennent le pas sur un engagement permanent, expression d'une vision globale du monde »*[81]. Ainsi, il semblerait que la participation associative se conjugue davantage aujourd'hui avec la recherche de convivialité et d'épanouissement personnel, allant vers une individualisation des modes de vie appelée par Marcel Gauchet « individualisme de déliaison » parce qu'elle va à l'encontre du lien social entre l'individu et les institutions formant le cadre de la vie en collectivité[82].Ainsi, le recul du soutien de l'investissement militant apparaît plutôt comme un changement qualitatif dans le rapport au monde institutionnel avec qui nos concitoyens prennent de plus en plus leurs distances.

Ce détachement des institutions ne signifie pas pour autant que les individus se détachent de la vie politique. Bien au contraire, en 2012, il apparaît que 84% de nos concitoyens se positionnent sur l'échiquier politique (à gauche, au centre, à droite) contre 78% en 1999. Le recul enregistré pour la participation syndicale ou partisane ne se traduit pas par une baisse du

[79] OCDE, *op. cit.,* 2011, p. 208.
[80] Site du Ministère de l'éducation nationale, « Les parents d'élèves », http://www.education.gouv.fr/cid2659/les-parents-d-eleves.html
[81] ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros, VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui,* Paris, Autrement, 2005.
[82] GAUCHET Marcel, *Le désenchantement du monde : Une histoire politique de la religion,* Paris, Gallimard, 1985 ; Voire à ce sujet également le sociologue Alain Ehrenberg qui propose une théorie sociologique des individualismes : EHRENBERG Alain, *La société du malaise : Le mental et le social,* Paris, Odile Jacob, 2010.

niveau de politisation. D'ailleurs, en 2012, 15% des Français jugent que « la politique ou la vie publique » constituent un domaine important dans la vie, contre 10% en 1985. Il semblerait que les élections présidentielle et législative de 2012 n'aient pas influencé les résultats de l'enquête. En effet, la comparaison avec l'année 2011 ne révèle aucun changement d'importance en un an. Il s'agirait plutôt d'une tendance de longue période.

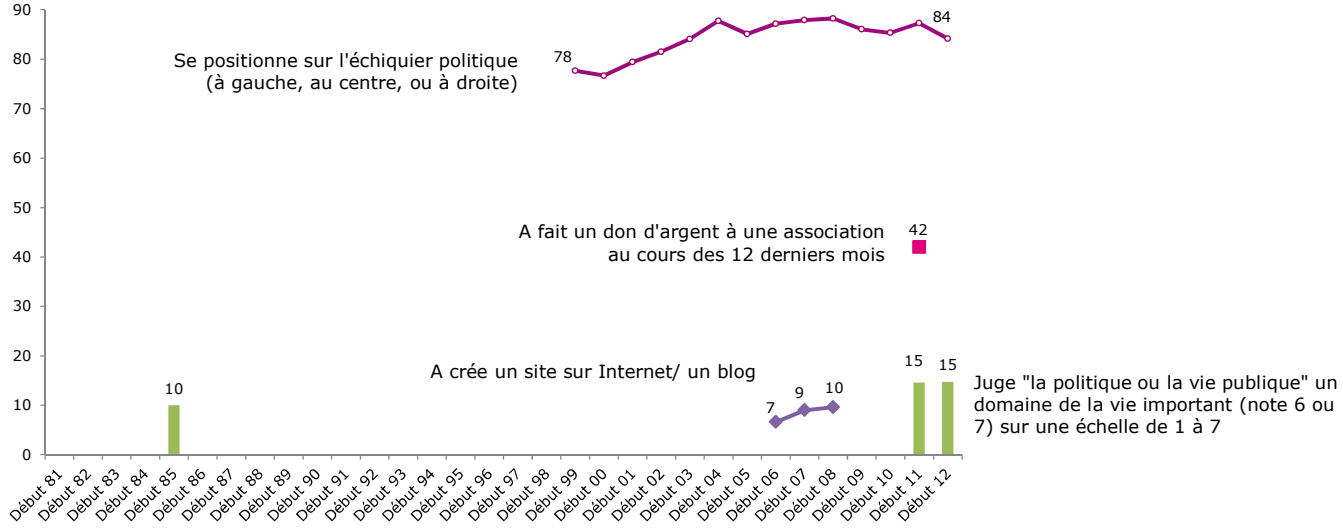
Par ailleurs, le nombre de personnes qui créent un site sur Internet ou un blog a plutôt tendance à progresser. Le militantisme digital permet de concilier deux valeurs importantes à nos sociétés contemporaines : la liberté individuelle et l'engagement social et solidaire. Le sociologue Jacques Ion écrit à propos l'engagement militant sur la toile : *« Ce n'est pas parce qu'on est plus autonomes qu'on est plus égoïstes.*[83] *»* Les réseaux sociaux rendent possible la valorisation de l'action individuelle dans le cadre d'un engagement citoyen à caractère altruiste. Ainsi, Internet répond à une demande sociale qui considère l'engagement citoyen conventionnel comme trop étroit et rigide, voire contraignant. La sociologie parle à cet égard d'une participation « désaffiliée » et de solidarités « faibles » mais aucune de ces transformations n'implique une dépolitisation ou encore un effritement de la sociabilité des individus[84]. Ludovic Viévard écrit à ce sujet : *« Internet et les réseaux sociaux pourraient également être porteurs d'une autre sociabilité, une manière de construire des solidarités « faibles » répondant à l'angoissante question de la « liquéfaction » de la société... »*[85].

Par ailleurs, 42% de nos concitoyens disent avoir fait un don d'argent à une association au cours des 12 derniers mois. Le don constitue une déclaration ponctuelle de soutien pour une action spécifique, un programme particulier ou lors d'une occasion singulière. En d'autres termes, le don d'argent correspond à un « *engagement situationnel et ad-hoc* »[86]. Ici encore, on retrouve en filigrane l'idée de l'individualisme qui semble animer ce nouveau type de mobilisation que l'on pourrait qualifier de dirigée (ayant un but précis) et de limitée dans le temps.

[83] Cf. ION Jacques, « Interview pour le Grand Lyon », avril 2012, p. 2 http://www.millenaire3.com/uploads/tx_ressm3/Jacques_Ion.pdf
[84] Cf. VIEVARD Ludovic, *Les fondements théoriques de la solidarité et leurs mécanismes contemporains,* Etude présentée en mars 2012, http://www.millenaire3.com/Les-fondements-theoriques-de-la-solidarite-et-leur.122+M505718bdf20.0.html
[85] Ibid. p. 50.
[86] Pour une définition du terme « engagement situationnel » voir BAUDRILLARD Jean, *Cool memories 4,* Paris, 2000.

Graphique 52- Pour autant, la population n'est pas désinvestie

Différents indicateurs de l'implication cit oyenne(en%)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

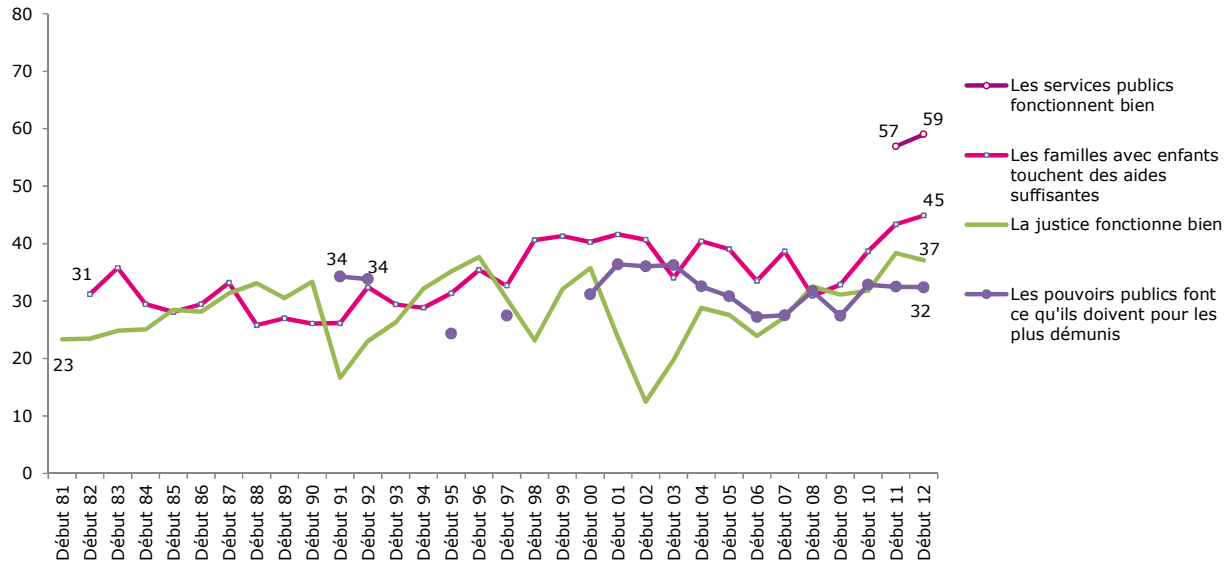
La montée de l'individualisme serait donc à l'origine d'une refondation des modes de la participation citoyenne[87], avec de nouvelles formes de militantisme propres à la génération Y[88], laquelle a trouvé avec Internet un espace d'expérimentation propice à la dissémination de ses idées et de sa culture politique.

[87] Cf. DE SINGLY François, Les uns avec les autres : Quand l'individualisme crée du lien, Paris, 2010.
[88] Cf. DAGENAUD Monique, Génération Y : Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion, Paris, Presses de Sciences Po, 2ème édition, 2013.

b. Perceptions de la gouvernance

Hormis la participation citoyenne, la perception de la gouvernance et le regard porté sur les politiques publiques occupent une place importante pour le fonctionnement et la légitimité des institutions politiques. La confiance dans l'efficacité des politiques publiques revêt un rôle central pour la démocratie. Toute diminution du degré de confiance dans les institutions politiques se traduit mécaniquement par une dégradation préoccupante de l'image du système démocratique[89]. Or, en 2012, 59% de nos concitoyens pensent que les services publics fonctionnent bien et presque la moitié des Français (45%) pensent que les aides publiques à destination des familles ayant des enfants est suffisante. En revanche, seuls 37% pensent que la justice fonctionne bien et une minorité également (32%) pense que les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent pour les plus démunis (la majorité considérant plutôt qu'ils ne font pas assez). Globalement, le jugement porté sur le fonctionnement des services publics est donc plutôt mitigé. En tendance, on observe plutôt une progression des opinions positives : +3 points pour l'item « les services publics fonctionnent bien » (par rapport à 2011), +14 points pour l'item « les familles avec enfants touchent des aides suffisantes » (depuis 1982) et +14 points pour l'item « la justice fonctionne bien » (depuis 1981). La perception des politiques publiques en faveur des plus démunis est plutôt stable sur longue période, tout en affichant des variations conjoncturelles liées aux cycles économiques. Une recherche récente réalisée par le CREDOC pour la DREES[90] indique en effet que les attentes de l'opinion à l'égard des politiques sociales sont beaucoup plus fortes lorsque le taux de chômage et le taux de pauvreté progressent ; inversement, les phases d'embellies économiques inclinent nos concitoyens à moins demander d'intervention des pouvoirs publics, par crainte des effets déresponsabilisant des aides sociales.

Graphique 53- La perception des services publics et de l'Etat providence semble s'améliorer (en %)



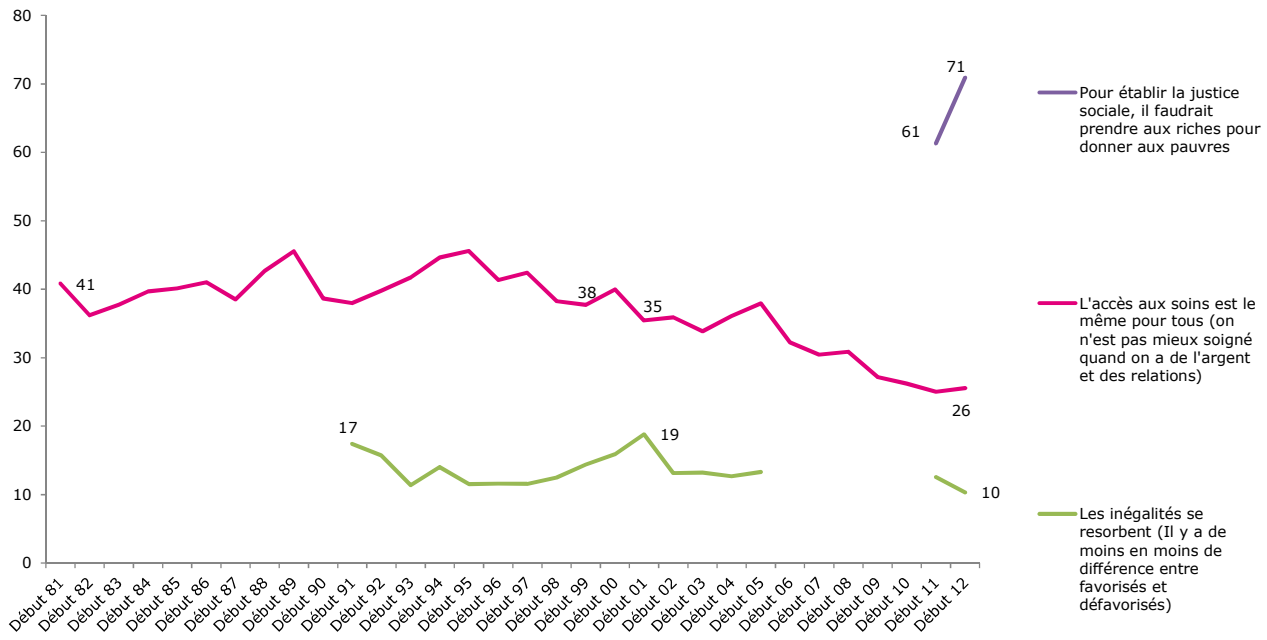
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

[89] CF. PUTNAM Robert, *Making Democracy Work,* New York, Princeton University Press, 1993.
[90] BIGOT Régis et DAUDEY Emilie, *La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté*, Document de travail, Série Etudes et recherche, DREES, janvier 2013.

L'impact de la conjoncture économique sur l'opinion est perceptible dans une autre dimension : depuis trente ans, l'opinion défend de plus en plus souvent l'idée que les familles avec enfants touchent des aides suffisantes. On observe cependant que la proportion d'individus qui estime ces aides sont suffisantes n'est pas en progression linéaire depuis 1982. Ainsi, les crises économiques de 1993, de 2002 (ralentissement économique à la fin de la « bulle Internet ») et, surtout, de 2008 (crise économique mondiale) ont ravivé le désir de renforcer les aides aux familles ayant des enfants.

L'opinion que **la justice fonctionne bien a également tendance à progresser depuis 30 ans,** même si elle est soumise à d'importantes variations conjoncturelles. Entre 2000 et 2002, par exemple, le sentiment d'insécurité s'est fortement développé dans notre pays, reléguant les autres préoccupations sociétales au second plan (chômage, pauvreté, maladies graves, conflits sociaux, etc.). Corrélativement, la confiance dans le fonctionnement de la justice s'est dégradé, jusqu'à atteindre un paroxysme lors de l'élection présidentielle de 2002. Les années qui ont suivi, la mise en place de politiques clairement affichées comme sécuritaires a contribué à rassurer une partie de l'opinion.

Graphique 54- En revanche, le sentiment de vivre dans une société inégalitaire progresse (en%)



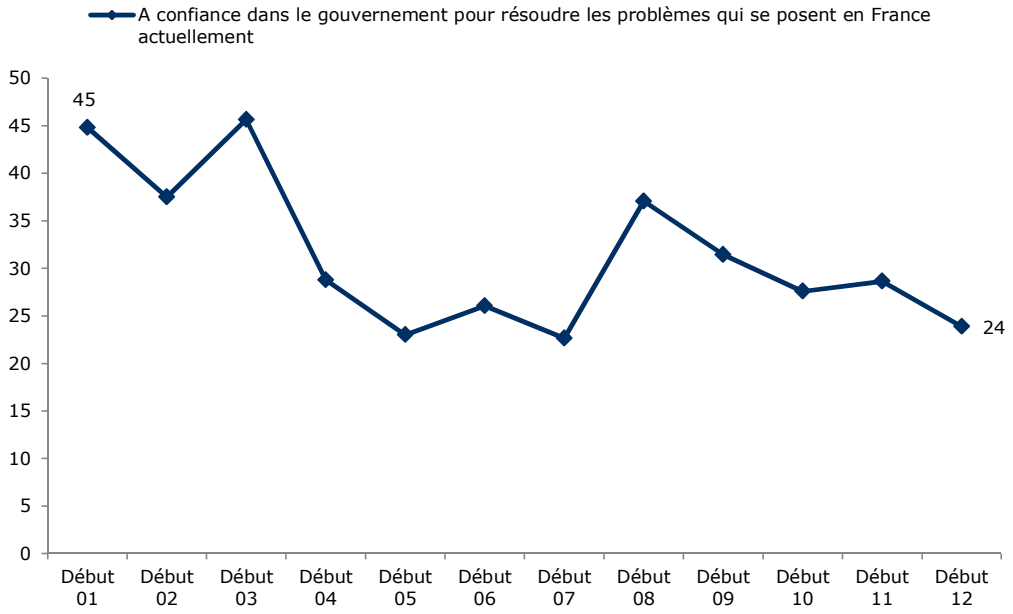
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Il convient cependant de **relativiser ce constat** d'une progression de la confiance dans les institutions. En effet, certains indicateurs dénotent certaines craintes. Par exemple, en 2012, seuls 26% de nos concitoyens pensent que **l'accès aux soins est le même pour tous** contre 41% en 1981 (recul de 15 points). A l'occasion de la mise en place de la couverture médicale universelle en 1999 l'opinion connaît un léger retour de la confiance mais qui n'est que temporaire. De même, en 2012, seulement 10% des Français pensent que **les inégalités se**

résorbent – c'est-à-dire que le nombre de favorisés et de défavorisés décroît -, contre 17% en 1991, lorsque cet item a été posé pour la première fois. L'analyse longitudinale montre, par ailleurs, une dégradation de l'opinion après avec la campagne présidentielle entre 2001 et 2002. Dans cette optique, le discours anti-élitiste du Front National qui entendait jouer la partition du « peuple contre les élites socialo-parisiennes » semblent avoir eu un impact négatif sur la perception d'une société égalitaire[91]. Ce sentiment d'injustice sociale trouve un écho dans l'idée que le **moteur de la redistribution des biens et des ressources est en panne.** Une très large majorité de nos concitoyens (71%) estime, aujourd'hui, qu'il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres pour établir la justice sociale. En seulement un an, cette opinion progresse de 10 points.

Le fait que les Français déplorent plus souvent de vivre dans une société injuste les amène à développer davantage un sentiment de défiance à l'égard de la politique (cf. Graphique 55). Ainsi, au début 2012, seulement un Français sur quatre (24%) fait confiance au gouvernement pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement. L'analyse longitudinale montre une dégradation de l'opinion depuis le début des années 2000. Depuis lors la confiance dans la politique du gouvernement a reculé de moitié. Conjugué et amplifié au rythme de la crise sociale, le divorce entre opinion publique et politique gouvernementale semble traduire désormais un véritable « malaise » des Français vis-à-vis de la politique[92].

Graphique 55- La défiance à l'égard de la politique progresse également



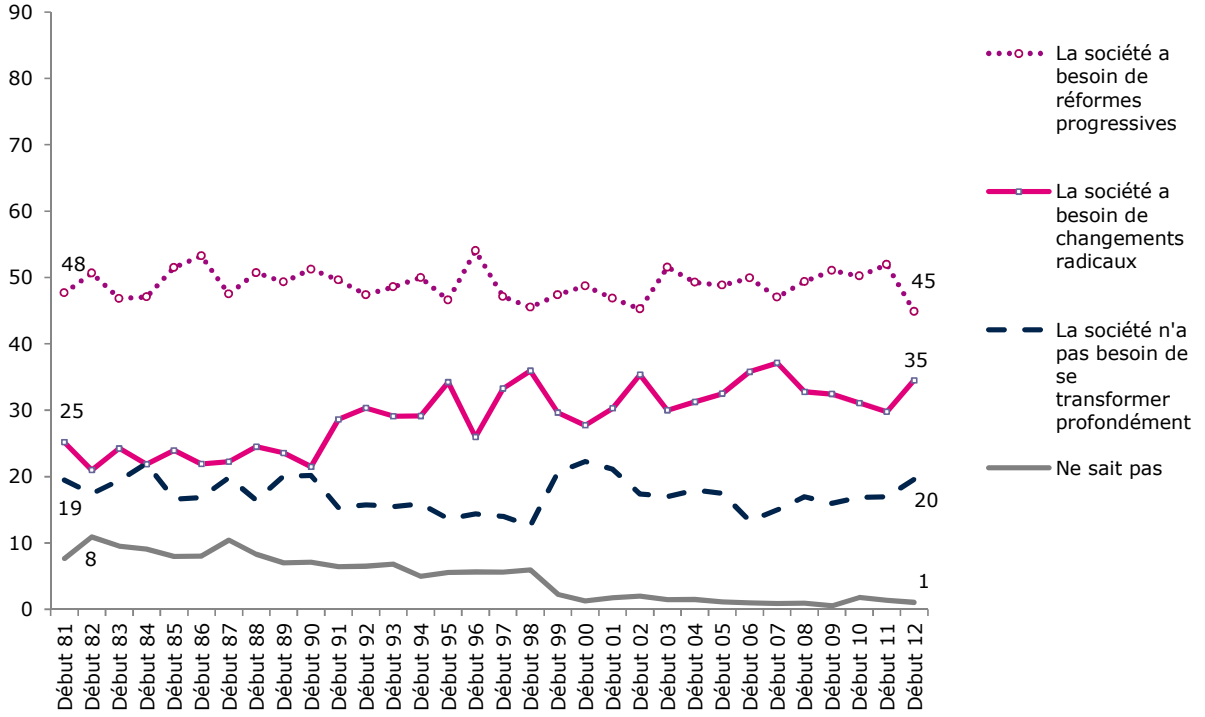
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Cette défiance à l'égard du politique s'accompagne d'un profond désir de changement social. En 2012, plus d'un tiers de nos concitoyens (35% exactement) pensent que la société a besoin de **changements radicaux**, contre seulement 25% en 1981. Corrélativement, la proportion

[91] Cf. MAYER Nonna, *Ces Français qui votent Le Pen,* Paris, Flammarion, 2002.
[92] PERRINEAU Pascal, « Les ressorts d'un « mal français » In *Revue Civique,* s.d., http://revuecivique.eu/articles-et-entretiens/citoyens-vie-publique/pascal-perrineau-les-ressorts-dun-mal-francais/#.UP6iVB1htc0

de personnes qui préconisent des réformes progressives est en recul. Selon Pascal Perrineau, beaucoup de nos concitoyens considèrent que le « réformisme doux » s'est montré inadéquat pour gérer et, surtout, maîtriser les effets négatifs de la crise économique. Une telle prise de conscience conduirait mécaniquement à une radicalisation des pensées et des comportements[93].

Graphique 56- Le souhait d'un changement radical de la société se diffuse



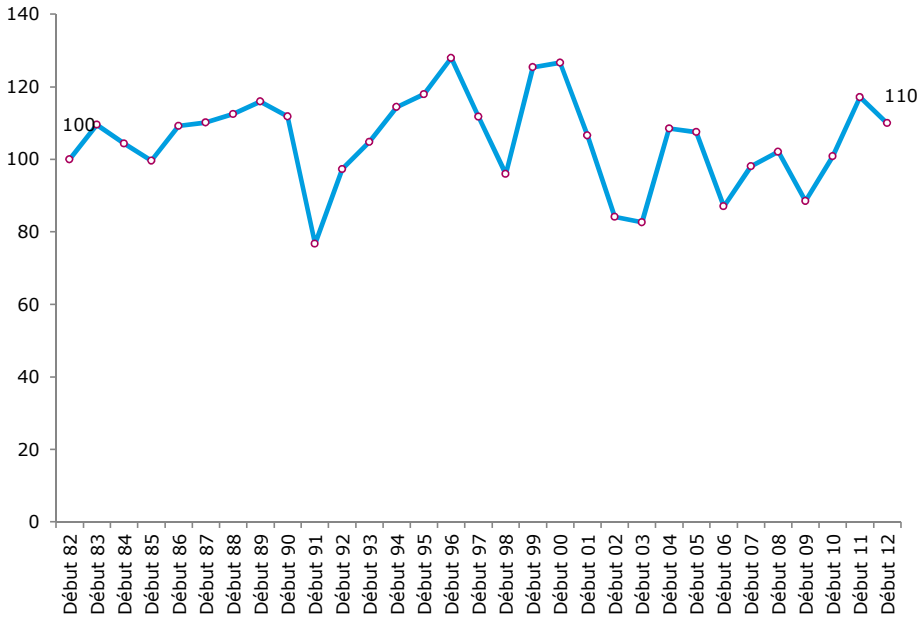
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Au final, l'indicateur synthétique de la vie citoyenne traduit plutôt une légère une amélioration de la vie citoyenne entre le début des années 1980 et 2012. En trente ans, l'indicateur a progressé de 10 points. La progression n'est cependant pas linéaire. Sur la période récente, on peut interpréter la chute de la confiance citoyenne des années 2000 et 2001 comme résultant d'un la forte montée du sentiment d'insécurité ; la présence du Front national au second tour de l'élection présidentielle a constitué une sorte d'électrochoc suivi de la mise en place de politiques volontaristes en matière de sécurité, cette prise de position ayant eu pour effet de restaurer, pendant un temps, l'image du politique. Depuis la crise de 2008-2009, la confiance citoyenne semble repartir à la hausse, sans doute en lien avec la mise en place de politiques économiques interventionnistes suite au risque d'effondrement du système financier, cette intervention de l'Etat répondant parfaitement aux attentes — dans l'opinion — de davantage de régulation[94].

[93] Cf. PERRINEAU Pascal, Le choix de Marianne : pourquoi, pour qui votons-nous ?, Paris, Fayard, 2012.
[94] Cf. BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, HOIBIAN Sandra, *Corps social convalescent,* Paris, CREDOC – Note de conjoncture, 2011.

Graphique 57- Indicateur synthétique de vie citoyenne

Indice d'évolution de la vitalité citoyenne – base 100 en 1982 calculé à partir des huit indicateurs suivants (participe à une association de parents d'élèves, une association confessionnelle, un syndicat, une association environnementale, estime que la justice fonctionne bien, estime que tout le monde peut accéder aux soins de manière équitable (on n'est pas mieux soigné avec de l'argent et des relations), estime que les prestations familiales sont suffisantes pour aider les familles, considère que la société n'a pas besoin de se transformer radicalement)

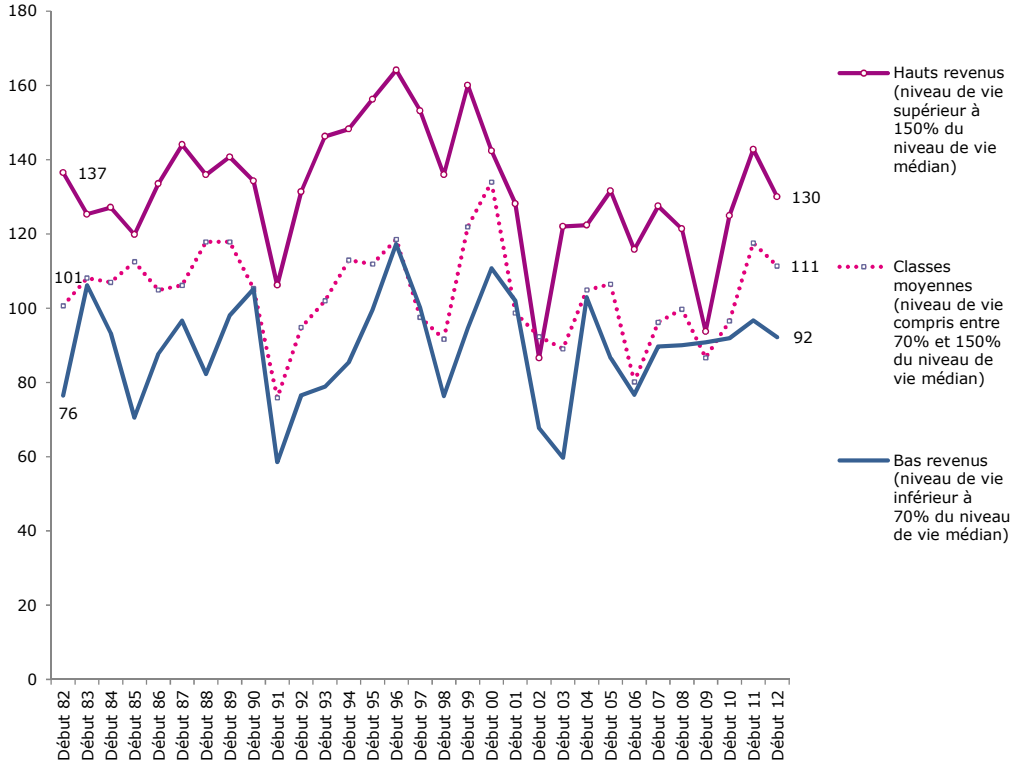


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

L'analyse catégorielle selon le niveau de revenu apporte un éclairage supplémentaire. Les personnes disposant de hauts revenus présentent un indicateur de confiance citoyenne supérieur (130 points) à celui des classes moyennes (111) et à celui des bas revenus (92). Plus la rémunération mensuelle est élevée, plus l'individu a une vie citoyenne riche et intense source de bien-être. On n'observe, en revanche, aucune divergence dans les évolutions intra-catégorielles depuis 30 ans : les mouvements de défiance ou de confiance semblent affecter uniformément chaque frange du corps social. On notera cependant que, depuis la crise de 2008-2009, l'indicateur de vie citoyenne reste à peu près stable pour les bas revenus, alors qu'il progresse dans les autres catégories sociales, comme si les populations les plus précaires ne croyaient plus vraiment que les politiques publiques puissent reprendre la main sur une crise dont elles seront les principales victimes.

Graphique 58- Les catégories aisées se sentent mieux insérées dans la vie citoyenne

Indice d'évolution de la vitalité citoyenne – base 100 en 1982 calculé à partir des huit indicateurs suivants (participe à une association de parents d'élèves, une association confessionnelle, un syndicat, une association environnementale, estime que la justice fonctionne bien, estime que tout le monde peut accéder aux soins de manière équitable (on n'est pas mieux soigné avec de l'argent et des relations), estime que les prestations familiales sont suffisantes pour aider les familles, considère que la société n'a pas besoin de se transformer radicalement)



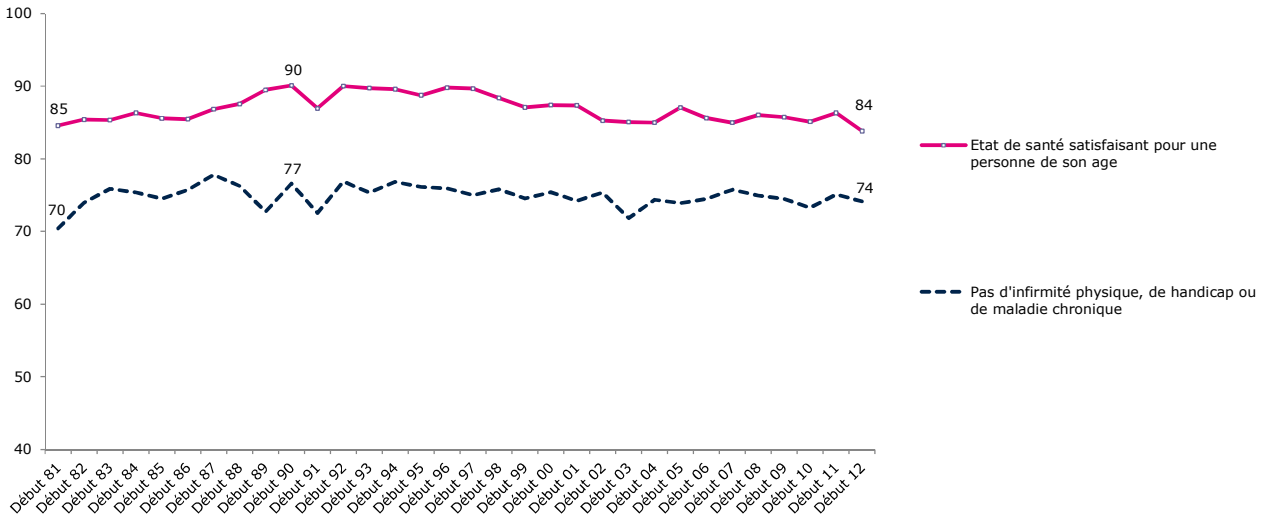
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

8. Une dégradation de l'état de santé ressenti chez les bas revenus

L'état de santé des Français est globalement bon, comparé à des pays ayant le même niveau de vie. Et il a progressé de façon remarquable ces dernières décennies[95]. En France, l'espérance de vie à 65 ans est la troisième plus élevée de l'UE 27 avec 81,6 ans derrière l'Italie (81,9 en 2008) et l'Espagne (81,8). La mortalité dite « prématurée » (décès survenus avant 65 ans) est en forte régression ces 30 dernières années, comme dans la plupart des pays européens, grâce notamment à la baisse des comportements à risque (consommation de tabac, d'alcool, accident sur les routes…).

Malgré cette amélioration objective, nos concitoyens **ne se sentent pas en meilleure santé**, au contraire (Graphique 59) : certains marqueurs du niveau de santé ressenti montrent plutôt une dégradation. Ainsi, la proportion d'individus qui considèrent leur état de santé satisfaisant, après avoir progressé entre 1981 et 1990, s'effrite lentement mais régulièrement depuis 20 ans : elle est passée de 90% à 84% au début 2012. La baisse est modérée, mais la tendance à la baisse a de quoi surprendre.

Graphique 59 - Considérer que son état de santé est satisfaisant



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

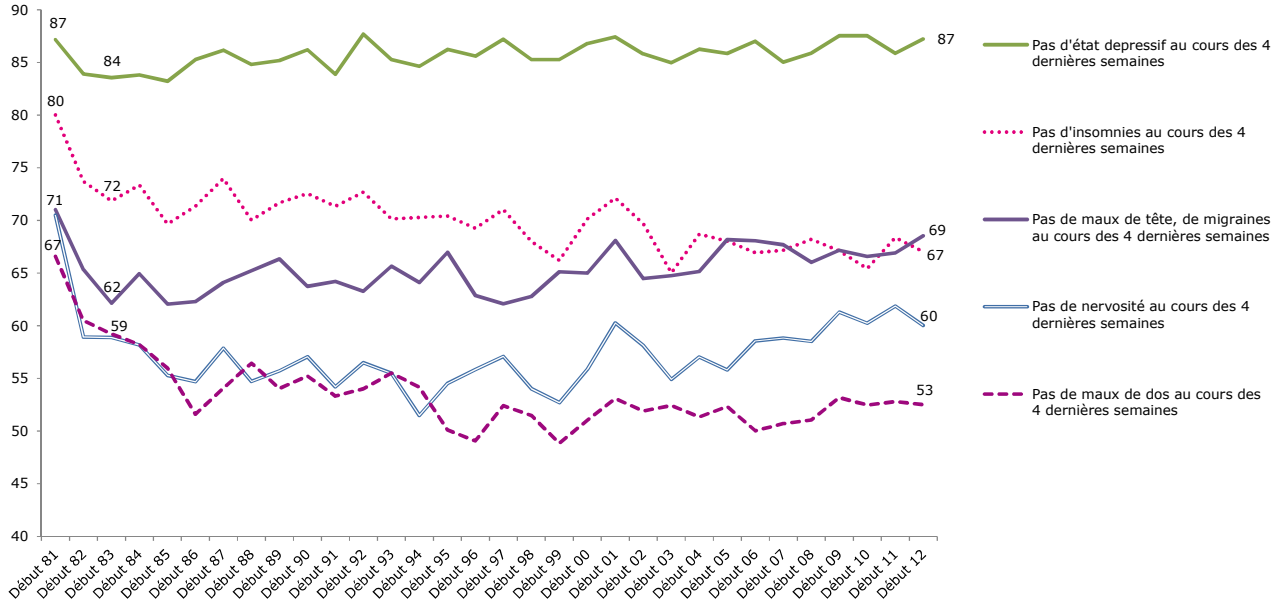
Les raisons de ce décrochage sont multiples. Tout d'abord, ces années de vie supplémentaires ne sont pas toujours vécues en bonne santé : avec l'âge, les maladies chroniques et l'incapacité augmentent. De récents travaux de l'INED concluent que l'espérance de vie sans incapacité aurait tendance à diminuer ces dernières années : « *les espérances de vie sans difficultés pour les activités domestiques semblent plutôt en recul pour les femmes et les espérances de vie sans restrictions pour les activités de soins personnels en recul pour les*

[95] HAUT CONSEIL DE LA SANTÉ PUBLIQUE, *La santé en France et en Europe : convergences et contrastes*, Paris, Collection Avis et Rapports, La Documentation Française, Mars 2012. http://www.hcsp.fr/docspdf/avisrapports/hcspr20120301_santeFranceEurope.pdf.

hommes »[96]. Si l'on ne repère pas, dans l'enquête du CREDOC sur les « Conditions de vie et aspirations », une tendance à la hausse de la proportion d'individus qui déclarent souffrir « d'infirmité physique, de handicap ou de maladie chronique », on constate bien une diminution, depuis 1990, de la proportion d'individus qui considèrent que leur état de santé est satisfaisant.

Par ailleurs, l'enquête révèle, sur longue période, une augmentation du nombre de personnes qui font état de certaines souffrances psychiques ou physiques (Graphique 60). De plus en plus de personnes souffrent d'insomnies, de nervosité, de mal de tête ou de mal de dos : en 2012, 67% de la population déclarent ne pas avoir connu de période d'insomnie durant les 4 dernières semaines précédant l'interview, alors qu'on en comptait 80% en 1981 (-13 points) ; de même, 60% de la population disent ne pas avoir souffert de mal de dos au cours des 4 dernières semaines précédant l'interview, contre 71% en 1981 (-11 points) ; la proportion d'individus ne déclarant pas souffrir de nervosité a diminué de 12 points ; la proportion de ceux qui sont épargnés par les maux de tête a baissé de 8 points.

Graphique 60 - Évolution des pathologies en lien au stress et aux troubles mentaux



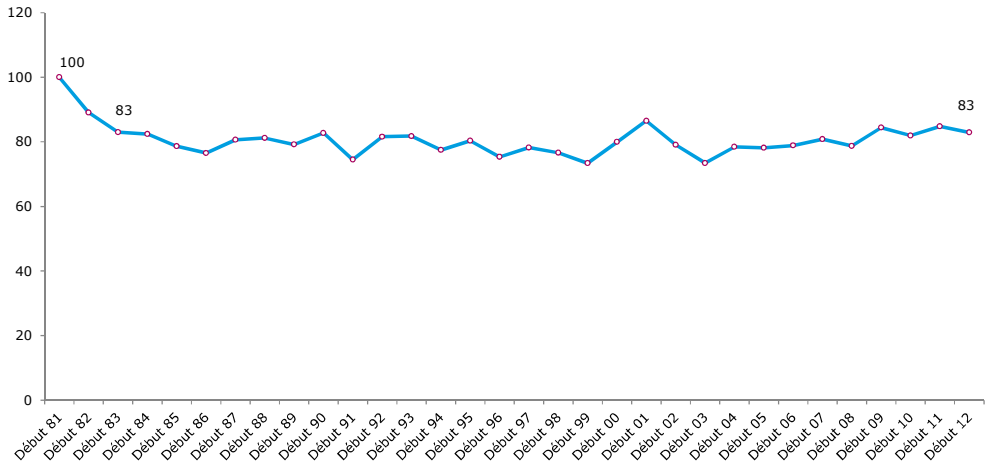
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

[96] SIEURIN Audrey, CAMBOIS Emmanuelle, ROBINE Jean-Marie, *Les espérances de vie sans incapacité en France (Une tendance récente moins favorable que dans le passé)*, Documents de travail, n°170, INED, janvier 2011, http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1529/publi_pdf1_170.pdf

Au final, l'indice de santé ressentie (Graphique 61), construit à partir de l'ensemble des indicateurs que nous venons de commenter séparément, révèle une **légère érosion de l'état de santé ressenti par la population** : l'indicateur synthétique a diminué de 17% entre 1981 et 2012. En vérité, la dégradation a été surtout manifeste au début des années 1980 et, depuis 25 ans environ, l'indice est plutôt stable (mis à part une embellie ponctuelle lors des années de forte croissance économique au tournant des années 2000).

Graphique 61 - Dégradation de la santé ressentie au début des années 1980 et stabilité depuis

Indice d'évolution de la santé ressentie– base 100 en 1981 calculé à partir des indicateurs suivants : estime son état de santé satisfaisant par rapport aux personnes de son âge, ne souffre pas d'un handicap ou d'une maladie chronique, n'a pas souffert d'insomnie, de nervosité, de maux de tête, de maux de dos et d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Mais derrière cette relative stabilité de long terme, se cache de profondes divergences selon les catégories sociales. **En 1981, les personnes disposant de bas revenus se voyaient, en moyenne, en aussi bonne santé que les classes moyennes et les personnes bénéficiant de hauts revenus** (Graphique 62). Mais au fil du temps, ces trois populations se sont écartées les unes des autres. Alors que les hauts revenus témoignent d'un état de santé ressenti très proche en 2012 de ce qu'il était en 1980 (96 vs. 101), les indices des classes moyennes et des bas revenus ont subi un net décrochage. **La baisse est surtout marquée chez les bas revenus, qui connaissent un déclin quasi constant de leur état de santé ressentie depuis 1980**.

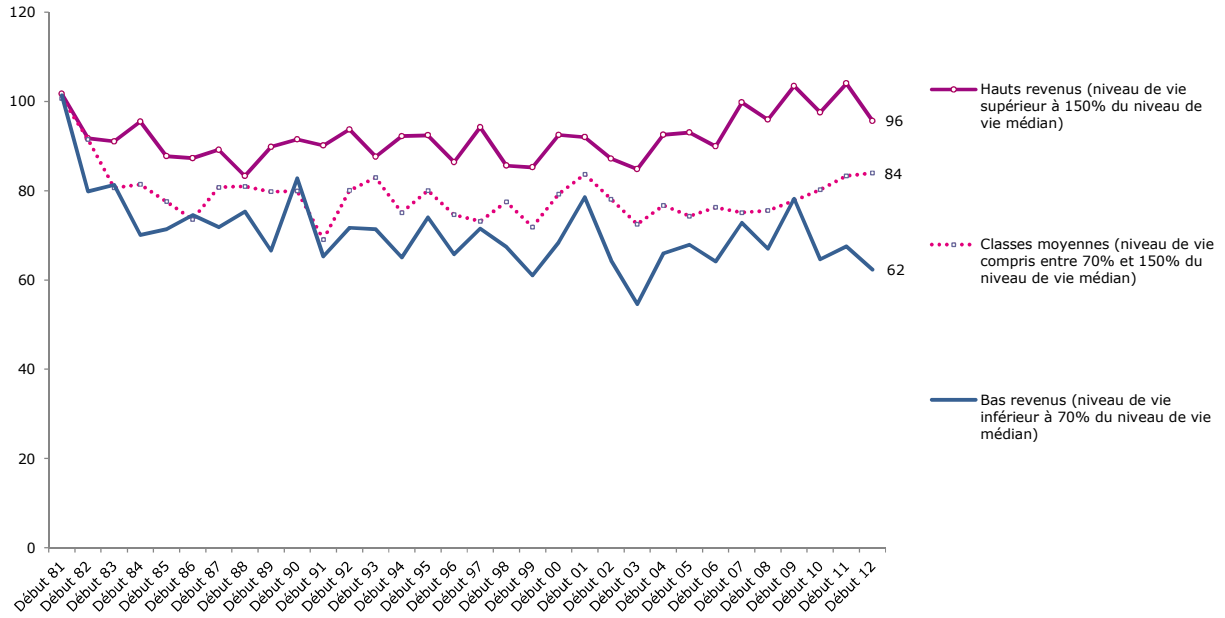
Une littérature abondante[97] met en évidence le lien entre niveau d'éducation, revenu et état de santé dans les pays développés. Selon Mireille Elbaum, en France, *« les différences de mortalité entre milieux sociaux ne se sont pas réduites entre le début des années 80 et le milieu des années 90. Elles se sont même accrues chez les hommes, avec un écart*

[97] EIKEMO Terje A, HUISMAN Martijn, BAMBRA Clare et KUNST Anton E, « Health inequalities according to educational level in different welfare regimes: a comparison of 23 European countries », In *Sociology of Health & Illness*, Volume 30, Issue 4, p. 565–582, Mai 2008; KUNST Anton E., BOS Vivian et al., « Trends in socioeconomic inequalities in self-assessed health in 10 European countries », In *International Journal of Epidemiology*, aout 2004.

d'espérance de vie qui à 35 ans atteint sept ans entre les ouvriers et les cadres, et des disparités liées à la fois au diplôme, à la catégorie socio-professionnelle et aux revenus. On retrouve ces différences dans pratiquement tous les domaines de la morbidité, qu'il s'agisse des maladies cardio-vasculaires ou du cancer, en passant par les accidents, les problèmes dentaires et la santé mentale. Elles persistent aussi en matière de recours à la prévention et aux soins, où la qualité des couvertures complémentaires joue une rôle déterminant…»[98]. **Cet écart grandissant entre la santé des hauts revenus et celle du reste de la population se reflète dans nos indicateurs subjectifs :** en 2012, l'indice de santé ressentie montre un écart de plus de 32 points entre bas revenus et hauts revenus. De quoi alimenter une idée de plus en plus répandue en France, suivie également dans l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC, selon laquelle « **on est mieux soigné quand on a de l'argent** » : seuls 26% de nos concitoyens le pensaient en 1981, contre 37% en 2012 (+ 11 points).

Graphique 62 - Dégradation de l'état de santé ressentie chez les bas revenus

Indice d'évolution de la santé ressentie– base 100 en 1981 calculé à partir des indicateurs suivants : estime son état de santé satisfaisant par rapport aux personnes de son âge, ne souffre pas d'un handicap ou d'une maladie chronique, n'a pas souffert d'insomnie, de nervosité, de maux de tête, de maux de dos et d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

[98] ELBAUM Mireille, *Les inégalités sociales de santé, une question politique oubliée*, interview pour l'Observatoire des inégalités, 2007, http://www.inegalites.fr/spip.php?article628

9. Sociabilité : vers une fragmentation du corps social

L'homme est amené tout au long de sa vie à côtoyer et interagir avec ses semblables dans de nombreux moments de la vie quotidienne : dans son cercle familial, à l'école, au travail, mais aussi par la participation à une association, à un club sportif, à une activité militante, etc. Ces liens sociaux contribuent à améliorer le bien-être individuel de chacun, tout en élargissant son « capital social », un réseau relationnel susceptible d'être mobilisé en cas de besoins. L'entourage proche peut apporter un soutien psychologique, une aide financière en cas de difficultés, rendre un service, mobiliser ses contacts professionnels, etc. Mêmes des relations plus éloignées, de simples connaissances, peuvent avoir un profond impact sur le bien-être individuel en apportant des informations ou en aidant à trouver un emploi, à évoluer dans sa carrière[99], etc. C'est ce que les sociologues et les économistes appellent « la force des liens faibles »[100].

Les questions de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » nous révèlent que la forme que prennent les **liens sociaux sont en pleine évolution depuis le début des années 1980**. En effet, le cycle de vie familial a subi de fortes transformations ces dernières décennies : recul de l'âge du mariage et du premier enfant, naissance d'enfants hors mariage, banalisation du divorce (54 divorces pour 100 mariages en 2011), multiplication des foyers monoparentaux et des familles recomposées, etc. Ainsi, « *la vie familiale n'apparaît plus comme un long fleuve tranquille, où tous les événements mariage, naissance, départ des enfants, veuvage se succèdent selon un ordre bien établi. La vie familiale est désormais une succession de séquences où alternent vie solitaire, vie en couple, vie en famille* »[101].

La première conséquence de ces modifications est un **affaiblissement des relations sociales à l'intérieur du foyer** (Graphique 63). Le pourcentage de personnes « vivant seules » augmente (+7 points en 30 ans) alors que le nombre d'adultes vivant « en couple » est en baisse depuis le début des années 1980 (-10 points). Les foyers constitués d'une seule personne sont majoritairement constitués de « jeunes célibataires » et de « veuves âgées ».

Les **liens familiaux hors foyer s'effritent eux aussi** : le nombre de personnes « rencontrant régulièrement des membres de sa famille proche », bien que toujours très élevé (85% de la population en 2012), diminue lentement mais sûrement sur ces 30 dernières années (-10 points). Cet effet est d'autant plus notable que les membres d'une même famille vivent de plus en plus rarement sous le même toit : le nombre de personnes dont les enfants vivent hors du foyer augmente régulièrement (+9 points en 30 ans).

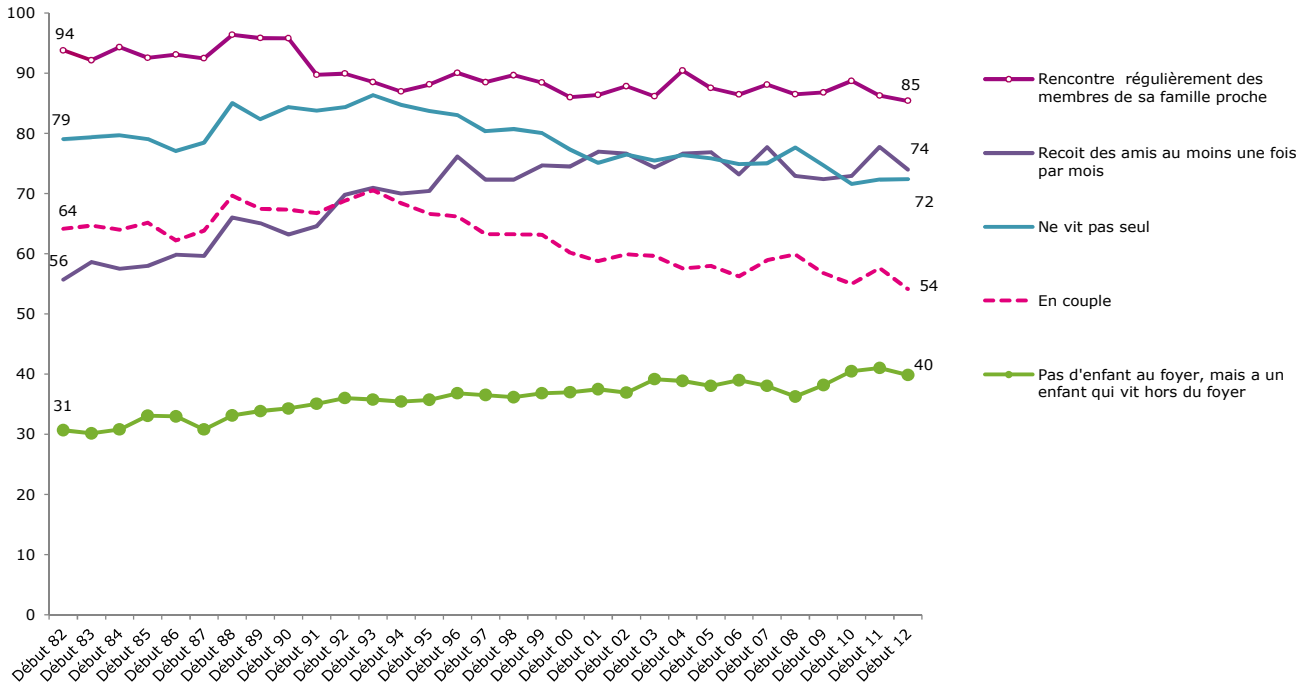
Au fil des générations, la nature du réseau social se transforme : les liens qui se nouent sont davantage choisis que subis, y compris au sein de la famille. Delphine Chauffaut fait l'analyse

[99] OCDE, Comment va la vie? Mesurer le bien-être, Paris, Éditions de l'OCDE, 2011.
[100] GRANOVETTER Mark, "The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited, In *Sociological Theory*, Vol. 1, (1983), pp. 201-233.
[101] BONVALET Catherine, *Conférence sur l'élaboration du plan local d'urbanisme, Intégral du discours à l'Hôtel de Ville de Neuilly-sur-Seine*, 20 octobre 2010. http://www.ville-neuillysurseine.fr/files/neuilly/mairie/plu/discours-catherine-bonvalet.pdf

suivante : « *Les enquêtes menées par le CRÉDOC sur ce thème montrent que les relations entre les générations s'établissent, moins souvent que naguère, sur un mode simple et hiérarchisé dont le sommet est le patriarche. L'autonomie revendiquée des ménages et la proximité affective se conjuguent pour créer des relations inédites, moins statutaires, plus électives. Les rencontres, si elles sont moins fréquentes, sont moins contraintes. On y prend plus de plaisir. Les activités réalisées en famille en sont bouleversées. On effectuait naguère les actes de la vie quotidienne ensemble ; on organise aujourd'hui des activités centrées sur la rencontre* »[102].

Parallèlement à cette recomposition du réseau familial, on observe un **resserrement des liens amicaux**. En 1980, 54% des Français disaient « recevoir des amis ou des relations au moins une fois par mois », on en compte aujourd'hui 74% ![103]. Cette évolution n'est pas sans conséquence sur le bien-être : passer du temps avec des amis ou des proches hors de son foyer est l'une des activités préférées des individus[104].

Graphique 63 - Une sociabilité qui se développe hors foyer, hors famille



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

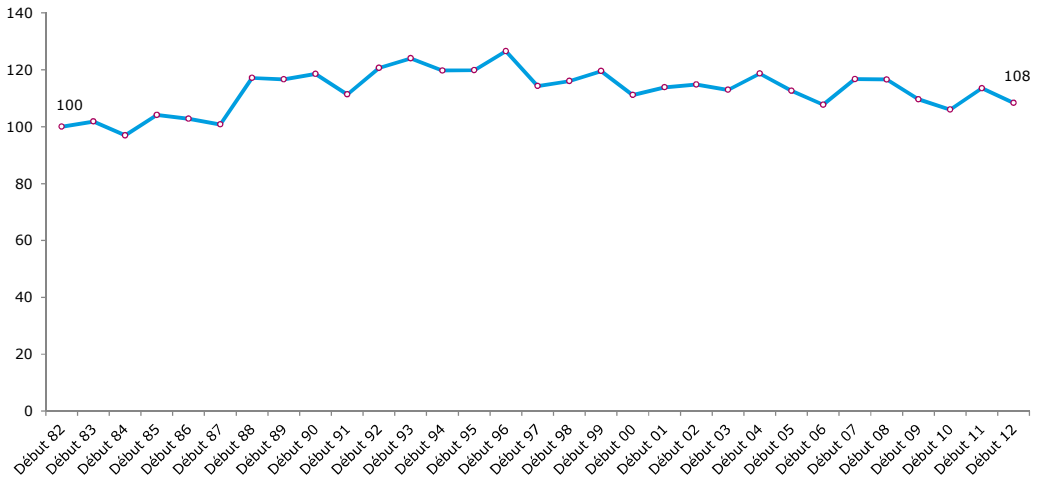
[102] CHAUFFAUT Delphine, L'évolution des relations entre générations dans un contexte de mutation du cycle de vie, Paris, Cahier de recherche, CREDOC, novembre 2001.
[103] Malgré tout, la France reste le pays de l'UE27 où la proportion de la population qui entretient des contacts avec des amis à un rythme hebdomadaire est le plus faible avec la Hongrie et la Pologne (45%) alors qu'il est de 60% en moyenne dans l'UE 27 et de plus de 70% au Portugal, Nouvelle-Zélande et en Grèce.
[104] KAHNEMAN Daniel and KRUEGER Alan B. Developments in the Measurement of Subjective Well-Being, Journal of Economic Perspectives Volume 20, Number 1, 2006.

L'indice d'évolution du lien social (Graphique 64) est la synthèse des différents liens déclarés par la personne interrogée (faire partie d'au moins une association, recevoir des amis au moins une fois par mois, rencontrer des membres de sa famille proche régulièrement) et des leviers réputés favoriser l'élaboration de réseaux sociaux (avoir un travail, des enfants, être marié ou pacsé).

La stabilité, voire la très légère augmentation, de l'indice sur ces 30 dernières années confirme que l'on assiste, depuis au moins une trentaine d'années, **non pas un recul global de la sociabilité des individus, mais plutôt à une mutation des rapports sociaux, du noyau familial vers l'extérieur du foyer**. Les liens se tissent de plus en plus fréquemment avec des personnes choisies et non plus des personnes imposées par des normes sociales. Ce constat corrobore la thèse soutenue par François De Singly selon laquelle « *Le refus de l'enfermement est une des caractéristiques du fonctionnement des sociétés modernes. Le lien ne doit pas être une attache fixe. […] Il doit par sa souplesse et sa révérsibilité, permettre l'affirmation d'un soi indépendant et autonome*»[105].

Graphique 64 - Stabilité de l'indice synthétique de lien social

Indice d'évolution du lien social – base 100 en 1982 calculé à partir des indicateurs suivants (fait partie d'un des six types d'associations (culturelle, sportive, syndicale, de parents d'élèves, environnementale, confessionnelle), reçoit des amis au moins une fois par mois, rencontre des membres de sa famille proche régulièrement, fait partie d'un foyer de plus d'une personne, a des enfants, est en couple (marié ou pacsé), est actif occupé)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Le niveau de revenu a un profond impact sur la fréquence des contacts sociaux (Graphique 65). **Les personnes disposant de bas revenus ont un réseau social moins étendu que le reste de la population**. Ce résultat est bien connu et largement documenté[106]. Plusieurs facteurs concourent à ce phénomène : la pauvreté peut entraîner l'isolement social faute de pouvoir se permettre financièrement de sortir avec des amis, de les inviter chez soi, de payer des transports pour se rendre dans sa famille... En lien avec la pyramide de Maslow,

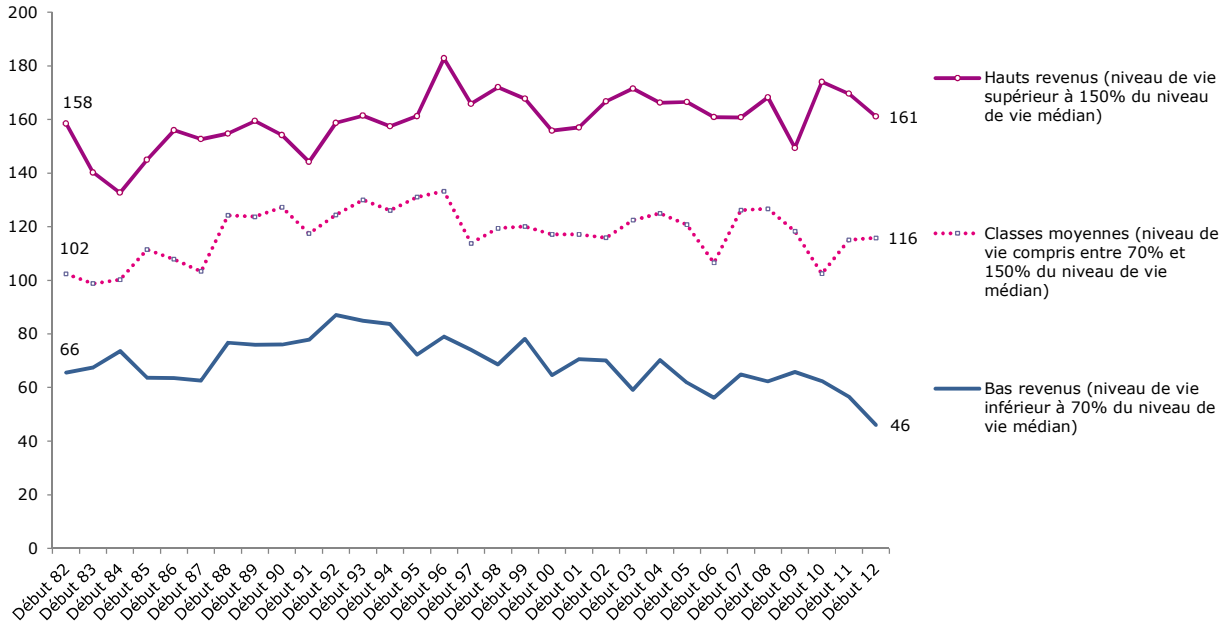
[105] DE SINGLY François, Les uns avec les autres : Quand l'individualisme crée du lien, Paris, 2010.
[106] Cf. PAN KE SHON Jean-Louis, « D'où sont mes amis venus ?… », INSEE Première, 1998, n°613, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip613.pdf ; HERAN François, « La sociabilité, une pratique culturelle », *Économie et Statistique*, n° 216, INSEE, décembre 1988, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_1988_num_216_1_5267

« *l'aisance financière permet aux individus de s'extraire des contingences matérielles, et de s'orienter vers des motivations plus ouvertes sur les autres, moins centrées sur soi* »[107]. Réciproquement, l'isolement social peut conduire à la pauvreté puisque des amis et connaissances sont une aide précieuse pour trouver un emploi ou pour soutenir dans les « coups durs » de la vie et donc éviter le basculement dans la pauvreté.

Le résultat suivant est plus nouveau : **le réseau social des personnes disposant de bas revenus tend à s'effriter depuis une vingtaine d'années**. Les liens parmi les hauts revenus et les classes moyennes sont globalement stables alors que les bas revenus tendent à nouer de moins en moins de liens avec autrui. Cette érosion du lien social chez les bas revenus est peut-être liée à une dégradation de leur situation financière, qui laisse de moins en moins de marges de manœuvre pour créer et entretenir des relations. En tout état de cause, elle est le signe d'une **fragmentation du corps social**.

Graphique 65 - L'érosion du lien social est marquée en bas de l'échelle des revenus

Indice d'évolution du lien social – base 100 en 1982 calculé à partir des indicateurs suivants (fait partie d'un des six types d'associations (culturelle, sportive, syndicale, de parents d'élèves, environnementale, confessionnelle), reçoit des amis au moins une fois par mois, rencontre des membres de sa famille proche régulièrement, fait partie d'un foyer de plus d'une personne, a des enfants, est en couple (marié ou pacsé), est actif occupé)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

[107] BIGOT Régis, *Quelques aspects de la sociabilité des Français*, Cahier de recherche, n°169, CREDOC, décembre 2001 , http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C169.pdf, p. 66.

10. Prendre la mesure du sentiment de sécurité

Le sentiment de sécurité joue un rôle important pour le bien-être de nos concitoyens et occupe une place déterminante dans la vie sociétale[108]. C'est un indicateur permettant de jauger la paix sociale et, d'une certaine manière, la cohésion sociale. A l'opposé, le « sentiment d'insécurité » figure comme corolaire des interrogations existentielles, des peurs ou encore des plaintes de nos concitoyens aboutissant parfois à des mobilisations militantes, partisanes ou populaires. L'enjeu pour les pouvoirs publics est de préserver le corps social du sentiment d'insécurité qui aurait pour principale conséquence une déstabilisation des liens sociaux et une fragilisation des institutions politiques[109].

Aborder le sujet du sentiment de sécurité soulève nécessairement la question de sa définition. Mais c'est là que les difficultés commencent, en raison du caractère protéiforme et hétéronome du concept. En effet, de quelle sécurité s'agit-il ? On peut imaginer qu'une interrogation sur la thématique se décline d'abord dans le cadre d'une analyse des préoccupations de nos concitoyens. Mais les terrains d'investigation sont multiples et périlleux et, surtout, marqués par la polysémie des notions. Le sentiment de sécurité est-il sujet aux préoccupations liées au chômage, à la précarité de l'emploi, à la pauvreté, aux risques alimentaires, aux catastrophes naturelles, à la criminalité, aux risques d'accidents routiers ou encore aux dangers d'accident de centrale nucléaire ? Depuis de nombreuses années, l'enquête « Conditions de vie et aspirations » tente d'approcher les multiples dimensions de la sécurité et de l'insécurité, que nous regrouperons ici selon quatre catégories : les préoccupations en matière de santé (être inquiet du risque d'être atteint d'une maladie grave, être inquiet des risques alimentaires), les préoccupations de la vie quotidienne (avoir peur des agressions dans la rue, des accidents de la route, se sentir tout simplement en sécurité dans sa vie quotidienne), les préoccupations par rapport à des événements exceptionnels (risques de guerre ou d'accident de centrale nucléaire) et les préoccupations économiques (perception de la situation économique, peur d'être au chômage).

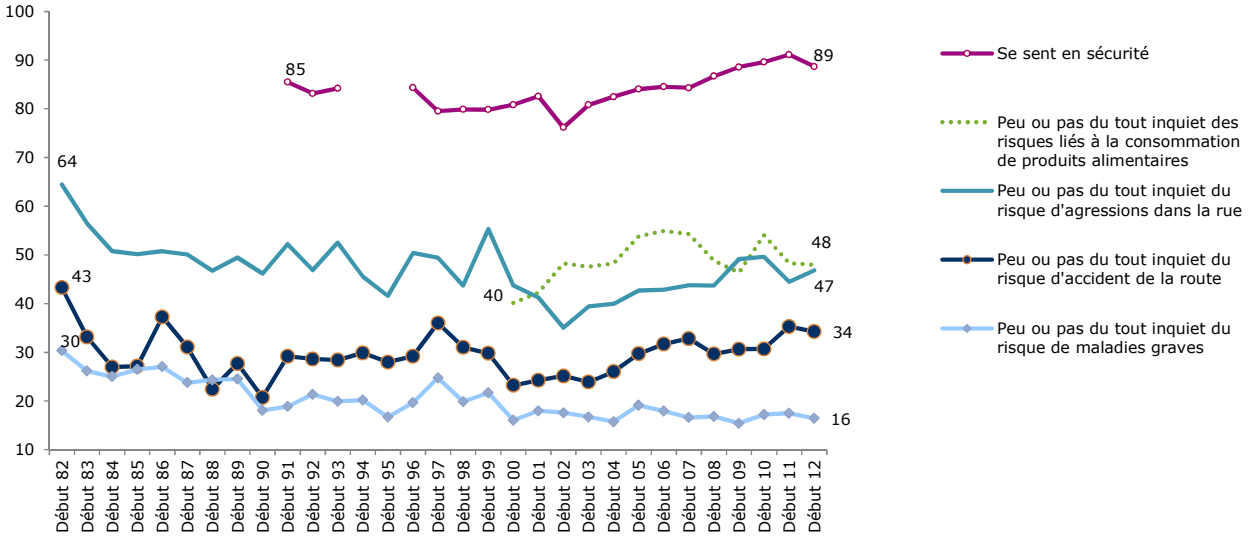
En 2012, presque 9 Français sur dix (89% exactement) se sentent en sécurité. Cela signifie une progression de 4 points par rapport à 1991 lorsque cet item a été testé pour la première fois. Certes, la société Française vit en relative stabilité (la dernière guerre sur notre territoire remonte à plus de 60 ans) et en paix sociale ce qui peut expliquer cette proportion élevée de personnes se sentant en sécurité. Mais, d'un autre côté, l'opinion est régulièrement immergée dans un bain médiatique où les questions sécuritaires occupent une place prépondérante, qu'il s'agisse de la narration des multiples faits divers ou des débats politiques qui émaillent l'actualité sociétale — que l'on soit en période électorale ou non[110]. En regard de l'importance qu'accordent les médias à cette thématique, cette proportion de 89% peut

[108] ROBERT Philippe, *L'insécurité en France,* Paris, Editions la Découverte, 2002.
[109] Cf. DOBRY Michel, Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.
[110] Pour prendre la mesure de l'importance du débat autour de l'insécurité voir MUCCHIELLI Laurent, GOAZIOU Véronique, « Le miroir des inquiétudes contemporaines » In *Nouvelles Fondations,* n°2, 2006/2, p. 5-11.

surprendre l'observateur et on peut s'étonner que l'opinion publique ne soit pas plus imprégnée par les peurs et les craintes véhiculées par ces débats sécuritaires.

Graphique 66- Les inquiétudes évoluent de manière contrastée : amélioration des perceptions de la sécurité alimentaire, peur grandissante des agressions dans la rue, et des maladies graves

Evolution de différents indicateurs portant sur les inquiétudes des Français (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Par rapport à 1991 (85%), l'analyse longitudinale montre une légère hausse du sentiment de sécurité. On note cependant une inflexion entre 2001 et 2002 (cf. Graphique 66) lorsque la proportion de personnes se sentant en sécurité chute brusquement de 7 points, au niveau le plus bas jamais mesuré (76%) pour cet item. De même, la proportion d'individus qui se déclarent **« peu ou pas du tout inquiets du risque d'agressions dans la rue »** semble suivre une évolution comparable. En 2002, la proportion de personnes qui se sent à l'abri d'une agression dans la rue a chuté également à son niveau le plus bas depuis 1982 (35% en 2002, contre 64% vingt ans plus tôt) pour ensuite lentement remonter la pente et atteindre 47% en 2012. On se souvient des débats politiques exacerbés lors de la campagne présidentielle de de 2002[111]. Porté par les principaux acteurs de la campagne, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Jean-Marie Le Pen et Lionel Jospin, la situation sécuritaire — notamment au sein des « banlieues » —, dominait les débats, faisant de l'ombre à la plupart des autres questions sociétales ; certains analystes et chroniqueurs de l'actualité politique évoquant « l'obsession sécuritaire »[112] dont aurait été victime l'opinion publique.

En 2012, presque la moitié de nos concitoyens (48%) se disent peu ou pas du tout inquiets des **risques liés à la consommation de produits alimentaires**. C'est une progression de 8 points par rapport à 2000 lorsque la question fut posée pour la première fois. Cependant, les résultats de 2000 méritent d'être considérés avec précaution. Il convient de rappeler que la fin

[111] Cf. HATCHUEL Georges, Début 2002 : L'opinion se crispe, profondément affectée par la flambée des inquiétudes liées à l'insécurité, Paris, CREDOC – Note de conjoncture, mars 2002.
[112] ROBERT Philippe et POTTIER Marie-Lys, « Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? » In *Revue de sociologie,* 45 (2), 2004, p. 211-242.

des années 1990 a été marquée par la crise de la « vache folle » qui s'est soldée en France et ailleurs par une montée de la méfiance à l'égard des dispositifs de contrôle des marchés alimentaires et de la sécurité des aliments[113]. En réponse à la perte de confiance des consommateurs, l'Union européenne a créé, en 2000, l'European Food Safety Authority (EFSA) ayant pour but d'élaborer une nouvelle législation dédiée à améliorer la traçabilité des aliments et l'étiquetage des produits alimentaires. Notons que la date de création de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail), l'équivalant français de l'EFSA, en 2010, correspond à une période de légère amélioration de la confiance chez nos concitoyens.

Les Français sont plus inquiets des risques **d'accident de la route** (34%) que des risques liés à la sécurité alimentaire. Si le sentiment de sécurité routière est aujourd'hui moins élevé qu'en 1981, on note une amélioration régulière de la confiance depuis 2000. Cette amélioration tient peut-être en partie au renforcement des dispositifs de contrôle mis en place depuis la fin de l'année 2002, avec l'installation de nouveaux radars automatiques sur le réseau routier, le renforcement de contrôles de vitesse inopinés, l'éthylotest obligatoire, la mise en place du permis probatoire, le durcissement des sanctions pour des excès de vitesse de plus de 50km/h ou encore de multiples campagnes de sensibilisation aux risques d'accidents de la route[114].

Enfin, seulement 16% de nos concitoyens se disent peu inquiets **des maladies graves**. La peur des maladies graves figure traditionnellement à la première place dans la hiérarchie des préoccupations de nos concitoyens. Sur les trente dernières années la situation s'est même dégradée et de moins en moins de Français abordent la question des maladies graves avec sérénité. En effet, par rapport à 1982, la proportion de personnes se disant peu ou pas du tout inquiets des maladies graves a été divisée par deux. Malgré les avancés de la médecine et la recherche médicale dans les domaines de l'épidémiologie comme le SIDA avec la trithérapie ou le cancer avec de nouveaux traitements, l'opinion est de plus en plus angoissée. Peut-être les controverses médicales fortement médiatisées des dernières décennies ont-elles joué négativement (le sang contaminé, l'amiante, le bisphénol A, la grippe A - H1N1, les prothèses mammaires, le Tramadol, le Médiator ou récemment les pilules contraceptives de troisième génération, etc.).

Le sociologue allemand Ulrich Beck dépeint nos sociétés modernes en état d'insécurité sociale, dans lesquelles chacun se sent précarisé et perméable à toutes les angoisses, les catastrophes naturelles, les guerres ou les risques d'accident industriel majeur jouant un rôle central dans la conception des peurs collectives[115]. Force est de constater que la moitié de la population est inquiète du risque de guerre ou d'accident de centrale nucléaire. Ces deux inquiétudes sont assez sensibles à la conjoncture politique internationale. En 1991 et en 2003, on enregistre

[113] INRA, « La vache folle : histoire d'une crise », *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, http://www.inra.fr/dpenv/vfol___2.htm
[114] Voir le site dédié à la sécurité routière du Ministère de l'intérieur. http://www.securite-routiere.gouv.fr/la-securite-routiere/l-observatoire-national-interministeriel-de-la-securite-routiere/bilans-annuels/bilans-annuels-de-la-securite-routiere-en-france
[115] Cf. BECK Ulrich, La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité, Paris, Editions Aubier, 2001.

ainsi des baisses significatives de personnes qui se pensent à l'abri de la guerre, au moment des guerres du Golfe, de l'intervention en Afghanistan et de la guerre en Irak.

Graphique 67- Les inquiétudes par rapport à la guerre sont sensibles à la conjoncture, augmentation des inquiétudes par rapport au risque d'accident de centrale nucléaire (en %)

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

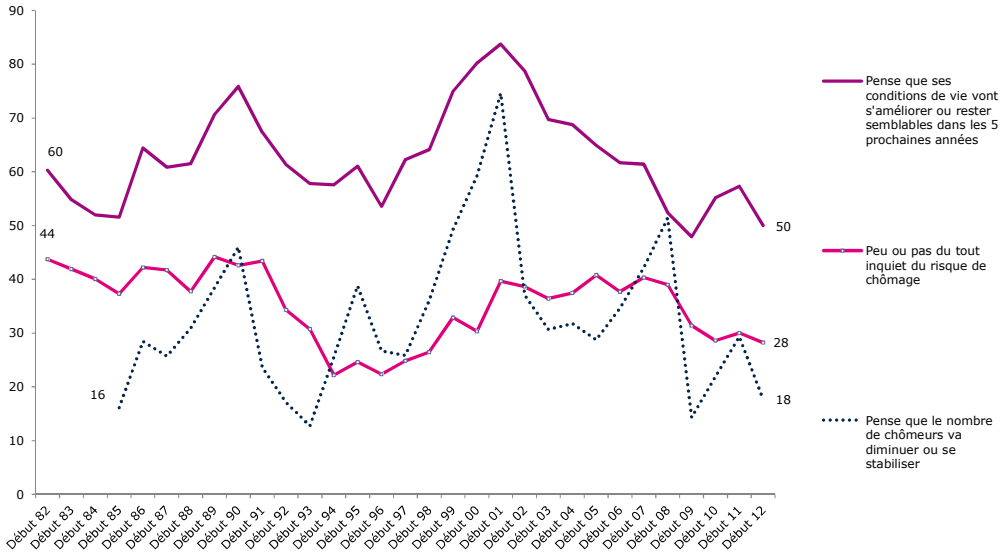
La corrélation entre l'inquiétude pour les risques d'accident de centrale nucléaire et les risques de guerre méritent une explication : rappelons que les motivations annoncées de l'intervention en Irak mettaient en avant la volonté de neutraliser des armes de « destruction massive », ce qui comprend, bien entendu, d'éventuelles armes nucléaires, mais également fait écho à la crainte que les dispositifs nucléaires civils français fassent l'objet d'attaques terroristes. On notera également que la proportion de personnes **peu ou pas du tout inquiètes du risque d'accident de centrale nucléaire** a notablement reculé entre 1986 et 1988, suite à l'accident de la centrale de Tchernobyl, qui a traumatisé les populations européennes et a suscité de fortes interrogations quant à la sécurité des centrales nucléaires. En 2012, l'accident de la centrale de Fukushima a également ravivé les inquiétudes, mais dans une moindre mesure.

Reste à évoquer ce que les sociologues français et allemand Robert Castel[116] et Zygmunt Bauman[117] appellent l'insécurité sociale. Seulement 50% de nos concitoyens pensent que **leurs conditions de vie vont s'améliorer ou rester semblables dans les 5 prochaines années**. La crainte que les conditions de vie se dégradent se situe à un niveau historiquement bas depuis 1981. Ce pessimisme se conjugue avec une forte préoccupation pour le chômage : en 2012, seuls 28% des Français se disent **peu ou pas du tout inquiets du risque de chômage** et seulement 18% pensent que **le nombre de chômeurs va diminuer ou se stabiliser dans les années à venir**. Ce sentiment d'insécurité de l'emploi est ravivé avec la

[116] CASTEL Robert, La montée des incertitudes : travail, protections, statut de l'individu, Paris, Le Seuil, 2009.
[117] BAUMAN Zygmunt, Le présent liquide : Peurs sociales et obsession sécuritaire, Paris, Le Seuil, 2007.

crise et son cortège de restructurations d'entreprises, de licenciements ou de délocalisations, nos concitoyens ayant bien conscience que les conditions d'emploi et les parcours professionnels sont aujourd'hui plus incertains et plus instables qu'il y a trente ans. En somme, les perspectives économiques s'assombrissent et le pessimisme des ménages se généralise.

Graphique 68- Une montée en puissance du sentiment d'insécurité économique
(en %)



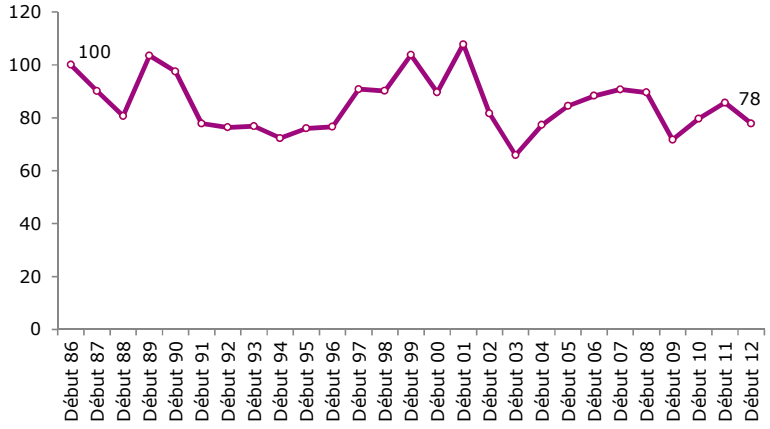
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

En définitive, **l'évolution de l'indicateur synthétique du sentiment de sécurité est négative**. Depuis trente ans, l'indicateur perd 22 points. L'évolution n'a pas été linéaire, elle a suivi les conjonctures politiques et économiques. La guerre du Golfe provoque une chute de l'indicateur en 1991, maintenu enfoncé par la crise économique de 1993. L'embellie économique des années de croissance (en 2000 et les années qui précèdent) liées à la diffusion des technologies de l'information et de la communication se reflète dans un regain de confiance, laquelle est douché par l'explosion de la « bulle Internet », les attentats du 11 septembre 2001 et les interventions en Irak et en Afghanistan. Les craintes reculent lentement au cours des années 2002-2008, avant que la crise financière et économique mondiale ravive les angoisses sociétales. Dès 2010, naît l'espoir que le plus dur de la crise est passé, mais le moral rechute en 2012 avec des indicateurs macroéconomiques effectivement en berne, sans visibilité sur la sortie du tunnel et une crise économique qui tire en longueur[118].

[118] Cf. BABES Mélanie et al., Note de conjoncture sociétale : Début 2012 – La rechute, Paris, CREDOC, avril 2012.

Graphique 69- Les Français ont le sentiment d'évoluer dans un univers de plus en plus instable et insécurisant

***Indice d'évolution du sentiment de sécurité**– base 100 en 1986 calculé à partir des indicateurs suivants (n'est pas du tout ou peu inquiet des risques de maladie grave, des risques d'accident de la route, des risques d'agression dans la rue, du chômage, de guerre, d'accident de centrale nucléaire, pense que le nombre de chômeurs va diminuer ou se stabiliser, pense que ses conditions de vie vont s'améliorer ou rester semblables au cours des cinq prochaines années)*



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Le recul de l'indice de sécurité touche aussi bien les hauts revenus que les classes moyennes ou encore les personnes disposant de revenus modestes. Mais la chute est plus marquée chez les classes moyennes (-26 points depuis 1981) et les bas revenus (-28 points) que pour les hauts revenus (-16 points). L'écart entre le haut de la pyramide sociale et le reste de la population se creuse (41 points en 2012 contre 29 en 1986).

Graphique 70- Le sentiment d'instabilité se diffuse notamment chez les classes moyennes et les bas revenus

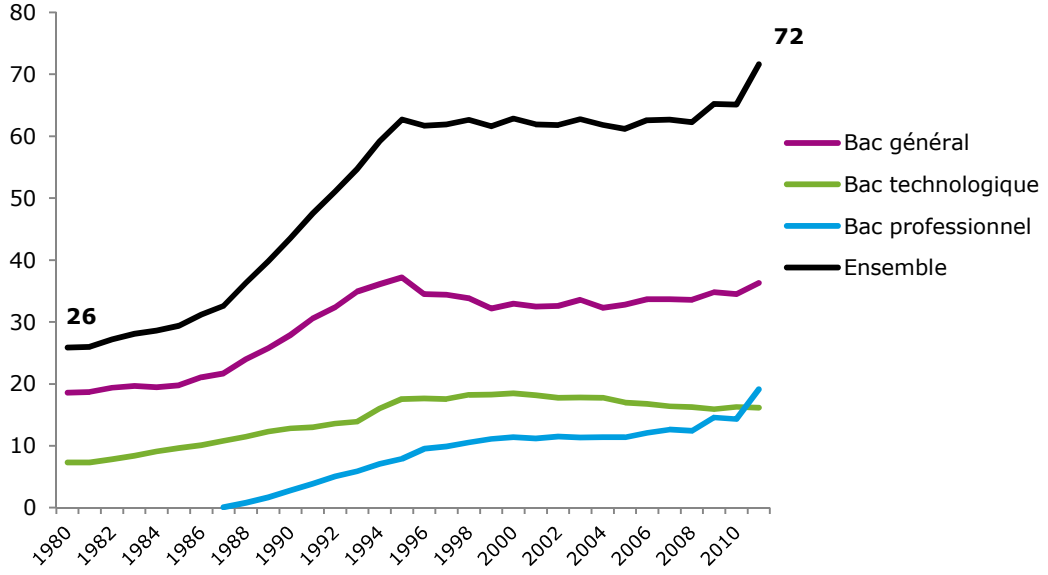
***Indice d'évolution du sentiment de sécurité**– base 100 en 1986 calculé à partir des indicateurs suivants (n'est pas du tout ou peu inquiet des risques de maladie grave, des risques d'accident de la route, des risques d'agression dans la rue, du chômage, de guerre, d'accident de centrale nucléaire, pense que le nombre de chômeurs va diminuer ou se stabiliser, pense que ses conditions de vie vont s'améliorer ou rester semblables au cours des cinq prochaines années)*

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

11. Education : persistance d'inégalités sociales, malgré la démocratisation des savoirs

Au cours des dernières décennies, l'école s'est profondément modifiée afin de **démocratiser** l'accès de tous les jeunes à l'enseignement supérieur. A partir de 1975 s'est mise en place la réforme éducative du **collège unique** - en particulier avec la réforme Haby de 1977 - dont le but affiché est une uniformisation et une généralisation de l'enseignement, passant par le regroupement de tous les élèves de la 6e à la 3e dans un même type d'établissement. Dix ans plus tard, en 1985, c'est au tour du **baccalauréat** d'être réformé, avec la création du baccalauréat professionnel et l'annonce faite par le Ministre de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, d'un objectif de 80% d'une classe d'âge amenée au niveau du baccalauréat. Cet objectif n'est toujours pas atteint en 2011 (Graphique 71). A cet égard, la confusion dans les esprits du taux de réussite à l'examen - 83,3% en moyenne pour l'ensemble des séries en 2007 - et le taux d'accès d'une génération au baccalauréat - 62,7% pour cette même année - conduit l'opinion publique à surestimer la proportion de bacheliers parmi les jeunes Français. Notons enfin que la récente progression du taux de bacheliers est, pour l'essentiel, due à la forte augmentation des bacheliers professionnels, suite à la réforme de la voie professionnelle engagée par Xavier Darcos, avec la généralisation dès 2009 de la préparation en trois ans du baccalauréat professionnel.

Graphique 71 - Proportion de bacheliers dans une génération de 1980 à 2011



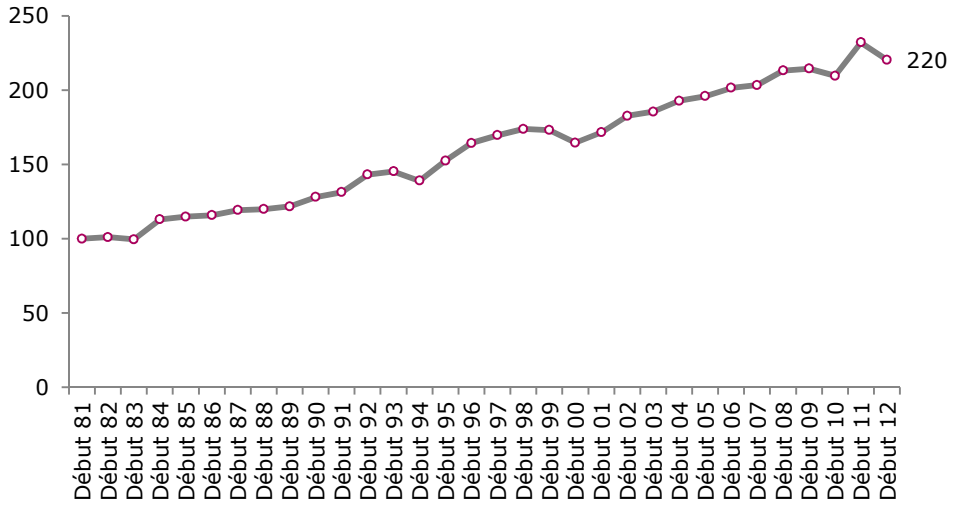
Source : DEPP, INSEE, recensements de la population.
Précision : il s'agit de la proportion de bacheliers d'une génération fictive d'individus qui auraient, à chaque âge, les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à l'ensemble de la population de cet âge.
Champ : France métropolitaine de 1980 à 2000, France (hors Mayotte) de 2001 à 2011.

Les indicateurs qui mesurentla proportion de bacheliers *dans une génération* montrent que celle-ci est passée de 26% à 72% en trente ans. Lorsqu'on mesure cette fois, dans le système d'enquêtes du CRÉDOC, la proportion d'individus titulaires du Baccalauréat ou plus dans *l'ensemble de la population à un moment donné*, on observe un mouvement similiaire

(Graphique 72) : seuls 20% des Français (toutes générations confondues) avaient le bac en 81, le taux s'élève à 45% en 2012. **L'indice, qui ne regroupe ici qu'une seule variable, a progressé d'une base 100 en 1981 à 220 en 2012**. La démocratisation de l'enseignement secondaire a donc une traduction certaine dans la situation de l'ensemble de la population.

Graphique 72 - Une amélioration nette et continue du niveau de diplôme

***Indice d'évolution du niveau de diplôme**– base 100 en 1981 calculé à partir du taux d'individus diplomés du baccalauréat ou plus*



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

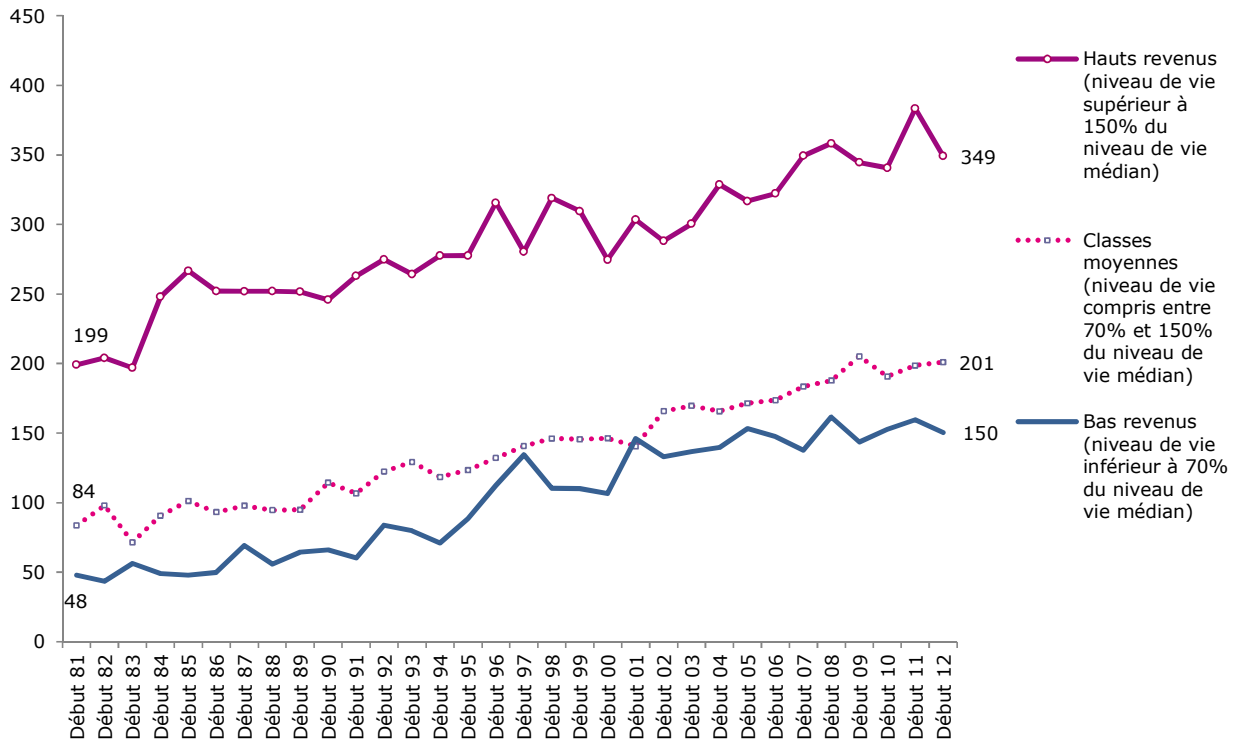
Mais cette amélioration du niveau de diplôme a-t-elle profité à tous de façon équitable ? Les inégalités scolaires sont connues et analysées depuis longtemps[119]. Quant à savoir quel a été l'effet de la démocratisation de l'enseignement supérieur sur celles-ci, il semblerait que des différences sociales subsistent, même si elles s'atténuent au sein des jeunes générations. Marie Duru-Bellat et Annick Kieffer constatent que « *l'ouverture quantitative du système éducatif s'accompagne toujours d'une différenciation sociale marquée des étudiants selon les filières et les disciplines* » [120]. Nos analyses sont convergentes : En effet, l'analyse du graphique suivant nous amène à dresser les constats suivants :

- L'amélioration du niveau de diplôme concerne toutes les classes sociales
- Le niveau de diplôme des classes moyennes est très proche de celui des bas revenus
- L'écart entre bas et hauts revenus s'est réduit sur la période, mais il reste conséquent (avec un écart entre les deux groupes passant de 4 à 2,3 sur la période).

[119] BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean - Claude, *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Editions de Minuit, 1970 ; DUBET François, *Les inégalités multipliées*, Les Editions de l'Aube, 2000.
[120] DURU-BELLAT Marie, KIEFFER Annick, « Du baccalauréat à l'enseignement supérieur en France : déplacement et recomposition des inégalités », In *Population,* Volume 63, n°1, 2008. http://www.cairn.info/revue-population-2008-1-page-123.htm

Graphique 73 – Diplôme : un relatif maintien de la différenciation sociale

Indice d'évolution du niveau de diplôme*– base 100 en 1981pour l'ensemble de la population calculé à partir du taux d'individus diplomés du baccalauréat ou plus*



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Précisons enfin que la démocratisation de l'enseignement s'accompagne d'une certaine « dévalorisation » des diplômes. Le « rendement social » du baccalauréat a, ainsi, diminué de façon significative entre 1982 et 1994, la proportion de bacheliers parvenant à une position sociale supérieure à celle de leur père diminuant de 44% à 36%[121].

[121] FORSE Michel, *La diminution de l'inégalité des chances scolaires ne suffit pas à réduire l'inégalité des chances sociales*, Revue de l'OFCE n°63, 1997, http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/6-63.pdf

Conclusion : Une évolution mitigée du bien-être, des inégalités en augmentation

Au total, nos travaux font apparaître une évolution contrastée des différentes dimensions liées au **bien-être**. Quatre dimensions se sont améliorées : l'équipement du ménage a beaucoup progressé, les conditions de logement se sont améliorées, l'accès aux loisirs et à la culture s'est diffusé, et le niveau d'éducation a augmenté. Quatre autres se sont plutôt dégradées : les ménages ressentent de plus en plus durement leur situation financière, les conditions d'emploi sont de plus en plus incertaines, l'état de santé ressenti s'est dégradé et le sentiment de vivre dans un univers instable et insécurisant (tant sur le plan économique que physique) s'est diffusé. Sur les trois dernières dimensions (patrimoine, vie citoyenne et lien social), on n'observe pas vraiment d'évolution nette des indices en moyenne.

Lorsque l'on s'intéresse à la répartition du bien-être dans la population, la situation est plus sombre : **les inégalités semblent avoir progressé** pour sept dimensions sur les onze : les marges de manœuvres financières des bas revenus se sont singulièrement réduites, le patrimoine a été largement capté par les catégories supérieures, l'emploi fait de plus en plus figure de marqueur social, les catégories modestes sont les plus touchées par la précarité professionnelle, le logement joue beaucoup plus aujourd'hui un rôle de marqueur social et dessine une nouvelle ligne de fracture patrimoniale, l'état de santé des catégories populaires, très proche de celui des classes aisées à la fin des années 1980, s'est très largement dégradé et éloigné de la moyenne, l'isolement social des bas revenus s'est significativement aggravé, et les bas revenus et classes moyennes ont, beaucoup plus que les groupes aisés, le sentiment de vivre dans un univers insécurisant. Seules trois dimensions montrent une amélioration de la qualité de vie qui touche tout le corps social dans son ensemble : la croissance de l'équipement des foyers (en biens et notamment en nouvelles technologies) a profité au plus grand nombre, l'accès aux loisirs et à la culture s'est démocratisé, toutes les catégories ont aujourd'hui un « temps libre » plus important qu'à la fin des années 1980 et le savoir et l'accès à la connaissance s'est amélioré globalement mais aussi dans chacun des groupes observés.

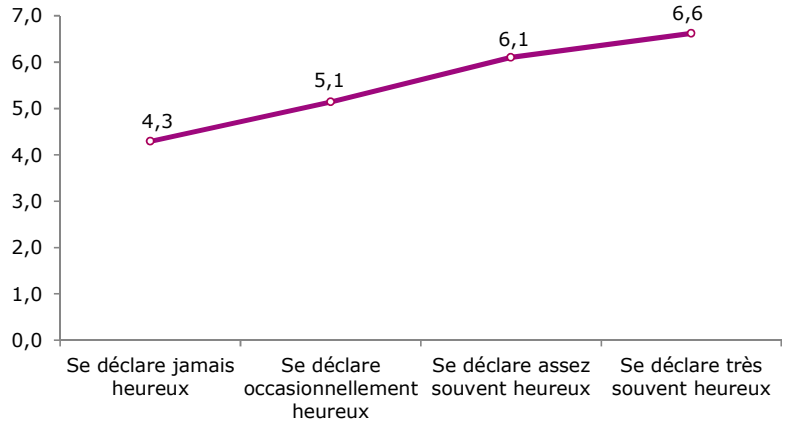
Tableau 11 - Tableau synoptique de l'évolution de la qualité de vie en France entre 1988 et 2012

Situation financière	Légère dégradation	Augmentation des inégalités
Patrimoine	Stabilité du taux de détention	Augmentation des inégalités
Equipement	Très forte amélioration	Diminution des inégalités
Logement	Légère amélioration	Augmentation des inégalités
Loisirs / temps libre	Amélioration	Diminution des inégalités
Emploi	Dégradation depuis 1990	Augmentation des inégalités
Vie citoyenne	Stable en tendance	Stable en tendance
Etat de santé ressenti	Dégradation ressentie	Augmentation des inégalités
Lien social	Stabilité	Augmentation des inégalités
Sentiment de sécurité	Dégradation	Augmentation des inégalités
Niveau d'éducation	Amélioration	Des inégalités stables mais fortes

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Nous avons cherché à agréger toutes ces informations en un seul indice. La question se pose évidemment du poids accordé à chacun des grands domaines de la vie. Doit-on mettre sur le même plan une situation professionnelle, le sentiment de vivre dans une société sécurisante, ou l'accès aux loisirs par exemple ? Difficile de trancher et chacun aura probablement sa propre vision des choses. Nous avons, dans un premier temps, choisi d'accorder **le même poids** à toutes les dimensions. Ce choix nous apparaît d'autant plus légitime, que l'indice individuel du bien-être tel que nous l'avons calculé est **très corrélé**, en 2012, à la fréquence avec laquelle les individus déclarent être heureux. Alors qu'en moyenne, l'indice s'élève à 6,02 (pour un maximum théorique de 11, correspondant aux onze dimensions agrégées), il évolue de 4,3 chez les personnes qui se disent « jamais heureuses » à 6,6 chez les individus « très souvent heureux ». De même, la proportion d'individus ayant un indice de bien-être global supérieur à 6 augmente très nettement selon la fréquence de bonheur déclarée par l'individu lui-même.

Graphique 74- Indice global de bien-être individuel, en fonction de la fréquence avec laquelle on déclare être heureux



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »
Lecture : les personnes qui se déclarent « très souvent heureuses » en 2012 ont un indice moyen de bien-être de 6,6 (pour un maximum théorique de 11)

La construction de l'indice pourrait donner lieu à des **travaux plus approfondis**. Une première analyse rapide des dimensions impactant le plus le sentiment de bonheur déclaré montre que les onze dimensions semblent avoir un impact sur le sentiment de bonheur : la proportion de personnes « très souvent » heureuses ou le cumul des personnes « très souvent » ou « assez souvent » heureuses est toujours plus élevé lorsque les indicateurs dans les différents domaines sont élevés. Néanmoins certains domaines sembleraient avoir plus d'effet que d'autres. Des **calculs économétriques**[122] permettent de tester, simultanément, l'influence de chacun des critères sociodémographiques : le genre, l'âge, la profession-catégorie sociale, le niveau de revenu et le lieu de résidence ainsi que les onze dimensions du bien-être. Ces calculs confirment que, toutes choses égales par ailleurs, le **lien social, la santé, les loisirs, la situation financière et la participation citoyenne** jouent beaucoup sur la probabilité de se dire « très souvent » heureux. L'effet de l'équipement en revanche semble s'estomper lorsque l'on prend en compte les effets croisés.

[122] Cf. Régression logistique dans le Tableau 12 en annexes p. 115.

Graphique 75- La proportion de personnes « très souvent ou assez souvent » heureuses selon le niveau de chaque indicateur

	Proportion de personnes se déclarant **« très souvent » ou « assez souvent » heureuses**	Différentiel	Proportion de personnes se déclarant **« très souvent » heureuses**	Différentiel
Ensemble de la population	**83**		**33**	
Indicateur de **patrimoine** inférieur à la médiane Indicateur de patrimoine supérieur à la médiane	78 88	+11	27 37	+10
Indicateur de **situation financière ressentie** inférieur à la médiane Indicateur de situation financière ressentie supérieur à la médiane	75 89	+13	24 38	+14
Indicateur **d'équipement** inférieur à la médiane Indicateur d'équipement supérieur à la médiane	65 85	+21	13 35	+22
Indicateur de **situation en matière de logement** inférieur à la médiane Indicateur de situation en matière de logement supérieur à la médiane	79 88	+8	27 39	+12
Indicateur de **loisirs** inférieur à la médiane Indicateur de loisirs supérieur à la médiane	74 88	+14	24 37	+13
Indicateur d'**emploi** supérieur à la médiane (chez les actifs) Indicateur d'emploi inférieur à la médiane (chez les actifs	80 88	+8 (chez les actifs)	32 34	+2
Indicateur de **vie citoyenne** supérieur à la médiane Indicateur de vie citoyenne inférieur à la médiane	80 88	+8	30 35	+5
Indicateur de **santé ressentie** inférieur à la médiane Indicateur de santé ressentie supérieur à la médiane	77 90	+13	27 38	+11
Indicateur de **lien social** inférieur à la médiane Indicateur de lien social supérieur à la médiane	76 91	+15	26 39	+13
Indicateur de **sentiment de sécurité** inférieur à la médiane Indicateur de sentiment de sécurité supérieur à la médiane	81 85	+4	30 35	+5
Non diplômé ou diplômé du BEPC Diplômé du baccalauréat ou plus	79 88	+9	27 37	+10

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », janvier 2012
Lecture : En janvier 2012, 83% des Français se disent « très souvent ou assez souvent heureux », la proportion s'élève à 91% chez les personnes avec un indicateur de lien social élevé, et elle descend à 76% chez les personnes avec un indicateur de lien social plus bas. Soit un différentiel de 15 points.

Aussi, nous proposons ici une **version alternative de l'indice**, appelé « indice pondéré » en intégrant des **poids** différents aux dimensions. Pour déterminer les coefficients à affecter aux dimensions, nous avons utilisé les calculs économétriques réalisés[123]. L'indice de loisirs a ainsi été multiplié par 1,7 ; celui de vie citoyenne par 1,4, l'indice de santé ressentie par 2 ; celui de lien social par 2,1 ; et celui de situation financière par 1,5, tandis que les autres dimensions

[123] Dans un modèle de régression logistique, nous avons testé, simultanément, l'influence de plusieurs variables sur la propension des enquêtés à déclarer se sentir « très souvent heureux » : les onze dimensions du bien-être, ainsi que les descripteurs socio démographiques suivants : l'âge, le sexe, la profession catégorie sociale revenus, la taille d'agglomération,

(patrimoine, équipement, logement, emploi, sentiment de sécurité) gardaient un poids de 1. L'idée étant de prendre davantage en compte, dans l'indice de bien-être global, les dimensions avec le plus fort impact sur le sentiment de bonheur en 2012.

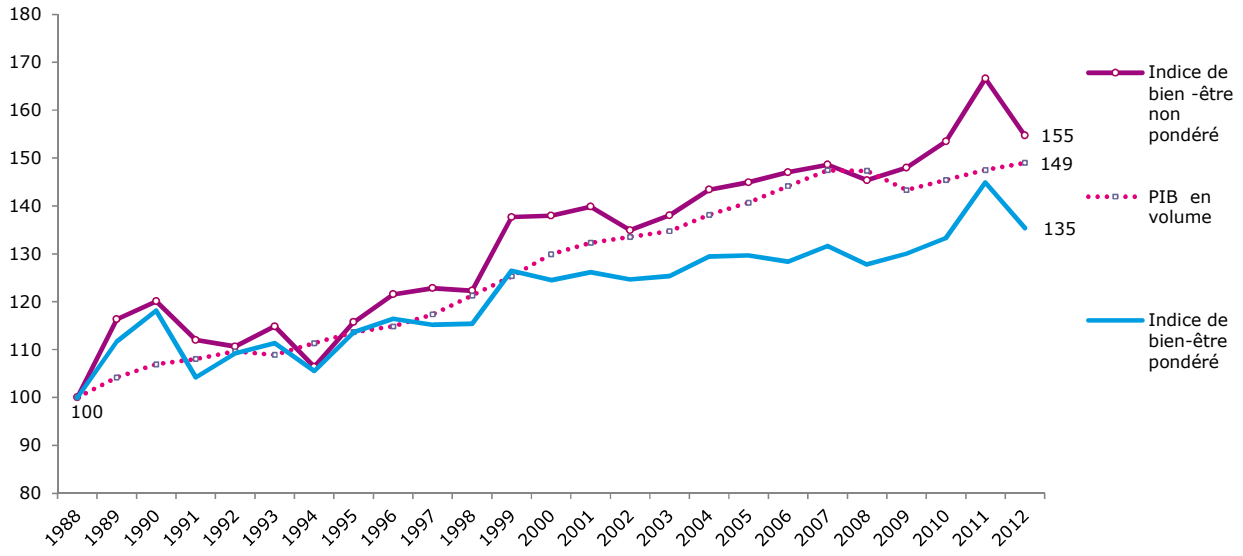
Au total, l'indice global de bien-être « non pondéré », synthétisant la situation de chacun dans onze dimensions (sans affecter de pondération particulière aux différentes dimensions) **progresse de 55%** en près de 25 ans, entre 1988 et 2012, ce qui correspond à une augmentation moyenne annuelle de 2,3%. Tandis que l'**indice « pondéré » progresse plus modestement, de 35%** en près de 25 ans, soit une augmentation moyenne de 1,5% par an, contre 2% pour le PIB.

Si les deux courbes suivent toutes une pente ascendante sur longue période, on constate des **différences de trajectoire**. En donnant le même poids aux onze dimensions, la progression du niveau de bien-être surpasse celle du PIB. Lorsqu'on accorde plus d'importance aux dimensions qui, en 2012, apparaissent particulièrement déterminantes dans le bien-être, on constate, à partir de 2000 un **décrochage entre l'évolution du PIB et celui du bien-être**.

Graphique 76- Deux tentatives de mesure de l'évolution du bien- être global entre 1988 et 2012

Indice de bien-être « non pondéré »– *base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population, calculé à partir du cumul des situations dans les onze dimensions étudiées, toutesles dimensions ayant le même poids*

Indice de bien-être « pondéré »– – *base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population, calculé à partir du cumul des situations dans les onze dimensions étudiées, un poids plus important a été donné à la santé, la situation financière, le lien social, la vie citoyenne, les loisirs*



Source de l'indice de bien-être : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »
Source du PIB : INSEE, comptes nationaux base 2005, 2012 : prévision de PIB – Source : Note de conjoncture, comptes des pays, 2012

En analysant les évolutions de ces deux indices du bien-être selon le niveau de vie, on constate que **toutes les catégories sociales profitent d'une amélioration** sur l'ensemble de la période : l'indice non pondéré s'améliore de 29% pour les catégories aisées sur la période (+58 points), soit 2,4% par an, il progresse de 71% pour les classes moyennes en

près de 25 ans (+67 points), soit 2,8%, et gagne 57% pour les groupes les plus modestes (+18 points), soit 0,7% par an. L'indice pondéré (accordant plus de poids aux dimensions les plus constitutives du bonheur en 2012 : santé, situation financière, lien social, vie citoyenne, loisirs), s'améliore aussi pour toutes les classes sociales (respectivement +39, +43, +6 points).

Si l'amélioration de la qualité de vie semble quasi-continue sur la période, on observe au **bas de l'échelle** des revenus un arrêt du mouvement de **progression** depuis le début des années 2000. Depuis, la qualité de vie des bas revenus s'oriente à la baisse, et la crise semble renforcer ce phénomène. En vingt-cinq ans, leur situation financière s'est très fortement dégradée, ces populations sont de plus en plus exclues d'un marché de l'emploi stable, leur niveau de santé ressenti – très proche de celui des autres catégories à la fin des années 1980 - s'est beaucoup dégradé, et ils ressentent une anxiété grandissante par rapport à l'avenir, à leur environnement économique ou à leur sécurité physique. Et cette dégradation n'est plus compensée, notamment ces quatre dernières années, par la progression de l'équipement du foyer, un meilleur accès aux loisirs ou une amélioration du niveau d'éducation.

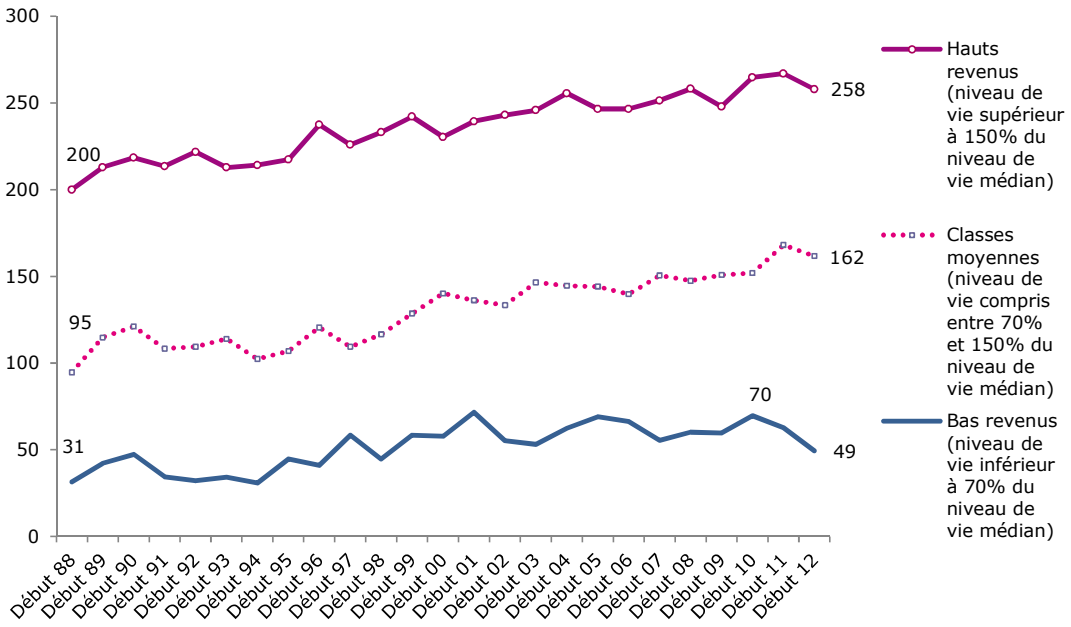
Les groupes les plus aisés éprouvent davantage le sentiment de se restreindre financièrement ou se montrent plus inquiets qu'à la fin des années 1980. Mais leur situation s'est plutôt améliorée, notamment d'un point de vue patrimonial (qui à son tour rejaillit positivement sur le niveau de confiance dans l'avenir[124]), l'équipement de leur foyers, et notamment dans d'appropriation des TIC où, depuis le début de la révolution digitale, ils ont été les premiers à s'emparer de toutes les innovations. Au total, leur situation semble s'être plutôt améliorée.

Les **classes moyennes** ont très largement profité d'une démocratisation de l'accès aux loisirs et amélioré significativement l'équipement de leur foyer, elles ont aussi accédé à de meilleurs niveaux de diplôme, vu leur patrimoine s'apprécier, mais elles doivent aussi composer avec des charges de logement de plus en plus importantes, réduisant leurs marges de manœuvre financières, elles sont quelque peu touchées par la dégradation du marché de l'emploi, sont de plus en plus en prise avec des difficultés de santé, et se projettent dans un avenir de plus en plus sombre. Mais, en tendance, leur qualité de vie a plutôt eu tendance à progresser depuis 25 ans.

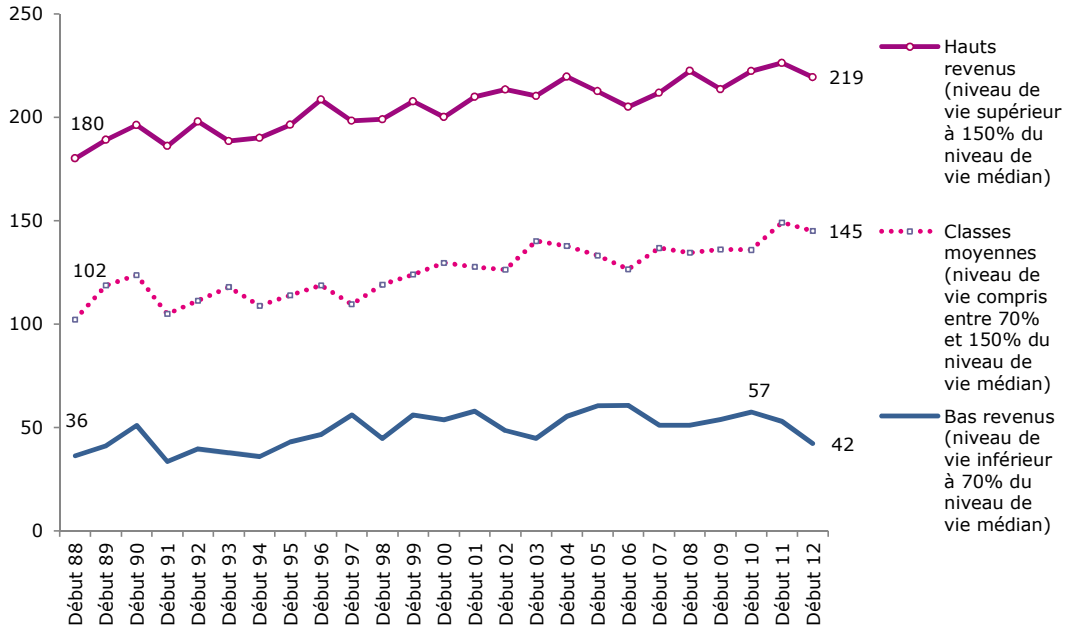
[124] Voir par exemple BIGOT Régis, BABES Mélanie, HOIBIAN Sandra, Les dommages collatéraux de la crise du logement, Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf qui montre l'effet positif de la progression de l'accession à la propriété sur la sérénité face à l'avenir et la capacité à investir etc.- phénomène appelé « effet de richesse ».

Graphique 77 - L'évolution des indices de bien- être selon le niveau de vie

Indice non pondéré *(le même poids a été affecté aux 11 dimensions étudiées- base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population)- base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population*



Indice pondéré-*les onze dimensions ont été cumulées en donnant un poids de 1,7 à l'indice de loisirs, 1,4à celui de vie citoyenne, 2 à l'indice de santé ressentie, 2,1 à celui de lien social par, 1,5 à celui de situation financière , et 1 aux autres dimensions (patrimoine, équipement, logement, emploi, sentiment de sécurité) - base 100 en 1988 pour l'ensemble de la population*



Source des indices de bien-être : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Graphique 78 – Tableau synoptique de l'évolution du bien-être selon le niveau de vie

	Hauts revenus	Classes moyennes	Bas revenus
Situation financière	↘	↘	↘↘
Patrimoine	↗↗	↗	↘
Equipement	↗↗	↗↗	↗↗
Logement	↗↗	↗	↘
Loisirs / temps libre	↗	↗↗	↗
Emploi	⇨	↘	↘↘
Vie citoyenne	↘	↗	↗
Etat de santé ressenti	↘	↘↘	↘↘
Lien social	⇨	⇨	↘↘
Sentiment de sécurité	↘	↘↘	↘↘
Niveau d'éducation	↗↗	↗↗	↗↗

Source de l'indice de bien-être : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Cette recherche donne un premier apercu de l'évolution du bien-être des Français sur trente ans et de quelques facteurs clés du bonheur Pour autant, de nombreux prolongements pourraient être envisagés à ces travaux. Notons tout d'abord que, en trente ans, la population a évolué (au travers du vieillissement, de la progression du célibat…), des analyses pour mesurer l'évolution du bien être et de ses composantes, « toutes choses égales par ailleurs », c'est à dire en limitant les effets de structure pourraient être conduites. D'autres calculs avec des choix de poids alternatifs aux différentes dimensions pour la construction de l'indice global pourraient utilement compléter cette recherche. On pourrait également tenter d'intégrer des dimensions du bien-être non présentes dans l'enquête mais disponibles dans différentes bases de données (mortalité, espérance de vie, morbidité, participation aux élections, taux d'activité, bien-être au travail, le volume du patrimoine détenu, etc.). Enfin, un marqueur sur les inégalités de situation entre les groupes sociaux pourrait être intégré à l'indicateur synthétique.

Annexes

1. Tableaux complémentaires

Tableau A 1 - Dans votre vie actuelle, vous sentez-vous heureux ?

(en %)		Jamais	Occasion-nellement	Assez souvent	Très souvent	Total (yc nsp)
Ensemble de la population		**3**	**17**	**47**	**33**	**100**
Sexe	. Homme	(2)	15	48	34	100
	. Femme	3	17	46	33	100
Age	. Moins de 25 ans	(0)	(8)	44	**49**	100
	. 25 à 39 ans	(1)	12	48	**39**	100
	. 40 à 59 ans	(3)	19	48	29	100
	. 60 à 69 ans	(5)	15	46	34	100
	. 70 ans et plus	(4)	**24**	47	24	100
Niveau de vie	. Bas revenus	(7)	**28**	39	26	100
	. Classes moyennes	(2)	15	50	34	100
	. Hauts revenus	(1)	10	49	**41**	100
PCS	. Indépendant	(2)	(15)	48	36	100
	. Cadre.....	(2)	(12)	49	37	100
	. Profession intermédiaire	(2)	13	50	35	100
	. Employé	(1)	15	50	34	100
	. Ouvrier	(1)	19	49	31	100
	. Reste au foyer	(7)	**23**	39	29	100
	. Retraité.....	(4)	18	47	31	100
	. Autre inactif (étudiant).....	(0)	(13)	40	**47**	100
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	(1)	13	51	36	100
	. Inactif	(4)	19	44	32	100
	. Chômeur	(2)	**29**	39	29	100
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	(4)	**27**	45	23	100
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	(2)	15	47	36	100
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	(3)	13	**53**	31	100
	. Diplôme du supérieur.....	(1)	14	46	**39**	100
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	3	19	47	31	100
	. Un seul	(3)	15	49	33	100
	. Deux	(1)	(8)	49	**41**	100
	. Trois et plus.....	(1)	(14)	44	**40**	100
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	5	**23**	45	27	100
	. Famille monoparentale	(4)	**32**	47	16	100
	. Couple sans enfant	(1)	13	49	36	100
	. Couple avec enfants	(1)	8	48	**43**	100
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	(2)	13	50	35	100
	. 2.000 à 20.000 habitants	(3)	18	43	36	100
	. 20.000 à 100.000 habitants ..	(2)	18	44	36	100
	. Plus de 100.000 habitants	(3)	17	47	33	100
	. Paris et agglomération	(3)	18	51	28	100
Région	. Région parisienne.....	(3)	17	51	29	100
	. Nord	(4)	(17)	50	29	100
	. Est	(6)	18	46	29	100
	. Bassin Parisien	(1)	16	41	**42**	100
	. Ouest	(2)	15	50	32	100
	. Sud-Ouest	(2)	16	49	33	100
	. Centre-Est	(1)	17	43	**38**	100
	. Méditerranée	(3)	16	48	32	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 29% des chômeurs se sentent « occasionnellement » heureux dans leur vie actuelle, contre 17% de l'ensemble de la population en moyenne.

Tableau A 2 - En général, je suis optimiste quand je pense à mon avenir…

(en %)		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total (yc nsp)
Ensemble de la population		**74**	**25**	**100**
Sexe	. Homme	78	21	100
	. Femme	71	28	100
Age	. Moins de 25 ans	**86**	14	100
	. 25 à 39 ans	**84**	16	100
	. 40 à 59 ans	71	28	100
	. 60 à 69 ans	70	28	100
	. 70 ans et plus	62	**36**	100
Niveau de vie	. Bas revenus	64	**34**	100
	. Classes moyennes	76	23	100
	. Hauts revenus	**82**	17	100
PCS	. Indépendant	76	(22)	100
	. Cadre	**83**	(16)	100
	. Profession intermédiaire	**81**	19	100
	. Employé	**80**	19	100
	. Ouvrier	77	22	100
	. Reste au foyer	58	**39**	100
	. Retraité	67	**31**	100
	. Autre inactif (étudiant)	**81**	(19)	100
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	**81**	19	100
	. Inactif	66	**32**	100
	. Chômeur	73	26	100
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	59	**40**	100
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	74	24	100
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	**81**	18	100
	. Diplôme du supérieur	**80**	19	100
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	71	28	100
	. Un seul	75	24	100
	. Deux	**84**	14	100
	. Trois et plus	**81**	19	100
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	68	**30**	100
	. Famille monoparentale	69	**31**	100
	. Couple sans enfant	75	24	100
	. Couple avec enfants	**82**	16	100
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	76	23	100
	. 2.000 à 20.000 habitants	73	26	100
	. 20.000 à 100.000 habitants	75	24	100
	. Plus de 100.000 habitants	73	26	100
	. Paris et agglomération	73	25	100
Région	. Région parisienne	73	25	100
	. Nord	68	**32**	100
	. Est	68	**30**	100
	. Bassin Parisien	77	22	100
	. Ouest	**80**	20	100
	. Sud-Ouest	73	26	100
	. Centre-Est	72	26	100
	. Méditerranée	75	22	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 86% des moins de 25 ans se disent optimistes quand ils pensent à leur avenir, contre 74% de l'ensemble de la population en moyenne.

Tableau A 3 - En général, j'ai une opinion positive de moi-même…

(en %)		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total (yc nsp)
Ensemble de la population		**85**	**15**	**100**
Sexe	. Homme	90	10	100
	. Femme	81	19	100
Age	. Moins de 25 ans	83	16	100
	. 25 à 39 ans	88	12	100
	. 40 à 59 ans	84	15	100
	. 60 à 69 ans	83	16	100
	. 70 ans et plus	85	14	100
Niveau de vie	. Bas revenus	81	19	100
	. Classes moyennes	86	14	100
	. Hauts revenus	87	12	100
PCS	. Indépendant	90	(9)	100
	. Cadre	87	(12)	100
	. Profession intermédiaire	89	11	100
	. Employé	85	15	100
	. Ouvrier	86	14	100
	. Reste au foyer	79	21	100
	. Retraité	84	15	100
	. Autre inactif (étudiant)	81	(19)	100
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	87	13	100
	. Inactif	82	17	100
	. Chômeur	87	(13)	100
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	81	18	100
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	86	14	100
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	86	13	100
	. Diplôme du supérieur	86	13	100
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	84	15	100
	. Un seul	86	13	100
	. Deux	88	12	100
	. Trois et plus	85	(15)	100
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	85	15	100
	. Famille monoparentale	81	(19)	100
	. Couple sans enfant	83	16	100
	. Couple avec enfants	88	12	100
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	84	15	100
	. 2.000 à 20.000 habitants	84	15	100
	. 20.000 à 100.000 habitants	88	12	100
	. Plus de 100.000 habitants	84	16	100
	. Paris et agglomération	87	12	100
Région	. Région parisienne	88	12	100
	. Nord	81	(18)	100
	. Est	84	(16)	100
	. Bassin Parisien	86	14	100
	. Ouest	85	15	100
	. Sud-Ouest	86	14	100
	. Centre-Est	84	15	100
	. Méditerranée	83	16	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 90% des hommes ont plutôt une opinion positive d'eux-mêmes, contre 85% de l'ensemble de la population en moyenne.

Tableau A 4 - Je me remets rapidement des coups durs de la vie …

(en %)		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	**Total** (yc nsp)
Ensemble de la population		**76**	**23**	**100**
Sexe	. Homme	79	20	100
	. Femme	73	26	100
Age	. Moins de 25 ans	79	20	100
	. 25 à 39 ans	77	22	100
	. 40 à 59 ans	74	25	100
	. 60 à 69 ans	75	24	100
	. 70 ans et plus	77	22	100
Niveau de vie	. Bas revenus	70	**29**	100
	. Classes moyennes	76	23	100
	. Hauts revenus	**82**	17	100
PCS	. Indépendant	**85**	(14)	100
	. Cadre	79	20	100
	. Profession intermédiaire	76	24	100
	. Employé	76	22	100
	. Ouvrier	76	24	100
	. Reste au foyer	67	**31**	100
	. Retraité	76	23	100
	. Autre inactif (étudiant)	77	(20)	100
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	77	21	100
	. Inactif	74	25	100
	. Chômeur	75	25	100
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	68	**31**	100
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	77	22	100
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	80	19	100
	. Diplôme du supérieur	77	21	100
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	75	24	100
	. Un seul	77	22	100
	. Deux	78	21	100
	. Trois et plus	77	21	100
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	72	27	100
	. Famille monoparentale	74	26	100
	. Couple sans enfant	78	20	100
	. Couple avec enfants	78	20	100
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	78	21	100
	. 2.000 à 20.000 habitants	75	24	100
	. 20.000 à 100.000 habitants	78	22	100
	. Plus de 100.000 habitants	74	26	100
	. Paris et agglomération	76	22	100
Région	. Région parisienne	75	23	100
	. Nord	72	**28**	100
	. Est	75	24	100
	. Bassin Parisien	**84**	16	100
	. Ouest	74	25	100
	. Sud-Ouest	77	23	100
	. Centre-Est	68	**29**	100
	. Méditerranée	77	21	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 85% des indépendants disent plutôt qu'ils se remettent rapidement des coups durs de la vie, contre 76% de l'ensemble de la population en moyenne.

Tableau A 5 - Je me sens libre de vivre ma vie comme je l'entends ...

(en %)		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total (yc nsp)
Ensemble de la population		**82**	**18**	**100**
Sexe	. Homme	84	16	100
	. Femme	80	19	100
Age	. Moins de 25 ans	88	(12)	100
	. 25 à 39 ans	84	16	100
	. 40 à 59 ans	77	23	100
	. 60 à 69 ans	85	15	100
	. 70 ans et plus	84	16	100
Niveau de vie	. Bas revenus	78	22	100
	. Classes moyennes	82	17	100
	. Hauts revenus	86	14	100
PCS	. Indépendant	84	(16)	100
	. Cadre	84	(15)	100
	. Profession intermédiaire	81	18	100
	. Employé	83	17	100
	. Ouvrier	83	17	100
	. Reste au foyer	69	30	100
	. Retraité	85	15	100
	. Autre inactif (étudiant)	85	(15)	100
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	84	16	100
	. Inactif	81	19	100
	. Chômeur	77	22	100
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	79	21	100
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	84	16	100
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	84	16	100
	. Diplôme du supérieur	80	20	100
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	82	17	100
	. Un seul	83	16	100
	. Deux	82	18	100
	. Trois et plus	77	23	100
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	82	18	100
	. Famille monoparentale	88	(12)	100
	. Couple sans enfant	82	17	100
	. Couple avec enfants	80	20	100
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	82	18	100
	. 2.000 à 20.000 habitants	81	19	100
	. 20.000 à 100.000 habitants	83	16	100
	. Plus de 100.000 habitants	80	20	100
	. Paris et agglomération	86	14	100
Région	. Région parisienne	86	14	100
	. Nord	82	(18)	100
	. Est	73	27	100
	. Bassin Parisien	86	14	100
	. Ouest	82	18	100
	. Sud-Ouest	83	17	100
	. Centre-Est	80	19	100
	. Méditerranée	80	20	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 88% des moins de 25 ans se disent libres de vivre leur vie comme ils l'entendent, contre 82% de l'ensemble de la population en moyenne.

Tableau A 6 - Les raisons évoquées pour expliquer le bonheur

- Base : individus occasionnellement, assez souvent ou très souvent heureux -

		Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
Ensemble de la population concernée		**36**	**30**	**22**	**17**
Sexe	. Homme	24	30	27	18
	. Femme	47	30	18	16
Age	. Moins de 25 ans	16	38	35	23
	. 25 à 39 ans	39	39	30	21
	. 40 à 59 ans	35	29	27	16
	. 60 à 69 ans	36	19	(8)	15
	. 70 ans et plus	45	19	(3)	11
Niveau de vie	. Bas revenus	46	24	16	15
	. Classes moyennes	35	29	22	17
	. Hauts revenus	30	34	32	19
PCS	. Indépendant	(29)	35	33	(14)
	. Cadre	23	43	45	18
	. Profession intermédiaire	32	46	36	16
	. Employé	45	30	29	20
	. Ouvrier	29	26	28	19
	. Reste au foyer	53	26	(5)	21
	. Retraité	38	18	(4)	13
	. Autre inactif (étudiant)	(15)	36	(25)	(16)
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	32	36	37	17
	. Inactif	39	22	7	16
	. Chômeur	38	31	(7)	20
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	47	23	(6)	15
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	36	27	22	17
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	33	31	28	21
	. Diplôme du supérieur	30	38	31	16
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	28	24	21	16
	. Un seul	46	37	28	19
	. Deux	53	40	26	19
	. Trois et plus	53	46	21	(17)
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	26	22	21	8
	. Famille monoparentale	65	(16)	23	(13)
	. Couple sans enfant	30	26	20	27
	. Couple avec enfants	47	47	27	20
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	39	30	22	18
	. 2.000 à 20.000 habitants	33	27	18	18
	. 20.000 à 100.000 habitants	32	34	20	13
	. Plus de 100.000 habitants	38	27	22	19
	. Paris et agglomération	32	35	29	14
Région	. Région parisienne	33	35	27	14
	. Nord	46	24	(16)	(12)
	. Est	32	38	26	(14)
	. Bassin Parisien	37	26	16	17
	. Ouest	36	32	25	19
	. Sud-Ouest	34	27	23	16
	. Centre-Est	33	27	23	20
	. Méditerranée	40	28	21	21

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 53% des personnes au foyer citent « les enfants » pour expliquer leur bonheur actuel, contre 36% de l'ensemble de la population concernée en moyenne.

Tableau A 6 - suite - Les raisons évoquées pour expliquer le bonheur

- Base : individus occasionnellement, assez souvent ou très souvent heureux -

		Les amis	Les hobbies	La santé	La vie
Ensemble de la population concernée		**14**	**10**	**9**	**5**
Sexe	. Homme	15	13	10	5
	. Femme	14	7	9	4
Age	. Moins de 25 ans	**35**	14	(8)	(6)
	. 25 à 39 ans	15	8	(6)	(3)
	. 40 à 59 ans	11	10	9	(4)
	. 60 à 69 ans	(10)	(10)	13	(6)
	. 70 ans et plus	(9)	12	**14**	(5)
Niveau de vie	. Bas revenus	11	9	9	(4)
	. Classes moyennes	15	11	11	5
	. Hauts revenus	15	12	(7)	(5)
PCS	. Indépendant	(8)	(14)	(4)	(2)
	. Cadre	(17)	(11)	(7)	(3)
	. Profession intermédiaire	17	(8)	(7)	(4)
	. Employé	10	(7)	9	(2)
	. Ouvrier	16	12	(10)	(7)
	. Reste au foyer	(10)	(7)	(7)	(5)
	. Retraité	10	12	**14**	(6)
	. Autre inactif (étudiant)	**42**	(12)	(4)	(5)
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	15	9	8	4
	. Inactif	14	11	11	6
	. Chômeur	(11)	(12)	(9)	(5)
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	9	9	11	(4)
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	14	10	11	5
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	16	11	(9)	(4)
	. Diplôme du supérieur	18	11	6	(4)
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	18	12	11	5
	. Un seul	(9)	(7)	(8)	(4)
	. Deux	(9)	(7)	(7)	(2)
	. Trois et plus	(5)	(6)	(5)	(4)
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	**25**	13	9	5
	. Famille monoparentale	(13)	(4)	(7)	(1)
	. Couple sans enfant	8	11	12	6
	. Couple avec enfants	7	7	7	(4)
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	10	9	10	(3)
	. 2.000 à 20.000 habitants	11	10	(9)	(3)
	. 20.000 à 100.000 habitants	12	(8)	(10)	(5)
	. Plus de 100.000 habitants	**19**	12	9	7
	. Paris et agglomération	17	10	10	(4)
Région	. Région parisienne	16	10	10	(4)
	. Nord	(10)	(6)	(8)	(1)
	. Est	(9)	(11)	(9)	(4)
	. Bassin Parisien	12	(8)	(6)	(4)
	. Ouest	16	12	12	(4)
	. Sud-Ouest	17	14	(11)	(6)
	. Centre-Est	18	(12)	(8)	(7)
	. Méditerranée	(12)	(9)	(12)	(6)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 42% des étudiants citent « les amis » pour expliquer leur bonheur actuel, contre 36% de l'ensemble de la population concernée en moyenne.

Tableau A 7 – Les quatre raisons principales mises en avant pour expliquer le bonheur

- Base : individus occasionnellement, assez souvent ou très souvent heureux -

		Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4
Ensemble de la population concernée		**Les enfants**	**La famille**	**Le travail**	**Le couple**
Sexe	. Homme	**La famille**	**Le travail**	Les enfants	Le couple
	. Femme	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
Age	. Moins de 25 ans	**La famille**	**Le travail**	**Les amis**	Le couple
	. 25 à 39 ans	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. 40 à 59 ans	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. 60 à 69 ans	Les enfants	La famille	**Le couple**	**La santé**
	. 70 ans et plus	Les enfants	La famille	**La santé**	**Les hobbies**
Niveau de vie	. Bas revenus	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Classes moyennes	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Hauts revenus	**La famille**	**Le travail**	Les enfants	Le couple
PCS	. Indépendant	**La famille**	**Le travail**	Les enfants	**Les hobbies**
	. Cadre	**Le travail**	La famille	Les enfants	Le couple
	. Profession intermédiaire	**La famille**	**Le travail**	Les enfants	**Les amis**
	. Employé	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Ouvrier	Les enfants	**Le travail**	La famille	Le couple
	. Reste au foyer	Les enfants	La famille	**Le couple**	Les amis
	. Retraité	Les enfants	La famille	**La santé**	Le couple
	. Autre inactif (étudiant)	**Les amis**	La famille	Le travail	Le couple
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	**Le travail**	La famille	Les enfants	Le couple
	. Inactif	Les enfants	La famille	**Le couple**	**Les amis**
	. Chômeur	Les enfants	La famille	**Le couple**	**Les hobbies**
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	Les enfants	La famille	**Le couple**	**La santé**
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Diplôme du supérieur	**La famille**	**Le travail**	Les enfants	**Les amis**
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	Les enfants	La famille	Le travail	**Les amis**
	. Un seul	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Deux	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Trois et plus	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	Les enfants	**Les amis**	La famille	Le travail
	. Famille monoparentale	Les enfants	**Le travail**	La famille	**Les amis**
	. Couple sans enfant	Les enfants	**Le couple**	La famille	Le travail
	. Couple avec enfants	**La famille**	Les enfants	Le travail	Le couple
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. 2.000 à 20.000 habitants	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. 20.000 à 100.000 habitants	**La famille**	Les enfants	Le travail	Le couple
	. Plus de 100.000 habitants	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Paris et agglomération	**La famille**	Les enfants	Le travail	**Les amis**
Région	. Région parisienne	**La famille**	Les enfants	Le travail	**Les amis**
	. Nord	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Est	**La famille**	Les enfants	Le travail	Le couple
	. Bassin Parisien	Les enfants	La famille	**Le couple**	Le travail
	. Ouest	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Sud-Ouest	Les enfants	La famille	Le travail	**Les amis**
	. Centre-Est	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple
	. Méditerranée	Les enfants	La famille	Le travail	Le couple

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Lecture : les moins de 25 ans citent comme premier motif de bonheur la famille alors que, dans l'ensemble de la population concernée, ce motif arrive au second rang.

Tableau A 8
Coefficients de corrélation entre les différents motifs expliquant le bonheur
- base : individus occasionnellement, assez souvent ou très souvent heureux -

	Les enfants	La famille	Le domaine professionnel	Le couple, le conjoint	Les amis	Les hobbys	La santé
. Les enfants		- 0,18	- 0,15	+ 0,12	- 0,15	- 0,08	ns
. La famille	- 0,18		+ 0,10	- 0,08	+ 0,11	ns	- 0,06
. Le domaine professionnel	- 0,15	+ 0,10		+ 0,06	+ 0,07	- 0,08	ns
. Le couple, le conjoint	+ 0,12	- 0,08	+ 0,06		- 0,06	ns	ns
. Les amis	- 0,15	+ 0,11	+ 0,07	- 0,06		+ 0,09	- 0,08
. Les hobbys	- 0,08	ns	- 0,08	ns	+ 0,09		- 0,06
. La santé	ns	- 0,06	ns	ns	- 0,08	- 0,06	

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations», juin 2012.
ns : corrélation non significative
Lecture : les personnes qui évoquent « les enfants » pour expliquer leur bonheur actuel évoquent aussi plus souvent « le couple, le conjoint » (corrélation **positive** = + 0,12) mais moins souvent « les amis » ou « le domaine professionnel » (corrélation **négative** = - 0,15).

Tableau A 9 – Ce qui pourrait contribuer à rendre malheureux
- Base : ensemble de la population -

		La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
Ensemble de la population		**30**	**23**	**13**	**13**
Sexe	. Homme	29	23	13	15
	. Femme	31	24	12	10
Age	. Moins de 25 ans	14	31	(14)	23
	. 25 à 39 ans	26	24	18	20
	. 40 à 59 ans	35	23	12	13
	. 60 à 69 ans	36	22	12	(2)
	. 70 ans et plus	35	19	(7)	(2)
Niveau de vie	. Bas revenus	26	17	18	10
	. Classes moyennes	30	24	12	15
	. Hauts revenus	37	24	10	(8)
PCS	. Indépendant	(27)	(20)	(13)	(7)
	. Cadre	32	22	(12)	(14)
	. Profession intermédiaire	34	26	14	19
	. Employé	28	25	15	17
	. Ouvrier	22	25	18	30
	. Reste au foyer	30	23	(10)	(4)
	. Retraité	37	20	10	(2)
	. Autre inactif (étudiant)	(18)	(25)	(7)	(11)
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	29	25	14	17
	. Inactif	33	21	9	(3)
	. Chômeur	22	21	23	28
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	30	21	14	(5)
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	28	25	12	16
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	29	24	13	15
	. Diplôme du supérieur	34	22	12	12
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	31	23	11	11
	. Un seul	30	23	15	16
	. Deux	29	26	14	16
	. Trois et plus	30	22	(18)	(14)
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	25	24	12	13
	. Famille monoparentale	34	(12)	18	(9)
	. Couple sans enfant	38	22	10	8
	. Couple avec enfants	29	27	14	17
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	33	26	16	9
	. 2.000 à 20.000 habitants	26	19	13	13
	. 20.000 à 100.000 habitants	30	23	(8)	13
	. Plus de 100.000 habitants	32	24	11	13
	. Paris et agglomération	28	21	13	16
Région	. Région parisienne	27	21	14	15
	. Nord	31	(19)	(9)	(18)
	. Est	32	17	(13)	(9)
	. Bassin Parisien	27	25	9	11
	. Ouest	36	22	16	12
	. Sud-Ouest	31	30	13	(12)
	. Centre-Est	31	26	12	14
	. Méditerranée	30	23	12	(10)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Les chiffres entre parenthèses reposent sur des effectifs faibles ; il faut les considérer avec précaution.
Lecture : 37% des retraités citent « la maladie » comme motif susceptible de les rendre malheureux, contre 30% de l'ensemble de la population en moyenne.

Tableau A 10 - Ce qui pourrait contribuer à rendre malheureux
- Base : ensemble de la population -

		Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4
Ensemble de la population		**La maladie**	**Le deuil**	**L'argent**	**Le chômage**
Sexe	. Homme	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Femme	La maladie	Le deuil	L'argent	**Les enfants**
Age	. Moins de 25 ans	**Le deuil**	**Le chômage**	La maladie	L'argent
	. 25 à 39 ans	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. 40 à 59 ans	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. 60 à 69 ans	La maladie	Le deuil	L'argent	**Les enfants**
	. 70 ans et plus	La maladie	Le deuil	**Les enfants**	L'argent
Niveau de vie	. Bas revenus	La maladie	**L'argent**	Le deuil	Le chômage
	. Classes moyennes	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Hauts revenus	La maladie	Le deuil	**Les enfants**	L'argent
PCS	. Indépendant	La maladie	Le deuil	L'argent	**Autre**
	. Cadre	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Profession intermédiaire	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Employé	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Ouvrier	**Le chômage**	Le deuil	La maladie	L'argent
	. Reste au foyer	La maladie	Le deuil	**Les enfants**	L'argent
	. Retraité	La maladie	Le deuil	**Les enfants**	L'argent
	. Autre inactif (étudiant)	**Le deuil**	La maladie	**Le chômage**	Autre
Situation profes-sionnelle	. Actif occupé	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Inactif	La maladie	Le deuil	**Les enfants**	L'argent
	. Chômeur	**Le chômage**	**L'argent**	La maladie	Le deuil
Diplôme	. Aucun diplôme, CEP	La maladie	Le deuil	L'argent	**Les enfants**
	. BEPC ou dipl. tech. équivalent	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. BAC ou dipl. tech. équivalent	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Diplôme du supérieur	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
Nombre d'enfants de moins de 20 ans	. Aucun	La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
	. Un seul	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Deux	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Trois et plus	La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
Structure familiale	. Célibataire, sans enfant	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Famille monoparentale	La maladie	**L'argent**	**Les enfants**	Le deuil
	. Couple sans enfant	La maladie	Le deuil	L'argent	**Les enfants**
	. Couple avec enfants	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
Taille d'agglo.	. Moins de 2.000 habitants	La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
	. 2.000 à 20.000 habitants	La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
	. 20.000 à 100.000 habitants	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	**Les enfants**
	. Plus de 100.000 habitants	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Paris et agglomération	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
Région	. Région parisienne	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Nord	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	**Les enfants**
	. Est	La maladie	Le deuil	L'argent	**Les enfants**
	. Bassin Parisien	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Ouest	La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
	. Sud-Ouest	La maladie	Le deuil	L'argent	Le chômage
	. Centre-Est	La maladie	Le deuil	**Le chômage**	L'argent
	. Méditerranée	La maladie	Le deuil	**Les enfants**	L'argent

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2012
Lecture : les moins de 25 ans citent comme premier motif de malheur en plus le deuil, alors que, dans l'ensemble de la population, c'est la maladie qui arrive en tête des réponses.

2. Régression logistique

Qu'est-ce qui explique le mieux que l'on se déclare fréquemment heureux ou pas ? Est-ce lié à l'âge, au niveau de revenus, au fait de vivre en couple, avec des enfants ou pas ? Dans quelle mesure les différents traits de caractère (optimisme, capacité à rebondir après un coup dur…) influent-ils sur le fait de se sentir heureux ?

Pour quantifier ces différents effets, nous avons réalisé une régression logistique qui permet de mesurer, toutes choses égales par ailleurs, l'influence de différents facteurs sur une opinion. En l'occurrence, nous cherchons à mesurer l'influence intrinsèque de plusieurs facteurs sur le fait **de se déclarer heureux (très souvent ou assez souvent) ou pas (occasionnellement ou jamais).**

Par exemple, les chômeurs sont-ils moins heureux parce qu'ils sont au chômage, ou bien parce qu'ils sont moins diplômés que la moyenne ou encore parce qu'ils disposent de revenus moindres (autant de caractéristiques défavorables au sentiment de bonheur) ? La régression logistique permet de faire la part des choses et **d'isoler** l'effet du chômage de celui du diplôme ou des revenus.

Cette technique suppose le choix, pour chacune des variables explicatives, d'une modalité de référence par rapport à laquelle se situeront toutes les autres. La modalité de référence est placée en italiques dans les tableaux. Pour simplifier la lecture, seuls deux indicateurs ont été retenus : « l'odds ratio » et le « seuil de significativité » qui lui est associé.

« L'odds ratio » exprime la probabilité qu'a un groupe d'être heureux par rapport au groupe choisi comme modalité de référence. Ce chiffre permet de tirer des conclusions du type : « toutes choses égales par ailleurs, les plus jeunes ont plus de 6 fois plus de chances que les 40-59 ans de se déclarer heureux ».

« Le seuil de significativité » indique la précision de l'estimation. La qualité de cette dernière est meilleure lorsque ce chiffre est bas. Par convention, une estimation dont le seuil de significativité est inférieur à 5% est déclarée « significative ». Les chiffres significatifs sont placés en gras dans le tableau.

Concrètement, pour expliquer le fait d'être heureux ou pas, nous avons procédé à deux analyses : la première reposait uniquement sur des critères sociodémographiques (soit **neuf** descripteurs socio démographiques, Tableau A 11, page 144) ; la seconde incluait également des éléments subjectifs (dire de soi-même que l'on est optimiste, se sentir libre, etc. Tableau A 12, page 145). Dans cette seconde analyse, **treize** critères ont été mis en compétition : **neuf**

relèvent de la sphère des descripteurs socio démographiques, tandis que **quatre** décrivent les « traits de caractère ».

S'AGISSANT DU MODELE EXPLICATIF REPOSANT UNIQUEMENT SUR LES CRITERES SOCIODEMOGRAPHIQUES, SIX VARIABLES POSSEDENT UN POUVOIR EXPLICATIF INTRINSEQUE, DONT QUATRE AU SEUIL DE 1/000 :

- **L'AGE :** toutes choses égales par ailleurs, les 18-24 ans ont une probabilité 8 fois plus élevée que les 35-49 ans (pris comme modalité de référence) d'être heureux. Les 25-39 ans sont, quant à eux, deux fois plus heureux que les 35-49 ans.
- **LE TYPE DE FAMILLE :** toutes choses égales par ailleurs, comparés aux célibataires sans enfant qui ont été pris comme modalité de référence, les personnes qui vivent en couple ont une probabilité accrue de se dire heureux. Les couples sans enfants ont 2,4 fois plus de chances de l'être, les couples avec enfants ont 4,5 fois plus de chances de se ranger du côté des personnes assez souvent ou très souvent heureuses.
- **LA SITUATION D'EMPLOI :** toutes choses égales par ailleurs, les chômeurs sont deux fois et demie moins heureux que les actifs occupés (probabilité multipliée par 0,42).
- **LE NIVEAU DE VIE :** les catégories défavorisées (celles dont le niveau de vie est inférieur à 70% de la médiane) ont deux fois et demie moins de chances de se dire heureuses que les classes moyennes (prises comme modalité de référence). Les catégories aisées sont légèrement plus heureuses que celles-ci (une fois et demie plus).

S'AGISSANT DU MODELE EXPLICATIF INTEGRANT DES CRITERES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET DES « TRAITS DE CARACTERE » :
LES QUATRE MEMES VARIABLES SOCIO DEMOGRAPHIQUES POSSEDENT UN POUVOIR EXPLICATIF INTRINSEQUE, AVEC DES COEFFICIENTS PROCHES :

- **L'AGE :** toutes choses égales par ailleurs, les 18-24 ans ont une probabilité 6 fois plus élevée que les 35-49 ans (pris comme modalité de référence) d'être heureux. Les 25-39 ans sont, quant à eux, 1,6 fois plus heureux que les 35-49 ans.
- **LE TYPE DE FAMILLE :** toutes choses égales par ailleurs, comparés aux célibataires sans enfant qui ont été pris comme modalité de référence, les personnes qui vivent en couple ont une probabilité accrue de se dire heureux. Les couples sans enfants ont 2,5 fois plus de chances de l'être, les couples avec enfants ont 4,3 fois plus de chances de se ranger du côté des personnes assez souvent ou très souvent heureuses.
- **LA SITUATION D'EMPLOI :** toutes choses égales par ailleurs, les chômeurs sont deux fois et demie moins heureux que les actifs occupés.
- **LE NIVEAU DE VIE :** les bas revenus (celles dont le niveau de vie est inférieur à 70% de la médiane) ont deux fois moins de chances de se dire heureuses que les classes moyennes (prises comme modalité de référence). Les hauts revenus ne se démarquent pas des classes moyennes.

TOUTES LES VARIABLES DECRIVANT LES « TRAITS DE CARACTERE » ONT UNE INFLUENCE PROPRE :

- **LE FAIT DE SE SENTIR LIBRE DE VIVRE SA VIE :** ceux qui développent ce sentiment ont presque 5 fois plus de chances d'être heureux que ceux qui ne sont pas de cet avis.
- **LE FAIT DE SE DIRE OPTIMISME QUANT A SON AVENIR :** on a, si on dit qu'en général on est optimisme quand on pense à son avenir, plus de trois fois plus de chances d'être heureux que quand on ne le pense pas.
- **AVOIR UNE OPINION POSITIVE DE SOI-MEME :** quand ce trait de caractère fait défaut, la probabilité d'être heureux, toutes choses égales par ailleurs, est presque divisée par deux (elle est amputée de 45%).
- **SE REMETTRE RAPIDEMENT DES COUPS DURS DE LA VIE :** quand on ne développe pas cette faculté, on a 40% de chances en moins de se dire heureux.

Tableau A 11 - Effets des critères sociodémographiques sur le fait de se sentir heureux ou pas

Résultats de régressions logistiques		*Odds ratio*	*Signif*
Les déterminants socio-démographiques « classiques »			
Sexe	· Homme	0,89	ns
	· *Femme*	-	*Ref.*
Age	· **Moins de 25 ans**	**7,98**	***
	· **25 - 39 ans**	**2,01**	*
	· *40 - 59 ans*	-	*Ref.*
	· 60-69 ans	0,98	ns
	· 70 ans et plus	0,78	ns
Niveau de vie	· **Bas revenus**	**0,41**	***
	· Classes moyennes	-	*Ref.*
	· **Hauts revenus**	**1,58**	*
Profession et catégorie sociale	· Indépendant	0,70	ns
	· Cadre supérieur	0,96	ns
	· Profession intermédiaire	0,97	ns
	· *Employé*	-	*Ref.*
	· Ouvrier	0,86	ns
	· Reste au foyer	0,46	ns
	· Retraité	1,04	ns
	· Autre inactif (étudiant)	0,67	ns
Situation d'emploi	· *Actif occupé*	-	*Ref.*
	· Inactif	1,16	ns
	· **Chômeur**	**0,42**	***
Diplôme	· **Aucun diplôme (ou Cep)**	**0,70**	*
	· *BEPC, technique (inf. au bac)*	-	*Ref.*
	· Bac, niveau bac	0,93	ns
	· Diplôme du supérieur	0,83	ns
Type de famille	· *Célibataire, sans enfant*	-	*Ref.*
	· Famille monoparentale	0,95	ns
	· **Couple, sans enfants**	**2,38**	***
	· **Couple, avec enfants**	**4,48**	***
Taille d'agglomération	· Moins de 2.000 habitants	1,29	ns
	· 2.000 à 20.000 habitants	0,95	ns
	· 20.000 à 100.000 habitants	1,04	ns
	· *Plus de 100.000 habitants*	-	*Ref.*
	· Paris et agglomération parisienne	0,96	ns
Région de résidence	· Région parisienne	0,73	ns
	· Nord	1,07	ns
	· **Est**	**0,52**	*
	· *Bassin Parisien*	-	*Ref.*
	· Ouest	0,84	ns
	· Sud-Ouest	0,93	ns
	· Centre Est	0,80	ns
	· Méditerranée	0,93	ns

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de Vie et Aspirations», juin 2012.

Lecture : toutes choses égales par ailleurs, les individus qui vivent en couple avec des enfants **ont 4 fois et demie plus de chance de se déclarer heureux** que les personnes qui ne sont pas en couple et qui n'ont pas d'enfants, pris ici comme modalité de référence.

Seuil de significativité : khi2 significatif au seuil de 1 p.1000 : *** ; khi2 significatif au seuil de 1 % : ** ; khi2 significatif au seuil de 5 % : * ; non significatif : n.s.

Modalité de référence : Ref.

Tableau A 12
Effets des critères socio-démographiques et subjectifs sur le fait de se sentir heureux ou pas

Résultats de régressions logistiques		*Odds ratio*	*Signif*
Les déterminants socio-démographiques « classiques »			
Sexe	· Homme	0,76	ns
	· *Femme*	-	*Ref.*
Age	· **Moins de 25 ans**	**6,33**	***
	· **25 - 39 ans**	**1,63**	*
	· *40 - 59 ans*	-	*Ref.*
	· 60-69 ans	0,78	ns
	· 70 ans et plus	0,57	ns
Niveau de vie r	· **Bas revenus**	**0,45**	***
	· Classes moyennes	-	*Ref.*
	· Hauts revenus	1,38	ns
Profession et catégorie sociale	· Indépendant	0,70	ns
	· Cadre supérieur	0,99	ns
	· Profession intermédiaire	1,05	ns
	· *Employé*	-	*Ref.*
	· Ouvrier	0,94	ns
	· Reste au foyer	0,75	ns
	· Retraité	1,37	ns
	· Autre inactif (étudiant)	0,73	ns
Situation d'emploi	· *Actif occupé*	-	*Ref.*
	· Inactif	1,08	ns
	· **Chômeur**	**0,39**	***
Diplôme	· Aucun diplôme (ou Cep)	0,76	ns
	· *BEPC, technique (inf. au bac)*	-	*Ref.*
	· Bac, niveau bac	0,83	ns
	· Diplôme du supérieur	0,82	ns
Type de famille	· *Célibataire, sans enfant*	-	*Ref.*
	· Famille monoparentale	0,69	ns
	· **Couple, sans enfants**	**2,48**	***
	· **Couple, avec enfants**	**4,29**	***
Taille d'agglomération	· Moins de 2.000 habitants	1,18	ns
	· 2.000 à 20.000 habitants	0,84	ns
	· 20.000 à 100.000 habitants	0,82	ns
	· *Plus de 100.000 habitants*	-	*Ref.*
	· Paris et agglomération parisienne	0,84	ns
Région de résidence	· Région parisienne	0,79	ns
	· Nord	1,19	ns
	· Est	0,74	ns
	· *Bassin Parisien*	-	*Ref.*
	· Ouest	0,88	ns
	· Sud-Ouest	1,05	ns
	· Centre Est	1,03	ns
	· Méditerranée	0,99	ns

../..

Tableau A 12 - suite

Résultats de régressions logistiques		*Odds ratio*	*Signif*
Traits de caractère			
Se dit optimiste quant à son avenir	· *Oui*	-	*Ref.*
	· Non	**0,29**	***
A une opinion positive de soi-même	· *Oui*	-	*Ref.*
	· Non	**0,55**	***
Se remet rapidement des coups durs	· *Oui*	-	*Ref.*
	· Non	**0,60**	***
Se sent libre de vivre sa vie	· *Oui*	-	*Ref.*
	· Non	**0,21**	***

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de Vie et Aspirations», juin 2012.

Lecture : toutes choses égales par ailleurs, les individus qui vivent en couple avec des enfants **ont 4 fois plus de chance de se déclarer heureux** que les personnes qui ne sont pas en couple et qui n'ont pas d'enfants, pris ici comme modalité de référence. Les personnes qui ne se sentent pas libres de vivre leur vie ont, quant à elles, presque 5 fois moins de chances de se dire heureuses que celles qui ont ce sentiment (modalité de référence).

Seuil de significativité : khi2 significatif au seuil de 1 p.1000 : *** ; khi2 significatif au seuil de 1 % : ** ; khi2 significatif au seuil de 5 % : * ; non significatif : n.s.

Modalité de référence : Ref.

Tableau 12 - Effets de différentes variables sur la probabilité de s'estimer « très souvent » heureux

Résultats de régression logistique		*Odds ratio*	*Signif (en %)*
Sexe	. Homme	1,0	NS
	. Femme	1	Ref.
Age	. 18 - 24 ans	1,4	NS
	. 25 - 39 ans	**1,7**	**0%**
	. 40 - 59 ans	1	Ref.
	. 60 - 69 ans	0,8	NS
	. 70 ans et plus	0,6	NS
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	**2,2**	**4%**
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	1,1	NS
	. Profession intermédiaire	1,5	NS
	. Employé	1	Ref.
	. Ouvrier	1,3	NS
	. Reste au foyer	1,3	NS
	. Retraité	**2,5**	**1%**
	. Etudiant	**2,3**	**4%**
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	**0,6**	**2%**
	. De 900 à 1500 €	0,7	5%
	. De 1500 à 2300 €	1	Ref.
	. De 2300 à 3100 €	1,1	NS
	. 3100 € et plus	1,1	NS
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	1,0	NS
	. De 2000 à 20000 habitants	**1,9**	**1%**
	. De 20000 à 100000 habitants	1	Ref.
	. Plus de 100000 habitants	0,9	NS
	. Paris et agglo. parisienne	0,8	NS
Situation financière réelle et ressentie	. supérieure à la médiane	**1,5**	**1%**
	. inférieure	1	Ref.
Patrimoine	supérieure à la médiane	1,3	NS
	inférieure	1	Ref.
Equipement	supérieure à la médiane	1,4	NS
	inférieure	1	Ref.
Logement	supérieure à la médiane	1,2	NS
	inférieure	1	Ref.
Loisirs	supérieure à la médiane	**1,7**	**0%**
	inférieure	1	Ref.
Emploi	supérieure à la médiane	0,9	NS
	inférieure	1	Ref.
Vie citoyenne	supérieure à la médiane	**1,4**	**3%**
	inférieure	1	Ref.
Santé	supérieure à la médiane	**2,0**	**0%**
	inférieure	1	Ref.
Lien social	supérieure à la médiane	**2,1**	**0%**
	inférieure	1	Ref.
Sécurité	supérieure à la médiane	1,0	NS
	inférieure	1	Ref.
Education	supérieure à la médiane	1,1	NS
	inférieure	1	Ref.

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Exemple de lecture : toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui ont un lien social étendu ont 2,1 fois plus de chances de se dire « très souvent heureuses » que celles qui ont un réseau social plus restreint.

Modalité de référence : Ref.

NS : non significatif.

Pour simplifier la lecture, seuls deux indicateurs ont été retenus : « l'odds ratio » et le « seuil de significativité » qui lui est associé. **« L'odds ratio »** exprime la probabilité qu'a un groupe de se sentir très heureux par rapport à un autre groupe choisi comme modalité de référence. Ce chiffre permet de tirer des conclusions du type : « toutes choses égales par ailleurs, les personnes avec une situation financière au dessus de la moyenne ont 50% plus de chances de se sentir très heureuses que les autres. « Le seuil de significativité » indique la précision de l'estimation. La qualité de cette dernière est meilleure lorsque ce chiffre est bas. Par convention, une estimation dont le seuil de significativité est inférieur à 5% est déclarée « significative ». Les chiffres significatifs sont placés en gras dans le tableau.

3. Grilles de post-codage

Qu'est-ce qui vous rend heureux / malheureux dans votre vie actuelle ?

- Toutes les réponses fournies ont été recodées -

01. Les amis : « Les amis », « Mes amis », « Voir mes amis ».

02. L'argent, les conditions matérielles : « Etre riche », « Gagner de l'argent », « Etre indépendant financièrement », « Pas de soucis matériels », « Le coût de la vie ».

03. Le cadre de vie : « Le lieu où j'habite » « Mon cadre de vie », « Mon lieu d'habitation », « Je vis dans un coin que j'aime ».

04. Le couple, le conjoint : « Mon mari », « Ma femme », « Mon compagnon », « L'amour », « Ma vie amoureuse », « Ma vie de couple », « D'être auprès de mon épouse », « D'avoir retrouvé quelqu'un ».

05. Les petits bonheurs : « Les petits bonheurs du quotidien », « Les petits plaisirs », « Un ensemble de petites choses», « Une fleur, le soleil … ».

06. Les enfants, les petits-enfants : « Mes enfants », « Ma filles », « Mes fils », « Mes petits-enfants », « Mes enfants vont bien », « La réussite de mes enfants », « L'épanouissement de mes filles », « Avoir ma fille avec moi », « D'élever mes enfants ».

07. L'entourage : « Mon entourage », « D'être entourée », « Que les gens autour de moi aillent bien », « Etre bien entourée par les gens ».

08. La famille : « La famille », « Ma famille », « La vie de famille », « De penser à la famille », « Toute la famille », « Les réunions de famille », « La situation de famille »

09. Les hobbies, les activités : « Le sport », « Bricoler », « Faire du vélo, du saxo », « Mes activités extra-professionnelles », « La bricole », « La pêche », « La peinture », « La danse, ma passion ».

10. L'intérieur, le logement : « Ma maison », « Avoir une maison », « Je m'occupe de ma maison », « D'avoir un toit », « Mon appartement », « Le fait d'être prochainement propriétaire ».

11. L'indépendance, l'autonomie : « Mon indépendance », « D'être indépendant », « Le fait de pouvoir encore conduire ma voiture », « Mon autonomie ».

12. La liberté : « Libre », « Liberté », « Faire ce que je veux », « Ma liberté », « On n'a pas trop de contraintes », « D'être libre ».

13. Les loisirs : « Les loisirs », « Mes loisirs », « Avoir des loisirs », « Des loisirs agréables ».

14. Le moral, le tempérament : « Je suis bien dans ma peau », « Je vois la vie du bon côté », « Je suis heureux de nature », « Le tempérament », « Je suis une fille tout le temps heureuse ».

15. La nature : « La nature », « La vie dans la nature ».

16. Les animaux domestiques : « Mon chat », « Ma chienne ».

17. La politique : « La politique », « Le passage de la gauche ».

18. **Le domaine professionnel :** « Aller travailler », « Mon boulot », « Un bon boulot », « Ma réussite au travail », « Mon métier », « Mon travail », « La sécurité de l'emploi », D'avoir trouvé un travail après le chômage ».

19. **Les relations :** « Mes relations », « Les gens », « Rencontrer des gens », « Voir du monde », « Mes relations avec les autres ».

20. **La retraite :** « Ma retraite », « La retraite », « D'être à la retraite », « Je ne travaille plus », « La retraite qui approche ».

21. **La santé :** « Le fait d'avoir la santé », « Etre en bonne santé », « J'ai la santé », « Ma santé est bonne », « Ne pas avoir de maladie grave ».

22. **La solitude :** « La solitude », « D'avoir personne à qui parler ».

23. **Les sorties :** « Les sorties », « Pouvoir sortir », « Sortir avec mes copains », « Sortir avec des potes ».

24. **La foi, la croyance :** « Ma vie spirituelle », « Etre en relation avec le Dieu vivant », « Croire en Dieu », « Ma foi en Dieu ».

25. **Le temps, le temps libre :** « Avoir le temps », « Mon temps libre », « Avoir le temps de faire des choses », « Prendre le temps de vivre ».

26. **La tranquillité :** « Etre tranquille », « La tranquillité », « D'avoir la paix, la tranquillité », « Ma petite vie tranquille ».

27. **Les vacances :** « Les vacances », « Partir en vacances », « Partir à la montagne ».

28. **La vie, sa vie :** « Ma vie », « La vie », « La façon dont je vis », « Ma vie en général », « Je vis comme je vis », « Etre en vie », « La vie que j'ai », « Je suis vivant », « Ma vie actuelle ».

29. **Les voyages :** « Les voyages », « Partir en voyages », « Pouvoir voyager ».

30. **Autre :** « Pouvoir être active », « Faire plaisir », « Les bonnes nouvelles », « La renaissance du printemps », « J'ai un but », « Savoir que j'ai plein de choses à faire », « Les facilités qu'on a », « les plaisirs que je me donne ».

31. **Rien :** « Rien », « Rien de spécial », « Pas grand-chose », « Rien de particulier ».

32. **Tout :** « C'est un tout », « Tout », « C'est un ensemble ».

33. **Le soleil, le climat :** « Le soleil », « Le beau temps, ça aide pour le moral », « Qu'il fasse beau », « Le soleil du Sud ».

99. **Ne sait pas**

En dehors de la période actuelle, qu'est-ce qui, dans votre vie, est susceptible de contribuer à vous rendre heureux ?

- Toutes les réponses fournies ont été recodées -

01. Les amis : « Les amis », « L'amitié », « Quand je vois mes amis ».

02. L'amour : « L'amour », « Un chéri », « Le prince charmant », « Trouver l'amour », « Etre amoureuse », « Trouver l'âme sœur ».

03. Le couple, le conjoint : « Mon mari », « Ma femme », « Me remettre avec ma femme », « Ma vie de couple », « Un mariage », « Je vais me marier ».

04. L'argent : « L'argent », « Avoir de l'argent », « Avoir plus d'argent », « Les sous », « Une augmentation de salaire », « Du fric », « L'amélioration des conditions financières ».

05. Le loto : « Gagner le gros lot », « Le loto », « L'Euro million », « Gagner au loto », « Gagner au tiercé ».

06. Le cadre de vie : « Un beau cadre de vie », « Ma région », « La campagne », « Changer de quartier », « Pouvoir aller vivre à la campagne », « Retourner vivre en Bretagne ».

07. Les contacts, l'harmonie avec les proches : « Les gens avec qui je vis », « Une bonne entente familiale », « Entourage qui va bien », « Avoir tous mes proches », « Le bonheur des gens que j'aime », « Ne pas avoir de conflit », « Rencontrer des gens », « Rencontrer de nouvelles personnes ».

08. Les enfants : « Mes enfants », « Mon fils », « Le fait d'avoir un bébé », « La réussite de mes enfants », « La maternité ».

09. La famille : « La famille », « Ma famille », « La vie familiale », « La vie de famille », « Etre plus souvent en famille ».

10. Les activités, les loisirs : « La pêche », « L'opéra », « La décoration », « Aller à des matches de foot », « M'éclater dans mon jardin », « Le bénévolat ».

11. La liberté, l'indépendance : « La liberté », « Une vie libre », « Plus de liberté », « De vivre comme je veux », « De faire comme je veux ».

12. L'intérieur, le logement : « Un logement plus grand », « Le fait d'aménager un nouveau logement », « Un toit à soi », « Etre propriétaire », « Acheter », « Avoir une maison à moi ».

13. Le moral, le tempérament : « Je suis heureuse et positive de nature », « Mon caractère positif », « La force de caractère », « Etre bien dans sa peau ».

14. La politique : « Que la France aille mieux », « La paix dans le monde », « Que tout le monde fasse attention à tout le monde », « Qu'il y ait plus de justice », « Que François Hollande réussisse son pari ».

15. Le domaine professionnel : « Retrouver un emploi », « Mon métier », « La réussite professionnelle », « D'avoir du travail », « Mes projets professionnels », « Un boulot ».

16. Des projets d'avenir : « Réaliser mes rêves », « Des projets d'évolution », « Les découvertes », « Différents projets », « Qu'on puisse réaliser nos projets », « La perspective d'un avenir plus brillant ».

17. La retraite : « La retraite », « D'être à un an de la retraite ».

18. **La santé** : « Etre en bonne santé », « Se sentir en bonne santé », « Ma santé excellente », « La santé », « Avoir la santé », « Avoir une meilleure santé », « Ne plus sentir les douleurs ».

19. **Le soleil, le climat** : « Le soleil », « L'été », « Quand il fait beau », « Le climat », « La météo », « Un rayon de soleil ».

20. **Les sorties** : « Les sorties », « Faire des sorties avec mes amis », « Faire la fête ».

21. **La spiritualité, la religion** : « La croyance », « Ma foi religieuse », « Dieu », « Prêcher ma religion ».

22. **Du temps, du temps libre** : « Profiter de mon temps à ma guise », « Le temps libre », « Un peu plus de temps pour moi », « Avoir plus de disponibilités ».

23. **La tranquillité** : « La tranquillité », « Le calme », « Vivre tranquille ».

24. **Les vacances** : « Les vacances », « Partir en vacances », « Plus de vacances », « Mes vacances ».

25. **La vie** : « Ma vie actuelle », « La vie de tous les jours », « Profiter de la vie », « Vivre », « La vie », « Se sentir en vie ».

26. **Les voyages** : « Les voyages », « La possibilité de voyager », « Voyager à l'étranger », « Voyager un petit peu », « Partir en voyage en Australie ».

27. **Tout :** « Tout », « Que tout aille bien ».

29. **Rien** : « Rien », « Rien de particulier », « Je n'attends rien de spécial ».

90. **Autre :** « Faire du bien autour de moi », « L'absence de soucis majeurs », « Faire du shopping », « Que ma voiture fonctionne ».

99. **Ne sait pas.**

En dehors de la période actuelle, qu'est-ce qui, dans votre vie, est susceptible de contribuer à vous rendre malheureux ?

- Toutes les réponses fournies ont été recodées -

01. L'argent : « Avoir des problèmes financiers », « Des problèmes d'argent », « Le manque d'argent », « Le coût de la vie », « Les impôts », « Les factures », « Avoir des dettes ».

02. Les mauvais comportements (bêtise, égoïsme, méchanceté…) : « La bêtise », « La méchanceté », « La nonchalance », « L'égoïsme des gens », « La médisance », « Le racisme », « Les cons », « L'indifférence », « La mauvaise foi », « La jalousie de certains ».

03. Le chômage, la perte d'emploi : « Le chômage », « Ne pas avoir de travail », « Perdre mon boulot ».

04. Le climat : « La météo », « La grêle », « Les dérèglements climatiques », « Le mauvais temps », « Pas de soleil ».

05. Un décès, un deuil : « La perte d'un être cher », « Un décès », « Perdre un proche », « La mort d'un proche », « La mort ».

06. La perte d'autonomie, la dépendance : « La dépendance », « De pouvoir rien faire », « Etre cloué à son domicile », « Etre dans un fauteuil roulant », « Ne plus pouvoir marcher », « Le handicap », « Etre invalide », « La fin de vie ».

07. Un divorce, une séparation : « Ma femme qui me délaisse », « Perdre ma copine », « Ma femme m'aime plus », « Séparation d'avec mon épouse », « Divorce », « Rupture sentimentale », « Problème sentimental ».

08. Un échec : « Un échec », « Non concrétisation des projets », « L'échec scolaire », « L'échec de ma vie », « Ne pas réussir mon examen », « Ne pas arriver à mon objectif », « De rater mes études et mon examen ».

09. Les enfants : « Les difficultés des enfants », « Ce qui touche les enfants », « L'avenir incertain des enfants », « La situation de ma fille », « Si mes enfants ne sont pas bien ».

10. Les ennuis, les aléas, les accidents de la vie : « Les accidents de la vie », « Les soucis », « Des soucis imprévus », « Des contrariétés », « Des ennuis », « Des ennuis de tout type », « Les aléas de la vie », « Les emmerdements ».

11. La famille : « La famille », « L'atteinte à la famille », « Les malheurs familiaux », « Si on faisait du mal à mes proches », « Les problèmes familiaux ».

12. L'injustice : « L'injustice », « L'injustice, les inégalités », « La discrimination », « L'injustice sociale ».

13. Le logement : « Mon logement est trop petit », « Etre mal logé », « Ne plus avoir de logement », « Etre sans domicile fixe », « Ne pas avoir de toit sur la tête », Etre à la rue ».

14. La maladie : « La maladie », « La santé », « Un problème de santé », « Un défaut de santé », « Tomber gravement malade », « La récidive de ma maladie ».

15. La misère, la pauvreté en général : « La misère », « Quand je vois des gens malheureux », « Quand je vois des gens qui meurent de faim », « La situation difficile du monde qui nous entoure », « Le malheur des autres », « La précarité ».

16. **La politique, les problèmes politiques ou de société :** « La politique », « La vie politique actuelle me déprime », « La crise », « La conjoncture économique », « La société », « Les guerres », « La surpopulation », « L'avenir par rapport à la situation actuelle », « De voir en France beaucoup de jeunes au chômage ».

17. **Problèmes professionnels (autres que le chômage) :** « La pression dans mon boulot », « La dégradation dans le travail », « Mon travail », « L'ambiance au travail », « Le fait que mon auto-entreprise ne marche plus bien », « La désorganisation dans le travail », « On est pressé comme des citrons et puis on est jeté ».

18. **La solitude :** « La solitude », « Rester seul », « Etre loin de ma famille », « Ne plus parler à personne », « Me savoir seul », « Se retrouver tout seul ».

19. **Tout :** « Tout », « Tout perdre », « Tout perdre tout à coup ».

20. **Rien :** « Rien », « Rien du tout », « Il n'y a rien en particulier qui me rende malheureuse ».

30. **Autre :** « Le manque de temps », « Le manque de reconnaissance », « Ma vie est malheureuse », « De mauvaises nouvelles », « Que je désire quelque chose que je ne peux pas avoir », « Ma voiture en panne », « Ne plus être libre de m'exprimer », « De rester dans cette région », « De ne pas avoir le permis ».

99. **Ne sait pas.**

Bibliographie

- AFSA Cédric, MARCUS Vincent, *Le bonheur attend-il le nombre des années ?,* France, portait social, INSEE, édition 2008, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=FPORSOC08n
- ALAIN, *Propos sur le bonheur*, Paris, Folio, 1985
- ALBOUY Valérie, DUEE Michel, GODEFROY Pascal, *Qualité de vie des hommes et des femmes*, Regards sur la parité, INSEE, édition 2012, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=FHPARIT12d_VE3quali
- ALBOUY Valérie, GODEFROY Pascal, LOLLIVIER Stéfan, *Une mesure de la qualité de la vie*, France, portait social, INSEE, édition 2010, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10E.pdf
- ALIBERT David, BIGOT Régis et FOUCAUD David, *Les effets de l'instabilité professionnelle sur certaines attitudes et opinions des Français depuis le début des années 1980,* Cahier de recherche, n° 225, CREDOC, novembre 2006, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C225.pdf
- ALLAIN Jean-Claude, *Joseph Caillaux : Le défi victorieux 1863-1914,* Paris, 1978.
- ALMOND Gabriel A., VERBA Sidney, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations,* Princeton, New York Princeton University Press, 1963.
- AMIEL Marie-Hélène, GODEFROY Pascal, LOLLIVIER Stéfan, Qualité de vie et bien-être vont souvent de pair, *INSEE Première* n°1428, INSEE, janvier 2013. http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1428/ip1428.pdf
- AMOSSE Thomas, PIGNONI Maria-Theresa, « La transformation du paysage syndical depuis 1945 », In *INSEE – Conditions de travail et relations professionnelles,* édition 2006, p. 406-412.
- ANDO Albert et MODIGLIANI Franco. « The 'Life Cycle' Hypothesis of Saving: Aggregate Implications and Tests », In *American Economic Review*, vol. 53 (March 1963), p. 55–84.
- ANSES et le Réseau National de Vigilance et de Prévention des Pathologies Professionnelles, Rapport scientifique 2001-2009, Septembre 2011. http://www.anses.fr/Documents/RNV3P-Ra-Septembre2011.pdf
- ARCHAMBAULT Edith, TCHERNONOG Viviane, « Repères sur les associations en France » In *Associathèque,* mars 2012 http://cpca.asso.fr/wp-content/uploads/2012/05/les-associations-en-france-aujourdhui.pdf
- BABEAU André, « La contribution des patrimoines à la dynamique de consommation des ménages », In MOATI Philippe et ROCHEFORT Robert, *Mesurer le pouvoir d'achat*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, janvier 2008, p. 189-201, http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/073.pdf
- BABES Mélanie et al., *Note de conjoncture sociétale : Début 2012 – La rechute,* Paris, CREDOC, avril 2012.
- BABÈS Mélanie, BIGOT Régis et HOIBIAN Sandra, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Paris, CREDOC, Cahier de recherche, n° 281, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf
- BARBER Benjamin, *Strong Democracy: Participatory Politics for a New Age,* University of California Press, 1984
- BARTHELEMY Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?,* Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- BAUDRILLARD Jean, *Cool memories 4,* Paris, 2000.
- BAUMAN Zygmunt, *Le présent liquide : Peurs sociales et obsession sécuritaire,* Paris, Le Seuil, 2007.
- BECK Ulrich, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité,* Paris, Editions Aubier, 2001.
- BIGOT Régis et HOIBIAN Sandra, *Les difficultés des Français face au logement*, Paris, Cahier de recherche n° 265, CREDOC, décembre 2009, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C265.pdf
- BIGOT Régis, BABES Mélanie, HOIBIAN Sandra, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Paris, Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf
- BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, HOIBIAN Sandra, *Corps social convalescent,* Paris, CREDOC – Note de conjoncture, 2011.
- BIGOT Régis, CROUTTE Patricia, MULLER Jorg, OSIER Guillaume, *Les classes moyennes en Europe*, Paris, Cahier de recherche n°282, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C282.pdf
- BIGOT Régis, *Les classes moyennes sous pression,* Paris, CREDOC – Cahier de recherche, n° 249, décembre 2008.
- BIGOT Régis, *Quelques aspects de la sociabilité des Français*, Cahier de recherche, n°169, CREDOC, décembre 2001, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C169.pdf, p. 66.
- BONVALET Catherine, *Conférence sur l'élaboration du plan local d'urbanisme, Intégral du discours à l'Hôtel de Ville de Neuilly-sur-Seine*, 20 octobre 2010. http://www.ville-neuillysurseine.fr/files/neuilly/mairie/plu/discours-catherine-bonvalet.pdf
- BOURDIEU Pierre., PASSERON Jean - Claude, *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Editions de Minuit, 1970.
- BRECHON Pierre, TCHERNIA Jean-François, *La France à travers ses valeurs,* Paris, Armand Colin, 2009.
- BRIANT Pierrette et ROUGERIE Catherine « Les logements sont plus confortables qu'il y a vingt ans et pèsent davantage sur le revenu des ménages », In *France Portrait Social*, Paris, Insee, 2008, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC08j.PDF
- CASTEL Robert, L'insécurité sociale (qu'est-ce qu'être protégé ?), Paris, Seuil, 2003.
- CASTEL Robert, *La montée des incertitudes : travail, protections, statut de l'individu,* Paris, Le Seuil, 2009.
- CHAUFFAUT Delphine, *L'évolution des relations entre générations dans un contexte de mutation du cycle de vie,* Paris, CREDOC, Cahier de recherche, n°163, novembre 2001.
- CLARK Andrew E. et SENIK Claudia, « Is Happiness Different From Flourishing? Cross-Country Evidence from the ESS », In *Revue d'économie politique,* 2011/1 Vol. 121, p. 17-34.

- CLARK Andrew E., FRIJTERS Paul and SHIELDS Michael A. Relative Income, Happiness, and Utility: An Explanation for the Easterlin Paradox and Other Puzzles, In *Journal of Economic Literature*, Vol. 46, No. 1 (Mars 2008), p. 95-144
- CONTER Bernard, « Plein-emploi ou chômage nécessaire : la stratégie européenne pour l'emploi, entre utopie et pragmatisme », In *Politique européenne*, 2007
- DAGENAUD Monique, *Génération Y : Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion,* Paris, Presses de Sciences Po, 2ème édition, 2013.
- DARES, « L'évolution des risques professionnels dans le secteur privé entre 1994 et 2010 : premiers résultats de l'enquête SUMER », In *Dares analyses,* Paris, n°23, mars 2012, http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2012-023.pdf
- DAVOINE Lucie, *Economie du bonheur*, Paris, La découverte, 2012.
- DAYAN Jean-Louis, « Vue d'ensemble – L'emploi en France depuis trente ans », In *L'emploi, nouveaux enjeux*, Paris, Insee, 2008, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPLOIR08c.PDF
- DE SINGLY François, *Les uns avec les autres : Quand l'individualisme crée du lien,* Paris, 2010.
- DE SINGLY François, *Libres ensemble*, Paris, Pocket, 2009.
- DIENER Edward, "Subjective Well-Being", In *Psychological Bulletin*, 1984.
- DJEFAL Sabrina et EUGENE Sonia, « Etre propriétaire de sa maison un rêve largement partagé, quelques risques ressentis », In *Consommation et Modes de vie*, Paris, CREDOC, n°177, 2004, http://www.credoc.fr/pdf/4p/177.pdf
- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.
- DUBET François, *Les inégalités multipliées*, Les Editions de l'Aube, 2000.
- DUESENBERRY James, *Income, savings and the theory of consumer behavior*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1949.
- DURU-BELLAT Marie, KIEFFER Annick, « Du baccalauréat à l'enseignement supérieur en France : déplacement et recomposition des inégalités », In *Population*, Volume 63, n°1, 2008, http://www.cairn.info/revue-population-2008-1-page-123.htm
- DURU-BELLAT Marie, *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Le Seuil, 2006.
- EASTERLIN Richard,http://fr.wikipedia.org/wiki/Richard_Easterlin « Does Economic Growth Improve the Human Lot? », In DAVID Paul A. et REDER Melvin W., *Nations and Households in Economic Growth : Essays in Honor of Moses Abramovitz*, New York, Academic Press, 1974.
- EHRENBERG Alain, *La société du malaise : Le mental et le social,* Paris, Odile Jacob, 2010.
- EIKEMO Terje A, HUISMAN Martijn, BAMBRA Clare et KUNST Anton E, « Health inequalities according to educational level in different welfare regimes: a comparison of 23 European countries », In *Sociology of Health & Illness*, Volume 30, Issue 4, p. 565–582, Mai 2008. http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-9566.2007.01073.x/full
- ELBAUM Mireille, *Les inégalités sociales de santé, une question politique oubliée*, Interview pour l'Observatoire des inégalités, Paris, 2007. http://www.inegalites.fr/spip.php?article628
- European Commission, Eurobaromètre 315, *Social climate*, Full report, 2010, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_315_en.pdf
- European Commission, Eurobaromètre EB77, *L'opinion publique dans l'Union européenne,* Bruxelles, printemps 2012, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb77/eb77_first_fr.pdf
- European Commission, Eurobaromètre Spécial 354, *Risques liés aux aliments – Rapport,* décembre 2010, http://www.efsa.europa.eu/fr/riskcommunication/riskperception.htm
- EUROFOUND, *Fifth European Working Conditions Survey*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2012, http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2011/82/en/1/EF1182EN.pdf
- FORSE Michel, *« La diminution de l'inégalité des chances scolaires ne suffit pas à réduire l'inégalité des chances sociales »*, In *Revue de l'OFCE*, Paris, n°63, 1997, http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/6-63.pdf
- FREEMAN Richard B, « Job Satisfaction As An Economic Variable »,In *American Economic Review*, vol. 68(2), 1978, http://www.nber.org/papers/w0225.pdf
- GAUCHET Marcel, *Le désenchantement du monde : Une histoire politique de la religion,* Paris, Gallimard, 1985.
- GOUX Dominique, MAURIN Eric, *Les nouvelles classes moyennes,* Paris, Le Seuil, 2012.
- GRAHAM Carol, *The Pursuit of Happiness: An Economy of Well-Being,* Londres, 2012.
- GRANOVETTER Mark, « The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited », In *Sociological Theory*, Vol. 1, (1983), p. 201-233.
- GUIDETTI Fabien, *En 2011,* « La consommation des ménages marque le pas », In *INSEE Première,* Paris, Insee, n°1402, juin 2012, http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1402/ip1402.pdf
- HATCHUEL Georges, *Début 2002 : L'opinion se crispe, profondément affectée par la flambée des inquiétudes liées à l'insécurité*, Paris, CREDOC – Note de conjoncture, mars 2002.
- HAUT CONSEIL DE LA SANTÉ PUBLIQUE, *La santé en France et en Europe : convergences et contrastes, collection Avis et Rapports*, Paris, La Documentation Française, Mars 2012. http://www.hcsp.fr/docspdf/avisrapports/hcspr20120301_santeFranceEurope.pdf
- HERAN François, « La sociabilité, une pratique culturelle », *Économie et Statistique*, n° 216, INSEE, décembre 1988, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_1988_num_216_1_5267
- HUXLEY Aldous, *Brave New World,* Londres, 1996 (1932).
- INGLEHART Ronald, FOA Roberto, PETERSON Christopher, WELZEL Christian, « Development, Freedom and Rising Happiness, A Global Perspective (1981-2007) », In *Perspectives on Psychological Science,* Vol. 3, n° 4, 2008, p. 264-285, http://www.worldvaluessurvey.org/wvs/articles/folder_published/article_base_122/files/RisingHappinessPPS.pdf
- INRA, *La vache folle : histoire d'une crise,* sInd., http://www.inra.fr/dpenv/vfol___2.htm
- INSEE, « Qualité des emplois, Fiches thématiques », In *Emplois et salaires, édition 2012*, Paris, Insee, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPSAL12h_FTLo3quali.pdf

- INSEE, *Evolution des temps sociaux d'une journée moyenne jusqu'en 2010*, Paris, Insee, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=natccf05519
- Institut de recherches économiques et sociales, *Les mutations de l'emploi en France*, Paris, Editions La Découverte, Coll. « Repères », 2005.
- ION Jacques, « Interview pour le Grand Lyon », avril 2012, p. 2 http://www.millenaire3.com/uploads/tx_ressm3/Jacques_Ion.pdf
- ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros, VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui,* Paris, Autrement, 2005.
- JACQUOT Alain, « Cinquante ans d'évolution des conditions de logement des ménages », In *Données sociales - La société française*, INSEE, 2006. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/donsoc06za.pdf
- JACQUOT Alain, « Des ménages toujours plus petits », In *Insee première*, INSEE, 2006. http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1106/ip1106.pdf
- KAHNEMAN Daniel, KRUEGER Alan B., « Developments in the Measurement of Subjective Well-Being », In *Journal of Economic Perspectives*, Volume 20, Number 1, 2006, http://dataspace.princeton.edu/jspui/bitstream/88435/dsp016108vb296/7/PDF%20of%20Kahneman%20Krueger%20paper.pdf
- KNACK Stephen, « Civic Norms, Social Sanction and Voter Turnout », In *Rationality and Society,* Vol.4, 2002, p. 133-156.
- KRUGER Alan B, *Measuring the Subjective Well-being of Nations : National Accounts of Time Use and Well-Being*, University of Chicago Press, Chicago, 2008.
- KUNST Anton E., BOS Vivian et al., « Trends in socioeconomic inequalities in self-assessed health in 10 European countries », In *International Journal of Epidemiology*, août 2004, http://ije.oxfordjournals.org/content/34/2/295.full
- LAGARENNE Christine et LAMARCHE Pierre, « L'usage des contrats de travail », In *L'emploi, nouveaux enjeux - édition 2008*, Paris, Insee, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPLOIR08f.PDF
- LAMARCHE Pierre et SALEMBIER Laurianne, « Les déterminants du patrimoine : facteurs personnels et conjoncturels », In *Les revenus et le patrimoine des ménages (édition 2012)*, Paris, INSEE référence, 2012, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/REVPMEN12c_VE2_pat.pdf
- LANDAIS Camille. *Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ?*, Paris, École d'économie de Paris, juin 2007, http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/colloques/inegalites/pdf/landais_texte.pdf
- LANGLOIS Simon, « Mesurer scientifiquement le bonheur et la qualité de vie », In FAHMY Myriam, *L'état du Quebec*, Montréal, Boréal, 2010
- LAYARD Richard, *Happiness: Lessons from a new science*, Londres, Penguin Books, 2006.
- LE RHUN Béatrice, POLLET Pascale, « Diplômes et insertion professionnelle », In *France, portrait social - édition 2011*, Paris, Insee, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC11e_VE23Educ.pdf
- LINDBECK Assar et SNOWER Dennis, *The Insider-outsider theory of Employment and Unemployment*, Cambridge (Ma), MIT press. 1988
- MAYER Nonna, *Ces Français qui votent Le Pen,* Paris, Flammarion, 2002.
- MEDA Dominique, « Quel progrès faut-il mesurer ? », In *Esprit*, Juin 2009
- Ministère de l'éducation nationale, « Les parents d'élèves », http://www.education.gouv.fr/cid2659/les-parents-d-eleves.html
- Ministère de l'intérieur, *La sécurité routière*, http://www.securite-routiere.gouv.fr/la-securite-routiere/l-observatoire-national-interministeriel-de-la-securite-routiere/bilans-annuels/bilans-annuels-de-la-securite-routiere-en-france
- MUCCHIELLI Laurent, GOAZIOU Véronique, « Le miroir des inquiétudes contemporaines » In *Nouvelles Fondations,* n° 2, 2006/2, p. 5-11.
- MULLER Jorg, La politique autrement : les nouveaux rapports des jeunes à la politique, in *Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain ?*, Cahier de recherche n°292, CRÉDOC, décembre 2012, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C292.pdf
- OBSERVATOIRE DES INEGALITES, *Le taux de chômage selon le diplôme*, 2012 http://www.inegalites.fr/spip.php?article1585&id_mot=119
- OCDE, « Indicateurs alternatifs du bien-être », In *Réformes économiques*, Paris, Editions de l'OCDE, 2006.
- OCDE, *Comment va la vie? Mesurer le bien-être,* Paris, Editions de l'OCDE, 2011, http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr
- PAN KE SHON Jean-Louis, « D'où sont mes amis venus ?… », INSEE Première, 1998, n° 613, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip613.pdf
- PERRINEAU Pascal, « Les ressorts d'un « mal français » In *Revue Civique,* s.d., http://revuecivique.eu/articles-et-entretiens/citoyens-vie-publique/pascal-perrineau-les-ressorts-dun-mal-francais/#.UP6iVB1htc0
- PERRINEAU Pascal, *Le choix de Marianne : pourquoi, pour qui votons-nous ?*, Paris, Fayard, 2012.
- PIGOU Arthur Cecil, « The Classical Stationary State », In *Economic Journal*, volume 53, n°212, 1943.
- PONCELET Debora, *L'engagement parental dans la scolarité des enfants,* Paris, coll. « Revue internationale de l'éducation familiale », 2010.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD), *Indicateur de développement humain (IDH)*, http://www.undp.org/content/undp/fr/home.html
- PUTNAM Robert, *Making Democracy Work,* New York, Princeton University Press, 1993.
- REYNIE Dominique, « Comment expliquer le désenchantement à l'égard de la politique ? » In *Emission radio sur Europe 1 animée par Nicolas Poincaré,* 31 octobre 2012, http://www.jean-jaures.org/Manifestations/Les-rencontres/Comment-expliquer-le-desenchantement-a-l-egard-de-la-politique
- ROBERT Philippe, *L'insécurité en France,* Paris, Editions la Découverte, 2002.
- ROBERT Philippe, POTTIER Marie-Lys, « Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? » In *Revue de sociologie,* 45 (2), 2004, p. 211-242.
- SACKS Daniel W., STEVENSON Betsey et WOLFERS Justin, « The New Stylized Facts About Income and Subjective Well-Being », sl., Working paper, Emotion, décembre 2012,

http://www.brookings.edu/~/media/research/files/papers/2012/8/02%20income%20wellbeing%20wolfers/02%20income%20wellbeing%20wolfers.pdf
- Sénat, *« A quoi sert le Baccalauréat ? », Commission des affaires culturelles, Groupe de travail sur le baccalauréat*, Paris, Rapport n°370, http://www.senat.fr/rap/r07-370/r07-370-syn.pdf
- SENIK Claudia, *The French Unhappiness Puzzle : the Cultural Dimension of Happiness*, Paris, Paris School of Economics and University Paris-Sorbonne, 2011 http://www.cepremap.ens.fr/depot/docweb/docweb1113.pdf
- STIGLITZ Joseph E, SEN Amartya, FITOUSSI Jean-Paul, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009. http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf
- TCHERNIA Jean-François, « Bonheur et moral en Europe : De l'individuel au collectif », In BOY Daniel et al., *Les Français, des Européens comme les autres* ?, Paris, Presses de Sciences Po «Académique», 2010
- THELOT Hélène, « Dossier - Aspirer à changer d'emploi ou à modifier son temps de travail », In *L'emploi, nouveaux enjeux - édition 2008,* Paris, INSEE, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=EMPLOIR08k
- UNIVERSITY OF WATERLOO, Indice Canadien du Mieux être (ICME), https://uwaterloo.ca/indice-canadien-du-mieux-etre/
- VEENHOVEN Ruut, « The Four Qualities of Life : Ordering concepts and Measures of the Good Life », In *Journal of Happiness Studies*, 2000.
- VEENHOVEN Ruut, *World database of happiness, Bibliography*, 2008, http://www.worlddatabaseofhappiness.eur.nl
- VIEVARD Ludovic, *Les fondements théoriques de la solidarité et leurs mécanismes contemporains,* Etude présentée en mars 2012, http://www.millenaire3.com/Les-fondements-theoriques-de-la-solidarite-et-leur.122+M505718bdf20.0.html
- WATSON Dorothy, PICHLER Florian, WALLACE Claire, *Subjective well-being in Europe, Second European Quality of Life Survey*, EUROFOUND, (European Foundation for the Improvement for Living and Working Conditions),2010 http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2009/108/en/1/EF09108EN.pdf